

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°482

MAI 2025

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions du
Gouvernement français et de la Mairie de Paris*

— — — — —

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 €— Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **TURQUIE : LE PKK DÉCIDE DE SE DISSOUDRE ET DE METTRE FIN À SA LUTTE ARMÉE**
- **SYRIE : LEVÉE DES SANCTIONS OCCIDENTALES**
- **IRAK : BAGDAD CONTESTE EN JUSTICE LES NOUVEAUX CONTRATS GAZIERS DU KURDISTAN**
- **IRAN : ASSEZ D'URANIUM ENRICHIS POUR FABRIQUER 10 BOMBES**

TURQUIE : LE PKK DÉCIDE DE SE DISSOUDRE ET DE METTRE FIN À SA LUTTE ARMÉE

A l'appel de son leader emprisonné Abdullah Öcalan, le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) a réuni dans les maquis du Kurdistan irakien son 12^e Congrès qui s'est déroulé du 5 au 7 mai avec la participation de 232 délégués. Le Congrès a décidé de dissoudre "la structure organisationnelle du PKK" et de mettre un terme à la lutte armée menée depuis 1984. Cette insurrection kurde, qui fut la plus longue de l'histoire de la République turque, a provoqué la mort de 40.000 à 100.000 personnes selon les estimations, le chiffre de 100.000 étant avancé récemment par l'ancien vice-Premier ministre turc Bülent Arınç lors d'un colloque à Erbil. Les victimes sont à plus de 90 % des Kurdes, pour la plupart des civils, y compris des milliers d'intellec-

tuels, syndicalistes, étudiants, médecins et avocats assassinés par les escadrons de la mort de la gendarmerie turque (JITEM) durant la "sale guerre" de 1992-1996 dans ce que le New York Times avait qualifié de "Kurdish killing fields" et les ONG locales de "meurtres inconnus" (faili meçhul). À ce bilan humain, il faut ajouter la dévastation du pays kurde avec la destruction de 3.400 villages et de l'économie agro-pastorale traditionnelle, et les déplacements forcés de 2 à 3 millions de paysans kurdes pour priver la guérilla de moindres soutiens dans les campagnes. Le coût pour l'État turc, en termes financiers, a été récemment évalué à plus de 2.000 milliards de dollars par le président turc et par son ministre des Finances, Mehmet SIMSEK.

Le PKK, qui dans la période consécutive au coup d'État militaire turc de septembre 1980, extrêmement répressive, a mobilisé ses militants pour la création d'un Kurdistan uni et socialiste, a, au fil des ans et de l'évolution de son idéologie, modifié radicalement ses objectifs. Depuis l'arrestation de son leader Öcalan en 1999 et à l'appel de celui-ci, le PKK ne revendique plus qu'une vague "autonomie démocratique" au contenu et aux contours des plus imprécis. Ces dernières années, le mot "autonomie" a lui-même été abandonné au profit d'une "Turquie démocratique", sans revendication principale pour les quelque 26 millions de Kurdes de ce pays. L'heure est, selon le communiqué final du congrès (voir ci-dessus), à la paix, à la fraternité à la poursuite du combat pour les droits démo-

cratiques, un combat pacifique qui requiert l'abandon de la lutte armée.

Ce tournant qualifié d'historique par les médias (voir revues de presse du 24-25, 31, 104) a été salué par le président turc, pour qui il s'agit d'une "décision importante pour le maintien de la paix et de la fraternité". "Nous avançons avec confiance vers notre objectif d'un avenir sans terreur, surmontant les obstacles, en brisant les préjugés et en déjouant les pièges de la discorde". La décision d'autodissolution du PKK a également été saluée par les chancelleries occidentales ainsi que par les autorités du Gouvernement régional du Kurdistan.

En contrepartie de l'annonce de l'abandon de la lutte armée, le PKK n'a obtenu aucun engagement public du gouvernement turc, pas même une promesse d'amnistie, même si Ankara laisse entrevoir l'espoir de "gestes" ultérieurs après le dépôt des armes. La délégation du parti pro-kurde DEM, qui fait la navette entre İmralı (prison où est détenu Öcalan) et les partis politiques turcs, continue ses efforts de préparation de l'opinion publique turque et kurde en émettant des vœux de réconciliation, de "fraternité", sans contenu précis. Le décès de l'une des figures de cette délégation, Sırrı Süreyya Önder, député d'origine turque d'Istanbul et l'un des vice-présidents du Parlement turc, le 3 mai, a suscité une sorte de communion autour de lui, réunissant pour un moment de commémoration la plupart des responsables politiques kurdes et turcs à Istanbul (AFP, 3 mai). Ses funérailles ont été transmises en direct par certaines chaînes de télévision locales.

Par ailleurs, le 8 mai, le Parlement européen réuni à Strasbourg a approuvé par 367 voix pour, 74 contre et 188 abs-

tentions, le rapport sur la Turquie de l'eurodéputé espagnol Nacho Sánchez Amor qui estime que "au vu du recul démocratique en cours en Turquie, le processus d'adhésion à l'Union européenne ne peut être relancé". Les eurodéputés privilégient le développement de partenariats stratégiques avec Ankara (Euronews, 8 mai).

À titre d'information, voici une traduction en français du texte intégral de la déclaration finale du 12e Congrès du PKK, à partir du texte original diffusé par l'agence officielle du PKK, ANF, le 12 mai.

LA DÉCLARATION FINALE DU 12E CONGRÈS DU PKK

« Le processus entamé par la déclaration du dirigeant Abdullah Öcalan en date du 27 février s'est conclu avec succès lors de notre 12e Congrès du Parti, tenu du 5 au 7 mai, à la lumière des travaux multiples qu'il a menés et des différentes perspectives qu'il a offertes.

Malgré les conditions difficiles — la poursuite des affrontements, les attaques terrestres et aériennes, le siège sur nos zones et l'embargo du PDK — notre congrès s'est tenu en toute sécurité. Pour des raisons de sécurité, il a été organisé simultanément dans deux zones différentes. Réuni avec la participation de 232 délégués, le 12e Congrès du PKK a débattu des thèmes suivants : le Leadership, les Martyrs, les Blessés, l'Existence Organisationnelle du PKK et la Lutte Armée, ainsi que la Construction d'une Société Démocratique. Il a adopté des décisions historiques ouvrant une nouvelle phase pour notre Mouvement de Liberté.**

Les activités menées sous le nom de PKK sont terminées

Le 12e Congrès extraordinaire du PKK a estimé que la lutte menée par le PKK avait brisé la politique de négation et d'anéantissement

contre notre peuple, et permis d'approcher une résolution de la question kurde par la voie politique démocratique, accomplissant ainsi sa mission historique. Sur cette base, le 12e Congrès du PKK a décidé, sous la direction d'Öcalan, de dissoudre la structure organisationnelle du PKK et de mettre fin à la lutte armée, mettant ainsi un terme aux activités menées sous le nom de PKK.

Notre Parti, le PKK, est apparu sur la scène historique en tant que mouvement de liberté de notre peuple, en réaction à la politique de négation et d'anéantissement des Kurdes, héritée du Traité de Lausanne et de la Constitution de 1924. À sa naissance, il a été influencé par le socialisme réel et a adopté la stratégie de lutte armée sur la base du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Le PKK s'est formé dans un contexte marqué par une négation rigide des Kurdes, des politiques d'anéantissement, de génocide et d'assimilation. À partir de 1978, avec sa lutte pour la liberté, il a imposé la reconnaissance de l'existence kurde et inscrit la question kurde comme une réalité fondamentale de la Turquie. Grâce à sa lutte réussie, il est devenu un symbole d'espoir pour la liberté et de quête d'une vie digne pour les peuples de la région.

Dans les années 1990, époque où notre révolution de résurrection a entraîné de grands progrès pour notre peuple, le président de la République turque Turgut Özal a tenté de résoudre la question kurde par des moyens politiques. Le leader Öcalan a répondu à cette initiative par une trêve annoncée le 17 mars 1993, amorçant un nouveau processus. Mais l'influence lourde du socialisme réel, les courants mafieux imposés à notre ligne de guerre, et l'élimination par l'État profond de Turgut Özal et de son entourage,

ont conduit à l'échec de cette nouvelle phase, tandis que la politique de négation et d'anéantissement s'intensifiait. Des milliers de villages furent brûlés, des millions de Kurdes déplacés, des dizaines de milliers emprisonnés sous la torture, et des milliers assassinés de manière extrajudiciaire. Face à cela, le Mouvement de Liberté s'est renforcé tant sur le plan quantitatif que qualitatif ; la guerre de guérilla s'est étendue au Kurdistan et à la Turquie. Sous l'effet de cette guerre, le peuple kurde s'est soulevé. Ainsi, la guerre est devenue l'option principale pour les deux camps. L'escalade mutuelle du conflit n'a jamais pu être dépassée. Les efforts du dirigeant Öcalan pour résoudre pacifiquement la question kurde ont échoué.

Une réorganisation des relations kurdes-turques est inévitable

Avec le complot international du 15 février 1999, le processus a franchi une nouvelle étape. Ce complot visait notamment à déclencher une guerre kurdo-turque, mais celle-ci a été empêchée grâce aux sacrifices et efforts d'Öcalan. Bien qu'il soit détenu dans le système de torture et de génocide d'Imrali, il a maintenu son insistance pour une solution démocratique et pacifique à la question kurde. Depuis 27 ans, en régime d'isolement absolu, Öcalan lutte contre le système de génocide d'Imrali et a ainsi déjoué le complot international. Dans cette lutte, il a développé un paradigme sociétal démocratique, écologique et basé sur la libération des femmes, en analysant le système patriarcal, étatique et autoritaire. Il a concrétisé une alternative de liberté pour notre peuple, les femmes et l'humanité opprimée.

Se référant à la période antérieure au Traité de Lausanne et à la Constitution de 1924, période de rupture des relations kurdes-turques, Öcalan a adopté la pers-

pective d'une République Démocratique de Turquie fondée sur une Patrie Commune et une Nation Démocratique, reconnaissant les peuples kurde et turc comme éléments fondateurs. Les révoltes kurdes, le lien historique de mille ans entre Kurdes et Turcs, et les 52 ans de lutte d'Öcalan montrent que la seule solution viable passe par la Patrie Commune et une Citoyenneté Égalitaire. Les récents développements au Moyen-Orient dans le cadre de la Troisième Guerre mondiale rendent inévitable une réorganisation des relations kurdo-turques.

Notre peuple comprendra mieux que quiconque la dissolution du PKK et la fin de la lutte armée

Depuis 52 ans, en rejoignant la marche du Leader et du PKK au prix de grands sacrifices, notre peuple digne, qui a résisté à la politique de négation, d'anéantissement, de génocide et d'assimilation, embrassera le processus de paix et de société démocratique avec plus de conscience et d'organisation. Nous avons la conviction que notre peuple comprendra mieux que quiconque la décision de dissoudre le PKK et de mettre fin à la lutte armée, et qu'il assumera les devoirs de l'ère de la lutte démocratique pour la construction d'une société démocratique. Il est vital que notre peuple, sous la direction des femmes et des jeunes, crée ses propres structures dans tous les domaines de la vie, s'organise sur la base de l'autosuffisance avec sa langue, son identité et sa culture, se défende face aux attaques, et construise une société démocratique communale dans un esprit de mobilisation. Dans ce cadre, nous croyons que les partis politiques kurdes, les organisations démocratiques, les leaders d'opinion assumeront leurs responsabilités pour développer la démocratie kurde et la nation démocratique

kurde.

L'héritage de notre histoire de liberté forgée par la lutte et la résistance se développera plus fortement par la voie de la politique démocratique, conformément aux décisions du 12^e Congrès du PKK, et l'avenir de nos peuples progressera sur les bases de la liberté et de l'égalité. Nos peuples pauvres et laborieux, tous les groupes de croyance, les femmes, les jeunes, les ouvriers, les paysans, ainsi que toutes les composantes exclues du pouvoir, développeront une vie commune dans un environnement démocratique et juste en défendant leurs droits.

Nous appelons tout le monde à participer au processus de paix et de société démocratique

La décision prise par notre congrès de dissoudre le PKK et de mettre fin à la lutte armée constitue une base solide pour une paix durable et une solution démocratique. La mise en œuvre de ces décisions nécessite la direction et la gestion du processus par Öcalan, la reconnaissance du droit à l'action politique démocratique, et une garantie juridique solide et cohérente. À ce stade, il est crucial que la Grande Assemblée nationale de Turquie assume sa responsabilité historique. De même, nous appelons tous les partis politiques représentés au Parlement, en particulier le gouvernement et le principal parti d'opposition, les organisations de la société civile, les communautés religieuses et de foi, les médias démocratiques, les leaders d'opinion, les intellectuels, les universitaires, les artistes, les syndicats ouvriers et paysans, les organisations de femmes et de jeunesse, et les mouvements écologistes à prendre leurs responsabilités et à participer au processus de paix et de société démocratique.

L'appropriation du processus par les forces de gauche-socialistes de Turquie, les structures révolutionnaires, les organisations et les figures engagées donnera une nouvelle dimension à la lutte des peuples, des femmes et des opprimés. Cela reviendra à accomplir les objectifs des grands révolutionnaires dont les derniers mots furent : "Vive la fraternité des peuples turc et kurde et la Turquie pleinement indépendante !"

Le socialisme de société démocratique, représentant une nouvelle étape du processus de paix, de société démocratique et de lutte pour le socialisme, fera progresser le mouvement démocratique mondial vers un monde juste et égalitaire. Dans ce cadre, nous appelons nos amis, notamment ceux qui ont dirigé la Campagne Mondiale pour la Liberté, ainsi que l'opinion démocratique internationale, à renfor-

cer la solidarité internationale dans le cadre de la théorie de la modernité démocratique.

Nous appelons les puissances internationales à reconnaître leur responsabilité dans les politiques de génocide centenaire menées contre notre peuple, à ne pas faire obstacle à une solution démocratique, et à y contribuer de manière constructive.

Nous annonçons la mort des camarades Ali Haydar Kaytan et Riza Altun

Notre 12e Congrès du PKK, réuni à l'appel de notre Leader, a annoncé la mort de deux cadres dirigeants du Parti : Fuat-ALI HAYDAR KAYTAN, tombé en martyr le 3 juillet 2018, et RIZA ALTUN, tombé le 25 septembre 2019. Sur cette base, le camarade fondateur du PKK, Fuat-ALI HAYDAR KAYTAN, a été reconnu

comme le symbole de la "Fidélité au Leader, de la Vérité et de la Vie Sacrée", tandis que RIZA ALTUN, l'un des premiers compagnons d'Öcalan, a été reconnu comme le symbole de la "Camaraderie de la Liberté". Nous dédions notre 12e Congrès du Parti à ces deux grands camarades martyrs qui, depuis le début de notre Mouvement de Liberté, nous ont guidés sans relâche par leur combat. Nous renouvelons, en leur nom et au nom de tous les martyrs de la lutte, notre promesse de réussite, et affirmons notre engagement à réaliser les rêves du Martyr de la Paix et de la Démocratie, de camarade Sırrı Süreyya Önder.

Le socialisme étatiste-national perd ; le Socialisme de Société Démocratique mène à la victoire ! L'insistance pour l'humanité est l'insistance pour le socialisme ! Bijî Serok Apo !

SYRIE : LEVÉE DES SANCTIONS OCCIDENTALES

Le nouveau régime syrien, soutenu par l'Arabie Saoudite et la Turquie, a fait une percée diplomatique remarquable en pour sa légitimité internationale.

Le 7 mai, le président par intérim Ahmed al-Charaa a été reçu au Palais de l'Élysée par le Président Emmanuel Macron. Cette première visite du dirigeant syrien dans une capitale occidentale a été saluée comme un succès majeur pour un ancien chef djihadiste dont la tête était mise à prix il y a encore quelques mois par les services américains.

Au cours de cette visite, le président français a promis d'intervenir auprès de l'Union européenne pour la levée des sanctions frappant la Syrie. Il lui a demandé de veiller à ce que le processus de transition en cours inclue toutes les composantes de la société

syrienne, dans le respect de leur identité et de leur diversité. La France tient en particulier à la bonne intégration de ses alliés kurdes dans les institutions de la nouvelle Syrie.

Le 14 mai, le président américain Donald Trump, en visite officielle en Arabie Saoudite, a consenti, à la demande du prince héritier Mohammed bin Salman, à rencontrer "brièvement" al-Charaa à Ryad. L'entretien auquel a également assisté le prince héritier et, par visioconférence, le président turc Erdogan a finalement duré près de 30 minutes, selon la présidence.

Donald Trump a annoncé la levée de toutes les sanctions américaines frappant la Syrie et demandé à celle-ci de rejoindre les accords d'Abraham et de normaliser ses relations avec Israël. Il a appelé le nouveau régime syrien à expulser "les factions ter-

roristes palestiniennes" hébergées de longue date en Syrie et à "prendre la responsabilité des centres de détention" où se trouvent des membres de l'organisation État islamique contrôlés actuellement par les Forces démocratiques syriennes (FDS) à majorité kurde. Une telle prise de contrôle ouvrirait la voie au retrait de la présence militaire américaine dans le Rojava.

La décision du président américain de légitimer la nouvelle administration syrienne et de lever les sanctions a été saluée comme un "tournant" historique. Elle a donné lieu à des manifestations de liesse dans les rues de Damas. Elle a été suivie, quelques jours plus tard, le 21 mai, par l'annonce par l'Union européenne de la levée de toutes les sanctions économiques contre la Syrie.

"Nous voulons aider le peuple

syrien à reconstruire une nouvelle Syrie, inclusive et pacifique", a déclaré Kaja Kallas, la cheffe de la diplomatie européenne, à l'issue d'une réunion des ministres des Affaires étrangères des Vingt-Sept.

Cette mesure concerne essentiellement le système bancaire syrien, jusque-là interdit d'accès au marché international de capitaux. Elle prévoit également le dégel des avoirs de la banque centrale syrienne. L'UE se réserve le droit de rétablir ces sanctions en fonction de l'évolution du régime de transition syrien. (Le Monde, 21 mai)

Pour le chef de la diplomatie syrienne, Assad Hassan al-Chibani, "la levée des sanctions exprime la volonté régionale et internationale de soutenir la Syrie. Le peuple syrien a aujourd'hui une occasion historique et très importante de reconstruire son pays".

La levée des sanctions internationales imposées depuis 1979 à la Syrie, renforcées après la répression par la dictature de Bachar al-Assad de manifestations pro-démocratie en 2011, permettra à Damas de recevoir des financements nécessaires pour relancer l'économie et lancer des projets de reconstruction avec le soutien des pétromonarchies du Golfe.

Sur le plan intérieur, le nouveau régime fait toujours face à des défis économiques et sécuritaires énormes. Les affrontements entre les milices druzes et les forces du régime ont fait une centaine de morts et l'accord signé avec les dirigeants de la communauté druze et le gouvernement reste fragile.

Israël, qui abrite une petite communauté druze, se pose en défenseur de celle-ci. Le 2 mai, il a bombardé les abords du Palais

présidentiel syrien, pour signifier au nouveau régime qu'il devra cesser sa répression des druzes (New York Times, 2 mai).

Les relations avec l'importante communauté alaouite restent tendues et conflictuelles ; les auteurs de massacres perpétrés contre les alaouites n'ont pas été arrêtés. Certains d'entre eux auraient même été promus, comme les anciens chefs djihadistes d'origine étrangère coupables de nombreux crimes et meurtres. Ils paradedent sur les réseaux sociaux au grand dam de leurs victimes.

Ce climat lourd et conflictuel conduit l'ONU à alerter sur le risque d'une nouvelle guerre civile. S'exprimant devant le Conseil de sécurité, Geir Pedersen, émissaire spécial de l'ONU pour la Syrie, souligne "les dangers d'une reprise du conflit et d'une fragmentation du pays restant bien présents" malgré la chute du régime de Bachar al-Assad.

La veille, le secrétaire d'État américain Marco Rubio s'était lui aussi alarmé, avertissant que la Syrie pourrait être au bord d'une nouvelle "guerre civile à grande échelle" (Le Monde, 21 mai).

Les Kurdes, qui contrôlent et administrent le tiers nord-est du pays, continuent de chercher à régler par le dialogue, la négociation, leurs différences et litiges avec le régime islamiste de Damas sur des questions aussi fondamentales que la Déclaration constitutionnelle, qui tient lieu de constitution provisoire, l'organisation du pouvoir et de ses institutions sur une base décentralisée et démocratique, incluant toutes les composantes de la mosaïque syrienne et faisant droit à leur revendication d'autonomie locale.

Dans une tribune intitulée "Syrian

Freedom is Dangerously Incomplete" parue dans le New York Times du 28 mai, la représentante pour les relations extérieures de l'administration kurde de Rojava, Mme Ilham Ahmed, expose les lignes principales des deux visions divergentes de l'avenir de la Syrie, celle des Kurdes et celle du pouvoir islamiste de Damas, et appelle les alliés occidentaux à soutenir la vision démocratique et décentralisée défendue par les Kurdes pour éviter à la Syrie une nouvelle dictature centralisée qui pourrait conduire à de nouveaux conflits intercommunautaires.

Les négociations kurdo-syriennes, dans le cadre de l'accord en 8 points signé en mars dernier entre le général Mazloum Abdi, chef des Forces démocratiques syriennes (FDS), et le président syrien par intérim Ahmed al-Charaa, se poursuivent.

Le 27 mai, les deux parties ont convenu d'évacuer les citoyens syriens du camp d'al-Hol, situé dans le désert, qui abrite environ 37 000 personnes ayant des liens présumés avec Daech. Beaucoup sont des épouses et des enfants de combattants de l'organisation djihadiste. Les représentants n'ont pas abordé la question de savoir si Damas prendrait le contrôle du camp à l'avenir (AFP, Euronews).

Les États-Unis font pression pour que le gouvernement central prenne le contrôle des prisons de Rojava où environ 9 000 anciens combattants présumés de Daech sont détenus.

Le président par intérim et son groupe, étant des anciens de Daech et de l'armée salafiste, on peut aisément imaginer le sort qu'ils vont réserver à leurs anciens « frères de combat ».

En février dernier, l'administration kurde avait annoncé, en coordination avec l'ONU, son intention de vider d'ici fin 2025 les camps

du nord-est des déplacés syriens et irakiens, y compris les proches présumés des djihadistes.

À Alep, la mise en pratique de l'accord kurdo-syrien sur le contrôle par le gouvernement central des quartiers kurdes d'Achrafieh et de Cheikh Maqsoud, où vivent plus de 500 000 Kurdes, avance progressivement. Sur les sept check-points qui entourent les deux quartiers kurdes, les contrôles se font dorénavant de manière conjointe. Selon le coordinateur local des forces kurdes Mohammed Khalil :

« Jusqu'à présent tout se passe bien, nous faisons notre devoir tous ensemble. Grâce à cela, nos quartiers sont beaucoup plus sûrs qu'avant. »

Les institutions autonomes sont conservées ainsi que certaines particularités. Mais des points de négociation sont bloqués comme l'échange des prisonniers.

Le nouveau gouvernement est censé rendre aux Kurdes l'ensemble de leurs détenus, mais la plupart d'entre eux se trouvent actuellement dans les prisons turques.

« Le pouvoir syrien ne peut rien faire. Il est trop faible et ne peut pas désobéir aux ordres d'Ankara », explique Nouri Cheikh, coprésident du conseil local, cité par RFI (30 mai).

Pendant ce temps, la guerre de basse intensité contre Daech se poursuit.

• Le 15 mai, les FDS ont arrêté 10

individus suspectés d'appartenance à DAECH.

- Le 16 mai, dans des accrochages avec des cellules dormantes, un combattant kurde a été tué, trois autres blessés près de la localité d'al-Hamam, à 45 km de la frontière irakienne.
- Le 29 mai, pour la première fois depuis la chute du régime d'al-Assad, une patrouille militaire du nouveau gouvernement syrien a été victime d'une mine terrestre actionnée à distance par des djihadistes dans la province méridionale de Soueïda. Bilan : 1 mort et 3 blessés (AFP, 29 mai).

Profitant du vide de pouvoir et du chaos ambiant, Daech tente de se réorganiser. Sa guerre est loin d'être finie.

IRAK : BAGDAD CONTESTE EN JUSTICE LES NOUVEAUX CONTRATS GAZIERS DU KURDISTAN

Lors de son voyage aux États-Unis, le Premier ministre du Kurdistan, Masrour Barzani, a rencontré le Secrétaire d'État Marco Rubio ainsi que de nombreux sénateurs et congressmen américains pour les tenir informés de l'évolution de la situation politique au Kurdistan, en Irak et dans la région.

Cette visite officielle incluait aussi un important volet économique, avec notamment des rencontres avec les dirigeants des sociétés américaines souhaitant investir au Kurdistan, en tout premier lieu les compagnies pétrolières.

Dans ce cadre, il a signé, le 1er mai, deux importants accords. Le premier, avec Western Zagros, porte sur l'exploitation du bloc de Topkhana qui, avec le bloc voisin de Kurdamir, recèle 5.000 milliards de pieds cubes de gaz naturel et 900 millions de barils

de pétrole brut, dont les revenus sont estimés à 70 milliards de dollars sur la durée de vie du projet.

Le second contrat, conclu avec HKN Energy, concerne le champ gazier de Miran et ses 8.000 milliards de pieds cubes de gaz naturel, valorisés à 40 milliards de dollars à long terme.

Ces accords sont parfaitement conformes à la Constitution irakienne adoptée par référendum en 2005, qui stipule que l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles nouvelles — c'est-à-dire intervenant après l'adoption de la Constitution — relèvent du Gouvernement régional du Kurdistan (KRG), tandis que les ressources antérieures exploitées dans la région autonome relèvent de la cotutelle du gouvernement fédéral de Bagdad ou du KRG.

Cependant, sur cette question comme sur bien d'autres, telles

que la dotation financière du Kurdistan, le référendum sur le sort des territoires à majorité kurde dits « contestés », le gouvernement de Bagdad ne respecte pas la Constitution et son esprit de fédéralisme. Il veut imposer aux Kurdes sa vision d'une autorité centrale, d'un centralisme autoritaire hérité des dictatures précédentes.

C'est dans cette logique que, dès l'annonce de ces deux importants contrats avec des sociétés américaines, le gouvernement irakien a porté plainte contre le Gouvernement régional du Kurdistan devant un tribunal de commerce de Bagdad pour contester la validité de ces contrats (AFP, 27 mai).

De son côté, un porte-parole du Département d'État américain a clairement indiqué que l'accord signé avec les deux entreprises américaines correspondait parfaitement à la Constitution ira-

kienne. Pour les autorités kurdes, les deux entreprises américaines figurent déjà parmi les « principaux producteurs du Kurdistan ». Il n'y a donc lieu à aucune contestation juridique (Le Figaro, 27 mai).

Il est à noter que le ministère du Pétrole irakien a porté plainte devant un tribunal commercial de Bagdad et non pas devant la Cour fédérale, dont les décisions sont sans appel. L'Irak, dans le contexte géopolitique agité actuel, n'est pas en mesure de défier Washington. Les litiges

entre Bagdad et Erbil continuent d'impacter la vie des citoyens du Kurdistan.

Malgré les stipulations constitutionnelles sur la dotation financière du Kurdistan, malgré l'accord de gouvernement signé entre les partis kurdes et l'actuel Premier ministre, et malgré la loi budgétaire votée par le Parlement, le gouvernement de Bagdad continue de ne pas verser régulièrement les salaires des employés, des fonctionnaires et des retraités du Kurdistan. Excédé par ces manœuvres

mesquines et dilatoires, le président du PDK, Massoud Barzani, a déclaré le 15 mai que le traitement réservé par Bagdad aux fonctionnaires et employés du Kurdistan est « inacceptable ». « Bagdad doit traiter avec Erbil d'une manière fédérale, en conformité avec la Constitution », a-t-il rappelé. « Si le fédéralisme n'existe plus, ils doivent nous le dire, parce que le traitement actuel de la Région du Kurdistan n'est pas une relation fédérale. On dirait que les Kurdes sont des étrangers dans ce pays », a-t-il ajouté (Rudaw, 15 mai).

IRAN : ASSEZ D'URANIUM ENRICHI POUR FABRIQUER 10 BOMBES

LDans son rapport trimestriel sur le nucléaire iranien, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) alerte sur l'accélération du programme d'enrichissement de l'uranium.

La quantité d'uranium enrichi à 60 % est passée de 605 pounds en février 2025 à 900 pounds, soit environ 410 kg fin mai. Une quantité considérable qui pourrait, en quelques jours, être enrichie à 90 % pour servir de combustible à la fabrication de 10 bombes atomiques selon les experts cités par le *New York Times* du 31 mai.

Ces derniers estiment que la « weaponization », c'est-à-dire le processus de miniaturisation de la bombe afin d'en faire une tête nucléaire transportable par un missile balistique, pourrait prendre de 6 mois à un an. L'Iran est donc devenu un État de seuil, capable de franchir rapidement le pas pour devenir une puissance nucléaire.

Dans son rapport rendu public fin mai, le directeur général de l'AIEA Rafael M. Grossi écrit que « la production significativement accrue et l'accumulation de l'uranium hautement enrichi par l'Iran,

le seul État non puissance nucléaire à produire un tel matériel nucléaire, est une préoccupation sérieuse ». « Nous avons besoin d'obtenir une solution diplomatique et un système très robuste d'inspection par l'AIEA ». Il ajoute que « dans les années récentes, l'Iran a débranché beaucoup de caméras et de senseurs de l'AIEA sur des sites-clés, mais a autorisé les inspecteurs à se rendre dans le pays et mesurer ses stocks croissants d'uranium enrichi » (*New York Times*, 31 mai).

La perspective de voir l'Iran en capacité de se doter bientôt d'une bombe nucléaire a alerté les pays de la région, et en premier lieu Israël. Son Premier ministre a, le 30 mai, déclaré que « toutes les nations du monde devraient agir maintenant pour arrêter l'Iran ». Il a appelé Donald Trump à se joindre à Israël pour des frappes militaires contre les installations nucléaires de l'Iran. Selon lui, les installations iraniennes de production d'uranium enrichi de Natanz et Fordow sont plus vulnérables que jamais en raison des frappes israéliennes contre les défenses anti-aériennes de l'Iran en octobre dernier. Mais le président américain semble, pour

l'heure, privilégier la poursuite de négociations avec l'Iran dont la 4e session n'a toujours pas produit les progrès espérés par Washington.

Le 31 mai, l'envoyé spécial américain Steven Witkof a transmis au ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Arachchi, une proposition d'accord.

Celle-ci prévoit le démantèlement des installations d'enrichissement d'uranium contre la levée progressive de sanctions américaines et occidentales — une proposition qui n'a guère de chance d'être approuvée par l'ayatollah Khamenei. Pour les dirigeants de la République islamique, qui ont dépensé des milliards de dollars pour ces installations, le droit à l'enrichissement de l'uranium constitue une « ligne rouge » non négociable.

Intervenant sur la chaîne américaine NBC, un haut conseiller de Khamenei, Ali Shamkhani, a affirmé que « l'Iran est prêt à accepter un accord avec les États-Unis sur son programme nucléaire en échange de la levée immédiate des sanctions », ajoutant qu'il s'engagerait à ne jamais fabriquer d'armes nucléaires.

À quoi servirait alors l'enrichissement à 60 % de l'uranium, sachant que le combustible des centrales nucléaires est constitué d'uranium enrichi à moins de 5 %, et que même la propulsion nucléaire des sous-marins n'utilise que de l'uranium enrichi à 20 % ?

Sans doute à préserver ses capacités à fabriquer ultérieurement quelques bombes nucléaires, avec le concours plus ou moins secret de pays comme la Corée du Nord ou la Russie, pour sanctuariser le régime de la République islamique.

Parallèlement à son programme nucléaire, celle-ci poursuit activement le renforcement de son arsenal balistique, dont les progrès inquiètent les Occidentaux. Selon *Le Monde* du 10 mai, Téhéran possède aujourd'hui plusieurs types de missiles capables d'atteindre l'est de l'Europe. Selon les experts, trois ou quatre types de missiles de portée intermédiaire (IRBM) développés par l'Iran, de portées annoncées de 1.700 à 3.000 km, sont en mesure d'atteindre un arc allant du nord des Alpes italiennes, en passant par l'est de la France, le Danemark, voire la Suède.

Fin mars, le commandement stratégique des États-Unis (Stratcom), chargé de la dissuasion nucléaire, affirmait que l'Iran

pourrait bientôt, à travers son programme spatial, se doter d'un missile balistique intercontinental (ICBM) d'une portée supérieure à 5.500 km.

Les missiles iraniens, malgré leur portée affichée, ne seraient toutefois pas en mesure d'assurer une frappe de précision jusqu'en Europe, car ils ne disposeraient pas encore de systèmes de guidage continu et terminal.

La concordance de ces nouvelles alarmantes sur les progrès de l'arsenal balistique et l'accélération du programme nucléaire iranien vise-t-elle à préparer l'opinion publique occidentale à une confrontation militaire pour éliminer, ou du moins réduire, la menace iranienne ? Le président américain avait donné un délai de « quelques semaines ; deux mois maximum » pour les négociations avec l'Iran. En cas d'impasse ou d'échec, il pourrait décider d'accroître considérablement les sanctions visant l'Iran et les pays achetant son pétrole.

Quant à Israël, il semble décidé à utiliser, dès qu'il aura le consentement de Washington, la « fenêtre d'opportunité » exceptionnelle dont il dispose pour attaquer le régime iranien afin d'affaiblir au maximum son potentiel balistique et nucléaire.

En attendant, le régime continue sa guerre contre ses opposants et ses ennemis intérieurs.

Au cours du mois de mai, au moins 165 personnes ont été exécutées dans les prisons iraniennes, soit une augmentation de 143 % par rapport à la même période de 2024, où 67 exécutions capitales avaient été recensées par l'ONG des droits humains Hengaw.

Parmi eux, 26 prisonniers kurdes, 21 lours, 20 baloutches. 5 femmes figurent parmi les suppliciés.

Les médias officiels et les sites affiliés à la justice islamique n'ont rapporté que 6 exécutions sur les 165 recensées.

Toujours en mai, 132 opposants ont été arrêtés, dont 54 Kurdes et 29 baloutches.

Parmi les personnes arrêtées figurent 9 femmes, dont 5 militantes kurdes, 3 femmes bahaïes, 7 enseignants et professeurs d'université, ainsi que 3 écrivains.

Pour les noms des personnes exécutées et des opposants arrêtés, voir le site de l'ONG Hengaw (<https://hengaw.net/en/reports-and-statistics-1/2025/06/article-2-1>).

Turquie : à Istanbul, un 1er mai sous le signe de la résistance à Erdogan

Dans un pays fortement mobilisé après l'arrestation de plusieurs élus, dont Ekrem Imamoglu, le rassemblement organisé pour la fête des droits des travailleurs a pris une dimension nouvelle. Syndicats et partis de gauche, étudiants et salariés ont défilé au coude-à-coude.

« Un jour viendra, la roue tournera, l'AKP rendra des comptes au peuple ! » scandent les avocats du barreau d'Istanbul – dont le président est visé par une procédure de destitution – dans le cortège du 1er mai. Sous une pluie battante, la foule converge vers Kadiköy, sur la rive asiatique, à l'est de la métropole turque.

C'est peu dire que ce 1er mai a une coloration très politique, après l'arrestation d'Ekrem Imamoglu, le maire d'Istanbul, le 23 mars dernier, et les vagues d'incarcérations qui ont suivi. L'AKP, le Parti de la justice et du développement du président turc Recep Tayyip Erdogan, est particulièrement contesté dans les rangs de cette marche à l'appel de la Confédération révolutionnaire des syndicats de Turquie (Disk), de la Confédération des fonctionnaires (Kesk), de l'Union des chambres d'architectures de Turquie (TMMOB) et de l'ordre des médecins (TTB), autour du mot d'ordre « Nous gagnerons ».

Depuis l'arrestation d'Imamoglu, Özgür Özel, le secrétaire général de son parti, le CHP (le Parti républicain du peuple, social-démocrate), a tenu deux meetings par semaine. Lors du dernier, à Basaksehir, à l'ouest d'Istanbul, la veille de la fête des droits des travailleurs, il y a salué d'une voix éraillée tous les « démocrates



Depuis la scène où se tient le meeting syndical, une déclaration de Selahattin Demirtaş, leader de la gauche pro-Kurdes emprisonné par le régime d'Erdogan, est lue : « Nous résisterons jusqu'à bâtir ensemble un système démocratique. », © REUTERS/Dilara Senkaya

» réunis et a appelé à se rendre au rassemblement du 1er mai, à la fois avec le syndicat Disk à Kadiköy, et à Kartal avec le syndicat Türk-İs. Les autres partis de gauche, notamment le DEM (Parti de l'égalité et de la démocratie des peuples), représentation politique des Kurdes, le Parti des travailleurs (TIP), le Parti de gauche (SOL) et le Parti communiste (TKP) avaient également appelé à se rendre à Kadiköy.

« Une des plus grandes manifestations d'Istanbul »

Avant même la manifestation, dans le train urbain Marmaray, à l'approche du point de rendez-vous, Ali Ercan Akpolat, maire CHP d'un arrondissement, interpelle les passagers, rappelant la situation d'Imamoglu qu'il affirme avoir vu la veille. Autour de lui, des slogans fusent : « Tous ou aucun, seul on ne peut se sauver ! »

– un emprunt à Brecht –, certains entonnent déjà la chanson turque traditionnelle du 1er mai. Quelques instants plus tard, elle résonne dans les rues où les manifestants chantent, dansent et s'époumonent, agitant leurs banderoles et leurs drapeaux, abrités sous des casquettes floquées de leur logo syndical. Certains sont venus de loin pour manifester, parfois jusqu'à 100 kilomètres alentour.

Dans le cortège, Turgut De-deoglu, le président de la Disk journalisme, annonce « une des plus grandes manifestations d'Istanbul », rappelant que les arrestations vont au-delà des responsables politiques : « Plus de 30 journalistes ont été arrêtés » depuis le 23 mars. Mais la forte inflation que traverse le pays et le chômage ont aussi leur part dans cette affluence. « Les chiffres réels du chômage at-

teignent 28,8 % de la population active, soit 11 730 000 personnes, un record », indiquait le quotidien de gauche Bir Gün, dans son édition du 30 avril.

« Un programme a été mis en œuvre par la bourgeoisie nationale et internationale pour reprendre les droits des travailleurs », analyse Özkan Atar, le président de la branche métallurgie de la Disk. Et le pays subit des privations de libertés syndicales : « Il y a eu de nombreuses interdictions de grèves, mais aussi de former des syndicats, et des licenciements. » Un recul qui provoque, selon Özkan Atar, « de nombreuses protestations des travailleurs ». « L'arrestation du maire d'Istanbul et d'autres élus, pour les remplacer par des administrateurs, a ouvert la voie à une résistance sociale et démocratique, et c'est ce qui

converge aujourd'hui », conclut-il.

Plus de 400 arrestations

Le bleu de la Disk textile vient trouver le rouge omniprésent de la confédération. Juste devant les partis politiques, les étudiants d'Istanbul réclament

une « université gratuite et universelle ». Sur la place de Kadiköy où se rejoignent les cortèges partis de l'ancienne gare d'Haydarpaşa et de la gare de Söğütözü, les manifestants tiennent bon, sautillant au rythme des slogans, des refrains de Bella Ciao, engoncés dans des ponchos de plastique

pour se préserver des averses.

Depuis la scène où se tient le meeting syndical, une déclaration de Selahattin Demirtaş, leader de la gauche pro-Kurdes emprisonné par le régime d'Erdogan, est lue : « Nous résisterons jusqu'à bâtir ensemble un système démocratique. »

En ce 1er mai, plus de 400 personnes ont été arrêtées à proximité de la place Taksim, interdite aux manifestations depuis le 1er mai sanglant de 1977, selon le quotidien Cumhuriyet. La mobilisation populaire est au rendez-vous, mais il reste encore du chemin à parcourir.

The New York Times

**Vivian Yee, Reham Mourshed,
Hwaida Saad
May 1, 2025**

Death Toll Rises Sharply in a Wave of Sectarian Violence in Syria

With more than 100 people killed this week in a region controlled by the Druse minority, Druse leaders signaled new willingness to join forces with the Sunni Muslim-dominated government.

The death toll from this week's outbreak of sectarian violence in Syria has surpassed 100, a war monitoring group said on Thursday, after clashes between pro-government forces and militants from Syria's Druse minority spread to new areas.

But by Thursday night, government representatives had struck accords with Druse leaders in a bid to calm the violence. The move also appeared to be a step toward achieving the new government's goal of integrating the [complex web of armed groups](#) operating across the country into a national military. Leaders in the Druse-controlled Sweida region, previously reluctant to unite with government forces, expressed openness to doing so.

The unrest began on

Tuesday after an audio clip circulated on social media purporting to be of a Druse cleric insulting the Prophet Muhammad. The cleric denied the accusation, and Syria's Interior Ministry said he was not involved.

Nevertheless, armed Sunni Muslim extremist groups began attacking areas with large Druse populations, including the town of Jaramana near the capital, Damascus. Druse militias responded in force and the government sent forces to quell the unrest.

On Wednesday, the clashes spread to another town on the southern outskirts of Damascus, Ashrafieh Sahnaya, and into Sweida, where they continued until Thursday morning.

Five prominent Druse leaders released a state-

ment Thursday night saying that Interior Ministry personnel and judicial police "drawn from the people" of Sweida "must be activated," indicating a willingness to join forces with the government.

They also said government forces were deploying to secure the road from Sweida to the capital, where clashes occurred on Wednesday. The government also agreed to send reinforcements to protect Jaramana, Druse leaders there said.

Jibrān, a doctor who treated some of the wounded in Sweida, said a delegation of Druse leaders from Sweida were ambushed on their way to Ashrafieh Sahnaya on Wednesday morning by Bedouin tribal fighters with mortars and machine guns.

Though government security forces later arrived to restore order, Bedouin tribes that night began shelling a Druse militia checkpoint in the town of Kanaker, southwest of Sweida, instigating another battle overnight, said Jibrān, who asked to be identified only by his first name because of the remaining threat of violence. He said about 70 people had gone missing or been killed.

In a country where minorities already felt deeply vulnerable, this week's major outbreak of sectarian violence — the second since a rebel coalition toppled President Bashar al-Assad and seized power — exposed Syria's fractures even further.

That coalition was led by the Islamist group Hayat Tahrir al-Sham, which was once linked to Al Qaeda,

and included other Islamist armed groups with more extreme ideologies. Many of those groups have not dissolved into the new national military, and Syria's new authorities have shown little capacity to rein them in.

The Syrian Observatory for Human Rights, a Britain-based war monitor, said the death toll from three days of clashes rose to 101 by Thursday.

The Observatory reported for the first time on Thursday that 35 Druse had been killed on the road connecting Sweida to Damascus, and five Druse fighters in a village in Sweida.

Those killed in Ashrafiyah Sahnaya on Wednesday included a former mayor from the area, Hassan Warwar, and his son, the Observatory said.

The Observatory said 20 from the government's security forces were also killed in this week's unrest, and 10 from allied groups.

The Druse practice a religion that is an offshoot of Islam. Israel, which has a close relationship with Israeli Druse, also [entered the fray](#) on Wednesday, launching airstrikes against what it characterized as "operatives" who had attacked Syrian Druse civilians.



A funeral procession for Druse fighters killed in attacks by extremists on the Druse city of Jaramana, Syria, on Wednesday. Credit... Nanna Heitmann for The New York Times

Abu Hassan, a Druse militia commander in Sweida who goes by a nom de guerre, said thousands of fighters had battled in several places on Wednesday between Sweida and Daraa, another southwestern city. He said Druse militants were fighting Bedouin militants allied with the government, among others.

The governor of the area that includes Jaramana and Ashrafiyah Sahnaya, Amr al-Sheikh, blamed "outlawed groups" for starting the initial violence in a news conference on Wednesday, but did not identify the groups. Mr. al-Sheikh did not acknowledge the presence of pro-government

armed factions, saying only that official government forces had deployed to protect the two towns.

Other security officials, however, have privately acknowledged that the government is unable to control all armed groups that support it.

"We have the right to keep our weapons to protect ourselves from these random factions," said Loubna Baset, a Druse activist in Sweida.

The government "is claiming that they are sending all these military reinforcements to protect us, but we don't trust them," she added.

Despite the sectarian battle lines, the government's general security forces include Druse and other minorities as well as fighters from the country's Sunni Muslim majority. Druse were among the general security forces killed this week.

But despite promises of inclusivity from the government, Syrian minorities remain on edge, an anxiety that deepened after a [March wave of sectarian killings](#) hit Syria's coastal region, home of the country's Alawites, the minority group that the Assad family belongs to.

The New York Times May 2, 2025

Israel Launches Airstrikes Near Syrian Presidential Palace

It was the second time in days that Israel intervened militarily in Syria amid a wave of sectarian violence there.

Israeli fighter jets struck near the Syrian presidential palace on Friday in what Israeli leaders said was a warning to the government to protect the Druse minority after a new wave of sectarian violence.

More than 100 people were killed this week in clashes involving a number of parties, including Sunni Muslim extremists not fully under the government's control, forces from the new government and fighters from the country's Druse minority.

The Israeli strike was the latest in a series of attacks on Syria over the past months aimed at preventing weapons and territory near Israel's borders from falling into the hands of hostile forces. But it was also a reminder that the new Syrian government has little recourse beyond condemning such attacks as it struggles to gain control over a fractured country and unify it following almost 14 years of civil war.

Both Israel and Syria have large Druse communities. And Israel has offered before to protect the Syrian Druse should they come under attack during the tumultuous transition of power in the country after Islamist rebels overthrew the dictatorship of Bashar

al-Assad in December.

Israel has carried out hundreds of airstrikes and incursions on Syrian territory, destroying weapons and military outposts. It made clear again on Friday that it was determined to prevent southern Syria, parts of which are controlled by the Druse, from falling under the sway of more extreme groups that could threaten Israel.

Israel said it attacked near the presidential palace in the capital, Damascus. Israel's defense minister, Israel Katz, called it "a clear warning" to the new Syrian president, Ahmed al-Shara. He said when Mr. al-Shara "wakes up and sees the results of Israeli Air Force jets' strike, he will understand well that Israel is determined to prevent any harm to the Druse in Syria."

Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel has in the past demanded a total demilitarization of southern Syria and said Israel won't allow the forces of the new Syrian military to enter territory south of Damascus.

Israel has carried out hundreds of airstrikes and incursions on Syrian territory, destroying weapons and military outposts. Nanna Heitmann

for The New York Times

Analysts said Israel's determination to prevent hostile groups inside Syria from establishing a military presence near its borders stemmed partly from its experience with Hezbollah in Lebanon. For decades, Hezbollah, the Iran-backed Lebanese militant group, established strongholds in southern Lebanon near the border with Israel that enabled it to threaten Israeli communities across the frontier — tensions that led to multiple conflicts. The strike on Friday was the second time this week that Israel intervened militarily inside Syria on behalf of the Druse amid a new bout of sectarian violence in the country. During the unrest, Sunni extremists attacked areas with large Druse populations on the outskirts of Damascus.

Before he became president, Mr. al-Shara led the Islamist rebel group Hayat Tahrir al-Sham, which was once affiliated with Al Qaeda, and headed a coalition of rebel forces that toppled Mr. al-Assad. The coalition included his group and other Islamist rebel factions with more extreme ideologies.

Many of those groups have not been brought under the control of new

national military, and Syria's authorities have shown little capacity to rein them in.

The Syrian president's office condemned the Israeli attack near the presidential palace as a "dangerous escalation" aimed at undermining the country's stability. It was one of the strongest statements yet by Syria's new leaders against Israel.

But Mr. al-Shara cannot afford a further escalation with Israel. His government's control still does not extend to large parts of the country. He is struggling to build a new military, calm waves of sectarian violence and unify a country ripped apart by years of civil conflict.

The Druse are one of Syria's many minorities, and their militias have so far resisted integration into the national military.

There are more than one million Druse across the Middle East, mostly in Syria and Lebanon, and some in Jordan and Israel. The Druse practice a secretive offshoot of Islam that contains elements of Christianity, Hinduism, Gnosticism and other philosophies.

The monotheistic sect rec-

ognizes the prophets of the Abrahamic faiths, including Jesus, John the Baptist, Muhammad and Moses, and reveres Greek philosophers like Plato and Socrates.

Wherever they may be, the Druse generally tend to participate in national civic and political life and often serve in the local military while maintaining a distinct culture and religious practice.

Some Syrian Druse have [ties to the Druse community in Israel](#), and Israel has not only offered to protect the Druse in Syria, but also tried to cultivate relations with the community. But many Syrian Druse have rejected what they consider potentially destructive foreign meddling.

The [Druse community in Israel](#), however, is [pressing for Israel to intervene](#). Friday's strike in Damascus came after Druse protesters in Israel blocked highways on Thursday amid mounting demands from members of the community there that Israel act forcefully in Syria.

The Israeli military also said on Thursday that its forces were deployed in the southern Syrian region and "prepared to prevent hostile forces from entering the region and Druse villages."

Mr. Katz, the defense minister, said on Thursday that Israel would "respond with great severity" if attacks on the Druse did not stop, saying the Syrian leadership bore responsibility for preventing them. "We are committed to de-



Pro-government protesters gathered in Sahnaya, Syria, on Friday after Israel carried out airstrikes. Nanna Heitmann for The New York Times

fending the Druse," he added.

On Wednesday, Israel launched airstrikes on Syria and threatened to strike government forces there if clashes persisted between Sunni extremist militants loosely affiliated with the government and Druse militia members. The Israeli military said its aircraft had struck a group of "operatives" whom Israel accused of having "attacked Druse civilians" in the spreading violence around the outskirts of Damascus.

The funeral of a Druse fighter killed in the recent unrest, in Jaramana, Syria on Wednesday. Nanna Heitmann for The New York Times

The most recent outbreak of sectarian unrest in Syria began on Tuesday after an audio clip circulated on so-

cial media purporting to be of a Druse cleric insulting the Prophet Muhammad. The cleric denied the accusation, and Syria's Interior Ministry said he was not involved.

Armed Sunni extremists then began attacking areas with large Druse populations, including the city of Jaramana near Damascus. Druse militias responded in force, and the government sent security personnel to quell the unrest.

On Wednesday, the clashes spread to another town on the southern outskirts of Damascus, and into the Druse-controlled Sweida region of southern Syria, with fighting continuing until Thursday morning.

Five prominent Druse leaders released a statement Thursday night indi-

cating a willingness to join forces with the government. They said government forces were being deployed to secure the road from Sweida to the capital.

The government agreed to send reinforcements to protect Jaramana, Druse leaders said.

The State Department on Thursday called on Syria's government to stop the sectarian violence and hold the perpetrators accountable.

"The recent violence and inflammatory rhetoric targeting members of the Druse community in Syria is reprehensible and unacceptable," [said a spokeswoman, Tammy Bruce](#). "Sectarianism will only sink Syria and the region into chaos and more violence."

The New York Times May 4, 2025

British Police Arrest Iranian Nationals in Counterterrorism Investigations

Seven Iranians were among eight men arrested in two investigations. Some of the detained were accused of preparing a terrorist attack on an unnamed site.

New Scotland Yard, the headquarters of the Metropolitan Police, in London. One of Britain's top security officials said last year that Iran was a growing threat. Dan Kitwood/Getty Images

British counterterrorism officers have arrested eight men, including seven Iranian nationals, in connection with two separate investigations, London's Metropolitan Police said on Sunday.

In one of the cases, four Iranians and another man whose nationality has yet to be determined were detained on Saturday on suspicion of preparing a terrorist act against a single site.

"The investigation relates to a suspected plot to target a specific premises," the police said in a statement issued early Sunday. The police added that the site was not being named "for operational reasons." Dominic Murphy, the head of the Metropolitan

Police's Counter Terrorism Command, said the investigation was "fast-moving" and that police were "working closely with those at the affected site to keep them updated."

He added: "The investigation is still in its early stages and we are exploring various lines of inquiry to establish any potential motivation as well as to identify whether there may be any further risk to the public linked to this matter."

The police said that two of the Iranian nationals were aged 29, one was 46 and the other 40. They were arrested in London and Swindon, about 80 miles west of the capital, and in Stockport and Rochdale in the northwest. The other man was arrested in the Manchester area.

In a later statement, the police said that three Iranians, aged 39, 44 and 55, were detained at separate locations in

London on Saturday but that those arrests were not connected to the other investigation.

"All three men have been taken into custody and searches continue at the three addresses," the police said. They added that the men were detained under the National Security Act 2023, which was introduced to tighten protections against hostile acts against Britain.

Yvette Cooper, the home secretary, described the arrests as "serious events that demonstrate the ongoing requirement to adapt our response to national security threats."

She added: "The government continues to work with police and intelligence agencies to support all the action and security assessments that are needed to keep the country safe."

Further details of the type of plots being investigated were not given.

In a [speech](#) last year, Ken McCallum, the head of MI5, Britain's domestic security service, identified Iran as a country of growing concern to counterterrorism police. He said that, since January 2022, the security services had responded to 20 Iranian-backed plots that posed potentially lethal threats to British citizens and residents.

Mr. McCallum cited as an example the jailing of a man last December for reconnaissance of what was then the headquarters of [Iran International](#), a Persian-language opposition TV channel that operates from Britain.

Speaking to the BBC on Sunday, Wes Streeting, the health secretary, said that the government "will obviously keep the public updated as we can," but added: "given these are live investigations it wouldn't be appropriate for me to comment further."

Gaza, Syrie, Iran : Israël intensifie ses opérations militaires et ses menaces

L'Etat hébreu prépare un nouvel assaut d'ampleur dans la bande de Gaza, multiplie ses interventions en Syrie, sur fond de tensions confessionnelles, et menace les houthistes du Yémen, alliés de l'Iran, après le tir d'un missile qui a touché l'aéroport international Ben-Gourion.

Israël a intensifié ses opérations militaires sur plusieurs fronts ces derniers jours. L'Etat hébreu a lancé samedi 3 mai une nouvelle mobilisation, pour une « *durée significative* », de plusieurs brigades et plusieurs dizaines de milliers de réservistes pour étendre ses opérations dans la bande de Gaza. Les réservistes seront déployés le long de la frontière libanaise et en Cisjordanie occupée, pour y remplacer les conscrits, qui seront eux envoyés à Gaza.

Ce plan d'extension des opérations militaires dans l'enclave, après dix-neuf mois de guerre intense, a été approuvé à l'unanimité, dimanche soir, par le cabinet de sécurité israélien, l'organe gouvernemental chargé de la conduite du conflit. La rotation devrait prendre une dizaine de jours, ce qui permettra à Israël d'être sur le pied de guerre lorsque le président Donald Trump aura achevé sa visite en Arabie saoudite, au Qatar et aux Emirats arabes unis, qui commence le 13 mai – visite dont l'un des buts est d'amener Israël et le Hamas à transiger sur leurs positions maximalistes.

L'Etat hébreu affirme que cette initiative s'inscrit dans le cadre d'un plan de montée en pression graduelle sur le mouvement islamiste palestinien, pour l'amener à accepter un accord de cessez-le-feu plus avantageux pour Israël, qui souhaite la libération de ses otages tout en maintenant son armée dans l'enclave. Début mars, c'est d'abord l'aide hu-



Des véhicules blindés israéliens prennent position à la frontière entre Israël et la bande de Gaza, le 4 mai 2025. MENAHEM KAHANA / AFP

manitaire qui a été coupée. Puis l'électricité alimentant une installation de désalinisation d'eau. Le 18 mars, l'armée israélienne reprenait l'offensive par une série de frappes fulgurantes et meurtrières, et entrait sur le territoire palestinien, chassant peu à peu la population en multipliant les ordres d'évacuation et les bombardements, prélude à une opération d'envergure.

Eyal Zamir, le chef d'état-major, a promis la manière forte dimanche 4 mai, lors d'une rencontre avec des commandos de marine israéliens : « *Nous intensifions la pression dans le but de ramener nos [otages] et de vaincre le Hamas. Nous agissons dans d'autres zones et détruisons toutes [ses] infrastructures, à*

la surface comme sous terre ». Mais il avait aussi averti le gouvernement quelques jours plus tôt des risques d'une telle manœuvre : « *Gardez à l'esprit que nous pourrions perdre [les otages].* » Encore 59 personnes, dont 24 présumées vivantes, sont entre les mains du mouvement islamiste palestinien.

Un plan qui « sacrifie » les otages

Un projet visant à faire entrer de l'aide humanitaire à Gaza et à la distribuer par l'intermédiaire d'entreprises privées a également été approuvé par le cabinet de sécurité, bien que le ministre ultranationaliste Itamar Ben Gvir ait voté contre. Ce plan, qui laisse sceptiques les ONG présentes

sur place, prévoit que chaque famille palestinienne désigne un membre chargé de se rendre dans la « *zone de sécurité* », sous le contrôle de l'armée, pour recevoir un colis de nourriture délivré par une compagnie de sécurité privée. Rien n'est dit sur l'organisation des déplacements, dans une bande de Gaza privée de transports. Rien n'est dit sur le processus de sélection de l'émissaire familial, ni sur le sort qui lui sera réservé quand il sortira de la « *zone de sécurité* », alors que les violences liées aux pillages de nourriture reprennent et que les bombardements israéliens se poursuivent.

La mobilisation, d'ampleur relativement mesurée, permet pour l'heure au gouvernement d'éviter une confrontation bru-

tale avec une partie des réservistes israéliens. Ceux-ci, lassés par une guerre aux objectifs imprécis menée par un gouvernement contesté, ne sont que 50 % à 70 % à se présenter pour le service. Deux soldats ont été tués samedi dans l'explosion d'un engin explosif à l'entrée du tunnel à Rafah. Six sont morts depuis la reprise des hostilités, le 18 mars. Nombreux doutent, en Israël, qu'une nouvelle offensive vienne à bout du Hamas, alors que dix-neuf mois de guerre, de blocus humanitaire et de destructions systématiques n'ont pas fait plier le mouvement islamiste palestinien. Celui-ci s'oppose toujours à un accord partiel. Il veut la fin de la guerre et le retrait total des troupes israéliennes de la bande de Gaza en échange de la libération des otages. Lundi, le Forum des familles d'otages a déploré que le nouveau plan militaire du gouvernement israélien « sacrifie » les otages.

Dans ce contexte marqué par l'absence totale d'avancée sur les négociations, les tensions se sont exacerbées, dimanche, avec les houthistes du Yémen, proches de l'Iran. Ces derniers, disant agir en solidarité avec les Palestiniens

de Gaza, ont tiré un missile balistique qui est parvenu à percer les défenses anti-aériennes israéliennes pour tomber dans la zone de l'aéroport Ben-Gourion, provoquant sa fermeture. En réponse, le premier ministre, Benjamin Nétanyahou, a menacé les houthistes et l'Iran : « *Les attaques des houthistes émanent de l'Iran. (...) Nous avons agi contre eux par le passé et nous agirons dans l'avenir, mais je ne peux pas détailler (...). Ça ne se passera pas en "un seul boum", mais il y aura "beaucoup de boums"* ». Washington, allié d'Israël, s'est chargé de la réponse contre le Yémen. Les houthistes ont accusé lundi, à l'aube, les Etats-Unis d'une dizaine de frappes sur la capitale, Sanaa, et ses environs.

« Un signal envoyé à Charaa »

Pour l'heure, Donald Trump dissuade le gouvernement israélien de lancer des frappes directes contre la République islamique. Il vient en outre de se séparer de son conseiller à la sécurité nationale, Mike Waltz, considéré comme le relais des Israéliens dans leur projet de s'attaquer au pro-

gramme nucléaire de Téhéran, comme l'a révélé le *Washington Post* samedi.

Le premier ministre israélien voit ses marges de manœuvre limitées. Il a reporté une visite en Azerbaïdjan, prévue mercredi, pour rencontrer le président Ilham Aliev, qui tente une médiation entre Israël et la Turquie. Les deux puissances régionales s'affrontent à distance en Syrie. Mais la Turquie a interdit à M. Nétanyahou le survol de son territoire. Elle soutient le nouveau président syrien, Ahmed Al-Charaa, alors qu'Israël s'en méfie. L'Etat hébreu estime que son voisin pourrait représenter une menace à l'avenir.

Encouragé par la minorité druze israélienne, il s'impose comme le protecteur de celle de Syrie, au cœur d'affrontements dans la banlieue de Damas et le sud du pays, et a envoyé des avertissements au leader syrien, sous la forme de frappes à proximité du palais présidentiel, ces derniers jours. « *C'est un signal envoyé à Charaa : [une manière de dire] contrôle tes factions ! Empêche-les d'approcher du plateau du Golan [dont une partie est occupée et annexée*

par Israël]. *Sinon, Israël continuerait de viser les bases militaires* », estime Jacques Neria, analyste pour le Jerusalem Center for Security and Foreign Affairs. Selon lui, l'armée tenterait d'exercer une influence sans maintenir une présence fixe et pérenne dans le sud-ouest de la Syrie : « *Israël ne veut pas s'y enliser comme au Liban dans les années 1980.* »

Mais l'armée israélienne s'implique sur le terrain, allant jusqu'à livrer de l'aide humanitaire dans la ville de Souweïda, bastion druze. Et une quinzaine de blessés de cette communauté ont été amenés à l'hôpital Ziv, à Safed, dans le nord d'Israël. Au risque de stigmatiser et de fragiliser une minorité incertaine de son sort, dans une Syrie en transition.

Entre une opération graduelle à Gaza qui commence à ressembler à la mise en place d'une occupation militaire de longue durée, et le maintien d'une influence en Syrie à coups de frappes aériennes, Israël continue ses guerres sur plusieurs fronts, sans stratégie affichée sur le « jour d'après ».

LE FIGARO

avec AFP
06 mai 2025

Turquie: l'inflation a continué de ralentir en avril, à 37,8% sur un an

L'inflation a ralenti en avril en Turquie pour le onzième mois consécutif, à 37,8% sur un an, selon les chiffres officiels publiés lundi. La hausse des prix à la consommation s'est établie à 3% sur un mois, a précisé l'Institut statistique turc (Tüik). Selon les données officielles, la flambée des prix concerne tout particulièrement l'éducation (+79,2%), le logement (+74%), l'hôtellerie et restaura-

tion (+41,8%) et les dépenses de santé (+41,9%).

L'inflation avait dépassé les 75% en mai 2024 en glissement annuel, avant de ralentir à partir de juin. Ce reflux a conduit la banque centrale turque à abaisser son principal taux directeur de 50% à 42,5% entre décembre et mars, avant de le relever en avril à 46%. Il s'agissait de la première hausse du taux di-

recteur depuis mars 2024, justifiée par la banque centrale par les «risques» qui pèsent sur le processus de désinflation.

Les chiffres officiels de l'inflation sont contestés par les économistes indépendants du Groupe de recherche sur l'inflation (Enag), pour qui la hausse des prix à la consommation s'élève à 73,8% en glissement annuel. Des éco-

nomistes avertissent cependant que le récent décalage de la livre turque, consécutif à l'arrestation le 19 mars du maire d'opposition d'Istanbul, pourrait mettre en péril les objectifs du gouvernement turc, qui vise une inflation à 24% fin 2025. La livre turque s'échange depuis plusieurs semaines autour de 38 livres pour un dollar, à un niveau historiquement bas.

Français détenus en Iran : Emmanuel Macron assure agir « sans relâche » pour la libération de Cécile Kohler et Jacques Paris

Contraints à des « aveux forcés » diffusés sur la télévision d'Etat iranienne la professeure de lettres et son compagnon sont incarcérés depuis trois ans dans la prison d'Evin de Téhéran.

Les Français Cécile Kohler et Jacques Paris, accusés d'« espionnage » par l'Iran, franchissent mercredi 7 mai le cap des trois ans de détention, considérés comme des « otages d'Etat » par Paris. Ils sont officiellement les deux derniers Français emprisonnés en Iran, qui détient plusieurs autres Européens.

Cette professeure de lettres de 40 ans, originaire de l'est de la France, et son compagnon septuagénaire ont été arrêtés le 7 mai 2022, au dernier jour d'un voyage touristique en Iran. Ils sont incarcérés dans la sinistre section 209, réservée aux prisonniers politiques, de la prison d'Evin, à Téhéran.

Ce dossier reste « une priorité absolue » de la France, a assuré le chef de la diplomatie française, Jean-Noël Barrot, qui a promis de ne ménager « aucun effort pour obtenir la libération de Cécile Kohler et Jacques Paris. En ajoutant, qu'« ils ont été arrêtés sans fondement », dans une vidéo postée sur X. Le président de la République, Emmanuel Macron a lui aussi garanti que la France « agit sans relâche pour obtenir [la] libération » des deux otages français. « J'assure leurs familles de notre soutien indéfectible », a-t-il poursuivi dans un message posté sur X.

« Aveux forcés »

« C'est très, très dur. On est fatigués, on ne se serait jamais imaginé que ça pourrait durer aussi longtemps », dit



Portraits de Cécile Kohler et de Jacques Paris installés sur les grilles du Palais-Bourbon, à Paris, le 25 mars 2025. BERTRAND GUAY / AFP

à l'Agence France-Presse (AFP) Noémie Kohler, la sœur de Cécile, à la veille de la date anniversaire, à l'occasion de laquelle seront organisés une quarantaine de rassemblements de solidarité dans toute la France. « Cécile et Jacques sont de plus en plus désespérés et y croient de moins en moins », explique la jeune femme, qui alerte sans relâche sur le sort des prisonniers et leurs conditions d'incarcération « absolument destructrices ».

Mardi soir, les proches de Cécile Kohler et d'anciens détenus français en Iran, Benjamin Brière, Bernard Phelan et Olivier Grondeau, ont organisé un rassemblement devant l'ambassade d'Iran à Paris

pour réclamer la libération des deux détenus.

Contraints à des « aveux forcés » diffusés par la télévision d'Etat iranienne quelques mois après leur arrestation, n'ayant eu que quatre visites consulaires en trois ans, les deux Français sont soumis, selon la diplomatie française, à des dispositions « assimilables en droit international à de la torture ». Lumière allumée vingt-quatre heures sur vingt-quatre, trente minutes de sortie deux ou trois fois par semaine, rares et courts appels sous haute surveillance à leurs proches, le dernier date du 14 avril. Les familles décrivent des conditions d'incarcération corroborées par les témoignages d'anciens détenus

français en Iran.

Ils sont également soumis à une pression psychologique intense. « Cela fait plusieurs mois qu'on leur dit qu'un verdict est imminent, qu'il sera extrêmement sévère, on leur annonce à chaque fois des échéances et il ne se passe jamais rien », rapporte Noémie Kohler.

« Diplomatie des otages »

Entre 2023 et 2025 au moins cinq Français ont été libérés, après plusieurs mois, voire plusieurs années, de détention, mais Cécile Kohler et Jacques Paris ont désormais vécu trois années complètes en prison, dont trois mois à l'isolement total.

Aucune explication n'a jamais été officiellement livrée sur les conditions de libération des autres prisonniers qui, assurent les autorités françaises, n'ont donné lieu à aucune contrepartie. Paris et les autres chancelleries européennes dont des ressortissants sont détenus en Iran accusent Téhéran de pratiquer la « diplomatie des otages », pour obtenir l'élargissement de certains de ses propres ressortissants ou pour peser dans les très sensibles discussions sur le nucléaire iranien, dans l'impasse depuis

des années, et obtenir une levée des sanctions.

Les relations entre la France et l'Iran se sont encore tendues ces dernières semaines avec les menaces de Paris d'imposer de nouvelles sanctions à Téhéran, l'arrestation en France à la fin de février d'une Iranienne, Mahdih Esfandiari, pour apologie du terrorisme, et le jugement prochain d'un influenceur franco-iranien pour le même chef. La France est également en passe de déposer une plainte devant la Cour internationale

de justice (CIJ) « pour violation du droit à la protection consulaire » à laquelle ses deux ressortissants emprisonnés devraient avoir droit ; une décision saluée comme un « tournant majeur » par les familles, mais sans effet à court terme. « Malheureusement, il n'y a pas vraiment de signaux d'espoir », reconnaît Noémie Kohler. « Notre seul levier, c'est la mobilisation, faire un maximum de bruit en espérant que cela arrivera en Iran. »

La jeune femme est en contact

avec les anciens « otages » français. « Il y a une grande solidarité, cela nous aide énormément car cela nous permet d'avoir une fenêtre ouverte sur ce qui se passe là-bas, et aussi des clés de compréhension pour préparer le retour », relate M^{me} Kohler. Elle est également en contact avec les familles de certains autres prisonniers européens, dont la femme d'Ahmadreza Djalali, un universitaire irano-suédois, condamné à mort et détenu à Téhéran depuis maintenant neuf ans.

The New York Times May 7, 2025

Detained Tufts Student Must Be Moved to Vermont, Court Rules

Rumeysa Ozturk, an international student from Turkey, was detained in Massachusetts in March and later taken to Louisiana. The ruling said she must be transferred within a week.

A Tufts University doctoral student who was arrested by masked federal agents in March must be returned to Vermont from a detention facility in Louisiana, a federal appellate court said on Wednesday.

The decision in the case of Rumeysa Ozturk affirmed the ruling of a federal court in Vermont, which the Trump administration had appealed. That ruling said that Ms. Ozturk, who is in the custody of Immigration and Customs Enforcement, must be moved back to Vermont, where her lawyer had filed a challenge to her detention.

The court gave the administration one week to move Ms. Ozturk, a Turkish citizen with a student visa.

The Trump administration has said it wanted to deport international students who were involved in pro-Palestinian ac-

tivism, saying the deportations are part of an effort to crack down on antisemitism. Advocates for students like Ms. Ozturk have denied that their activism is antisemitic and have said the detentions violate the First Amendment.

“No one should be arrested and locked up for their political views,” said Esha Bhandari, a deputy director of the American Civil Liberties Union, which is representing Ms. Ozturk, in a statement on Wednesday.

Lawyers for the student have said that by moving Ms. Ozturk to Louisiana, the government was “forum shopping” for a more favorable venue for the case.

Government officials have pointed to a pro-Palestinian opinion essay that Ms. Ozturk wrote for the student newspaper, and have accused her of having associations that

“may undermine U.S. foreign policy,” according to court documents.

“We’re grateful the court refused the government’s attempt to keep her isolated from her community and her legal counsel as she pursues her case for release,” Ms. Bhandari said.

In a statement on Wednesday after the court ruling, the Trump administration said that “a visa is a privilege, not a right.”

“Today’s ruling does not prevent the continued detention of Ms. Ozturk,” said Tricia McLaughlin, a Homeland Security spokeswoman, “and we will continue to fight for the arrest, detention, and removal of aliens who have no right to be in this country.”

On March 25, Ms. Ozturk was on a sidewalk in Somerville, Mass., speaking to her

mother on the phone and walking to meet friends, when armed agents in plain clothes surrounded her and took her away in an unmarked car. They drove her first to New Hampshire, then to Vermont, and eventually transferred her to Louisiana.

In its ruling on Wednesday, the U.S. Court of Appeals for the Second Circuit said that the government had failed to show that its appeal would succeed, or to show sufficient injury to justify keeping Ms. Ozturk in Louisiana. The ruling said that Ms. Ozturk’s interest in participating in her scheduled court proceeding in Vermont “outweighs the government’s purported administrative and logistical costs” to move her.

Vimal Patel writes about higher education with a focus on speech and campus culture.

Ahmed Al-Charaa, un président syrien affaibli par les violences communautaires, en visite à l'Élysée pour rétablir les relations avec la France

L'ancien djihadiste, qui tente de faire oublier son passé, doit rencontrer Emmanuel Macron, mercredi 7 mai, pour renouer le lien entre Paris et Damas, rompu en 2012 à la suite de la répression sanglante du « printemps syrien » par Bachar Al-Assad.

Mardi 6 mai, à la veille de sa venue à Paris, [sa première visite dans une capitale occidentale, Ahmed Al-Charaa](#) s'est montré plutôt détendu. Dans une vidéo qui est devenue virale sur les réseaux sociaux, le président syrien par intérim est apparu sur un terrain de basket, à Damas, vêtu d'une chemise blanche, d'une cravate rouge et d'un pantalon de costume, en train de dribbler et d'enchaîner les paniers avec une habileté déconcertante, en compagnie de son ministre des affaires étrangères, Assaad Hassan Al-Chibani.

L'image pourrait paraître anecdotique si elle n'avait été impensable il y a encore quelques mois. Très peu auraient parié que cet ancien djihadiste, fils d'une famille nassériste parti combattre l'invasion américaine en Irak avant de rejoindre les rangs de l'organisation Etat islamique (EI), de prendre les rênes de la branche syrienne d'Al-Qaida, puis de former son propre groupe rebelle et islamiste – Hayat Tahrir Al-Cham (HTC) –, [se retrouverait propulsé à la tête de l'Etat syrien](#) depuis la province d'Idlib, assiégée par le régime de Bachar Al-

Assad, jusqu'au palais présidentiel trônant sur les hauteurs de Damas.

Cette vidéo d'un président rieur et décontracté s'inscrit dans une stratégie de communication politique léchée, embrassée par le nouvel homme fort du pays depuis sa prise de pouvoir, en décembre 2024. Abandonnant son nom de guerre, Abou Mohammed Al-Joulani a amorcé sa mue. En cinq mois, il s'est efforcé de faire oublier son passé de chef djihadiste pour tenter d'endosser le costume d'un chef d'Etat respectable de stature internationale.

Dix-sept ans après la dernière visite d'un président syrien à l'Élysée – Bachar Al-Assad avait été invité en 2008 par Nicolas Sarkozy pour assister au défilé du 14-Juillet –, la poignée de main attendue entre Emmanuel Macron et Ahmed Al-Charaa, mercredi 7 mai, doit acter le rétablissement des relations franco-syriennes, rompues en 2012 à la suite de la répression sanglante du « printemps syrien » par le « boucher de Damas ».

Si la première visite d'Ahmed Al-Charaa sur le sol

européen semble marquer l'aboutissement de son processus de dédramatisation, la normalisation de l'ancien leader de HTC – considéré comme une organisation terroriste par de nombreux pays –, reconverti en responsable politique habile, a ses limites. Il a dû bénéficier d'une dérogation spéciale pour se rendre à Paris, alors qu'il est toujours sous le joug d'une interdiction de voyager émise par l'Organisation des Nations unies.

« L'état de grâce est bel et bien terminé »

L'image d'Ahmed Al-Charaa, qui prétend incarner un nouveau pouvoir tolérant envers les minorités, a par ailleurs été ternie, au cours des deux derniers mois, par l'irruption d'un cycle de violences communautaires meurtrières qui a secoué le pays.

Le 6 mars, après l'insurrection de miliciens partisans de l'ancien régime dans les provinces côtières de Tartous et de Lattaquié, les forces de sécurité syriennes, épaulées par des groupes armés radicaux sunnites, ont déferlé sur la région, conduisant à des massacres de civils de la minorité alaouite, dont est

issu Bachar Al-Assad. En quatre jours, plus de 1 334 personnes ont été tuées, selon l'ONG Syrian Network for Human Rights.

Fin avril, les tensions communautaires ont de nouveau dégénéré, cette fois à l'encontre de la communauté druze, dans la banlieue de Damas et dans les environs de Souweïda. Les violents combats, qui ont suivi la diffusion d'un message audio blasphématoire envers le prophète Mahomet, attribué à un dignitaire druze, ont fait plus de 100 morts, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

« L'état de grâce, qui a suivi la conquête de Damas, ces dix jours durant lesquels Ahmed Al-Charaa a fait preuve d'une intelligence politique impressionnante, est bel et bien terminé, analyse Jihad Yazigi, rédacteur en chef de Syria Report, une lettre d'information économique sur la Syrie. Chez les sunnites, il reste très apprécié, mais les récents incidents ont considérablement détérioré son image auprès des minorités. On n'est plus dans la jubilation et l'exubérance des premières semaines. »

Sur une ligne de crête

Alors que les condamnations internationales pleuvaient à la suite des massacres commis dans le bastion alaouite, [le président Al-Charaa a affirmé, le 9 mars, son intention de poursuivre les auteurs des tueries](#) en annonçant la création d'une « *commission d'enquête indépendante* ». Ses travaux n'ont, pour l'heure, mené à aucun résultat ni arrestation.

Certains des auteurs de ces crimes, dont [des hommes du nouveau régime identifiés sur des vidéos par Le Monde](#), continuent d'être actifs sur les réseaux sociaux, signe de l'impunité qui règne dans le pays. « *En l'absence d'actions concrètes pour établir un véritable processus de justice transitionnelle, nous voyons une stigmatisation de certaines communautés, notamment alaouite, qui entraîne de nouvelles violences, de nouveaux bourreaux, de nouvelles victimes* », observe Mutsem Syoufi, directeur de l'organisation The Day After, en faveur de la transition démocratique.

« *On voit aujourd'hui réapparaître les arriérés politiques de quatorze ans de conflit*, analyse Patrick Haenni, chercheur à l'Institut universitaire européen de Florence, en Italie. *Les vieux démons d'une longue guerre civile ressurgissent et posent un défi sécuritaire de taille aux nouvelles autorités. Dans le sillage de la victoire contre le régime Al-Assad, on a assisté à l'émergence d'une forme de suprématisme sunnite*



Le président syrien par intérim, Ahmed Al-Charaa, à Damas, le 29 mars 2025. LAURENCE GEAI / MYOP POUR « LE MONDE »

qui prend parfois des formes violentes, motivé par un sentiment de revanche. Ces débordements sont un défi pour le nouveau pouvoir, qui fait tout pour se présenter comme le garant de la stabilité et de la cohésion sociale. »

A l'instar de son nouveau gouvernement, incluant une poignée de figures de la société civile, de technocrates et de représentants des minorités, mais où les fonctions régaliennes restent accaparées par un noyau dur de fidèles constitué à Idlib, Ahmed Al-Charaa marche sur une ligne de crête qui se veut pragmatique, prenant le risque d'être critiqué à la fois par les franges les plus radicales et les plus progressistes.

Une multitude de dossiers brûlants

Par ailleurs, certains s'inquiètent de la verticalité de

son pouvoir, alors qu'il s'est octroyé la présidence pour quatre ans. S'il a tendu la main à la société civile en organisant un dialogue national, en février, sa prise de parole venue clôturer ce forum de discussions express ne comportait pas le mot « démocratie ».

Outre les tensions communautaires et les questions de justice transitionnelle, une multitude de dossiers brûlants ne manqueront pas d'être abordés lors de sa rencontre avec son homologue français : la gestion de l'accord-cadre historique signé avec les autorités kurdes du nord-est du pays, la résurgence de cellules de l'EI, la situation géopolitique explosive, notamment face aux ingérences israéliennes qui se multiplient, et surtout [l'immense défi de la reconstruction](#) de la Syrie et la levée complète des sanctions internationales.

De toutes les embûches qui

jalonnent le chemin incertain de la transition syrienne, la déliquescence de l'économie est la plus préoccupante. Avec des millions de personnes déplacées par la guerre, une dette abyssale, des services publics à genoux et alors que près de 90 % des Syriens vivent sous le seuil de pauvreté, le nouveau pouvoir croule sous l'héritage du régime déchu.

Les promesses de soutien financier venues d'Arabie saoudite et du Qatar, ainsi qu'une suspension partielle des sanctions européennes, en février, ne suffiront pas. Ahmed Al-Charaa espère trouver en France un appui, notamment pour intercéder en sa faveur auprès des Etats-Unis de Donald Trump. Pour obtenir de telles concessions de la part de Washington, il devra se montrer encore plus adroit que sur un terrain de basket.

Syrie : à Deir ez-Zor, dans l'est du pays, le fléau des mines

Les faits Dans cette province, principalement désertique, les quatorze années de guerre civile ont laissé d'innombrables pièges et munitions non explosées. Des engins qui, faute de capacités de déminage suffisantes, continuent de blesser et de tuer les habitants.

Les yeux trempés de larmes, Ahmed, 10 ans, remue la tête comme s'il fuyait la douleur. Allongé sur un brancard, dans la salle des urgences de l'hôpital national de Deir ez-Zor (est de la Syrie), mardi 29 avril, l'enfant attend silencieusement que les médecins terminent de bander son bras droit. Le sang coule encore. Ses vêtements tachés laissent apparaître sa peau, constellée de plaies. A la recherche d'un peu de réconfort, son regard s'échappe vers les visages familiers de ses proches. La poche de morphine suspendue au-dessus de lui atténue son supplice mais ne peut effacer le traumatisme qu'il vient de subir.

Une heure plus tôt, le jeune garçon a brutalement quitté le monde insouciant de l'enfance lorsqu'il a ramassé une munition non explosée, dans le jardin de la maison familiale, quelques kilomètres par-delà l'Euphrate. La détonation lui a arraché la main droite. A son arrivée à l'hôpital, les médecins n'ont eu d'autre choix que de l'amputer. Il doit maintenant subir une opération urgente pour retirer deux éclats venus se loger dans son corps. Une infirmière finit de poser une compresse sur son œil avant de l'emmener au bloc. Alors qu'il disparaît derrière des portes battantes, le personnel médical s'attelle à



Ahmed, 10 ans, dans la salle des urgences de l'hôpital national de Deir ez-Zor, après avoir eu la main droite arrachée par une arme non explosée, le 29 avril 2025. ABDULMONAM EASSA POUR « LE MONDE »

nettoyer le sol carrelé, en prévision de l'arrivée de nouveaux patients.

La guerre en Syrie est terminée, mais ses métastases charrient chaque jour de nouvelles victimes. Quatorze années de conflit ont laissé d'innombrables munitions non explosées, en plus des nombreuses mines et pièges posés par les différents belligérants. Depuis la chute du régime de Bachar Al-Assad, le 8 décembre 2024, 635 personnes ont été blessées ou tuées par des reliques de la guerre, selon l'Organisation internationale pour la sécurité des ONG (INSO).

« Ce sont souvent des enfants »

A lui seul, le gouvernorat de Deir ez-Zor concentre le plus grand nombre de cas avec 89 victimes entre le 1^{er} janvier et le 14 avril, soit déjà plus que les 74 victimes recensées en 2024. « C'est un pro-

blème très sérieux qui a largement augmenté depuis la chute du régime » à cause du « retour des civils chez eux », estime Damian O'Brien, responsable pour la Syrie de l'organisation non gouvernementale The Halo Trust, spécialisée dans le déminage postconflit. « Il y a très certainement beaucoup plus d'accidents que rapporté. Mais les chiffres disponibles sont déjà très inquiétants. »

« Ce sont souvent des enfants qui ne savent même pas qu'ils jouent avec des mines ou des engins non explosés, enchaîne Yasmina Jomaa Saïd, infirmière à l'hôpital. La plupart des victimes viennent de zones rurales. » Dans une chambre, Ahmed, 12 ans, la jambe droite amputée sous le genou après avoir marché sur une mine cinq jours plus tôt, est encore sidéré. « Il était juste sorti pour promener notre troupeau de moutons. C'est arrivé beaucoup de fois dans la

région. Je lui ai répété de faire attention, mais cela n'a pas suffi », se désole sa mère, Hamra Al-Mohamed, 40 ans, agricultrice. Son moignon pansé repose sur un sac plastique noir qui recouvre le matelas du lit d'hôpital où il est allongé. Une autre opération est prévue pour tenter de sauver son articulation.

Dans la pièce mitoyenne, la famille de Mohamed Al-Radhia, 11 ans, a été victime de l'explosion d'une mine lors d'un arrêt sur la route entre Deir ez-Zor et Damas. Son père a eu le malheur de sortir de la chaussée. Il est mort sur le coup. Son frère a eu la jambe sectionnée ; sa tante a été grièvement blessée. Lui gît sur un lit d'hôpital, la main et le pied fracturés, noircis par l'explosion. De son ventre s'échappent des tuyaux qui le raccordent à la vie. « Je suis fatigué des opérations, souffle-t-il. Je veux juste rentrer à la maison. »

De nombreux blessés sont originaires des bords de l'Euphrate, ancienne ligne de front des années de guerre. Le gouvernorat de Deir ez-Zor a été occupé successivement par les combattants rebelles, par l'organisation Etat islamique, puis par l'armée de Bachar Al-Assad à l'ouest et les Forces démocratiques syriennes à l'est. Théâtre de nombreuses batailles, bombardé par l'aviation d'Al-Assad, l'Iran, la Russie et la coalition internationale, il figure parmi les plus minés de Syrie. Sa capitale provinciale éponyme a été laissée en ruine. Sur 30 quartiers, seulement trois sont encore habités.

Des bombes à sous-munitions pourtant interdites

L'hôpital n'a pas été épargné. Lorsque Médecins sans frontières a voulu y installer une zone de gestion des déchets médicaux, fin mars, ses équipes ont découvert une petite bombe à fragmentation, une boîte contenant des détonateurs et une grenade à main logées dans le sol, près du mur d'enceinte. Une équipe de la défense civile syrienne est venue les retirer. « *Je pense qu'il reste des munitions dans chaque quartier* », dit Hassan Jomaa, 34 ans, qui dirige le détachement des casques blancs (secouristes) envoyés à Deir ez-Zor depuis Alep. Ses hommes ont trouvé des bombes à sous-munitions – interdites par une convention internationale – « *dans une cour d'école et même dans des cimetières*, précise-t-il. *On pourrait laisser une équipe complète pendant deux ans qu'elle n'aurait pas assez de temps pour tout sécuriser* ». Le lendemain matin, il n'a fallu que quelques minutes aux casques blancs pour trouver, sur indication des ri-



Explosion de mines retirées par la 66^e brigade de la nouvelle armée syrienne, dans la province de Deir ez-Zor, le 29 avril 2025. ABDULMONAM EASSA POUR « LE MONDE »

verains, un obus de mortier de 82 millimètres, posé à seulement 15 mètres d'une rue passante dans le quartier d'Al-Senaouh. Au milieu des gravats, les membres de la défense civile déposent des sacs de sable autour de la munition, avant de tendre un long câble pour incendier l'objet à distance et déclencher une explosion contrôlée. L'opération, minutieuse, prend environ une heure et demie, avant qu'une explosion rompe le silence des ruines.

Ce travail de fourmi est ralenti par le manque d'hommes et d'équipement. « *A la base, nous travaillions dans les zones libérées [du Nord-Ouest syrien]. Du jour au lendemain, nous nous sommes retrouvés à aider toute la Syrie. C'est une grosse pression* », confie Hassan Jomaa. Les organisations humanitaires peinent à évaluer l'ampleur de la contamination en l'absence de données claires. « *Nous devons aider à construire des capacités locales d'évaluation puis de*

traitement, nous partons de zéro, plaide Damian O'Brien, de l'ONG The Halo Trust. *Il n'existe actuellement aucune institution gouvernementale pour centraliser les données sur les victimes et les efforts de déminage.* »

« Nous n'avons rien »

Dans le désert de la Badiya, grand comme un quart de la France, truffé de champs de mines aménagés par l'ancien régime et ses supplétifs iraniens et russes, le travail de décontamination a été confié à la 66^e brigade. A 30 kilomètres au sud de Deir ez-Zor, des soldats slaloment dans le sable au milieu des grappes d'arbustes, détecteurs de métaux à la main. « *Ici se trouvait un ancien terrain militaire du régime de Bachar Al-Assad* », précise Abou Hafez, 35 ans, responsable du déminage. L'opération a des airs de sortie scolaire en plein désert. Des hommes courent dans tous les sens, mines à la main. « *Elles ont été désactivées* », assure un soldat mas-

qué. Après avoir déposé une dizaine d'engins à l'écart pour les détruire, et alors qu'ils s'éloignent pour se mettre en sécurité, les soldats font de nouvelles découvertes. « *Il y en a une ici aussi !* », crie l'un. « *Là aussi !* », lance un autre. Au total, sept mines avaient échappé à leurs sondages. « *J'aurais aimé avoir les équipements nécessaires, mais nous n'avons rien* », regrette Abou Hafez. Les accidents sont fréquents : la 66^e brigade a déjà perdu deux hommes depuis le début de l'année. Carte à la main, Abou Hafez explique que sur les 300 000 mines réparties en Syrie, 70 % sont localisées dans la province de Deir ez-Zor. Une information que *Le Monde* n'a pas pu vérifier indépendamment. En deux ratisages successifs, les militaires détruisent une centaine de mines. La lumière décline, il est temps pour eux de rentrer. A ce rythme, et selon leurs données, il leur faudra plus de neuf ans pour dépolluer ce vaste territoire. Combien de vies civiles seront encore fauchées par les

Turquie : @ekrem_imamoglu, le compte X du maire d'Istanbul emprisonné, a été bloqué sur demande des autorités

Ce blocage survient après un rassemblement d'envergure de l'opposition à Istanbul, alors que l'incarcération de l'élu, en mars, a réuni dans la rue des dizaines de milliers de sympathisants.

Les autorités turques ont bloqué, jeudi 8 mai, l'accès au compte X du maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu – incarcéré depuis le 23 mars et principal rival du président Recep Tayyip Erdogan –, qui compte près de 10 millions d'abonnés, a constaté l'Agence France-Presse (AFP). Un message précise : « *Compte restreint – @ekrem_imamoglu a été restreint en TR [Turquie] en réponse à une demande légale.* » Ce blocage survient au lendemain d'un rassemblement de l'opposition devant l'université d'Istanbul, suivi par des dizaines de milliers de personnes, la foule la plus importante depuis un mois. Le compte en anglais du maire, @imamoglu_int, reste accessible.



Manifestation pour la libération du maire, Ekrem Imamoglu, à Istanbul, le 7 mai 2025. YASIN AKGUL / AFP

Depuis l'arrestation le 19 mars de M. Imamoglu, accusé de corruption – ce qu'il nie –, et son placement en détention, le maire continue de s'exprimer par des messages publiés sur son compte X par des proches. Dans son dernier message sur X, l'opposant, détenu à la prison de Silivri, dans la banlieue d'Istanbul, exhortait ses partisans à rejoindre le rassemblement convoqué mercredi soir par son parti, le Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate).

Mais selon la présidence turque et la municipalité d'Istanbul,

c'est un message posté le 24 avril sur le compte du maire qui a déclenché la procédure. « *Considérant que le message publié par le compte X du détenu Ekrem Imamoglu (...) peut constituer le délit d'incitation ouverte à commettre un délit (...), une enquête a été ouverte d'office par le parquet général d'Istanbul* », a affirmé jeudi le Centre de lutte contre la désinformation, rattaché à la présidence turque.

« Demande d'objection »

M. Imamoglu annonçait dans ce message déposer plainte « *contre ceux qui ont causé*

la plus grande honte de l'histoire du système judiciaire turc », dénonçant une « *poignée de personnes ambitieuses qui causent une misère totale à notre nation* ». « *A quoi servent les procès et (...) les arrestations lors desquels de nombreuses personnes, moi compris, sont gardées dans des centres de détention sordides pendant des jours ?* », interrogeait-il.

L'arrestation d'Ekrem Imamoglu, alors qu'il s'apprêtait à être investi par son parti pour l'élection présidentielle de 2028, [a réuni chaque soir pendant une semaine des dizaines de milliers de per-](#)

[sonnes dans les rues d'Istanbul](#), et provoqué des manifestations dans des dizaines de villes de Turquie. Compte tenu de la répression et de l'arrestation de quelque 2 000 personnes, leur nombre avait progressivement diminué au cours des dernières semaines.

L'avocat Gönenç Gürkaynak a annoncé qu'il contesterait cette décision en justice : « *A la demande de X et en ma qualité d'avocat indépendant de X, je déposerai ce matin une demande d'objection auprès du tribunal compétent* », a-t-il annoncé sur son compte sur le réseau social.



Amandine Hess
08 mai 2025

Turquie : non pour une adhésion à l'UE, oui pour des partenariats stratégiques

Au vu du recul démocratique en cours en Turquie, le processus d'adhésion à l'UE ne peut être relancé, ont estimé les eurodéputés. Ils privilégient le développement de partenariats stratégiques avec Ankara.

Le message est clair : le processus d'adhésion de la Turquie à l'UE, au point mort depuis 2018, ne peut être relancé dans les circonstances actuelles, malgré l'importance géopolitique et stratégique d'Ankara.

Telle est la conclusion d'un rapport sur la Turquie approuvé mercredi au Parlement européen à Strasbourg avec 367 voix pour, 74 contre et 188 abstention.

«Le processus d'adhésion est gelé. Il n'y a aucun progrès», déclare à **Euronews** Nacho Sánchez Amor, eurodéputé espagnol (S&D) et rapporteur du texte sur la Turquie.

Arrestation du maire d'Istanbul Ekrem İmamoğlu, répression des manifestations anti-gouvernementales, violations des droits de l'Homme : les eurodéputés ont dénoncé le recul démocratique en cours.

«La détention et le harcèlement du maire İmamoğlu sont probablement le pic de cette tendance répressive», estime l'eurodéputé.

En 2024, la Turquie arrive 158^{ème} sur 180 pays dans

le classement mondial de la liberté de la presse de Reporters sans frontières (RSF).

Related

Brève histoire de la longue et tortueuse route de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne

Ankara estime qu'une défense européenne sans la Turquie est «irréaliste»

Partenariat stratégique

Sécurité, commerce, migration : la Turquie reste toutefois un partenaire stratégique de l'UE et un allié au sein de l'OTAN. Elle dispose notamment d'une influence croissante dans des régions d'Ukraine, de la mer Noire et du Moyen-Orient.

Lors d'un débat au Parlement européen, la commissaire à l'élargissement a souligné la nécessité d'approfondir la coopération avec Ankara dans des domaines d'intérêt stratégique mutuel tels que le climat, la sécurité énergétique et le commerce.

«La déclaration UE-Turquie de 2016 sur les migrations continue à produire des ré-

sultats. Les arrivées irrégulières de la Turquie dans l'UE ont diminué de 33 % cette année par rapport à la période de l'an dernier», a annoncé la commissaire à l'élargissement Marta Kos.

Les députés ont également condamné la récente visite du Président Erdoğan dans les zones occupées de la République de Chypre. La République de Chypre du Nord, est un État reconnu uniquement par Ankara. L'île est divisée depuis l'invasion partielle par la Turquie en 1974.

Related

L'UE renvoie la balle à Ankara après une enquête sur les conditions dans les centres d'accueil de migrants en Turquie

Le Premier ministre polonais Donald Tusk soutient l'adhésion de la Turquie à l'UE

De son côté, le rapporteur Nacho Sánchez Amor appelle à ne pas fermer définitivement la porte à une adhésion de la Turquie à l'UE.

«Il faut faire la distinction entre le pays et les dirigeants

actuels. Il est vrai que sous le régime de l'AKP, il est impossible d'avancer parce qu'il n'y a pas de volonté politique de faire progresser les valeurs démocratiques», estime-t-il.

«Mais il y a une société civile dynamique qui nous demande, qui nous implore de ne pas clore (le processus). Elle veut garder l'espoir que peut-être dans le futur, avec d'autres dirigeants, un autre pays, avec un environnement différent, ce pourrait être l'occasion pour la Turquie de renouer avec l'Union européenne sur la base de l'adhésion», ajoute-t-il.

L'adhésion à l'UE est subordonnée au respect des critères de Copenhague tels que le respect de l'État de droit et des institutions démocratiques, la protection des minorités ou encore une économie de marché viable.

En 2024, l'alignement de la Turquie sur la politique étrangère et de sécurité commune de l'UE a chuté à 5%, selon un rapport de la Commission.

Le rapporteur insiste : «Il n'y a pas de raccourcis pour devenir membre de l'UE».

Turquie: le PKK s'est réuni « avec succès » en vue de sa dissolution

Selon les informations rapportées vendredi par l'agence prokurde ANF, proche du parti armé, les travaux se sont tenus du 5 au 7 mai dans « les zones de défense Media », terme utilisé par le mouvement pour désigner les montagnes de Qandil, dans le nord de l'Irak, où se trouvent le commandement militaire du PKK et ses combattants.

Le 12e congrès du PKK s'est réuni avec succès à l'appel du leader Abdullah Öcalan et l'a salué avec nostalgie et respect», rapporte l'agence, citant un communiqué de la présidence du congrès.

Celle-ci précise que «des décisions d'une importance historique» ont été prises «concernant les activités du PKK, sur la base de l'appel» de M. Öcalan.

Le 27 février, le leader historique du PKK Abdullah Öcalan, «Apo» (oncle, en kurde) pour ses partisans, avait appelé son mouvement à déposer les armes et à se dissoudre.

Cet appel du leader de 76 ans, incarcéré depuis 26 ans sur l'île prison d'Imrali, au large d'Istanbul, faisait suite à une médiation initiée à l'automne par un allié du gouvernement de Recep Tayyip Erdogan, le nationaliste Devlet Bahçeli, via le parti prokurde DEM.

Le PKK avait répondu favorablement le 1er mars, annonçant un cessez-le-feu immédiat avec les forces turques.

Le DEM a salué vendredi un «tournant historique».



Un portrait d'Abdullah Öcalan, fondateur du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) emprisonné, lors d'un rassemblement à Diyarbakir, dans le sud-est de la Turquie, le 21 mars 2025 © Ilyas AKENGİN / AFP / Archives

«Une nouvelle page s'ouvre sur la voie d'une paix honorable et d'une solution démocratique», a estimé le parti dans un communiqué, ajoutant que «toutes les institutions politiques démocratiques», en particulier l'Assemblée nationale turque, devraient «prendre leurs responsabilités pour une véritable démocratisation» du pays.

Un responsable du parti, troisième force au parlement turc, a indiqué à l'AFP que les travaux du congrès ont été retardés par le décès le 3 mai de l'un de ses

membres, Sirri Süreyya Önder, qui était très impliqué dans cette médiation et proche de M. Öcalan.

«opportunité historique»

Le Congrès du PKK lui a rendu hommage «avec respect et gratitude», et appelé «tout le monde à travailler ensemble pour atteindre les objectifs de paix et de société démocratique» défendus par M. Önder, rappelle l'ANF.

Après avoir salué une «opportunité historique» de paix, le président Erdogan

avait juré de poursuivre les opérations armées contre le PKK «si (ses) promesses n'étaient pas tenues».

Mi-mars, le PKK s'était dit dans l'impossibilité de se réunir en raison des bombardements turcs persistants sur ses positions. «Chaque jour, des avions de reconnaissance (turcs, NDLR) volent, chaque jour, ils bombardent, chaque jour, ils attaquent», avait insisté sur une chaîne de télévision kurde, Sterk TV, Cemil Bayik, l'un des dirigeants du mouvement.

Le sort de M. Öcalan à ce stade n'est pas connu, mais un responsable du parti au pouvoir AKP a laissé entendre que son régime de détention serait «assoupli», sans cependant évoquer sa remise en liberté, selon le quotidien turc progouvernemental Türkiye.

«Certaines mesures administratives seront prises. Un officier sera chargé de l'assister à Imrali. Les conditions de détention seront assouplies. (...) Les rencontres avec le DEM et la famille seront également plus fréquentes», selon ce responsable qui affirme que «Öcalan lui-même a déclaré ne pas

vouloir quitter Imrali».

Selon ce responsable, le fondateur et leader du PKK, toujours respecté de ses partisans, craint pour sa vie s'il quitte sa prison. «Il sait qu'il aura un problème de sécurité lorsqu'il sortira».

L'Irak avait exigé en mars un retrait total de son terri-

toire de l'armée turque et des combattants du PKK en cas d'accord de paix.

De leur côté, les combattants kurdes au sein des Forces démocratiques syriennes (FDS), dans le nord-est de la Syrie, s'étaient dits «pas concernés» par l'appel du PKK à désarmer.

The New York Times

Philip H. Gordon
May 10, 2025

Opinion | Trump's Dilemma in Iran

In trying to rein in Iran's nuclear program, the Trump administration faces a thorny dilemma.

Part of it is of the president's own making: In 2018, President Trump pulled out of the existing nuclear deal — the Joint Comprehensive Plan of Action — after calling it the “[worst deal ever](#).” In the intervening years, Iran has vastly expanded its nuclear program, adding thousands of advanced centrifuges, including some buried deep underground, and has reportedly enriched enough uranium [to produce](#) multiple nuclear weapons in a matter of weeks. Under the former deal, most of whose provisions would have remained in place until 2031, it would have been many months or even a year away from doing so.

Now, Mr. Trump wants a new nuclear deal and is hoping it will include the “total dismantlement” of Iran's enrichment program. As U.S. negotiators head to Oman this weekend for a fourth round of nuclear

talks, however, they are running headlong into the same challenges that led former President Barack Obama to agree to the J.C.P.O.A. in the first place: how to persuade Iran to agree to meaningful nuclear constraints without having to use military force if it refuses.

That deal provided Iran with partial sanctions relief in exchange for long-term restrictions on its enrichment program and a rigorous inspections regime. To get Tehran to agree to those terms, the United States had to accept [certain compromises](#), such as allowing Iran to continue domestic enrichment, and including “sunset clauses” on certain provisions. The deal also did not address Iran's ballistic missile program or its funding of proxy militias such as Hezbollah and Hamas that have been a source of conflict and instability across the Middle East for decades. But the Obama administration did achieve its main objective — blocking Iran's paths to developing a nuclear weapon —

and avoided having to try to eliminate Tehran's nuclear program by force.

Sign up for the Opinion Today newsletter Get expert analysis of the news and a guide to the big ideas shaping the world every weekday morning.

Today, with its regional proxies militarily decimated and its air defenses weakened by Israeli strikes, Iran is arguably more vulnerable than it has been since the 1979 revolution. But on nuclear issues its leaders remain defiant. Iran's leaders insist they will not abandon their nuclear enrichment program or ballistic missile programs, and will agree to a new deal only if it provides significant economic relief and [guarantees](#) against a future U.S. withdrawal from any new agreement. Maybe they are bluffing, but unless Tehran backs down, Mr. Trump will ultimately either have to accept a nuclear deal that looks very much like the one he denounced, or use military force to set back the program, with hugely

unpredictable consequences.

There may be a way out of this.

Instead of updating the 2015 agreement along very similar lines — “same for same” — Mr. Trump could offer Iran “more for more”: more sanctions relief in exchange for greater and more lasting restrictions on Iran's nuclear program. The United States would agree to provide Iran the economic relief it desperately needs, including lifting secondary sanctions on oil sales, for a long-term or indefinite agreement and significantly greater constraints on its nuclear program and other destabilizing activities. It would have to accept the reality of an Iranian enrichment program, but insist on more far-reaching restrictions on advanced centrifuges, the size and level of the uranium stockpile and underground enrichment, as well as more comprehensive verification. If the economic relief were significant enough, it might also

include constraints on Iran's long-range ballistic missile program and its military support to U.S. adversaries such as Russia or the Houthis in Yemen.

Such an arrangement should be of interest to Iran. Plagued by years of mismanagement and now collapsing oil prices, Iran's economy is in terrible condition, with growth stagnant, inflation soaring to more than 30 percent, unemployment nearly 10 percent, and its currency at a new record low against the dollar. The Iranian public, which elected a new president, Masoud Pezeshkian, last year on a platform of rescuing the economy, is desperate for relief and would almost certainly cheer any sort of

nuclear deal that provided it. It would also be a win for Mr. Trump, who could make the political claim of having gotten a "better" deal than Mr. Obama did, with greater restrictions on Iran's nuclear program and benefits for the U.S. economy at the same time.

Iran appears to know how to get Mr. Trump's attention. Its foreign minister, Abbas Araghchi, has been publicly touting Iran's economy as a "trillion-dollar opportunity" and floating the prospect of deals for companies such as Boeing, which could create American jobs. A complete lifting of the U.S. embargo on Iran may be unlikely — and unwise — as long as the current regime is in power. But for the right terms, Mr. Trump

could provide specific export licenses to U.S. companies to invest in or sell goods to Iran, allow U.S. subsidiaries to resume business in Iran, and promote U.S. farm exports — now suffering from his new tariff policy — under humanitarian exemptions.

There would obviously be downsides to giving any economic relief to a regime that is still deeply hostile to the United States, fosters instability in the Middle East and beyond, mistreats its own people and supports terrorism and targeted killings. At the same time, Iran does all those relatively inexpensive things even when under strict sanctions, and an Iran with a nuclear weapon would be a vastly greater threat to the United

States and the world.

There have never been any good options for dealing with Iran's nuclear program, just choices to make among bad ones. A "more for more" nuclear deal should be attractive to Mr. Trump: a "better deal" than Mr. Obama's, good business for the United States, and avoiding a costly war in the Middle East. Even more important, it would be the right thing to do.

Philip H. Gordon is the Sydney Stein Jr. Scholar at the Brookings Institution. He served as national security adviser to Vice President Kamala Harris and as White House coordinator for the Middle East under President Barack Obama.

Le Monde

Ghazal Golshiri, Elise Vincent
10 mai 2025

Les progrès du programme balistique iranien inquiètent les Occidentaux

Alors qu'un nouveau round de négociations sur le nucléaire iranien devait avoir lieu à Oman, dimanche, Téhéran poursuit le renforcement de son arsenal et possède aujourd'hui plusieurs types de missiles capables d'atteindre l'est de l'Europe.

Alors qu'un nouveau round de négociations sur le programme nucléaire de Téhéran devait avoir lieu dimanche 11 mai, à Oman, entre l'Iran et les Etats-Unis, l'encadrement de l'enrichissement de l'uranium iranien n'est pas le seul enjeu des discussions, aux yeux des Occidentaux. Un autre dossier compte beaucoup pour Washington, Paris et d'autres capitales du Vieux Continent : le programme balistique iranien, jugé de plus

en plus menaçant, avec des missiles désormais capables d'atteindre une partie de l'Europe.

L'accord de Vienne de 2015 sur le nucléaire iranien, le Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA), qui limitait les activités atomiques de Téhéran, est devenu caduc depuis le retrait américain, en 2018, sous la première présidence de Donald Trump. En réponse, l'Iran s'est progressivement affranchi de

nombreux de ses engagements. Aujourd'hui, les Occidentaux ont pu mesurer les progrès de son programme balistique lors de l'attaque contre Israël, en octobre 2024.

Même si la plupart des missiles ont été interceptés par la défense sol-air israélienne, Téhéran dispose d'un arsenal qui n'a jamais été aussi poussé. Selon les experts, trois ou quatre types de missiles de portée intermédiaire

(IRBM) développés par l'Iran sont maintenant en mesure d'atteindre l'est de l'Europe, avec des portées annoncées de 1 700 à 3 000 kilomètres : [l'Emad](#), [le Ghadr-1](#), [le Khorramshahr](#) et [le Sejil](#). En fonction de la charge, certains spécialistes considèrent même que l'Iran est, depuis plusieurs années, en mesure d'atteindre un arc allant du nord des Alpes italiennes, en passant par l'est de la France, le Danemark, la Suède et la Finlande.

Fin mars, le commandement stratégique des Etats-Unis (Stratcom), chargé de la dissuasion nucléaire, est allé encore plus loin. Dans sa déclaration de « [posture pour 2025](#) », ce document qui cadre chaque année ses axes de travail, le général Anthony Cotton, chef de Stratcom, a fait valoir que l'Iran pourrait bientôt, à travers son programme spatial, se doter d'un missile balistique intercontinental (ICBM), soit un vecteur d'une portée supérieure à 5 500 km. De quoi mettre à sa portée la base américaine de Diego Garcia, située dans l'archipel des Chagos, au milieu de l'océan Indien, cruciale pour ses opérations en Indo-Pacifique.

Missiles hypersoniques

Les autorités iraniennes, elles, assurent depuis plusieurs années que la portée maximale de leurs missiles – dont les stocks sont évalués à plusieurs milliers – ne dépasse pas 2 000 kilomètres. En juin 2021, le guide suprême de la République islamique, Ali Khamenei, qui commande l'ensemble des forces armées du pays, avait déclaré avoir donné l'ordre d'interdire la fabrication de missiles ayant une portée supérieure à 2 000 kilomètres.

Même si l'Europe n'est pas la cible numéro un de l'Iran, qui demeure concentré sur Israël et la sécurité de son territoire national, la montée en gamme de son arsenal est jugée préoccupante parce qu'elle se combine à d'autres développements technologiques, comme des missiles hypersoniques, c'est-à-dire manœuvrant, donc plus difficiles à intercepter. Un nouveau modèle, baptisé Ghassem Basir, a encore été dévoilé le 4 mai. Un missile comme le Khorramshahr est aussi, « *depuis le départ (...) capable de transporter une ogive nucléaire* », détaillait



Un panneau d'affichage représentant des missiles balistiques iraniens en service, sur lequel est écrit « la promesse (de la personne) honnête » et « Israël est plus faible qu'une toile d'araignée ». Dans le centre de Téhéran, le 15 avril 2024. ATTA KENARE / AFP

Farzin Nadimi, spécialiste de la sécurité du golfe Persique et chercheur au Washington Institute, [dans une note publiée en 2023](#).

L'Iran met régulièrement en scène son arsenal, organisé autour d'un réseau de tunnels répartis dans diverses régions montagneuses du pays. Le régime appelle ces sites « *villes de missiles* », destinées à la fois au stockage et au lancement de missiles balistiques, de missiles de croisière, ainsi que d'autres équipements comme des drones ou des systèmes de défense aérienne. La « *dernière ville des missiles* » a été dévoilée, le 25 mars, le même jour que la publication de la posture 2025 du Stratcom américain.

« *Les Iraniens arrivent aujourd'hui à la table des négociations en position de force* », estime Benjamin Blandin, chercheur associé au Korea Institute of Maritime Strategy et spécialiste des enjeux de guerre asymétrique dans la zone indo-pacifique. « *L'arsenal iranien n'a*

jamais été aussi important et diversifié et les frappes de 2020 contre plusieurs bases américaines en Irak, et plus récemment envers Israël, démontrent leur portée et leur précision. Téhéran est d'autant plus en confiance que même les plus grosses bombes américaines, les "MOAB", ne sont pas en mesure de détruire son réseau de bases souterraines », ajoute M. Blandin.

« Jamais faits de tests »

Les missiles iraniens, malgré leur portée affichée, ne seraient toutefois pas en mesure d'assurer une frappe de précision jusqu'en Europe ou sur Diego Garcia, relativise le chercheur, actuellement aux Etats-Unis pour présenter ses travaux à plusieurs institutions proches du Pentagone et du département d'Etat. « *Les Iraniens n'ont jamais fait de tests à de telles distances et ils ne disposent pas, à ce stade, de capacités de guidage continu et terminal de leurs missiles* », reprend-il. Cette analyse est partagée par certaines chan-

celleries européennes.

Alors que les discussions sur le nucléaire reprennent, les Iraniens savent que leur arsenal est une de leur meilleure assurance-vie et ils en font une de leur « *ligne rouge* ». A ce titre, leur programme balistique ne fait pas partie, pour l'heure, des sujets amenés à être négociés officiellement. Les Européens signataires du JCPoA (Allemagne, Royaume-Uni, France) estiment cependant une négociation possible d'ici à l'expiration définitive du « *deal* », en octobre, même s'ils demeurent, pour l'instant, à l'écart des discussions entre Téhéran et Washington.

Le risque de déclenchement du « *snapback* », ce mécanisme de rétablissement automatique des sanctions en cas d'échec des négociations, pourrait pousser la République islamique à faire des concessions. Celui-ci pourrait, en effet, permettre d'entamer le programme balistique de l'Iran.



May 11, 2025

Kurdish-directed ‘Said Effendi’ to make historic debut at Cannes Festival

ERBIL, Kurdistan Region - Iraqi Prime Minister Mohammed Shia’ al-Sudani announced the selection of the 1956 film “*Said Effendi*” to be featured in the prestigious Cannes Film Festival’s classic section. The film, a landmark of Iraqi cinema, was directed by renowned Kurdish filmmaker and screenwriter Kameran Hosni.

A Saturday statement from the prime minister’s office noted that the al-Hasan Ibn al-Haytham Committee for Iraqi Visual Memory, operating under Sudani’s office, declares the film’s participation at the 78th edition of the Cannes Film Festival. “This historic selection - the first of its kind for Iraqi cinema - is the result of the Iraqi Cinematheque project, which seeks to revive Iraq’s cinematic heritage and share it with the world,” the statement added.

“*Said Effendi*” is widely regarded as a cornerstone of Iraq’s film history. Set in 1950s Baghdad, the social drama follows a humble and principled schoolteacher who, after moving to a new neighborhood



Announcement of Said Effendi's selection for the Cannes Film Festival on May 7, 2025. Photo: France-Baghdad/X

with his family, encounters tensions and misunderstandings with his neighbors. The film explores themes of class, coexistence, and changing societal values in a rapidly modernizing Iraq.

The film’s inclusion in Cannes was made possible after its restoration by the French National Audio-visual Institute, in collaboration with the French Embassy in Iraq and the Cinémathèque Iraq project - a national initiative focused on digitizing, restoring, and preserving Iraqi cinema.

“Said Effendi is one of 104 Iraqi feature films, produced between the 1940s and early 2000s, that the Iraqi Cinematheque project aims to preserve and restore,” the statement noted.

According to Hassan al-Sudani, an advisor to the Iraqi premier, the Baghdad government plans to expand the initiative beyond cinema to include restoration of Iraq’s television and radio archives in upcoming projects.

The Cannes Film Festival, held annually in Cannes,

France, is one of the most prestigious and globally recognized film festivals. Established in 1946, it celebrates international cinema by showcasing a diverse selection of films from around the world. The festival typically takes place in May and features several sections, including the main competition - where the coveted Palme d’Or, Golden Palm, is awarded to the best film. This year’s 78th edition of the Cannes Film Festival is expected to take place from May 13 to May 24.

Nucléaire : les Etats-Unis et l'Iran ont mené à Oman un quatrième cycle de négociations « difficiles mais utiles », selon Téhéran

Ces pourparlers visaient à conclure un nouvel accord censé empêcher l'Iran de se doter de l'arme atomique, en échange d'une levée des sanctions.

« Le prochain cycle sera coordonné et annoncé par Oman », a fait savoir le ministre des affaires étrangères iranien.

A lors que le chef de la diplomatie iranienne a réaffirmé que le droit de son pays à l'enrichissement d'uranium était « *non négociable* », les Etats-Unis et l'Iran ont mené, dimanche 11 mai à Oman, un quatrième cycle de négociations sur le programme nucléaire de Téhéran – une information confirmée par l'agence de presse iranienne ISNA.

« *Ces discussions, difficiles mais utiles, ont permis de mieux comprendre les positions de chacun et de trouver des solutions raisonnables et réalistes pour aborder les divergences. Le prochain cycle sera coordonné et annoncé par Oman* », a déclaré à l'issue des négociations le ministre des affaires étrangères iranien, Esmaeil Baghaei, sur X.

Le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghchi a affirmé pour sa part que « *ces négociations ont été beaucoup plus sérieuses et explicites que les trois cycles précédents* ». Il a ajouté à la télévision d'Etat iranienne que des « *questions ont été discutées en détail* » et a noté que les pourparlers « *avançaient* ». M. Araghchi a toutefois réaffirmé dimanche que son pays continuerait à enrichir l'uranium, mais souligné qu'il pourrait être ouvert à en limiter « *le taux pour aider à instaurer la confiance* ». « *L'enrichissement doit continuer. Il n'y a pas de place pour un compromis* », a-t-il averti.



Cette photo, fournie par le ministère des affaires étrangères iranien le 11 mai 2025, montre son ministre, Abbas Araghchi (à gauche), descendant l'escalier d'un avion à son arrivée à Mascate. MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES IRANIEN / AFP

De leur côté, les Etats-Unis se disent « *encouragés par les résultats* » de ces discussions « *directes et indirectes [qui] ont duré plus de trois heures* », a affirmé dimanche un haut responsable américain sous le couvert de l'anonymat, précisant que la prochaine rencontre « *dans un avenir proche* » est attendue « *avec impatience* ». Enfin, le ministre des affaires étrangères omanais, Badr Al-Bousaïdi, a fait état sur X d'« *idées utiles et originales reflétant une volonté de parvenir à un accord honorable* », précisant que « *le cinquième cycle aura lieu une fois que les deux parties (...)*

auront consulté leurs dirigeants ».

L'administration Trump opposée à tout enrichissement

A la tête de la délégation iranienne, Abbas Araghchi a négocié dans la capitale omanaise, Mascate, avec l'émissaire pour le Moyen-Orient, Steve Witkoff, chef de la délégation américaine, dans un contexte d'opposition croissante à l'enrichissement de l'uranium iranien exprimée par Washington.

L'Iran et les Etats-Unis, qui n'ont plus de relations diplomatiques depuis 1980, ont

tenu depuis le 12 avril trois sessions de pourparlers sous médiation omanaise. Les pourparlers américano-iraniens visent à conclure un nouvel accord censé empêcher l'Iran de se doter de l'arme atomique, une ambition que Téhéran a toujours niée, en échange d'une levée des sanctions qui paralysent son économie.

La réunion de dimanche à Oman intervient quelques jours avant une tournée régionale du président américain, Donald Trump, qui le conduira en Arabie saoudite, au Qatar et aux Emirats arabes unis. Mercredi, son

vice-président, J. D. Vance, a jugé les négociations avec l'Iran en « bonne voie », M. Araghchi faisant état vendredi de « progrès » lors des séances précédentes.

Steve Witkoff a toutefois prévenu vendredi que l'administration Trump s'opposerait à tout enrichissement, après avoir initialement suggéré une souplesse sur ce point. « Cela signifie le démantèlement, l'interdiction de la militarisation, et que Natanz, Fordo et Isphan [leurs trois installations d'enrichissement] soient démantelées », a-t-il déclaré au média conservateur *Breitbart News*.

La question du « démantèlement de l'ensemble des installations nucléaires iraniennes est inacceptable pour nous », a toutefois déclaré après cette quatrième session, le président iranien Massoud Pezeshkian, ajoutant que « l'Iran ne renoncera

pas à ses droits nucléaires pacifiques ».

Israël refuse que l'Iran se dote de « l'arme la plus dangereuse »

L'Iran enrichit actuellement l'uranium à 60 %, bien au-delà de la limite de 3,67 % fixée par l'accord de 2015, alors qu'un taux de 90 % est nécessaire pour un usage militaire. Ses stocks de matière fossile inquiètent les puissances occidentales. Téhéran réclamera la levée des sanctions et la reconnaissance de son droit à l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, a déclaré avant le début des négociations le porte-parole du ministère des affaires étrangères iranien, Esmail Baghaei.

Un accord conclu en 2015 entre l'Iran et les grandes puissances pour encadrer son programme nucléaire en

échange d'une levée des sanctions internationales imposées à Téhéran est devenu caduc après le retrait des Etats-Unis en 2018, pendant le premier mandat du président Donald Trump. Les pays occidentaux, au premier rang desquels les Etats-Unis, soupçonnent depuis longtemps l'Iran de chercher à se doter de l'arme atomique, ce que Téhéran nie, affirmant que son programme est destiné à des fins civiles.

Des gouvernements européens s'interrogent sur l'opportunité de déclencher un mécanisme prévu par l'accord de 2015, qui permet de rétablir les sanctions de l'ONU en cas de non-respect par l'Iran de ses engagements, une option qui expire en octobre. De son côté, le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, hostile aux pourparlers entre l'Iran et les Etats-Unis, a appelé au démantèlement des installa-

tions nucléaires de Téhéran et à l'arrêt de son programme de missiles balistiques dans le cadre d'un accord crédible. Dimanche, le chef de la diplomatie israélienne, Gideon Saar, a estimé que l'Iran ne devrait pas pouvoir se doter de « l'arme la plus dangereuse au monde ».

De son côté, Téhéran insiste pour que les pourparlers portent uniquement sur la question nucléaire et la levée des sanctions, excluant toute négociation sur l'arsenal militaire. Dans *une tribune* au *Point*, dimanche, le ministre des affaires étrangères iranien, Abbas Araghchi, met en garde les pays européens contre leur « stratégie de confrontation » sur le nucléaire, qui « risque de provoquer une crise mondiale de prolifération nucléaire qui affecterait au premier chef les Européens eux-mêmes ».



May 11, 2025

Northeast of Erbil, locals celebrate town, heritage at annual festival

ERBIL, Kurdistan Region - Locals gathered at Mount Karokh in Warte, northeast of Erbil, to celebrate their town and heritage.

“Our goal is to draw attention from both officials and the public to Warte as a tourist destination, to introduce our culture and traditions,” the district administrator, Shorsh Hassan, told

Rudaw.

Held each spring, the event honors the town's history and past hardships, passing traditions to younger generations. Residents also hope these celebrations attract tourists and showcase their local culture.

Nazira Ali, a Warte local, told Rudaw, “We've come to [Mount Karokh] for the

festival, but in the past, we used to come here to pick spring plants. We were born here, this is our hometown, where we raised livestock and lived off the farmland.”

The celebrations include mountain hikes, traditional food, folk performances and heritage crafts.

Horsemen also compete,

showcasing the region's purebred horses.

“This year, 35 horsemen joined the festival. We have three sections: competition, training, and traditional riding. We also award the most beautiful horse,” Rizgar Jalal, head of the Mount Karokh Horsemen Group told Rudaw.

En Turquie, le PKK, en lutte armée contre le pouvoir turc depuis des années, annonce sa dissolution

Le Parti des travailleurs du Kurdistan a également décidé de déposer les armes, à l'appel de son leader historique, Abdullah Öcalan, incarcéré depuis vingt-six ans sur l'île-prison d'Imrali, au large d'Istanbul.

Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a prononcé sa dissolution, lundi 12 mai, et a décidé de mettre un terme à des décennies de combats fratricides qui ont fait près de 40 000 morts en Turquie, selon une déclaration mise en ligne par l'agence prokurde ANF, proche du parti armé. « La lutte du PKK a fait tomber la politique de déni et d'annihilation de notre peuple, amené la question kurde à un point où elle peut se résoudre à travers des politiques démocratiques, et, à cet égard, a clos la mission historique du PKK », peut-on lire.

Cette décision intervient à l'issue d'un congrès qui s'est tenu du 5 au 7 mai dans « les zones de défense Media », terme utilisé par le mouvement pour désigner les montagnes de Qandil, dans le nord de l'Irak, où se trouvent le commandement militaire du PKK et ses combattants. Celui-ci a eu lieu à l'appel « du leader Abdullah Öcalan », selon l'ANF. Le 27 février, le leader historique du PKK, Abdullah Öcalan, « Apo » (« oncle », en kurde) pour ses partisans, avait appelé son mouvement à déposer les armes et à se dissoudre.

Le parti au pouvoir, l'AKP, a salué « une étape importante vers l'objectif d'une Turquie débarrassée du terrorisme ». « Cette décision doit être mise en pratique et réalisée dans toutes ses dimensions », a



Un manifestant tient une photo du chef militant kurde emprisonné Abdullah Öcalan, lors d'un rassemblement à Diyarbakir, en Turquie, le 27 février 2025. SERTAC KAYAR/REUTERS

insisté Ömer Çelik, porte-parole du parti. « La fermeture de toutes les branches et extensions du PKK et de ses structures illégales constituera un tournant. » Les modalités pratiques de cette décision restent toutefois à définir.

Les conditions de détention du leader du PKK « assouplies »

Le leader du PKK est détenu à l'isolement depuis vingt-six ans. A 76 ans, il est peu probable qu'il quitte l'île-prison d'Imrali, au large d'Istanbul, mais il devrait voir ses conditions de détention être assouplies, selon un responsable du parti au pouvoir, l'AKP, cité par le quotidien progouver-

nemental Türkiye. « Les conditions de détention seront assouplies (...). Les rencontres avec le [parti prokurde] DEM et la famille seront également plus fréquentes », selon ce responsable, qui affirme qu'« Öcalan lui-même a déclaré ne pas vouloir quitter Imrali ». « Il sait qu'il aura un problème de sécurité lorsqu'il sortira », ajoutait-il.

Le PKK a souligné lundi que sa dissolution « fourn[issait] une base solide pour une paix durable et une solution démocratique », et en appelle au Parlement turc. « À ce stade, il est important que la Grande Assemblée (...) joue son rôle avec responsabilité face à l'histoire », selon sa

déclaration. L'appel à la dissolution du leader du PKK faisait suite à une médiation lancée à l'automne par un allié du gouvernement de Recep Tayyip Erdogan, le nationaliste Devlet Bahçeli, par le canal du parti prokurde DEM. Le PKK y avait répondu favorablement le 1^{er} mars, annonçant un cessez-le-feu immédiat avec les forces turques.

L'Irak avait exigé en mars un retrait total de son territoire de l'armée turque et des combattants du PKK en cas d'accord de paix. De leur côté, les combattants kurdes au sein des Forces démocratiques syriennes (FDS), dans le nord-est de la Syrie, s'étaient dits « pas concer-

nés » par l'appel du PKK à désarmer.

Une volonté de diviser l'opposition à Erdogan

Après avoir salué une « opportunité historique » de paix avec « nos frères kurdes » à la suite à l'appel de M. Öcalan, le président Erdogan avait juré de poursuivre les opérations armées contre le PKK « si [ses] promesses n'étaient pas tenues ». Resté en retrait pendant toute la durée du

processus, le chef de l'Etat a laissé son allié, M. Bahçeli, en première ligne. Mais pour Gönül Tol, directrice du programme Turquie au Middle East Institute, jointe par l'Agence France-Presse (AFP), « le principal moteur [de ce processus] a toujours été la consolidation du pouvoir d'Erdogan ». Selon elle, le chef de l'Etat pourra ainsi se présenter aux élections de 2028 renforcé face à une opposition divisée.

La chercheuse rappelle que la population kurde ne s'est pas jointe aux manifestations de l'opposition, en mars, pour dénoncer l'arrestation du maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, pas plus qu'au rassemblement du parti, samedi, à Van, ville à forte population kurde. M. Imamoglu, incarcéré depuis le 23 mars, est le candidat officiel du CHP, premier parti d'opposition, pour l'élection présidentielle de 2028. Pour elle, « le manque de participation kurde à ce ras-

semblement montre que la stratégie d'Erdogan, qui consiste à diviser pour mieux régner, fonctionne ». Elle affirme que le chef de l'Etat « a toujours cherché à creuser un fossé entre le parti kurde et le reste de l'opposition. Et c'est exactement ce qui est en train de se produire ».

Selon certaines estimations, la population kurde représenterait 20 % des 85 millions d'habitants de la Turquie.

Le Monde

Nicolas Bourcier
12 mai 2025

Turquie : après la dissolution du PKK, de nombreux aspects de la question kurde restent à régler

Fondé en 1979, le Parti des travailleurs du Kurdistan a affronté les armes à la main l'Etat turc depuis 1984 afin d'obtenir une reconnaissance d'une entité kurde et des droits pour ses populations. La fin de ce conflit était un objectif central pour le président turc Recep Tayyip Erdogan.

La Turquie a tourné, lundi 12 mai, une page d'histoire de près d'un demi-siècle. Dans un communiqué rendu public dans la matinée par l'agence de presse Firat, proche du groupe armé, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK selon le sigle kurde), a annoncé sa dissolution et sa volonté de mettre un terme aux combats fratricides commencés en 1984 dans le Sud-Est turc. Le bilan humain précis de cette guerre ne sera sans doute jamais connu : les chiffres varient mais la plupart des spécialistes estiment à plus de 40 000 le nombre de morts, majoritairement des Kurdes, entre 3 000 et 4 000 villages vidés ou rasés, deux à trois millions de déplacés.

Cette décision des dirigeants du PKK intervient à peine deux mois après l'appel lancé

par le fondateur et dirigeant historique de l'organisation, Abdullah Öcalan, « Apo » (oncle, en kurde) pour ses partisans, qui avait, du fond de sa cellule de l'île-prison d'Imrali, en mer de Marmara, dans laquelle il est enfermé depuis vingt-six ans, enjoint à son mouvement de déposer les armes. L'ordre du chef kurde, rendu public le 27 février, avait surpris à la fois les experts et l'opinion publique. Il a fait suite à un cycle de médiation lancé à l'automne par un allié du gouvernement de Recep Tayyip Erdogan, l'ultranationaliste Devlet Bahçeli, via le Parti de l'égalité des peuples et de la démocratie (DEM), troisième formation politique du pays et pilier du mouvement politique kurde.

Selon les informations rapportées par l'agence ANF, un congrès du PKK s'est tenu

du 5 au 7 mai, dans « les zones de défense Media », terme utilisé par le mouvement pour désigner les montagnes de Qandil, dans le nord de l'Irak, où se trouvent le commandement militaire de l'organisation et ses combattants estimés, selon les sources, à quelque 5 000 cadres. C'est là que la décision a été prise de suivre l'appel d'Abdullah Öcalan, fondateur en avril 1979, près de Diyarbakir, du mouvement avec à peine une douzaine d'hommes autour de lui.

Ce week-end, le DEM avait d'ores et déjà salué un « tournant historique ». Pour Pervin Buldan, députée DEM et membre de la délégation, qui s'est rendue à quatre reprises à la prison d'Imrali, « les fondements de la paix vont maintenant être posés. Puisse-t-elle être bénéfique pour nous

tous ! » L'éluë était déjà partie prenante, en 2013, des négociations entre le pouvoir et Abdullah Öcalan, dans ce qui était appelé à l'époque le « processus de paix » avant qu'il n'échoue deux ans plus tard.

L'ennemi public numéro un d'Ankara

Dans les faits, on peut faire remonter l'origine du PKK à une réunion tenue en 1972 non loin de la capitale Ankara. Etudiant engagé, tout juste sorti de prison, Abdullah Öcalan expose alors pour la première fois ses idées politiques devant un groupe d'étudiants kurdes lors d'un pique-nique près du barrage de Çubuk au cours duquel il dénonce le « colonialisme » de l'Etat turc, mais aussi le système tribal et l'asservissement des femmes dans la société

kurde. Une fois fondée à la fin des années 1970, son organisation commence à combattre, les armes à la main, l'Etat turc dans les années 1980, pour obtenir une région autonome et indépendante. C'est l'époque où Abdullah Öcalan devient l'ennemi public numéro un d'Ankara.

Très vite, le PKK domine tous les autres groupes kurdes, donnant le ton de la politique kurde dans le pays pour les décennies à venir. Les premiers partis politiques légaux sont apparus dans les années 1990, lorsque les adhérents du PKK ou des proches ont commencé à être élus dans les municipalités de la région Sud-Est du pays, ainsi qu'au Parlement à Ankara. Les élus kurdes sont alors entrés en fonction, avant d'être destitués et le plus souvent incarcérés – une tendance qui se poursuit aujourd'hui.

En 1999, la capture d'Abdullah Öcalan déclenche un changement de doctrine du PKK, d'une position marxiste orthodoxe à un modèle communautaire plus progressiste. Tout au long des années 2000, sa politique a évolué, passant d'une position sécessionniste à des revendications d'autonomie régionale et de fédéralisme souple. A partir des années 2000, la stratégie de l'organisation fait également le pari de la régionalisation de la question kurde – les Kurdes étant présents aussi en Syrie et en Iran –, non sans succès.

Si l'arrestation du chef historique a porté un coup à la rébellion kurde, son influence, malgré les échecs sur le terrain et les revirements idéologiques, semble intacte à ce jour. Il reste le visage incontournable de la cause kurde en Turquie. A cet égard, un sociologue comme Paul White a considéré qu'il a joué un rôle significatif dans la refor-



Portraits de dirigeants kurdes emprisonnés – Abdullah Öcalan, le fondateur du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), et Selahattin Demirtas (à droite) –, lors des célébrations du Nouvel an du calendrier persan, à Diyarbakir, en Turquie, le 21 mars 2025. ILYAS AKENGİN / AFP

mulation et la popularisation des idées nationalistes kurdes. Selon une autre spécialiste de la question kurde, Jacqueline Sammali, la lutte armée du PKK a permis aux Kurdes de se débarrasser de leurs sentiments d'infériorité et leur a donné de la fierté.

Manque de cadre

Il reste désormais à savoir quelle page d'histoire s'écrira dans les semaines et mois à venir. Interrogé par *Le Monde* peu avant l'annonce du PKK, le député kurde d'Urfa, affilié au DEM, Sinan Çiftyürek, a souligné : « *C'est celui qui a commencé la lutte armée qui la finit. Il en a le droit. Maintenant, c'est à l'Etat turc de venir avec une résolution. On veut une feuille de route pour régler la question kurde.* »

De fait, le caractère « historique » proclamé masque le flou et le manque de cadre qui a entouré la négociation. Beaucoup d'aspects n'ont pas été abordés, publiquement du moins. A commencer par savoir où et à qui les combat-

tants du PKK remettront leurs armes. Devlet Bahçeli avait déclaré en mars que ces armes devaient être remises directement à la Turquie. Le sort des commandants du PKK figurant sur la liste des personnes les plus recherchées par la Turquie constitue une autre zone d'ombre. Le journaliste Murat Yetkin avait rapporté que certains dirigeants de l'organisation souhaitaient bénéficier de l'asile politique dans des pays tiers, en particulier en Europe. En octobre 2024, Devlet Bahçeli était allé jusqu'à approuver la libération conditionnelle d'Öcalan en échange d'un appel à la dissolution du PKK. Aujourd'hui, on parle d'un assouplissement de ses conditions de détentions et de l'arrivée, à ses côtés, de certains hauts dirigeants du PKK incarcérés.

Quelles réformes politiques la Turquie proposera-t-elle pour régler la question kurde – une dimension encore plus épineuse ? La principale revendication du mouvement kurde, à savoir la reconnais-

sance constitutionnelle, n'a toujours pas été satisfaite. Au contraire, les rapports sur le recul des droits humains se multiplient. Plus d'une dizaine de maires DEM ont été démis de leurs fonctions pour terrorisme ces derniers mois et des milliers d'hommes politiques, de militants et de journalistes kurdes, dont la figure emblématique Selahattin Demirtas, sont toujours derrière les barreaux.

Pour l'heure, le PKK s'apprête à publier la déclaration complète des résultats de son sommet. Le président Erdogan, resté très discret jusque-là, devrait très rapidement faire une annonce. Il avait fait de la résolution du conflit kurde un objectif central, avec l'objectif de contrecarrer ce qu'il considère comme la menace croissante du nationalisme kurde dans la région. Quelques heures avant même l'annonce de lundi, Celal Adan, un proche de Devlet Bahçeli, a déclaré : « *La nation turque a gagné. Que notre fraternité millénaire perdure à jamais.* »

The New York Times May 12, 2025

Kurdish Insurgent Group Says It Is Ending Conflict With Turkish State

The Kurdistan Workers' Party, or P.K.K., said that it would lay down its arms and disband, a decision that could reverberate in neighboring countries.

A Kurdish militia group that has waged a bloody insurgency against the Turkish state for four decades said on Monday that it would lay down its arms and disband, a decision that could reshape Turkish politics and reverberate in neighboring countries.

The announcement by the Kurdistan Workers' Party, known by its Kurdish initials, P.K.K., came a few months after its imprisoned leader, Abdullah Ocalan, [urged the group to disarm and disband](#). In his February message, he said the group's armed struggle had outlived its initial purpose and that further progress in the struggle for Kurdish rights could be achieved through politics.

The P.K.K. began as a secessionist group that sought to create an independent state for Turkey's Kurdish minority. More recently, it has said that it sought greater rights for Kurds inside Turkey. It is classified as a terrorist organization by Turkey, the United States and other countries.

In a statement on Monday, the group echoed Mr. Ocalan's call, saying that it had "carried the Kurdish issue to a level where it can be solved by democratic politics, and the P.K.K. has completed its mission in that sense."

A recent congress by the group's leaders in northern Iraq had decided to end "activities under the name of the P.K.K." The group said Mr. Ocalan



A rally in February in Hasakah, Syria, with flags bearing the image of Abdullah Ocalan, the imprisoned leader of the Kurdistan Workers' Party. Mr. Ocalan has urged the group to disarm and disband. Orhan Qereman / Reuters

should lead the process of disarming, and it called on Turkey's Parliament to take part. The move could end a conflict that has claimed more than 40,000 lives.

It was unclear what would happen next. Mr. Ocalan has been held in near isolation in a prison on an island in the Sea of Marmara since his capture by Turkish intelligence in 1999. The P.K.K. and pro-Kurdish politicians have called for his release, or at least for a loosening of the restrictions on him to allow him to oversee the disarmament process.

Many Kurds in Turkey have also expressed hopes that the end of the conflict would lead the government to formally expand Kurdish cultural and educational rights, but no new

legislation on such issues appears imminent.

[The long conflict](#), in which P.K.K. militants bombed civilian areas and the Turkish military responded with great force, has led to pitched battles in Kurdish-majority cities.

Monday's announcement is a boon for President Recep Tayyip Erdogan. He can claim to have done what his predecessors failed to do, and the P.K.K.'s dissolution could expand his support among Kurds, which many analysts suspect that he covets in order to change the Constitution and seek a third presidential term.

Mesut Yegen, an academic who has written extensively on Kurdish issues, said that

there is nonetheless a long and difficult process ahead for Mr. Erdogan. The Turkish leader needs to push through legal changes on the status of militants, among other things, he said.

In a social media post, Omer Celik, a spokesman for Mr. Erdogan's governing Justice and Development Party, said the P.K.K.'s announcement was an important step in Mr. Erdogan's work to ensure a "terror-free Turkey."

The P.K.K.'s declaration could also influence other Kurdish militias, particularly in Syria, and shift regional dynamics beyond Turkey's borders.

The Kurds — [an ethnic group of roughly 40 million people](#) — are spread across Turkey,

Syria, Iran and Iraq. They were promised but never granted their own nation by world powers after World War I and have since launched various rebellions against governments that have sought to suppress their cultural identity.

In nearly every country where they live, Kurds have faced state-sponsored suppression of their language and culture.

Mr. Yegen, the expert on Kurdish issues, said that the laying down of arms by the P.K.K. could have major implications across the region, and that "Turkey's relations with the Kurds in Syria and Iraq will be based on cooperation, rather than conflict."

He added: "It is clear that the door for a massive change has been opened."

It was not immediately clear

how the decision would affect the P.K.K. bases hidden in the mountainous areas of Iraq's northern Kurdish region. Turkey has repeatedly bombed P.K.K. strongholds in northern Iraq, as well as the group's offshoot controlling the northeastern regions of Syria, branding them a terrorist threat near its borders.

Turkish officials have said publicly that the government offered no concessions to the

P.K.K. to persuade it to disarm. But officials from Turkey's main pro-Kurdish party have expressed hope that the government would expand cultural and educational rights for Kurds.

Safak Timur contributed reporting.

Ben Hubbard is the Istanbul bureau chief, covering Turkey and the surrounding region.



May 13, 2025

Duhok authorities hopeful PKK's dissolution will revive tourism

ERBIL, Kurdistan Region - Authorities in the Kurdistan Region's northern Duhok province are hopeful that tourism will flourish in the area after the Kurdistan Workers' Party's (PKK) decision to dissolve and disband, with hundreds of villages in the province evacuated due to the Turkey-PKK war.

"The areas that have been evacuated due to the Turkey-PKK war are mostly tourist areas, so with the withdrawal of PKK guerrillas and the Turkish army, the tourism sector in Duhok province will further revive," Shamal Hirori, spokesperson for Duhok's tourism board, told Rudaw on Monday.

The PKK announced its dissolution and an end to its armed struggle against Turkey on Monday, marking what it described as a step toward a peaceful resolution to the decades-long conflict with Ankara. The announcement followed a party congress held from May 5 to 7 to consider the late February call from jailed

leader Abdullah Ocalan to disarm, dissolve the group, and pursue a political struggle.

Hirori explained that stability along the Turkish border after the withdrawal of the PKK and Turkey, along with repopulating evacuated villages, "will lead to attracting more tourists."

More than 400 villages in Duhok province have been evacuated or are at risk, and 118 villages in Erbil province's Sidakan district have been evacuated, according to the Community Peacemaker Teams (CPT), a US-based human rights organization monitoring Ankara's operations in the Kurdistan Region.

CPT member Kamaran Osman told Rudaw on Monday that 185 villages have been completely evacuated, 400 villages have not been able to be repopulated, and some are inhabited during the day and evacuated at night. Kurdistan Region's Interior Minister Rebar Ahmed reaffirmed Erbil's support for the

peace process.

"The leadership of the Kurdistan Region has always expressed its support and backing for the [peace] process, and we will do whatever we can to facilitate this process. It's still too early to decide how and where the PKK will lay down its weapons," Ahmed said.

"What's important is that the areas of the Kurdistan Region are freed from armed conflict, and citizens can return to their villages and areas, benefit from their vineyards and orchards again, and peace and stability return," he added.

Turkey has launched repeated large-scale operations and carried out military strikes across the border since the 1980s under the pretext of targeting the PKK.

These operations have killed and injured hundreds of civilians, caused large-scale damage to the environment and civilian infrastructure, and displaced villagers from their

homes as Turkey exerts control over the border area.

Hirori also indicated that after the potential withdrawal of the PKK and Turkey, a phase of renovating roads and electricity and providing services to these villages and areas will begin, after which doors will be opened to tourists.

"The border situation in Sidakan has been very calm for a long time, with no war or bombardment," Sidakan district mayor Ihsan Chalabi told Rudaw.

"Currently, more than half of Sidakan's border territory has been evacuated due to wars and conflicts, which includes 118 villages," he added.

Sidakan covers 1,617 square kilometers. According to the mayor, if the PKK's disarmament process succeeds, more than 810 square kilometers will be returned to the district administration's control.

A 2022 report by the Iraqi defense ministry showed that

over 4,000 Turkish soldiers are present inside Iraqi territory, having advanced up to 105 kilometers, with the deepest incursion at the Zilkan military base in Nineveh province.

Jabar Yawar, a military expert and former secretary-general of the Peshmerga ministry,

told Rudaw that per a security agreement between Baghdad and Ankara, “if the Kurdistan Workers’ Party lays down arms, Turkey will withdraw from Iraqi territory.”

Data provided to Rudaw by CPT shows that more than 850 people have been killed in the Kurdistan Region since

1990 as a result of border bombardments by Turkey and Iran, with the majority of casualties caused by Turkish airstrikes and attacks.

The PKK was founded in 1978 in response to the oppression of the Kurdish population in Turkey. It initially struggled for an independent Kurdistan but

now calls for greater political and cultural rights within Turkey. Ankara and its Western allies consider the group a terrorist organization.

The International Crisis Group has a detailed visual [explainer](#) on the repercussions of the clashes since 2015.

Le Monde

Mustafa Kuleli
13 mai 2025

« Une Turquie stable, démocratique et laïque n’est pas un luxe, c’est une nécessité »

Après avoir été silencieuse face au chantage d’Erdogan sur les réfugiés, l’Union européenne doit faire preuve de solidarité avec les dissidents et les démocrates turcs, exhorte Mustafa Kuleli, vice-président de la Fédération européenne des journalistes, dans une tribune au « au Monde »

Je me suis toujours considéré comme un optimiste. Mais, pour la première fois de ma vie, je suis profondément pessimiste quant à l’avenir de la Turquie. L’arrestation du maire d’Istanbul, [Ekrem Imamoglu](#), marque la fin de l’illusion que la concurrence démocratique existe encore en Turquie. En s’en prenant à son principal rival politique, le président Erdogan fait savoir qu’il ne se soucie plus de maintenir l’apparence d’une légitimité électorale. Nous assistons à une transition achevée d’un autoritarisme compétitif à une autocratie consolidée.

Mais cela ne concerne pas uniquement les politiciens dans l’opposition. Cette fois, la répression est plus profonde et plus répandue. [Les barreaux](#), les médias indépendants, les universitaires, les acteurs, les or-

ganisations féministes et même les lycéens sont sous pression. [Des journalistes sont détenus](#) simplement pour avoir couvert des manifestations. Les enseignants sont pris pour cible pour avoir exprimé leurs opinions. Les utilisateurs des réseaux sociaux sont questionnés et sanctionnés pour avoir partagé des opinions divergentes.

Tous les segments de l’opposition organisée et non organisée sont systématiquement réduits au silence. Mais ne vous y trompez pas : l’orientation de la Turquie n’est pas qu’une affaire intérieure.

[Le régime d’Erdogan](#) se sent enhardi, et pour cause. Les acteurs régionaux et internationaux – y compris l’Union européenne (UE) et l’administration Trump – ont adopté une position pragmatique. Ils ont besoin

de la coopération d’Erdogan sur des questions telles que la migration, la sécurité régionale et l’énergie, et ils sont prêts en contrepartie à ignorer les violations des droits humains de son gouvernement.

De tièdes critiques

Cette réponse internationale insuffisante n’est pas seulement décevante, elle encourage la répression. Elle crée l’espace nécessaire aux autocrates pour aller plus loin, sachant que le coût sera minime.

La dynamique géopolitique a changé. La guerre en Ukraine, l’instabilité en Syrie et les tensions à l’est de la Méditerranée ont donné à Erdogan un nouveau levier. L’UE, aux prises avec ses propres crises, coopère de plus en plus avec Ankara [en matière de sécurité et de migration](#), tout en ne formu-

lant que de tièdes critiques à l’égard du déclin démocratique du pays. Les dirigeants européens sont déchirés entre les valeurs et les intérêts à court terme – et force est de constater que ce sont souvent les seconds qui l’emportent.

La Turquie est depuis longtemps un pivot dans la région : elle est [membre de l’OTAN](#), signataire du Conseil de l’Europe et candidate de longue date à l’adhésion à l’UE. L’effondrement de la démocratie en Turquie a des conséquences profondes pour l’alliance transatlantique et pour l’avenir des normes démocratiques en Europe et dans le voisinage de celle-ci.

Une Turquie stable, démocratique et laïque n’est pas un luxe, c’est une nécessité. Et c’est là que la société civile entre en jeu.

Financement, protection, soutien juridique

Les gouvernements européens peuvent être réticents à agir. Mais la société civile européenne, en particulier celle qui a travaillé sans relâche pour soutenir les journalistes, les militants et les institutions démocratiques, a toujours une voix et une conscience. Nous avons plus que jamais besoin de cette voix.

En Turquie, le [journalisme indépendant](#) peine à survivre. Les quelques médias qui restent critiques subissent une pression constante. De nombreux journalistes ont été contraints de quitter le pays et de poursuivre leur travail à l'étranger. Ils ont besoin de financement, de protection, de soutien juridique et de plateformes pour maintenir leur journalisme en vie et visible. Car, bientôt, il ne sera peut-être plus possible de publier des informations critiques vis-à-vis du pouvoir en place.

Les organisations de la société civile, tant en Turquie qu'à l'étranger, font de leur mieux dans des conditions extrêmement difficiles. Elles ont besoin de solidarité, d'attention et de ressources. Et elles ont besoin que leurs homologues en Europe s'expriment, en privé, en public et d'une voix forte.



Manifestation de soutien au maire d'opposition d'Istanbul (Turquie), Ekrem Imamoglu, le 7 mai 2025. YASIN AKGUL / AFP

Je sais que beaucoup de gens sont épuisés. Après des années de crises, de désillusions et de déceptions politiques, il est tentant de se détourner. Certains à Bruxelles plaisantent même sur le fait qu'ils sont *Turkey-sick*. Mais nous n'avons personne d'autre vers qui nous tourner. Vous êtes nos seuls alliés. Et vous êtes les seuls à pouvoir exercer une véritable pression sur les décideurs européens.

Deuxième trahison

Si l'Europe ne fait pas preuve de solidarité maintenant, ce sera la deuxième grande trahison des démocrates turcs. La pre-

mière a été le silence de l'UE face au chantage d'Erdogan sur les réfugiés. La seconde, si elle se produit, sera pire, car, cette fois-ci, la rupture émotionnelle pourrait être irrémédiable. Comme l'a écrit de sa cellule, pour le *Financial Times*, Ekrem Imamoglu : « *Pendant plus de deux siècles, le peuple turc s'est battu pour le constitutionnalisme, la représentation civique et la justice – refusant le mythe selon lequel l'autoritarisme est la condition naturelle de la Turquie.* »

Je persiste à croire que c'est en Turquie que peut commencer la lutte contre le recul démocratique en

cours à l'échelle mondiale. Mais nous ne pouvons pas le faire seuls. Nous ne pouvons le faire que si nous agissons ensemble – et maintenant.

Si les valeurs démocratiques signifient encore quelque chose au-delà des discours et des sommets, l'Europe doit agir. Pas l'année prochaine. Ni après les prochaines élections. Maintenant.

Mustafa Kuleli est vice-président de la Fédération européenne des journalistes (FEJ), journaliste, ancien secrétaire général du syndicat turc TGS

Dissolution du PKK : comprendre les conséquences de ce tournant dans le combat des Kurdes

Bien que cette décision historique soit susceptible de mettre fin à plus de quarante ans d'un conflit fratricide, ses conséquences concrètes demeurent floues pour l'avenir du mouvement kurde, tant en Turquie qu'à l'étranger.

Après plus de quarante ans d'un conflit meurtrier entre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et le gouvernement turc, le groupe armé a annoncé sa dissolution, lundi 12 mai. Si cette déclaration soulève de nombreux espoirs, notamment au sein de la communauté kurde, peu de précisions sur ses effets concrets ont filtré et ses implications restent floues pour l'avenir du mouvement, en Turquie comme à l'étranger.

Qu'est-ce que le PKK ?

Fondé en avril 1979 par Abdullah Öcalan près de Diyarbakir (sud-est de la Turquie), le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) est un mouvement armé d'extrême gauche avec, comme objectif initial, l'instauration d'un Etat kurde indépendant, d'obédience marxiste-léniniste et non aligné. Les combats avec l'Etat turc commencent cinq ans plus tard, en 1984, et ne cessent qu'en de rares occasions. En près de quarante ans, ces combats fratricides ont causé la mort de plus de 40 000 personnes, majoritairement kurdes, et provoqué le déplacement de 2 millions à 3 millions de personnes.

Considéré comme une organisation terroriste par la Turquie, mais aussi par les Etats-Unis et l'Union européenne, le PKK voit son chef incarcéré dès 1999 sur l'île-prison d'Imrali (nord-ouest de la Turquie). Emprisonné depuis vingt-six ans, Abdullah Öcalan a évolué dans ses convictions, ce qui a eu une incidence sur celles de son mouvement.

Dès les années 2000, l'objectif d'un Kurdistan unifié est abandonné, et le PKK milite pour l'instauration d'une vraie démocratie participative en Turquie, avec un discours axé sur les droits humains, l'écologie et le féminisme. D'une douzaine d'hommes à ses débuts, le PKK est passé aujourd'hui, selon des estimations, à près de 5 000 cadres. Son commandement militaire est établi dans les monts Qandil (nord de l'Irak).

Malgré son recentrage sur la Turquie, le parti conserve des liens forts avec les communautés kurdes à l'extérieur de cet Etat, notamment en Iran, en Irak – où les Kurdes disposent d'une région autonome depuis 2005 – et en Syrie – où les

Forces démocratiques syriennes (FDS), une alliance militaire à majorité kurde créée pour combattre le régime dictatorial de Bachar Al-Assad (renversé le 8 décembre 2024), contrôlent près de 30 % du territoire.

La dissolution du PKK constitue-t-elle une surprise ?

De l'avis des spécialistes de la région, il était difficile d'imaginer une telle issue il y a encore un an. Cependant, la situation a changé quand, en octobre 2024, le principal allié du président turc, Recep Tayyip Erdogan, l'ultranationaliste Devlet Bahçeli, a tendu la main au fondateur du PKK et lancé une médiation par le truchement du Parti de l'égalité des peuples et de la démocratie (DEM), troisième formation politique du pays et pilier du mouvement politique kurde.

De sa cellule, Abdullah Öcalan a accepté cette main tendue du pouvoir en lançant, le 27 février, [un appel à la dissolution du PKK](#) et en demandant à ses partisans de déposer les armes afin de privilégier dorénavant la voie politique pour défendre les droits des Kurdes de Turquie. Le chef

historique de 76 ans, dont l'influence reste majeure, rappelle alors que le contexte dans lequel avait commencé la lutte armée, au cours des années 1970, avec notamment le déni de l'identité kurde, a profondément changé.

« En près de cinquante ans, la sociologie des Kurdes a beaucoup évolué : la population est devenue essentiellement urbaine, une classe moyenne kurde a émergé et la culture kurde s'est développée à l'échelle internationale », analyse Hamit Bozarslan, directeur de recherche à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS) et spécialiste de la question kurde. Toutes ces évolutions justifient, aux yeux du fondateur du mouvement, d'abandonner la lutte armée pour normaliser ses relations avec le pouvoir turc.

Dès le 1^{er} mars, le PKK a répondu favorablement à l'appel de M. Öcalan, annonçant un cessez-le-feu immédiat avec les forces turques. Toutefois, il a ensuite dit avoir des difficultés à réunir son congrès, alors que l'aviation turque continuait de bombarder ses positions. A l'issue dudit

congrès, qui s'est finalement tenu du 5 au 7 mai dans les montagnes du nord de l'Irak, le groupe a officiellement annoncé, le 12 mai, la dissolution du parti et sa volonté de mettre fin à la lutte armée. Le PKK affirme alors que sa dissolution « fournit une base solide pour une paix durable et une solution démocratique », appelant le Parlement turc à jouer « son rôle face à l'histoire ».

Le président turc a salué une « décision importante pour le maintien de la paix et la fraternité » dans son pays. « Nous avançons avec confiance vers notre objectif d'une Turquie sans terreur, surmontant les obstacles en brisant les préjugés et en déjouant les pièges de la discorde », a insisté M. Erdogan. « Nous attendons du pouvoir qu'il assume ses devoirs et ses responsabilités », lui a rapidement rétorqué le parti prokurde DEM, réclamant la « mise en place de mesures de confiance, concrètes et humanitaires, sans attendre la fin de [la fête musulmane de] l'Aïd[el-Adha, au début de juin] ».

S'agit-il d'une victoire pour les Kurdes ou pour Erdogan ?

C'est encore difficile à dire pour le moment. « Mais le PKK n'en sort pas perdant, note le politiste Hamit Bozarslan. En négociant avec lui, le gouvernement turc le reconnaît comme acteur de la vie politique et son fondateur, Abdullah Öcalan, est réhabilité. »

Pour déterminer qui sont les gagnants de l'accord, il faudra néanmoins attendre

d'en connaître les contreparties exactes. Si les Kurdes peuvent espérer voir diminuer la répression visant leurs représentants, cela n'est pas encore acté. Neuf maires du parti prokurde DEM ont, en effet, été destitués depuis les élections locales de mars 2024 pour des soupçons de terrorisme. A la fin de février, le maire kurde du district d'Esenyurt à Istanbul et membre du Parti républicain du peuple (CHP, opposition), Ahmet Özer, a, lui aussi, été destitué et renvoyé en justice pour des liens supposés avec le PKK.

Les combattants du PKK bénéficieront-ils d'une amnistie ? Qu'advientra-t-il des cadres du mouvement ? Des maires kurdes seront-ils démis de leurs fonctions ? L'incertitude est totale. « On peut s'attendre à assister à un processus de normalisation et à une réintégration de la base militante du PKK et de certains de ses représentants, mais rien n'est sûr », pense Adel Bakawan, directeur de l'European Institute for Studies on the Middle East and North Africa. Mardi 13 mai, le parti DEM, proche du PKK, a demandé la libération rapide des prisonniers politiques malades et l'amélioration des conditions de détention de M. Öcalan. « Le pouvoir peut prendre certaines dispositions pour que la société, qui nourrit des doutes et des inquiétudes, puisse croire pleinement en ce processus », a déclaré son coprésident, Tuncer Bakirhan.

Les Kurdes de Turquie espèrent également une intégration de références

culturelles kurdes dans la Constitution nationale, mais, là encore, aucun accord n'a vu le jour. « Il y aura des réformes du pouvoir turc. Il y aura des concessions », veut croire Hamit Bozarslan. De telles concessions pourraient cependant irriter la base nationaliste de M. Erdogan.

Le gouvernement turc entend également tirer parti de l'accord. Il a intérêt à voir la question kurde disparaître et éviter ainsi toute ingérence étrangère dans sa politique nationale. Mais, plus encore, la paix avec l'organisation armée kurde pourrait représenter un atout pour la Turquie dans sa politique régionale, écrit Adel Bakawan dans *La Décomposition du Moyen-Orient* (Tallandier, 320 pages, 21,90 euros) : « Ce rapprochement stratégique renforcerait la position d'Ankara dans les territoires kurdes, notamment en Syrie (...). Cela permettrait à Ankara de stabiliser ses frontières sud tout en contenant les aspirations autonomistes kurdes. » L'amélioration des relations avec la population kurde, qui représente environ 20 % de l'électorat turc, survient également à un moment important pour M. Erdogan, qui compte sur son vote lors d'une prochaine révision de la Constitution, laquelle lui permettrait de briguer un troisième mandat, en 2028.

Cette dissolution est-elle crédible à long terme, y compris hors de la Turquie ?

La méfiance est encore de mise entre le PKK et le gouvernement d'Ankara. Ömer Çelik, le porte-parole

de la formation présidentielle, le Parti de la justice et du développement (AKP), a accueilli la dissolution avec précaution, rapporte le journal turc *Daily Sabah* : « Ce sera un tournant lorsque la décision de dissoudre et de déposer les armes sera mise en œuvre concrètement et intégralement, y compris par toutes les branches et structures illégales du PKK (...), tant à l'intérieur qu'à l'extérieur [de la Turquie]. » Le flou persiste notamment quant à une faction syrienne émanant du PKK, les Unités de protection du peuple (YPG), principale composante des FDS et qui ne se considèrent pas concernées par l'appel à la dissolution.

Du côté kurde également, certaines craintes demeurent, à propos de la capacité de M. Erdogan à donner des gages de paix. Sa radicalisation autoritaire, qui a mené à de larges manifestations dans le pays depuis le mois de mars, alimente la peur d'une rechute.

La poursuite des répressions en Turquie et des bombardements sur le Kurdistan irakien – plus de 200 rien qu'en avril, selon RFI – laisse planer le doute. « Si la Turquie ne fait pas de concessions aux Kurdes, des groupes dissidents pourraient apparaître », met en garde l'historien Hamit Bozarslan. Un avis partagé par Adel Bakawan, qui note néanmoins que s'opposer à l'appel à la dissolution de M. Öcalan ne serait pas simple, et risquerait de mener à la décrédibilisation de ceux qui s'aventureraient dans cette voie.

En Iran, l'état de santé inquiétant des otages européens

En captivité depuis neuf ans, le médecin irano-suédois Ahmadreza Djalali a fait un arrêt cardiaque, dans la nuit du 8 au 9 mai, tandis que les proches des Français, Cécile Kohler et Jacques Paris, détenus depuis plus de trois ans, s'inquiètent de leur épuisement.

Arrêté le 26 avril 2016 à Téhéran, où il était venu participer à une conférence, le médecin irano-suédois, Ahmadreza Djalali, condamné à la peine de mort en 2017 pour espionnage, a passé plus de neuf ans derrière les barreaux de la prison d'Evin, faisant de lui le plus ancien des otages européens en Iran. Apparu très amaigri ces derniers mois, souffrant de plusieurs pathologies, ce spécialiste de la médecine de catastrophe, âgé de 53 ans, d'origine iranienne et naturalisé suédois pendant sa captivité, a été victime d'un arrêt cardiaque, dans la nuit du 8 au 9 mai.

« Il s'est senti très mal, mais il a dû attendre 7 heures, le lendemain matin, pour voir un médecin, à l'infirmierie », explique son épouse, Vida Mehrannia, qui vit à Stockholm, avec leurs deux enfants de 13 ans et 21 ans. Un cardiologue a finalement été appelé sur place, le 10 mai. Mais Ahmadreza Djalali n'a toujours pas pu subir d'électrocardiogramme et sa demande de transfert vers un hôpital a été rejetée. « Il se trouve dans une situation terrible », assure M^{me} Mehrannia, d'autant que le ton est monté entre Stockholm et Téhéran, ces derniers jours.

Dans un message, publié sur le réseau social X, le 9 mai, la ministre des affaires étrangères suédoise, Maria Malmer Stenergard, a révélé qu'elle s'était entretenue



Des photos du chercheur Ahmadreza Djalali, emprisonné en Iran et victime d'une attaque cardiaque dans la nuit du 8 au 9 mai, projetées lors d'une session de la commission des relations extérieures du Parlement fédéral à Bruxelles, le 24 avril 2025. HATIM KAGHAT / AFP

« d'urgence » avec son homologue iranien, après avoir reçu « des informations très inquiétantes » concernant la santé d'Ahmadreza Djalali. Lors de cette conversation, la cheffe de la diplomatie suédoise a exigé que le médecin soit « libéré immédiatement pour des raisons humanitaires », précisant que son gouvernement y travaillait « sans relâche ».

Le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghtchi, lui a répondu, le 10 mai, toujours sur X, déplorant le « changement regrettable » dans la relation entre les deux pays, depuis une décennie. Il reproche notamment à la

Suède d'avoir cessé d'exporter des médicaments, permettant de traiter l'épidermolyse bulleuse, un trouble dermatologique rare, dont sont affectés de nombreux enfants en Iran. Abbas Araghtchi exhorte Stockholm à « reconsidérer les choix qui [les] ont conduits là où [ils sont] aujourd'hui (...) au lieu de s'engager plus avant dans une impasse ».

« Pression psychologique insupportable »

Dans une lettre adressée au premier ministre suédois, Ulf Kristersson, le 14 mai, 21 anciens otages occidentaux ou binationaux détenus en Iran ont exprimé leur vive inquié-

tude concernant la situation d'Ahmadreza Djalali. Ils dénoncent la négligence médicale et les mauvais traitements qu'il subit, ainsi que « l'inaction » du gouvernement suédois. Ils soulignent aussi que les autorités suédoises semblent traiter Djalali « comme un citoyen de seconde zone ».

Pour les signataires, le message sur X du chef de la diplomatie iranienne offre « une occasion rare de mener une double action humanitaire » : en échange de la reprise de l'exportation de certains médicaments, en coordination avec les Etats-Unis, Stockholm pourrait obtenir la libé-

ration de M. Djalali. « Chaque gouvernement doit assumer la responsabilité de corriger un préjudice injustifié sous son contrôle », écrivent-ils, ajoutant qu'ils tiendront le gouvernement suédois responsable si le médecin « meurt en captivité ».

De son côté, la France compte encore aujourd'hui deux otages en Iran : le couple de syndicalistes et enseignants Cécile Kohler, 40 ans, et Jacques Paris,

71 ans, détenus depuis plus de trois ans. Accusés d'« espionnage » par l'Iran – chef d'accusation fréquemment utilisé par Téhéran contre les étrangers qu'il instrumentalise dans ses négociations avec l'Occident –, les deux Français attendent toujours leur verdict à la prison d'Evin, à Téhéran.

« Depuis novembre 2024, on leur annonce très fréquemment un verdict sévère imminent, mais cela n'arrive ja-

mais, ce qui exerce une pression psychologique insupportable sur eux », explique Noémie Kohler, la sœur de Cécile, au Monde. Lors de son dernier appel téléphonique à ses parents, le 5 mai, Cécile Kohler leur a fait comprendre qu'elle était toujours privée de quoi écrire. « J'écris des poèmes et me les répète pour ne pas les oublier », leur a-t-elle dit. Le 15 avril, le couple a pu bénéficier, séparément, de sa quatrième visite consulaire, d'une durée

de dix minutes chacun. « La visite s'est déroulée en présence d'un représentant des autorités iraniennes, francophone, qui prenait note des conversations, les encadrait et interdisait toute évocation de la procédure judiciaire, rapporte Noémie Kohler. Tous deux sont extrêmement épuisés moralement et psychologiquement. Pour Jacques, le déclin physique est encore plus flagrant. »

LE FIGARO

avec AFP
14 mai 2025

Donald Trump prône des sanctions contre l'Iran en pleines négociations sur le nucléaire

Le président américain a appelé mercredi à une application stricte des sanctions américaines visant l'Iran, tout en affirmant espérer parvenir à un accord sur le dossier du nucléaire iranien, dans un contexte d'opposition croissante des États-Unis à l'enrichissement de l'uranium par Téhéran.

Le président américain Donald Trump a appelé mercredi 14 mai 2025 à une application stricte des sanctions américaines visant l'Iran, tout en affirmant espérer parvenir à un accord sur le dossier du nucléaire iranien, dans un contexte d'opposition croissante des États-Unis à l'enrichissement de l'uranium par Téhéran. « Je veux conclure un accord avec l'Iran. Je veux faire quelque chose, si c'est possible », a déclaré Donald Trump pendant un sommet réunissant les six pays du Conseil de coopération du Golfe à Ryad.

Le président de la première puissance mondiale a poursuivi : « J'exhorte fermement toutes les nations à se joindre à nous pour appliquer pleinement et totalement les sanc-

tions que je viens d'imposer à l'Iran ». On ne connaît pas les sanctions auxquelles Donald Trump faisait référence en parlant de celles qu'il venait « d'imposer », mais l'administration américaine a récemment sanctionné plusieurs entités liées à l'industrie pétrolière et au programme nucléaire iraniens.

Pendant le premier mandat de Donald Trump, les États-Unis se sont retirés en 2018 de l'accord conclu en 2015 entre l'Iran et les grandes puissances pour encadrer le programme nucléaire iranien en échange d'une levée des sanctions internationales, le rendant caduc.

L'Iran nie vouloir se doter de l'arme nucléaire

Il avait également instauré des sanctions drastiques contre tout pays important du pétrole iranien. Trump a affirmé que ces sanctions secondaires « sont à certains égards encore plus dévastatrices » que les sanctions directes visant l'Iran. L'administration Trump a déjà tenu quatre rounds de discussions avec l'Iran, alors que le président tente d'éviter une attaque militaire israélienne contre les installations nucléaires iraniennes.

Lancés le 12 avril, ces pourparlers visent à conclure un nouvel accord censé empêcher l'Iran de se doter de l'arme atomique, une ambition que Téhéran a toujours niée, en échange d'une levée des sanctions qui paralysent l'économie iranienne. Les

deux pays ont déclaré que les discussions s'étaient déroulées dans une « atmosphère positive », mais elles ne semblent pas avoir abordé en profondeur les aspects techniques d'un éventuel accord.

L'Iran enrichit actuellement l'uranium à 60%, bien au-delà de la limite de 3,67% fixée par l'accord nucléaire de 2015, alors qu'un taux de 90% est nécessaire pour un usage militaire. Ses stocks de matière fissile inquiètent les puissances occidentales. L'Iran, qui ne voulait se doter de l'arme nucléaire, a indiqué qu'il comptait également poursuivre les négociations avec le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne vendredi en Turquie.

Donald Trump a rencontré le président Ahmed Al-Charaa après avoir levé les sanctions contre la Syrie

L'entrevue, annoncée au départ comme brève et informelle, s'est prolongée jusqu'à durer une trentaine de minutes. Donald Trump a notamment demandé au dirigeant syrien de normaliser ses relations avec Israël.

Donald Trump a rencontré assez longuement, mercredi 14 mai, à Ryad, le président syrien, Ahmed Al-Charaa, après avoir annoncé une spectaculaire levée des sanctions contre Damas, qui a salué un « tournant décisif ».

L'entrevue, annoncée au départ comme brève et informelle par Washington, s'est en réalité prolongée jusqu'à durer une trentaine de minutes, a fait savoir la Maison Blanche. Selon l'agence de presse officielle turque, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, s'est joint par Internet à la conversation.

Le prince héritier saoudien, Mohammed Ben Salman, y a aussi participé, selon une photo publiée par l'agence de presse officielle saoudienne, qui montre une poignée de main entre le président américain et le nouveau chef de l'Etat syrien, arrivé au pouvoir en décembre à la tête d'une coalition de forces islamistes qui ont renversé Bachar Al-Assad.

La rencontre entre Donald Trump et Ahmed Al-Charaa a eu lieu malgré les réticences d'Israël, allié indéfectible des Etats-Unis. Donald Trump a demandé au président syrien de « rejoindre les accords d'Abraham », c'est-à-dire de normaliser la relation avec Israël, d'après un compte rendu publié par la Maison Blanche. Interrogé à ce sujet dans l'avion qui l'emmenait au Qatar, le président américain a déclaré aux journalistes : « Je

lui ai dit : j'espère que vous rejoindrez [les accords d'Abraham] une fois que vous aurez réglé votre situation. Et il m'a dit "oui". Mais ils ont beaucoup de travail à faire. »

Le président américain a « encouragé [le dirigeant syrien] à faire du bon boulot pour le peuple syrien » et lui a fait plusieurs autres demandes, en particulier celle de « prendre la responsabilité des centres de détention » où se trouvent des membres de l'organisation Etat islamique (EI) dans le nord-est de la Syrie, selon ce compte rendu. Il l'a également « encouragé » à « expulser les terroristes palestiniens » présents en Syrie. Sous les régimes Al-Assad, la Syrie a accueilli pendant des décennies de nombreuses factions palestiniennes, notamment des membres du Hamas et du Jihad islamique.

Levée des sanctions

Donald Trump a annoncé, mardi, qu'il allait « ordonner l'arrêt des sanctions contre la Syrie », qui pèsent lourdement sur l'économie du pays, exsangue après quatorze années de guerre civile. Cette décision était réclamée plus particulièrement par l'Arabie saoudite et la Turquie. La Syrie fait l'objet de sanctions internationales depuis 1979, mais elles ont été renforcées après la répression par le pouvoir de Bachar Al-Assad de manifestations prodémocratie, en 2011.

Donald Trump a estimé que ce geste fort allait « donner [à la Syrie] une chance de

grandeur », en allusion à son slogan « Rendre sa grandeur à l'Amérique ». Il s'agit d'un « tournant décisif », s'est réjouie la diplomatie syrienne, après que l'Union européenne, le Royaume-Uni et le Canada ont déjà assoupli leur propre régime de sanctions.

Ahmed Al-Charaa avait aussi été reçu avec les honneurs à l'Elysée par le président français, Emmanuel Macron, qui l'avait exhorté, le 7 mai, à protéger « tous les Syriens sans exception » face aux violences et exactions entre diverses communautés syriennes.

La levée des sanctions signifie que « Washington a accepté les garanties de l'Arabie saoudite pour légitimer la nouvelle administration syrienne », a affirmé Rabha Seif Allam, du Centre d'études politiques et stratégiques d'Al-Ahram au Caire. Elle permettra à Damas de « recevoir les financements nécessaires pour relancer l'économie, imposer l'autorité de l'Etat central et lancer des projets de construction avec le soutien clair du Golfe », a-t-elle ajouté.

La nouvelle a été accueillie par des célébrations en Syrie, où des dizaines d'hommes, de femmes et d'enfants se sont rassemblés, mardi soir, sur la place des Omeyyades, à Damas.

Accords économiques

Donald Trump devait se réunir ensuite, toujours à Ryad, avec les dirigeants et les représentants des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG).

C'est-à-dire l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, Bahreïn, le Qatar, le Koweït et Oman, six Etats en pleine transformation économique et dont le poids diplomatique débordait largement désormais la seule région du Golfe.

Après l'Arabie saoudite, le président des Etats-Unis se rend mercredi au Qatar voisin, puis jeudi dans les Emirats arabes unis. Il avait livré, mardi, une louange appuyée des gouvernements de la région, en critiquant les stratégies diplomatiques occidentales « interventionnistes ».

Donald Trump vient d'abord dans la région pour signer de gros accords économiques. En Arabie saoudite, la Maison Blanche a clamé avoir glané pour 600 milliards de dollars d'investissements. Ryad a déployé tous ses fastes pour Donald Trump, et Doha, où il se rendra plus tard mercredi, devrait faire de même.

Mais les échanges de l'ancien promoteur immobilier avec les dirigeants qataris auront pour arrière-plan un scandale politique qui couve à Washington. L'opposition démocrate aux Etats-Unis reproche au milliardaire d'avoir accepté « le plus gros pot-de-vin étranger de l'histoire récente ». En cause : un Boeing 747-8 offert à Donald Trump par la famille royale qatarie pour remplacer son avion officiel, et pour l'utiliser après son mandat. Le président a répliqué que l'avion était un « cadeau temporaire ».

Donald Trump suspend les sanctions américaines contre la Syrie sous l'impulsion de ses alliés saoudiens et turcs

« Il y a un nouveau gouvernement qui, espérons-le, réussira », a déclaré le président des Etats-Unis, qui a rencontré mercredi matin, à Riyad, son homologue syrien, Ahmed Al-Charaa, ancien djihadiste qui avait combattu les Américains en Irak.

Un concert de klaxons s'est élevé dans Damas, à la nuit tombée, mardi 13 mai, accompagné de feux d'artifice et d'explosions de joie. En quelques minutes, la fluctuante livre syrienne s'est appréciée face au dollar américain. Sur la place des Omeyyades, au cœur de la capitale syrienne, fermée à la circulation, des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants ont afflué pour célébrer l'annonce de la levée des sanctions par le président des Etats-Unis, Donald Trump. « Je n'ai pas de mots pour décrire ma joie, exulte Saad, soldat de la nouvelle armée syrienne, qui hésite entre tenir sa position et rejoindre les festivités. C'est un jour historique pour la Syrie ! »



Des Syriens célèbrent la fin des sanctions américaines à Damas, le 13 mai 2025. YAMAM AL SHAAR / REUTERS

Les passants agitent le drapeau aux trois étoiles. « Nous sommes très heureuses, c'est bon signe pour l'ouverture du pays après tant d'années », savoure Imane, trentenaire, installée au Koweït, de retour pour des vacances. Elle est venue avec ses sœurs, dont deux vivent en Suède. « Si Dieu le veut, l'avenir sera meilleur et nous pourrions revenir », espère-t-elle. Au début de l'avenue Favez-Mansour, un écran géant affiche le portrait de Donald Trump et du prince héritier saoudien, Mohammed Ben Salman, dit « MBS », avec un message de gratitude : « Merci du fond du cœur. »

A Riyad, quelques heures plus tôt, la décision de Donald Trump de donner une « chance de paix » à la Syrie avait été accueillie par une ovation des hommes d'affaires américains et saoudiens réunis à l'occasion de sa visite d'Etat dans le royaume. « Que ne ferais-je pas pour le prince héritier ! », avait-il ajouté à l'adresse de son hôte, « MBS », visiblement ravi d'avoir réussi, avec le président turc, Recep Tayyip Erdogan, à convaincre le républicain de cette ouverture en direction des nouvelles autorités syriennes, cinq mois après la chute de Bachar Al-Assad, le 8 décembre 2024.

Obstacle à la reconstruction du pays

Le prince de 39 ans a également obtenu de M. Trump qu'il rencontre, pendant une trentaine de minutes, mercredi matin, dans la capitale saoudienne, le président de transition syrien, Ahmed Al-Charaa, en sa présence et celle du président Erdogan, en visioconférence. Après avoir serré la main de son homologue syrien, Donald Trump lui a redétaillé les exigences américaines. Selon le compte-rendu de la Maison Blanche, elles comprennent notamment la normalisation des relations diplomatiques avec Israël, l'expulsion des combattants étran-

gers et des groupes palestiniens présents sur le sol syrien, la prise en charge des centres de détention où se trouvent les membres de l'organisation Etat islamique dans le Nord-Est syrien et qui sont actuellement gérés par les forces kurdes. M. Al-Charaa, pour sa part, invité les sociétés américaines à investir dans le secteur du pétrole et du gaz syrien.

Cette rencontre, la première entre dirigeants américain et syrien depuis l'entrevue entre Bill Clinton et Hafez Al-Assad à Genève, en 2000, est une consécration pour le nouveau dirigeant syrien, qui cherche à consolider son pouvoir dans

un pays mis à genoux par quatorze années de guerre civile et en proie aux violences confessionnelles.

Le président Trump semble prêt à ouvrir une nouvelle page avec l'ancien djihadiste, toujours désigné terroriste par les Nations unies, tout comme son ancienne organisation, le groupe islamiste Hayat Tahrir Al-Cham. Sous son nom de guerre Abou Mohammed Al-Joulani, il avait été [emprisonné en Irak pour son rôle dans l'insurrection](#) contre l'occupation américaine après 2003, au sein de la nébuleuse Al-Qaida, dont il a fondé la branche syrienne, le Front Al-Nosra, en 2011, avant de rompre avec le djihad global en 2016. « *Il y a un nouveau gouvernement qui, espérons-le, réussira* », a déclaré Donald Trump, ajoutant : « *Je dis, bonne chance, Syrie. Montrez-nous quelque chose de spécial.* »

Le ministre des affaires étrangères syrien, Assad Hassan Al-Chibani, qui devait rencontrer son homologue américain, Marco Rubio, à Ankara, dans la semaine du 12 au 18 mai, a salué un « *tournant décisif* » pour son pays. Le nouveau pouvoir de Damas est déterminé à sortir la Syrie de l'alignement avec la Russie et l'Iran que lui a imposé le clan Al-Assad depuis la guerre froide et qui lui vaut d'être désigné, depuis décembre 1979, comme Etat sponsor du terrorisme par Washington.

« *Le président Trump a une opportunité de sceller un accord de paix historique et de réaliser un véritable gain pour les intérêts américains en Syrie. Il a déjà fait plus pour les Syriens que ses prédécesseurs qui ont laissé des criminels de guerre franchir les lignes rouges et commettre des massacres inhumains* »,

a salué M. Al-Chibani, dans une pique, à peine voilée, lancée à Barack Obama. Ce dernier avait renoncé à intervenir militairement contre Bachar Al-Assad après l'emploi d'armes chimiques envers la population syrienne.

La levée des sanctions prises à l'encontre du régime Al-Assad depuis 2011, en réponse à sa répression sanglante du soulèvement syrien, est une priorité des nouveaux dirigeants. L'Union européenne, le Royaume-Uni et le Canada ont déjà annoncé une levée graduelle des sanctions sur des secteurs-clés comme l'énergie, les transports et les institutions financières. Les sanctions américaines constituent néanmoins le principal obstacle à la reconstruction du pays et à la revitalisation de son économie, notamment celles imposées dans le cadre de la loi « Cesar », entrée en vigueur en 2020 et renouvelée pour cinq ans en décembre 2024, qui expose les entreprises de toutes nationalités qui traiteraient avec des acteurs sanctionnés à des « *sanctions secondaires* ».

Rempart contre l'influence iranienne

Depuis la chute de Bachar Al-Assad, les Etats-Unis ont montré peu d'empressement à s'emparer du dossier syrien. A la fin de son mandat présidentiel, Joe Biden avait consenti des exemptions sur certaines sanctions et l'abandon de la prime de 10 millions de dollars (8,90 millions d'euros) offerte pour la capture d'Al-Joulani. « *Jusqu'ici Trump n'avait pas prêté attention à la Syrie* », explique Mouaz Moustafa, directeur exécutif de la Syrian Emergency Task Force, un cercle de réflexion qui a son siège à Washington. A cause, dit-il, « *de personnes au sein de l'administration américaine qui ont fait tout*

ce qu'elles ont pu pour présenter le nouveau gouvernement syrien comme des terroristes ». L'administration Trump a temporisé, en disant vouloir évaluer le bilan des nouvelles autorités en matière de respect des droits humains et des minorités.

« *Ce sont les partenaires régionaux, comme l'Arabie saoudite et la Turquie, et les Européens, notamment le président [français] Emmanuel Macron, qui ont réussi à faire remonter le sujet dans l'ordre des priorités américaines. Ils ont fait comprendre à Donald Trump que si le dossier palestinien est important, la Syrie aussi est au cœur de la stabilité régionale* », analyse Souhira Medini, experte française au sein du Washington Institute for Near East Policy. Aux côtés de la Turquie et du Qatar, qui se positionnent en parrains des nouvelles autorités syriennes, l'Arabie saoudite a pris fait et cause pour Ahmed Al-Charaa, le considérant comme un rempart contre le retour de l'influence iranienne en Syrie. Ces partenaires régionaux seront les premiers bénéficiaires des opportunités d'investissement dans le pays en ruine, une fois les sanctions levées.

Depuis l'invitation lancée par Emmanuel Macron à Ahmed Al-Charaa, qui s'est concrétisée par [une visite le 7 mai, à Paris](#), « *la France a défendu une ligne assez claire : il faut engager le dialogue avec les nouvelles autorités car il n'y a pas d'alternative et car les Russes et les Chinois sont en train d'en profiter* », souligne Souhira Medini. Côté américain, cette ligne a été promue par le département d'Etat. Avec succès. Le 18 mars, lors d'une rencontre en marge de la conférence des donateurs pour la Syrie à Bruxelles, la sous-secrétaire adjointe américaine pour le

Levant, Natasha Franceschi, a remis à Assad Hassan Al-Chibani une liste de conditions pour la levée des sanctions.

Damas s'est efforcé d'y répondre. « *Ahmed Al-Charaa a utilisé tous les moyens possibles pour plaider sa cause auprès des Etats-Unis, en étant actif sur les différents dossiers et en communiquant dessus* », juge Nanar Hawach, spécialiste de la Syrie auprès de l'International Crisis Group. La [signature d'un accord avec les forces kurdes](#) pour leur intégration dans l'Etat syrien, ainsi que les discussions indirectes engagées avec Israël pour contenir une éventuelle confrontation, ont envoyé des signaux positifs. Des gages ont été donnés en matière de lutte antiterroriste, mais également avec [l'arrestation de deux leaders du Jihad islamique palestinien](#), une organisation considérée comme terroriste par les Etats-Unis, impliquée dans les attaques du 7-October en Israël. Damas a aussi facilité le travail de secouristes qataris venus – en lieu et place de secouristes américains qui ne pouvaient se rendre en Syrie en raison des sanctions – rechercher les citoyens américains disparus dans le pays.

« *Les réponses apportées par M. Al-Charaa aux demandes américaines ont été jugées assez crédibles et sérieuses pour ne pas faire obstacle à l'annonce d'une levée des sanctions* », estime M^{me} Medini. Le véritable test aura lieu, estime l'experte, au Congrès américain. Dans l'enchevêtrement des sanctions américaines sur la Syrie, certaines mesures pourront être suspendues par simple décret présidentiel, d'autres textes devront être examinés par le Congrès.



May 14 2025

Erdogan vows to monitor PKK disarmament, thanks Trump for lifting Syria sanctions

ERBIL, Kurdistan Region - Turkish President Recep Tayyip Erdogan announced on Tuesday that Turkey's intelligence services will closely monitor the Kurdistan Workers' Party (PKK) to ensure the group follows through on its pledge to dissolve and disarm. He also expressed gratitude to US President Donald Trump for his decision to lift sanctions on Syria.

Speaking at a meeting of the ruling Justice and Development Party (AKP), which Erdogan leads, the Turkish president underscored the importance of follow-through on the PKK's decision.

"The main thing is its execution," Erdogan said, adding that "Our National Intelligence Organization [MIT] will diligently monitor the fulfillment of the promises made [by the PKK]."

Founded in 1978, the PKK initially sought an independent Kurdish state but later shifted its focus toward securing broader political and cultural rights for Kurds in Turkey.

The group announced on Monday that it would disband and end its decades-long armed conflict with the Turkish state, calling it a step toward a peaceful resolution. The announcement followed a party congress, held from May 5 to 7, during which senior PKK commanders responded to a February call from their jailed leader Abdullah Ocalan who urged them to shift toward political engagement.

The move has been welcomed by the United States, the United Kingdom, Germany, Russia, and several Kurdish and international leaders, who described it as a potential milestone for peace and political reconciliation.

Erdogan on Wednesday stated that with the PKK's "decision to 'dissolve itself and surrender its weapons,' we have entered a new phase in our efforts for a terror-free Türkiye."

"The era of terror, guns, violence, and illegality has now come to an end."

On Syria

In an indirect reference to the People's Protection Units (YPG) - which Ankara views as an extension of the PKK - Erdogan noted that "it is of vital importance for the [PKK] organization's extensions in Syria and Europe to acknowledge reality and join [the PKK] in the dissolution and in the process of laying down arms."

Of note, the YPG represents the backbone of the Syrian Democratic Forces (SDF), which serve as the de facto army of northeast Syria (Rojava). The US-backed SDF has repeatedly denied affiliation with the PKK.

On Syria as well, the Turkish president thanked US President Donald Trump for his recent pledge to lift sanctions imposed on Damascus. Earlier in the day, Erdogan participated remotely in a high-level meeting with Trump and

Syria's interim President Ahmed al-Sharaa. The meeting was hosted by Saudi Crown Prince Mohammed bin Salman in Riyadh.

According to Turkey's state-run Anadolu Agency, Erdogan described Trump's move as "historic," adding that it could "open up investment opportunities in various sectors in Syria."

"Turkey is making efforts toward" ensuring Syria would "become a stable, prosperous country that collaborates with regional countries and poses no threat to its neighbors," he said.

Erdogan also reaffirmed Ankara's "support for the Damascus administration in its fight against terrorist organizations, especially [the Islamic State] ISIS" and its readiness "to assist in managing and securing prisons holding ISIS terrorists."

The US president on Tuesday announced plans to lift sanctions imposed on Syria "to give them a chance at greatness."

A day prior, Trump had stated that he may ease US sanctions on Damascus to allow it a "fresh start," noting that the Turkish President and "many people" had urged him to do so.

On December 8, a coalition of opposition groups led by Hay'at Tahrir al-Sham (HTS), then commanded by Sharaa, ousted the regime of Syrian dictator Bashar al-Assad. Sharaa was appointed interim

president in late January.

Since taking power, the new leadership in Damascus has repeatedly called on the international community to lift Assad-era sanctions, arguing that they are hindering the country's economic recovery and post-war reconstruction.

Following Assad's ouster, Turkey, a longtime supporter of the Syrian opposition, emerged as a key ally of the new leadership in Damascus and has further tried to expand its influence in the new Syria.

Speaking to Rudaw in late February, former US assistant secretary of state for near eastern affairs, David Schenker, noted that the US might acquiesce to Turkey's request to leave Syria.

He stated that Trump's foreign policy is largely defined by "transactionalism," an approach that may result in "downgraded US involvement" in the region and a focus on "deal-making" instead.

Describing the Turkish president as the "Trump whisperer," the former US official reported that Erdogan had tried to convince the US president that "Turkey can play the US role in Syria," urging Washington "to pull out."

Schenker explained that Turkey sees "Syria as a sphere of influence" and is open to "take up the US's role" in the country.

Nucléaire : l'Iran est prêt à accepter un accord en cas de levée des sanctions, affirme un conseiller du Guide suprême

Ali Shamkhani a notamment affirmé à la chaîne NBC News que Téhéran s'engagerait à ne jamais fabriquer d'armes nucléaires en échange d'une levée immédiate de toutes les sanctions économiques.

L'Iran est prêt à accepter un accord avec les Etats-Unis sur son programme nucléaire en échange de la levée immédiate des sanctions, a affirmé, mercredi 14 mai, à la chaîne américaine NBC News, Ali Shamkhani, un conseiller du Guide suprême iranien, Ali Khamenei.

L'administration du président américain, Donald Trump, a adopté une politique de « pression maximale » à l'égard de l'Iran et imposé de nouvelles sanctions tout en menant des négociations avec Téhéran, qui cherche à obtenir la levée de ces mesures qui étranglent son économie.

Selon le [site de NBC News](#), Ali Shamkhani a affirmé que l'Iran s'engagerait à ne ja-

mais fabriquer d'armes nucléaires, à se débarrasser de ses stocks d'uranium hautement enrichi, à n'enrichir l'uranium qu'aux niveaux nécessaires à un usage civil et à autoriser des inspecteurs internationaux à superviser le processus en échange de la levée immédiate de toutes les sanctions économiques à l'encontre de la République islamique.

« Nous pourrions avoir de meilleures relations »

A la question de savoir si l'Iran accepterait de signer un accord aujourd'hui si ces conditions étaient remplies, M. Shamkhani a répondu « oui », a rapporté la chaîne américaine. « C'est encore possible. Si les Américains font ce qu'ils disent, il est sûr que nous pourrions avoir de

meilleures relations », ce qui « améliorera la situation dans un avenir proche », a déclaré le responsable iranien, selon NBC News.

Donald Trump a appelé mercredi à une application stricte des sanctions américaines visant l'Iran, tout en affirmant espérer parvenir à un accord sur le dossier du nucléaire.

Mardi, l'Iran s'était déjà dit prêt à accepter des limitations temporaires sur le niveau d'enrichissement de son uranium, par la voix de son vice-ministre des affaires étrangères, Majid Takht-Ravanchi, qui avait précisé que les pourparlers avec les Etats-Unis n'étaient pas encore rentrés dans les détails.

L'Iran enrichit actuellement l'uranium à 60 %, bien au-

delà de la limite de 3,67 % fixée par l'accord nucléaire de 2015, alors qu'un taux de 90 % est nécessaire pour un usage militaire. Ses stocks de matière fissile inquiètent les puissances occidentales.

Lancés le 12 avril, les pourparlers visent à conclure un nouvel accord censé empêcher l'Iran de se doter de l'arme atomique, ambition que Téhéran a toujours niée, en échange d'une levée des sanctions qui paralysent l'économie iranienne.

Pendant le premier mandat de Donald Trump, les Etats-Unis se sont retirés unilatéralement en 2018 de l'accord conclu en 2015 entre l'Iran et les grandes puissances pour encadrer son programme nucléaire iranien.



May 15, 2025

KDP's Barzani says Baghdad treatment of Kurdish civil servants 'unacceptable'

ERBIL, Kurdistan Region - The Iraqi government's treatment of the Kurdistan Region's civil servants regarding the issue of salaries is "unacceptable," and Baghdad must deal with Erbil in a federal manner and in accordance with the constitution, Kurdistan Demo-

cratic Party (KDP) leader Masoud Barzani said on Thursday.

"The way that they [Baghdad] have treated civil servants in previous months is completely unacceptable," Barzani said at a party meeting in Erbil. "I see this as an insult

to the martyrs, to the struggles of the Kurdish people, and to this nation's history."

He criticized Baghdad for dealing with the Kurdistan Region in a centralized and non-federal manner. "If federalism no longer exists, they should tell us, because the current

treatment of the Kurdistan Region is not a federal relationship."

"It seems as if Kurds are foreigners in this country," Barzani regretted.

The Iraqi government cut the Kurdistan Region's share of

the federal budget in 2014, after which Erbil began to export crude oil independently and relied on these funds as its primary income.

Low oil prices and the war with the Islamic State (ISIS), however, hit the government's finances hard. Civil servants have borne the brunt of the government's austerity measures. Their monthly salaries were frequently delayed or reduced, and are now being paid by Baghdad.

"They have made it seem as if the struggle and fight for this nation, all those years, all those heroic leaders, all those great ones, the martyrs, all those Anfal and chemical attack victims, all of it was because we were demanding salaries," Barzani lamented. "If the goal was salaries, the previous regimes would have kissed Kurdish hands and been grateful."

"After 2003, we went to Baghdad with pure intentions and complete sincerity, and we still have those intentions if



Kurdistan Democratic Party (KDP) leader Masoud Barzani speaking at a party gathering in Erbil on May 15, 2025. Photo: Barzani's office

Baghdad shares them," Barzani continued, adding that he expected the ruling Iraqi officials to defend the Kurdistan Region's rights even in the absence of the Kurds.

The unpaid salaries crisis in the Kurdistan Region has been aggravated over the past two years following the

suspension of Kurdish oil exports in March 2023 as a result of a court ruling in favor of Baghdad that Ankara violated a 1973 pipeline agreement by allowing Erbil to export oil independently.

Negotiations between Iraqi and Kurdish officials, along with international oil com-

panies operating in the Kurdistan Region, have yet to reach a conclusion. The oil companies demand payment guarantees and contractual security, Baghdad insists on federal oversight, and Erbil seeks a resolution that safeguards its economic interests.



May 15, 2025

SDF captures 10 ISIS suspects in east Syria

ERBIL, Kurdistan Region - The Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) said on Friday they captured 10 Islamic State (ISIS) suspects in Syria's eastern Deir ez-Zor province after a deadly attack by the militants.

"Our forces raided the place where the terrorists were hiding, capturing ten ISIS terrorists who were involved in at-

tacks against our forces, civilians, and public infrastructure," read a statement from the SDF.

The announcement added that they seized a cache of weapons and ammunition during the raid.

The raid took place on Thursday, the same day one member of the SDF was killed and three others were injured in an ISIS attack.

The UK-based Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) reported that the clash took place in the town of Abu Hamam, around 45 kilometers from the border with Iraq.

ISIS, which was territorially defeated in 2019, has recently sought to regain ground, taking advantage of instability following the fall of Bashar al-Assad's regime.

The SDF, which is the de facto army of northeast Syria (Rojava), has fought to prevent the militants from reestablishing a foothold in the shifting security landscape. SOHR said it has documented 84 operations carried out by ISIS cells in Rojava since the beginning of 2025. These included armed attacks, targeted killings, and bombings.

Robert Ford, ancien ambassadeur des Etats-Unis à Damas : « En Syrie, Al-Charaa est le meilleur outil pour les Etats-Unis contre l'organisation Etat islamique »

Le diplomate a rencontré le nouveau dirigeant syrien, Ahmed Al-Charaa, à plusieurs reprises, dont la dernière fois à Damas, en janvier. Il revient, dans un entretien au « Monde », sur la décision de Donald Trump de lever les sanctions contre la Syrie.

Analyste au Middle East Institute à Washington, Robert Ford est un diplomate américain chevronné, familier du Moyen-Orient. Il a notamment été [ambassadeur des Etats-Unis en Syrie](#), sous la présidence Obama, entre 2011 et 2014. Dans un entretien au *Monde*, il salue [la décision de Donald Trump de lever les sanctions et sa rencontre avec Ahmed Al-Charaa](#), ancien djihadiste devenu président par intérim, après la chute du régime Al-Assad. Robert Ford a rencontré le nouveau dirigeant à plusieurs reprises, dont la dernière fois à Damas, en janvier.

Comment expliquez-vous l'ouverture consentie par Donald Trump au nouveau gouvernement syrien ?

Les Etats-Unis ont besoin d'une stratégie en Syrie. Notre préoccupation première n'est pas la tenue d'élections dans ce pays, dans un ou deux ans. C'est aux Syriens de voir, et on a de mauvaises expériences en Afghanistan ou en Irak. L'intérêt américain en Syrie est de combattre le terrorisme, et particulièrement l'organisation Etat islamique [EI]. C'est ce que fait Ahmed Al-Charaa depuis 2014, livrant des batailles difficiles contre eux à Idlib, Alep ou Rakka. Il est le meilleur outil pour les Etats-Unis contre l'EI en Syrie.

Il y a des limites à ce que les Kurdes des Unités de protec-

tion du peuple, les YPG, peuvent faire. Depuis six ans, elles n'ont pas été capables d'en finir avec l'EI, en raison des divisions ethniques. Des Kurdes d'extrême gauche voulant gouverner des communautés arabes conservatrices dans l'Est, cela facilite le recrutement de l'EI.

Ahmed Al-Charaa dit qu'il ferait un meilleur boulot, et je pense que c'est vrai. Pour réussir, il a besoin d'une économie qui lui permettrait de disposer d'une force antiterroriste, de verser des salaires, d'obtenir des équipements et des formations. C'est dans cette perspective que la levée des sanctions a du sens pour les Etats-Unis : pour avoir un partenaire dans ce domaine.

Mais des mots prononcés par Donald Trump à une levée effective des sanctions, il y a du chemin...

Il existe deux sortes de sanctions américaines. Celles relevant de décrets présidentiels, qui obligent le Trésor à agir contre des entités spécifiques comme la Banque de Syrie, ou des individus, en lien avec le pouvoir. Le président peut prendre un nouveau décret annulant le précédent, c'est assez simple. Il y a ensuite d'autres sanctions, qui relèvent de lois votées au Congrès. C'est le cas du Caesar Syria Civilian Protection Act. Il a été adopté en 2019 et reconduit fin 2024. Il faudrait donc

soit une nouvelle loi, soit attendre l'expiration de ce dispositif, au bout de cinq ans.

Certains républicains sont en faveur de la levée des sanctions. D'autres sont hésitants, et la pression israélienne joue ici un rôle. Mais en l'absence d'action législative, on peut imaginer que Trump puisse simplement dire au bureau de contrôle des actifs étrangers, au Trésor américain, de ne pas appliquer les sanctions secondaires contre les entreprises opérant en Syrie. Ce serait, d'une certaine façon, contraire à l'esprit de la loi. Mais on a vu d'autres administrations agir ainsi, en politique étrangère. Par exemple, de façon routinière, l'administration Biden a ignoré la loi concernant les exportations d'armes dans le cas d'Israël.

Le geste de Donald Trump à l'égard de la Syrie est-il une victoire du président turc, Recep Tayyip Erdogan, et du prince héritier saoudien, Mohammed Ben Salman ?

Absolument. Je doute que le président Trump aurait agi aussi vite, pour rencontrer Ahmed Al-Charaa et lever les sanctions, sans l'implication personnelle de ces deux dirigeants et de l'émir du Qatar. Au sein même de l'administration, il y avait des divisions entre les partisans d'un engagement plus sérieux avec le nouveau gouvernement syrien et ceux, à la Maison

Blanche et au Conseil de sécurité nationale, qui étaient plus réservés, comme Sebastian Gorka [*responsable du contre-terrorisme*].

Cela illustre la façon de procéder de Donald Trump dans de nombreux domaines, pas seulement la politique étrangère. Il n'est pas prévisible parce que ses sources d'information privilégiées sont à l'extérieur du gouvernement. Il est souvent convaincu plus aisément par des personnes de l'extérieur que de l'intérieur, car il nourrit une forme de défiance instinctive contre la bureaucratie.

Washington a fixé non pas des conditions, mais des souhaits, à l'égard du nouveau pouvoir syrien. Comment les interprétez-vous ?

La plus facile est la question des terroristes palestiniens, pour Al-Charaa, qui a déjà arrêté quelques éléments du Jihad islamique palestinien à Damas. Combattre l'EI, il le fait déjà. Les autres points sont plus durs, à commencer par la gestion des camps de détention dans le Nord-Est avec les détenus de l'EI. Ces camps sont très grands, ils réclament un effort substantiel en personnel, en logistique, en nourriture, eau et soins. Lorsque j'ai vu Al-Charaa en janvier à Damas, il s'est dit prêt à une période de transition planifiée avec les Améri-

cains. Mais il devrait aussi travailler avec les Forces démocratiques syriennes, avec les YPG, alors que leurs relations sont difficiles. Si Trump donnait la permission au Pentagone de parler directement avec Damas, peut-être qu'un tel plan pourrait voir le jour.

Ensuite, il y a la question du sort des combattants étrangers. Al-Charaa ne considère pas qu'ils représentent une menace pour des pays tiers. Il pense qu'ils sont pour l'essentiel sous contrôle et il ressent à leur égard une forme

de loyauté et de gratitude, pour leur aide dans la chute d'Al-Assad. Il n'est donc pas enclin à les trahir pour les transférer à l'étranger. Et puis, où iraient-ils ? Certains de ces combattants sont tchéchènes. La Russie ne veut pas leur retour dans le Caucase. Même chose pour la Chine et les combattants ouïgours. Ou la France. Mais s'ils restent en Syrie, comment contrôler ces centaines d'hommes ? On a vu les problèmes qu'ils ont causés à Lattaquié en tuant les alaouites. Ce n'est pas aussi

simple que le prétend Al-Charaa.

Reste enfin la question de la normalisation des relations avec Israël, qui ne cesse de pousser son avantage militaire dans le sud de la Syrie...

Al-Charaa va devoir prendre une décision stratégique. Renoncera-t-il aux prétentions sur le plateau du Golan [annexé par Israël] ? C'est un point de contentieux pour la Syrie depuis cinquante ans. Je lui en ai parlé. Il m'a dit

qu'il n'était pas anti-israélien en soi. Selon lui, la dernière chose dont la Syrie a besoin est d'une guerre avec Israël. Il faut reconstruire le pays. Al-Charaa est engagé dans des négociations par l'intermédiaire des Emirats. Il aimerait parvenir à un arrangement intérimaire avec Israël, en vue d'un cessez-le-feu. Ça m'étonnerait qu'ils puissent convaincre les Israéliens de revenir hors de la zone de désengagement de 1974. Mais cette question n'est pas une priorité pour Al-Charaa. Il préfère s'occuper de l'EI.

Le Monde avec AFP
16 mai 2025

Le journaliste suédois Joakim Medin, qui était détenu en Turquie, a été libéré

« Joakim Medin est en route de la Turquie vers la Suède. Il atterrit dans quelques heures », a écrit le premier ministre suédois sur X, vendredi en début de soirée.

Le journaliste suédois arrêté fin mars en Turquie et condamné pour « insulte » au président turc, Recep Tayyip Erdogan, a été libéré, a annoncé, vendredi 16 mai, le premier ministre suédois. « *Le journaliste suédois Joakim Medin est en route de la Turquie vers la Suède. Il atterrit dans quelques heures* », a écrit sur X Ulf Kristersson.

« Un travail acharné dans un silence relatif a porté ses fruits », a-t-il ajouté, remerciant ses homologues européens « qui ont été d'une grande aide dans le processus ».

Reporter pour le journal suédois *Dagens ETC*, Joakim Medin, 40 ans, a été interpellé le 27 mars à son arrivée à Istanbul, où il venait couvrir les manifestations déclenchées par l'arrestation le 19 mars du maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, principal rival de



Le journaliste suédois Joakim Medin, à Qamishli en Syrie, le 22 février 2015. RODI SAID/REUTERS

M. Erdogan. Fin avril, il a été condamné à 11 mois de prison avec sursis, pour « insulte au président ». Il a comparu par visioconférence depuis sa cellule dans une prison de la région d'Istanbul.

Malgré la condamnation à une peine avec sursis, Joakim Medin restait en prison dans l'attente d'un autre procès pour « appartenance à une organisation terroriste ». Le journaliste nie l'accusation de

la justice turque selon laquelle il aurait participé en janvier 2023 à Stockholm à une manifestation du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit en Turquie).

Otages français détenus en Iran : la France dépose plainte devant la CIJ, annonce Jean-Noël Barrot

Le ministre des affaires étrangères Jean-Noël Barrot a déclaré déposer plainte en raison du non-respect par Téhéran du droit à la protection consulaire, pour Cécile Kohler et Jacques Paris, « retenus en otages depuis plus de trois ans, dans des conditions indignes »

Paris durcit sa position. Le ministre des affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, a annoncé, vendredi 16 mai, que la France déposait plainte devant la Cour internationale de justice (CIJ) pour la détention depuis plus de trois ans de deux ressortissants français par Téhéran dans des « conditions indignes » et en raison de l'absence du respect de leur droit de visite consulaire.

La professeure de lettres Cécile Kohler (40 ans), originaire de l'est de la France, et son compagnon septuagénaire, Jacques Paris, ont été arrêtés le 7 mai 2022, au dernier jour d'un voyage touristique en Iran. Accusés d'« espionnage » par les autorités iraniennes, considérés comme des « otages d'Etat » par Paris, ils sont officiellement les deux derniers Français emprisonnés en Iran, qui détient une vingtaine d'Occidentaux.

Selon M. Barrot, ces derniers « sont retenus en otage depuis plus de trois ans, dans des conditions indignes assimilables à de la torture [et] sont privés de visites consulaires, c'est-à-dire les visites par les membres de [l']ambassade [de France] pour prendre de leurs nouvelles ». « C'est la raison pour laquelle, aujourd'hui, je dépose plainte devant la Cour internationale de justice contre l'Iran, pour violation de cette protec-



Des photos de Cécile Kohler et Jacques Paris devant l'Assemblée nationale, à Paris, le 7 mai 2025. ABDUL SABOOR / REUTERS

tion, de son obligation de donner droit à la protection consulaire », a déclaré le chef de la diplomatie française, sur France 2.

Quatre visites consulaires en trois ans

M. Barrot avait déjà déclaré, au début d'avril, que Paris s'apprêtait à saisir la CIJ, faute d'avancées. Cette annonce avait été saluée comme un « tournant majeur » par la sœur de Cécile Kohler.

Les deux Français sont actuellement incarcérés dans la sinistre section 209, réservée aux prisonniers politiques, de

la prison d'Evin, à Téhéran. Contraints à des « aveux forcés » diffusés par la télévision d'Etat iranienne quelques mois après leur arrestation, ils sont soumis à des conditions d'incarcération extrêmement dures.

Lumière allumée vingt-quatre heures sur vingt-quatre, trente minutes de sortie deux ou trois fois par semaine, rares et courts appels sous haute surveillance à leurs proches ; le dernier date du 14 avril. En trois ans, les deux ressortissants français n'ont reçu que quatre visites consulaires, et quasi aucune information ne filtre sur la procédure judiciaire.

Paris a promis de tout mettre en œuvre pour leur libération, en vain jusque-là. Entre 2023 et 2025, au moins cinq Français ont été libérés, après des mois ou des années de détention, mais Cécile Kohler et Jacques Paris détiennent le triste record de trois années complètes d'incarcération, dont trois mois à l'isolement total.

Les chancelleries européennes accusent Téhéran de pratiquer la « diplomatie des otages » pour peser dans les très sensibles discussions sur le nucléaire iranien, dans l'impasse depuis des années, et obtenir une levée des sanctions.



May 16, 2025

Mass grave of suspected ISIS militants found in Shingal

ERBIL, Kurdistan Region - A mass grave believed to contain the remains of seven Islamic State (ISIS) members were uncovered in the Shingal (Sinjar) district of western Nineveh province earlier this week, local sources said on Friday.

The grave was discovered as residents began returning to the long-abandoned village of Korovi, cleaning up homes damaged during years of conflict. One house appeared to have been used by the jihadists, including as a grave.

“This village was abandoned for a long time. I mean we abandoned it 10 years ago and this house was vacated one or two years before ISIS. After things became better and people returned, he [the homeowner] also wanted to clean up his house. As he cleaned his house, bodies emerged, weapons and paraphernalia of an ISIS group emerged,” Abdulaziz Mizr, a local resident, told Rudaw. Alongside the remains, weapons and explosives were found.



Islamic state (ISIS) remains found in a Shingal mass grave on May 11, 2025. Photo: Rudaw

“They had weapons, suicide belts, bombs,” said Mizr.

An engineering team was called in to deal with the explosives.

“After they came and cleaned and looked at it, they took out their weapons. They also had a suicide vest, they also dismantled that and took it out... After they cleaned, the engineering team said there was nothing left here. They cleared the whole place. The engin-

eer team handed the weapons over to the police,” Mizr said.

The village is now hoping someone from the government will deal with the bodies in the grave.

“We have informed the Mass Graves Exhumation Team and they said they would come to pick them up, but we do not know when they will do that,” Mizr added.

Initial information obtained by Rudaw indicates that

the grave contains the remains of seven ISIS fighters.

In June 2014, ISIS took control of large areas in northern and western Iraq. Two months later, in August, the group launched a genocidal assault on the Yazidi community in the Shingal district. Whole villages were emptied as Yazidis fled. They have been slow to return because of ongoing instability and a lack of reconstruction.



May 16, 2025

ISIS kills 1 SDF, injures 3 in eastern Syria

ERBIL, Kurdistan Region - One member of the Syrian Democratic Forces (SDF) was killed and three others were injured in an Islamic State (ISIS) attack in eastern Deir ez-Zor province, the Kurdish-led force announced on Thursday.

“The terrorist cell treacherously and cowardly targeted one of our military vehicles, prompting an immediate response from our forces,” the SDF stated, adding that casualties among the ISIS members “remain unknown.”

The UK-based Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) reported that the clash took place in the town of Abu Hamam, around 45 kilometers from the border with Iraq.

“Our forces remain determined to pursue the remnants



A Syrian Democratic Forces (SDF) military vehicle in northeast Syria (Rojava). Photo: SOHR

of ISIS cells and uphold the security and stability of our regions,” the SDF said. ISIS, which was territorially defeated in 2019, has recently sought to regain ground, taking advantage of

instability following the fall of Bashar al-Assad’s regime. The SDF, which is the de facto army of northeast Syria (Rojava), has fought to prevent the militants from reestablishing a foothold in the

shifting security landscape. SOHR said it has documented 84 operations carried out by ISIS cells in Rojava since the beginning of 2025. These included armed attacks, targeted killings, and bombings.

Le Monde

avec AFP
17 mai 2025

Au Royaume-Uni, trois ressortissants iraniens inculpés pour espionnage au profit de l’Iran

Les suspects résidaient tous à Londres. L’un d’eux est inculpé pour des actes de surveillance, de recherche ou de reconnaissance « dans l’intention de commettre des actes de violence grave contre une personne au Royaume-Uni », a précisé la police.

La police de Londres a annoncé, samedi 17 mai, que trois ressortissants iraniens avaient été inculpés au Royaume-Uni pour des activités d’espion-

nage présumées au profit de l’Iran entre 2024 et 2025.

Ces trois hommes, arrêtés le 3 mai, font l’objet « d’accusations extrêmement graves, por-

tées à l’issue d’une enquête très complexe et rapide », a souligné, dans un communiqué, le commandant de l’unité antiterroriste qui a mené l’enquête, Dominic Murphy. Inculpés pour

des « actes susceptibles d’aider un service de renseignement étranger » entre août 2024 et février 2025, ils seront présentés samedi à un tribunal de Londres.

Agés de 39, 44 et 55 ans, les hommes résidaient tous dans la capitale britannique. Ils ont été interpellés, et sont détenus depuis deux semaines en vertu de la loi de 2023 sur la sécurité nationale, qui permet à la police d'arrêter des personnes soupçonnées d'être impliquées « dans une activité de menace émanant d'une puissance étrangère ».

L'un d'entre eux a également été mis en examen pour des actes de surveillance, de recherche ou de reconnaissance « dans l'intention de commettre des actes de violence grave contre une personne au Royaume-Uni », a précisé la police, sans donner plus de détails. Les deux autres sont inculpés pour avoir commis des actes similaires, « dans le but que des violences graves soient commises par d'autres contre une personne au Royaume-



La police patrouille près d'une propriété de Keir Starmer, à Londres, le 13 mai 2025. JUSTIN TALLIS / AFP

Uni », a-t-elle ajouté.

Un quatrième Iranien de 31 ans avait été arrêté le 9 mai, avant d'être relâché

sans poursuites jeudi. Londres a annoncé au début de mars placer l'Iran, ses services de renseignement et les gardiens de la révolution au niveau le

plus élevé du Foreign Influence Registration Scheme (FIRS), qui entend lutter contre « les influences étrangères secrètes ».

The New York Times May 17, 2025

Three Iranians Accused of Targeting People in Britain

The charges against the men come as concerns have grown about Iranian operatives carrying out operations against British residents and citizens.

Three Iranian men appeared in court on Saturday in London, accused of helping Iran's intelligence service by targeting individuals in Britain.

Mostafa Sepahvand, 39; Farhad Javadi Manesh, 44; and Shapoor Qalehali Khani Noori, 55, have been charged under Britain's National Security Act with engaging in conduct likely to assist a foreign intelligence service between Aug. 14 last year and Feb. 16.

They are also accused of carrying out surveillance and reconnaissance as part of a plan to commit serious violence against

an individual, who was not identified. The arrests come amid growing concern about efforts by Iranian operatives to target British citizens and residents.

The Metropolitan Police said in a statement that the men had been arrested and detained on May 3. "The foreign state to which the charges relate is Iran," the statement added.

The BBC reported that the three had been accused of targeting journalists working for Iran International, an independent, Persian-language broadcaster based in London that has been critical of the Iranian government.

All three defendants, who live in London, had illegally entered Britain between 2016 and 2022, and two were among the thousands who have traveled to the country on small boats from France.

"The charges that have been laid against these three individuals must now take their course through the criminal justice system, and nothing must be done to prejudice the outcome of those proceedings," Yvette Cooper, Britain's home secretary, said in a statement. "But we will also take separate action to address the very serious wider issues raised by this case," Ms. Cooper added.

"The police have confirmed that the foreign state to which these charges relate is Iran, and Iran must be held to account for its actions."

Thanking the police, Ms. Cooper said, "We will not tolerate growing state threats on our soil."

In a speech last year, Ken McCallum, the head of MI5, Britain's domestic security service, identified Iran as a country of growing concern to the counterterrorism police. He said that since January 2022, the security services had been investigating 20 Iranian-backed plots that posed potentially lethal threats to British citizens and residents.

The New York Times

Farnaz Fassihi
May 17, 2025

‘A Slap in the Face’: Iranians Watched Trump’s Mideast Tour With Envy

For some, President Trump’s visits to Arab nations, Iran’s regional rivals, only made their country’s acute energy and economic crises harder to bear.

On his way home from work this week in Tehran, Majid, a 34-year-old computer programmer, encountered traffic chaos because a power outage had disabled the stoplights. Earlier in the day, he and his co-workers had been trapped on the 16th floor of their all-glass office building without electricity or air-conditioning.

The headlines on Iranian state television that evening were dominated by the acute energy and economic crisis plaguing the country. The government had announced daily power cuts lasting several hours, changed school hours to start at 6 a.m. and warned more water outages would soon follow.

In contrast, satellite news channels were broadcasting wall-to-wall coverage of President Trump’s visit to the Middle East, said Majid, who asked that his last name not be published for fear of retribution. Arab countries, considered Iran’s rivals, were announcing multibillion dollar deals with Mr. Trump and showcasing economic development tied to their close alliances with the United States.

“I’m watching Trump announce tech deals with Saudi Arabia, our main rival, and thinking, ‘Where are we, and where are



In addition to the acute energy and economic crisis plaguing Iran, the government has warned of water outages. Arash Khamooshi for The New York Times

they?” Majid said in a telephone interview from Tehran. “We are worried about riding the elevator at work, and they are getting artificial intelligence technology.”

Mr. Trump’s [high-profile trip to Saudi Arabia, Qatar and United Arab Emirates](#), which wrapped up on Friday, resonated widely in Iran. Many Iranians said in phone interviews, social media posts and online town hall discussions that they had watched the tour of the region — the president’s first major international trip of his second term — unfold with a mix of envy, regret and anger at their government.

They said the visit crystallized for them how Iran’s development had been held back compared to that of its Arab neighbors, and attributed the differences to government mismanagement and ideology.

“Everybody is talking about Trump’s visit with envy, because we could have been like the Arabs,” Hamid Asefi, a political analyst in Tehran who is a critic of the government, said in a telephone interview. “We have the geography, the natural resources and human talent to be a major economic power, but the regime’s anti-American and anti-Israeli ideology has put us where we are.”

“It’s a slap in the face,” he added.

Washington and Tehran are [in the midst of nuclear negotiations](#) to stop Iran’s advancing nuclear program in exchange for lifting tough economic sanctions. Mr. Trump made remarks about Iran at every stop along his regional tour, saying he wants a deal with Iran but also sharply criticizing its leadership for their domestic and regional policies.

“Iran’s decades of neglect and mismanagement have left the country plagued by rolling blackouts lasting for hours a day, all the time you hear about it all,” Mr.

Trump said in Riyadh, the Saudi capital, at a speech during the U.S.-Saudi Investment Forum on Tuesday. He told attendees, “While your skill has turned dried deserts into fertile farmland, Iran’s leaders have managed to turn green farmland into dry deserts.”

Mr. Trump said he had secured \$600 billion worth of investment deals with the Saudi government and firms. (Though the details the White House provided were vague and totaled less than half that number.)

The comments angered Iran’s officials, who accused Mr. Trump of insulting their nation and being “delusional.” Iran’s foreign ministry issued a statement saying Mr. Trump’s “intention was to sow divisions between Iran and its Arab neighbors.”

Ali Akbar Velayati, the top foreign policy adviser for Iran’s supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, told The New York Times that Tehran does not view its Arab neighbors’ economic development as a threat, and dismissed Mr. Trump’s comments as “baseless.”

Mr. Velayati, who is overseeing the nuclear talks with the United States, said Iran was “an independent, self-confident and powerful” country. “If Iran’s regional power did not exist, then the United States and other world powers wouldn’t be insisting on negotiating and reaching a deal with us,” he added.

But ordinary Iranians and even some prominent politicians and former officials acknowledged that Mr.



President Trump attended the U.S.-Saudi Investment Forum on Tuesday, in Riyadh, the Saudi capital. Credit... Doug Mills / The New York Times

Trump’s comments had struck a nerve.

“I suffered, I felt embarrassed when the president of America was describing Iran in Saudi Arabia,” Iran’s former vice president, Eshaq Jahangiri, said on Thursday in a speech that went viral. “We weren’t supposed to be described in this cruel way even by our enemy. We could have been the No. 1 power in the region.” He blamed sanctions and the ideology of some political factions for the current state of crisis.

Milad Goudarzi, a conservative media personality in Iran, [posted on social media](#) that Iran’s government had for decades stifled demands for reform and punished criticism, in the name of preventing an enemy from exploiting those internal divisions. But, he said, “the biggest thing the enemy exploits — at the negotiating table and in rhetoric — is your incompetence.”

The multitude of crises facing Iran has reached an extent that officials can no longer hide or sugarcoat them. In addition to economic woes, such as spiking inflation, an energy shortage has forced the government to announce a number of drastic measures.

All government work force hours, including at banks, have been reduced to 6 a.m. to 1 p.m. The education ministry similarly ordered schools to start classes at 6 a.m., a move that has sparked a public backlash from parents and educators, who say children should not wake up at 4 a.m. to compensate for an electricity shortage.

“In Iran, industries and the economy are directly tied to the energy situation,” said Abdollah Babakhani, an expert in Iran’s economy and energy based in Germany. But in today’s Iran, Mr. Babakhani added, a country with vast hydrocarbon energy resources “is facing severe shortages

due to sanctions and mismanagement.”

Mr. Babakhani said the economic status quo in Iran was not tenable and that it made a deal with the United States more pressing.

Some Iranians are sharing videos of how power cuts are disrupting everyday life. A baker in the city of Shiraz [posted a video, shared on social media and a satellite television news site, of large batches of sourdough](#) spoiling after a four-hour electricity and water outage, saying he was losing daily income. “This is our country’s situation, damn you,” the baker says in the video.

Industry has not been spared. The government announced this week a 15-day total power cut for major industrial factories such as cement and steel. The national association of steel and cement called the move “unprofessional and extremely damaging,” and asked for the president to intervene.

Syrie : l'ouverture à l'Ouest, le pari diplomatique gagnant d'Ahmed Al-Charaa

En dépit de son passé djihadiste, le président syrien s'efforce d'arrimer son pays, pilier de l'axe pro-iranien du temps des Al-Assad, au camp occidental. Un virage consacré par sa rencontre avec Donald Trump, après celle avec Emmanuel Macron.

Un jeune homme séduisant. Un dur à cuire. Un passé solide. Un combattant. (...) C'est un véritable leader. » Avec son style haut en couleur, le président américain, Donald Trump, a offert à Ahmed Al-Charaa, le nouveau dirigeant de Syrie, la reconnaissance tant attendue depuis sa prise de pouvoir, le 8 décembre 2024. Les efforts que l'ancien djihadiste repent de 42 ans a déployés pour polir son image et courtiser les dirigeants arabes et occidentaux ont payé. A Riyad, le 14 mai, par l'entremise du prince héritier saoudien, Mohammed Ben Salman, et du président turc, Recep Tayyip Erdogan, Ahmed Al-Charaa a obtenu de M. Trump une entrevue et la promesse d'une levée des sanctions américaines sur la Syrie.

La main tendue du président américain a été aussi soudaine qu'inespérée pour M. Al-Charaa, à l'image déjà de la chute du dictateur syrien Bachar Al-Assad. L'homme n'a néanmoins pas été pris au dépourvu. Lorsqu'il n'était encore que le chef du groupe islamiste Hayat Tahrir Al-Cham, connu sous son nom de guerre d'Abou Mohammed Al-Joulani, il a développé une vision claire de la place qu'il entendait



Arrivée du président syrien, Ahmed Al-Charaa, et du président français, Emmanuel Macron, pour la conférence de presse conjointe. Palais de l'Élysée, le 7 mai 2025. LAURENCE GEAI / MYOP POUR « LE MONDE »

donner à la Syrie dans le concert des nations.

Pragmatique plus qu'idéologue, Ahmed Al-Charaa a, dès sa rupture avec Al-Qaida, en 2016, puis sa prise de pouvoir dans l'enclave rebelle d'Idlib (Nord-Ouest), fait de « l'ouverture à l'Ouest » une ligne directrice pour la Syrie, jadis amarrée à la Russie et l'Iran sous le règne des Al-Assad.

Pressions des Européens

« Sa vision se met en place à Idlib avec l'idée qu'il faut se désenclaver. Il y a un narratif et des intérêts

partagés avec les Occidentaux sur la stabilité régionale, les réfugiés, les ennemis communs – l'Iran et le régime Al-Assad –, la guerre contre le terrorisme. Il a toujours cherché l'ouverture mais personne ne lui tendait la main », analyse Patrick Haenni, chercheur à l'Institut universitaire européen de Florence, en Italie. Depuis six mois, il teste cette vision, avec le ministre des affaires étrangères syrien, Assad Hassan Al-Chibani, un fidèle de la première heure. Sans céder aux pressions des Européens pour rompre avec la Russie, qui dispose de deux bases mili-

itaires en Syrie. « Le multi-alignement est le mantra du Sud global et c'est une contrainte structurelle pour tout pouvoir syrien de devoir balancer ses relations pour compenser sa faiblesse. Avec les Al-Assad, il y avait des freins idéologiques. Avec Al-Charaa, il n'y a plus de tabous », estime Michel Duclos, ancien ambassadeur en Syrie et conseiller spécial à l'Institut Montaigne.

Le dirigeant syrien fait aussi un pari qui va s'avérer gagnant. Il privilégie la relation avec l'Arabie saoudite, qui avait œuvré au retour de Bachar Al-Assad dans le

giron arabe en 2023, plutôt qu'avec la Turquie et le Qatar, soutiens inconditionnels de l'opposition syrienne. C'est un choix de cœur pour celui qui a grandi à Riyad, et surtout stratégique : Mohammed Ben Salman, leader du monde arabe et musulman, a les clés de sa réintégration dans l'environnement arabe, l'argent, et l'oreille de Donald Trump. M. Al-Charaa soigne néanmoins ses relations avec la Turquie, un soutien précieux et un bouclier contre la menace posée par Israël.

Rôle pivot

Le dirigeant syrien veille ainsi à s'extraire de la rivalité entre l'axe révolutionnaire emmené par Ankara et Doha, proche des Frères musulmans – des concurrents du nouveau maître de Damas sur la scène politique syrienne –, et l'axe contre-révolutionnaire, chapeauté par Riyad et Abou Dhabi. « *Le grand basculement n'est pas dans la posture d'Al-Charaa, mais dans le changement de paradigme des Golfiens, qui font le pari d'un islam politique non frériste pour stabiliser la Syrie, car cela vaut mieux qu'un deuxième changement de régime et le chaos* », poursuit Patrick Haenni. Son rôle pivot dans la reconfiguration régionale qui s'opère avec l'affaiblissement de « l'axe de la résistance » emmené par l'Iran est un atout. Lors de sa première visite à l'étranger, à Riyad, en février, Ahmed Al-Charaa

a fait forte impression au prince héritier saoudien, qui a pris fait et cause pour le nouveau président. « *Le royaume lui a, dès le début, offert le bénéfice du doute, car il était tellement important que l'influence iranienne ait été éradiquée de Syrie. Puis, tout ce qu'il a dit et fait par la suite a été très positif* », analyse le commentateur politique saoudien, Ali Shihabi. Les Saoudiens sont convaincus de sa transformation et séduits par son programme, compatible avec leur vision d'une stabilité régionale adossée au développement économique. Il faudra des assurances supplémentaires et des contrats – tel que le développement du port de Tartous – pour avoir raison des réticences émiriennes, viscéralement hostiles à l'islam politique.

Ahmed Al-Charaa acte « *la fin de la révolution* » avec la chute de Bachar Al-Assad et s'attelle à la consolidation d'un pouvoir personnel. Il assure que la Syrie ne sera plus une terre d'exportation des révolutions, que ce soit celle des Frères musulmans, des djihadistes ou des Palestiniens. Il prône une politique du « *zéro problème* » avec tous ses voisins, Israël inclus. Il promeut une vision néolibérale de l'économie et fait miroiter des possibilités d'investissements dans le pays ruiné par quatorze ans de guerre. Enfin, il bascule du salafisme djihadiste à un islam conservateur, ouvert sur le monde.

L'argumentaire séduit aussi

les partenaires européens, dont la France, prêts à le soutenir en échange du respect d'une feuille de route pour la transition. Les violences confessionnelles qui ont fait plus de 1 300 morts parmi la minorité alaouite, début mars, en marge d'affrontements entre des partisans de l'ancien régime et les forces de sécurité, ont failli doucher leurs espoirs. Ahmed Al-Charaa a obtenu une seconde chance grâce aux promesses de poursuivre les responsables de ces massacres, et surtout grâce à l'accord historique signé avec le chef des Forces démocratiques syriennes, le général Mazloum Abdi, pour l'intégration des Kurdes dans l'Etat syrien.

Respecter l'accord de désengagement du Golan

La visite du président Al-Charaa, à Paris, le 7 mai, à la suite de l'invitation de son homologue français, Emmanuel Macron, a eu un effet d'entraînement auprès de Donald Trump et des Européens. En lui emboîtant le pas, le président américain a court-circuité son administration, qui en était encore à éprouver, sans grande conviction, les intentions du dirigeant syrien, à partir d'une liste d'exigences. M. Al-Charaa a répondu par la positive à l'ensemble de ces demandes – la fin de l'influence iranienne en Syrie, la coopération dans la lutte antiterroriste, la neutralisation des armes chimiques, la mise à l'écart des djaha-

distes étrangers et des groupes palestiniens, etc. Donald Trump y a ajouté sa touche en plaçant la normalisation des relations avec Israël en haut de la liste. Sur ce dossier, le président syrien fait montre d'une ouverture surprenante, considérant son passé, ainsi que les incursions et bombardements répétés d'Israël sur le territoire syrien. M. Al-Charaa ne s'est pas engagé à normaliser avec Israël, mais il promet de respecter l'accord de désengagement du Golan signé entre les deux pays en 1974 et dit mener des contacts indirects avec l'Etat hébreu. « *En privé, il va beaucoup plus loin. Il se réclame d'Anouar El-Sadate [le président égyptien, qui a signé la paix avec Israël en 1978]. Les Israéliens n'ont pas saisi la main tendue, estimant que c'est de la posture* », commente un diplomate occidental.

Il reste à voir si M. Al-Charaa, souverainiste, serait prêt à des concessions sur le plateau du Golan, qu'Israël occupe, et où se trouve le village natal de son père. « *C'est un saut conceptuel qui était inimaginable dans la Syrie d'avant. Il peut le faire, car la population veut la stabilité et la relance économique* », souligne Michel Duclos. Son pire ennemi, l'organisation Etat islamique, y voit en revanche une nouvelle trahison et bat le rappel pour engager la bataille contre M. Al-Charaa.

En Turquie, les Kurdes, de l'espoir à la désillusion après la dissolution du PKK



KURSAT BAYHAN POUR « LE MONDE »

Plus de quarante ans après sa création, le Parti des travailleurs du Kurdistan a annoncé sa dissolution, un soulagement pour certains, une inquiétude pour d'autres. Malgré l'échec de la lutte armée, l'organisation continue d'incarner la défense de l'identité kurde.

Une longue page d'histoire se tourne en Turquie, et c'est toute une région qui retient son souffle. L'annonce du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) de sa propre dissolution, le 12 mai, marque un tournant politique dans le pays et même au-delà des frontières. L'organisation, estampillée « terroriste » par Ankara et ses alliés occidentaux et qui, plus que toute autre, a incarné la rébellion identitaire kurde, a clos – du moins sur le papier – plus de quarante années de lutte armée contre le pouvoir central turc.

Malgré les incertitudes qui placent sur les négociations en cours, le PKK laisse ainsi en-

trevoir la fin de ce conflit, qualifié par les spécialistes de « sale guerre », en raison de la violence et des graves atteintes aux droits humains dont ont été accusées les deux parties. Le bilan de ces quatre décennies sanglantes est vertigineux : plus de 40 000 morts, majoritairement kurdes, des milliers de disparus, entre 3 000 et 4 000 villages vidés ou rasés, deux millions à trois millions de déplacés et au moins autant de vies brisées.

Il n'existe pas d'estimations précises du coût financier du conflit, mais si l'on se fie à Cemil Çiçek, ancien ministre du gouvernement de Recep Tayyip Erdogan, la répression de l'insurrection kurde aurait coûté, entre les années 1980 et 2010, pas moins de 300 milliards de dollars (265 milliards d'euros) à l'Etat. Autant de chiffres qui témoignent d'une faillite collective : une plaie béante dans le Sud-Est turc, majoritairement kurde, exsangue économiquement et moralement épuisé.

Et pourtant. Malgré les revers militaires et les revirements idéologiques, l'influence de l'organisation paraît intacte dans la région. L'incarcération, depuis vingt-six ans sur l'île-prison d'Imrali, en mer de Marmara, du fondateur et chef historique du PKK, Abdullah Öcalan, n'a pas non plus écorné l'image de celui que l'on surnomme « Apo », en référence à la figure protectrice de l'« oncle » dans la culture traditionnelle kurde. Ce dernier est encore perçu comme celui qui a maintenu la cohésion de l'appareil du PKK, contribuant à porter la question kurde au-delà des frontières de la Turquie.

Partout, dans ce Sud-Est turc, les formations prokurdes n'ont cessé de remporter, malgré les poursuites judiciaires et les arrestations d'élus, d'indéniables succès politiques, ces dernières années. Avant la guerre, de telles formations n'existaient tout simplement pas. Aujourd'hui, c'est l'une d'entre elles – le Parti de l'égalité des peuples et de la démocratie

(DEM) – qui est au cœur des pourparlers engagés depuis l'automne 2024 entre le pouvoir, le PKK et Abdullah Öcalan. Avec un socle de près de 10 % des électeurs, elle a conquis la place de faiseur de rois sur l'échiquier politique national.

« Voilà plus de dix ans que le PKK n'est plus actif militairement en Turquie, rappelle l'historien kurde Hamit Bozarslan, directeur de recherche à l'École des hautes études en sciences sociales. Il n'en demeure pas moins un acteur de référence, réussissant au-delà de ce qu'il pouvait espérer : l'espace kurde est réactivé. »

Selon une autre spécialiste, l'autrice suisse Jacqueline Sammali, la lutte menée par le PKK a permis aux Kurdes de se débarrasser de leur sentiment de honte et d'infériorité. Elle leur a rendu leur fierté, avance-t-elle, après le long processus de « dépersonnalisation » opéré par la République turque qui, dès son avènement, en 1923, avait interdit leur langue et nié leur identité. Le changement

est notable, en particulier chez les jeunes. Selon une enquête du centre de recherche Rawest, menée dans la métropole de Diyarbakir, entre 2016 et aujourd'hui, les nouvelles générations s'éloignent d'une certaine forme de radicalité, mais revendiquent leur identité kurde bien plus ouvertement que leurs aînés.

Onde de choc

Pour prendre la mesure de l'empreinte laissée par le PKK et son chef historique, il faut rouler à travers le sud-est de la Turquie. Laisser les grandes villes et remonter le fil de cette histoire en commençant par le village kurde de Kirbasi, situé à une demi-heure de Sanliurfa, sur la route de Diyarbakir. Ici, tout n'est que poussière et gravats : la terre, les collines et les hommes. Un parfum de désolation flotte autour des rares bâtisses encore debout, flanquées de quelques arbres, rendus à l'état de tisons par le soleil. C'est dans la grande maison située en bordure du hameau qu'eut lieu la toute première attaque du PKK, il y a quarante-six ans, le 30 juillet 1979.

L'organisation, née quatre mois plus tôt, n'est alors composée que d'une dizaine de personnes rassemblées autour d'Abdullah Öcalan. Afin de mettre en application les orientations et les principes d'avant-garde révolutionnaire et indépendantiste qu'ils se sont fixés, il leur faut un acte fondateur. Leur choix se porte sur le propriétaire de cette grande maison, un certain Celal Bucak.

Député d'un parti lié au pouvoir turc, l'homme est aussi un « agha », un chef de clan kurde à la tête d'un important réseau criminel et mafieux, tenant sous sa coupe une cinquantaine de villages alentour. Un seigneur local, craint et le plus souvent honni par les villageois. Selon le petit groupe du PKK, l'assassinat d'un « agha » – personification du système féodal opprimant les paysans kurdes

– doit conduire la population à prendre conscience qu'il est possible de briser les chaînes de l'oppression en rejoignant les rangs de l'organisation.

Un commando de six hommes est missionné pour kidnapper l'« agha » et l'exécuter sur la place publique de Siverek, la ville voisine. Mais rien ne se passe comme prévu. Le pistolet du premier tireur s'enraye. La grenade lancée par un deuxième assaillant n'explose pas. Un troisième tir en rafale provoque une riposte armée. Deux membres du PKK et un garçon de 9 ans sont tués. Celal Bucak, lui, survit à l'attaque. Si l'opération est un fiasco, elle provoque une onde de choc sans précédent.

Des tracts annonçant la création du PKK sont distribués dans les villes des militants. Le texte évoque pêle-mêle la situation au Moyen-Orient, le marxisme-léninisme et l'importance du rôle de la lutte armée. Avec une étonnante assurance, il met en avant cette identité kurde, complexe et traumatique, victime d'un déni et d'un écrasement quasi constants depuis la fondation de la République turque. Cette même année 1979, deux personnalités proches du PKK sont élues maires de deux grandes villes kurdes, Batman et Hilvan. L'un sera assassiné quelques semaines plus tard par les services secrets turcs ; le second est emprisonné, remplacé par un administrateur de l'Etat l'année suivante. Il n'empêche, l'époque est bel et bien celle de l'éveil politique des Kurdes de Turquie.

L'étape suivante est celle de la montée de la violence. En 1984, le PKK déclare la guerre à Ankara. Abdullah Öcalan, surnommé le « tueur d'enfants » ou le « parrain du terrorisme », devient l'ennemi numéro un de la Turquie. Les témoignages de certains recrutements forcés, les attentats-suicides et immolations par le feu, glorifiés dans les premiers temps par le PKK, exacerbent

les critiques contre l'organisation. **Arrêté et condamné à mort, le chef du PKK voit finalement sa peine commuée en détention à perpétuité.**

A une demi-douzaine de reprises, du fond de sa cellule, il demande un cessez-le-feu. En 2013, il appelle à la fin de la lutte armée. On parle alors d'un « processus de paix kurde », engagé entre Ankara et le PKK, avant que celui-ci échoue deux ans plus tard.

« Le pire a été les années 1990 »

A une heure de route, situé à un jet de pierre des gorges de l'Euphrate, Ömerli paraît suspendu dans le vide et dans le temps. Rien ne le différencie des autres villages kurdes, sinon qu'il vit naître Abdullah Öcalan, le 4 avril 1949.

Aujourd'hui encore, l'entrée y est surveillée en permanence par deux véhicules de la gendarmerie turque. La petite maison familiale est toujours là, intacte, dans une ruelle poussiéreuse, au milieu d'habitations chancelantes de brique et de béton. Personne n'habite plus derrière le portail ouvert aux vents et aux rares visiteurs de passage. C'est Mehmet Öcalan, le dernier frère vivant du leader du PKK, qui prend soin des lieux. Lui s'est installé un peu plus loin, en bordure de champ. A l'intérieur de la maison ne restent qu'un canapé dans le salon et quelques photos noir et blanc accrochées aux murs.

La voisine, Naile, est l'une des rares habitantes à vivre ici toute l'année. Mère de onze enfants, elle a emménagé dans le village il y a plus d'un demi-siècle. Elle dit avoir vu « Serok », le « chef », comme elle l'appelle, à deux reprises au cours de son existence. Elle sait qu'une des premières réunions du PKK s'est tenue ici. « Ça toujours été dur dans la région : les gendarmes, les militaires, les contrôles permanents... », confie-t-elle, avant de dire, par bribes : « Le pire a été les an-

nées 1990, la guerre et les disparitions. Depuis, nous n'avons jamais reçu aucune aide de l'Etat. » Ce qu'elle souhaite ? « La paix aujourd'hui et maintenant. Il y a eu trop de morts des deux côtés. Ça suffit ! »

Elle veut y croire : « Acter la dissolution, ce n'est pas rien ! Ça peut marcher, s'il n'y a pas de provocation » de la part des militaires, de l'extrême droite ou d'une aile combattante du PKK. En bonne gardienne du passé, elle rappelle que tous les enfants ont quitté le village, y compris les siens. La tendance s'est accélérée au début des années 2020, en raison de la situation économique : un village comme Ömerli n'offre aucune perspective à la jeunesse. Devant la modeste maison de Naile, le chantier d'une nouvelle mosquée est à l'arrêt. Financée avec l'argent collecté par les villageois, elle attend de nouveaux fonds.

A moins d'une dizaine de kilomètres de là, la petite ville moderne de Halfeti a célébré Norouz, le Nouvel An kurde. A la faveur des négociations en cours, les autorités avaient autorisé l'étalement de la fête sur plusieurs jours, à la mi-mars. Sur la place centrale, plusieurs centaines d'habitants s'étaient rassemblés pour écouter des représentants du DEM et un groupe de musique kurde. Dans l'assemblée, quelques jeunes avaient même scandé « Vive le chef "Apo" ! », sous le regard impassible des policiers omniprésents, mais en retrait.

Mehmet, le frère d'Abdullah Öcalan, s'était déplacé pour l'occasion. Avec sa moustache drue et ses traits, l'air de famille est indéniable. Assis à l'ombre de l'estrade, il serre les mains à tout-va. « Le processus en cours est bon pour tout le monde, déclare-t-il alors au Monde. Quand le mot "dissolution" a été prononcé, nous avons tous été surpris. Au début, il y a eu de la colère, oui, nous avons payé tellement cher cette lutte. Et puis, les gens ont compris, ils ont

commencé à accepter. »
« Un second Atatürk »

Son fils, neveu d'Abdullah Öcalan et député DEM à l'Assemblée nationale, était présent lui aussi. « *Un temps, on est considéré comme terroriste ; un autre, on est dirigeant politique*, plaisante-t-il. *Rien n'est définitif ici.* » Militant pour les droits kurdes, âgé de 37 ans, bilingue turc-kurde, diplômé en communication de l'université d'Ankara, Ömer Öcalan appartient à cette génération qui n'a connu que la guerre, ou presque. Une époque durant laquelle la question kurde a été réduite à la criminalisation du PKK et au terrorisme. Où un journaliste a été incarcéré pour avoir écrit « monsieur » devant le nom d'Abdullah Öcalan. Où un maire avait réclamé le changement des couleurs des feux de circulation parce qu'ils représentaient, à ses yeux, les couleurs kurdes – le rouge, le jaune et le vert.

Ecouter Ömer Öcalan, c'est apprendre des éléments de langage au sujet de cette identité kurde qui n'a cessé d'infuser et de transcender le cadre national. « *Les Kurdes aiment résister et lutter, mais aussi construire*, assure le député. *Ce que nous voulons, c'est une démocratisation du Moyen-Orient. Nous sommes forts désormais. Aujourd'hui, le Rojava, dans le Nord syrien [territoire administré par une autorité kurde], est une réalité. Nous pouvons y arriver !* »

Au-delà du ton volontaire s'expriment aussi les craintes liées à la situation politique du moment et à la poursuite des négociations entre son parti et le pouvoir, dont rien ne filtre. « *Bien sûr qu'il y a des doutes, que l'on se méfie. Erdogan est d'un genre autoritaire, mais nous trouverons un chemin*, affirme Ömer Öcalan. *Si le chef de l'Etat réussit à faire la paix avec les Kurdes, il sera une sorte de second Atatürk, le fondateur d'une nouvelle république. Il doit y penser.* »

Autre député du DEM, Ferit Senyasar, 42 ans, revient de loin. Longtemps, il a fait la une des journaux locaux. Lors des élections de 2018, au cours d'une distribution de tracts à Suruç, ville kurde de Turquie, frontalière de Kobané, en Syrie, deux de ses frères sont morts sous les balles des gardes du corps d'Ibrahim Halil Yildiz, candidat du Parti de la justice et du développement (AKP, au pouvoir). Son père a été abattu alors qu'il était transporté à l'hôpital. Blessé, Ferit Senyasar s'en est sorti par miracle.

Pendant près de deux ans, lui et sa mère, Emine, avaient ensuite manifesté tous les jours, devant le palais de justice de Sanliurfa, puis sur les marches de la Grande Assemblée nationale turque et du ministère de la justice, à Ankara, exigeant que les assassins soient punis. Il a été arrêté à plusieurs reprises. Puis, lors des élections de 2023, il a remporté un siège au Parlement. « *Après toutes ces années, nous sommes fatigués*, reconnaît-il. *Il nous faut faire preuve de bon sens et trouver une issue pacifique.* »

A l'automne 2024, deux hauts responsables de l'AKP sont venus le voir. Ils lui ont proposé de faire la paix, expliquant que ce geste était important en ces temps de reprise des négociations entre les Kurdes et le pouvoir. « *J'ai accepté* », murmure-t-il, avant d'expliquer : « *M. Öcalan a fait le premier pas. Nous, le peuple, devons désormais nous mobiliser pour mener à bien le processus de paix. La balle est dans le camp de l'Etat.* »

« Qui nous protégera ? »

Pour la fête de Norouz, à Hilvan, à près de 150 kilomètres plus à l'est, une foule s'était pressée sur le terrain vague aménagé par les autorités locales. Longues robes de couleur, tenues vert kaki traditionnelles, danses et cris de joie : les jeunes étaient venus nombreux devant le podium, où les intervenants s'exprimaient en

turc, mais aussi en kurde – chose impensable il y a encore une quinzaine d'années. « *Il y a quarante ans, rien n'existait, ni langue ni identité kurde ; aujourd'hui, on parle de démocratie et de liberté* », s'était réjoui un élu, tandis qu'un autre s'émouvait : « *Les Turcs et les Kurdes marchent depuis mille ans ensemble, la route est longue, mais nous voulons que cette paix aboutisse. Que Dieu nous protège !* »

Parmi les jeunes, Yilmaz, 21 ans, n'a pas poursuivi ses études après le collège, même s'il tient à préciser qu'il lit beaucoup. Travailleur indépendant, il connaît les récits de ceux qui sont « *partis à la montagne* » (rejoindre le PKK) : « *Personne n'y allait pour le plaisir, c'est un aller dont on ne revient pas.* » Lui-même n'est pas favorable à la dissolution de l'organisation, « *parce qu'[il n'a] aucune confiance en l'Etat turc* ». « *Qui nous protégera si les négociations échouent de nouveau ?* », s'inquiète-t-il. Jusqu'à présent, le gouvernement exige que le PKK dépose les armes, sans condition. « *Le pouvoir fait comme s'il ne voulait pas donner l'impression de marchander*, pense Yilmaz. *On dirait qu'il prend le PKK pour un mouton sacrificiel, tout cela n'augure rien de bon.* »

Mehmet Ali, 22 ans, laborantin à l'université d'Adiyaman, a lui aussi célébré Norouz à Hilvan. « *Les gens ont soutenu le PKK, même après l'insurrection qu'il a déclenchée dans une dizaine de villes, à l'été 2015* », raconte-t-il. Cet épisode, resté connu sous le nom de « *guerre des villes* », s'était soldé par des destructions massives, et des régions entières étaient passées sous occupation militaire. Le jeune homme admet que beaucoup avaient critiqué cette stratégie désastreuse et que certains avaient pris avec l'organisation une distance qui n'existait peut-être pas auparavant. « *Mais le PKK est toujours dans les têtes*, insiste-t-il. *Même à distance, repliée dans les montagnes du nord*

de l'Irak, l'organisation est restée notre seule véritable forme de reconnaissance. Les combattants sur le sol turc sont partis, mais l'organisation n'a jamais paru aussi présente. »

A Diyarbakir, Reha Ruhavioglu, l'un des fondateurs du centre de recherche Rawest, utilise la métaphore du père de famille : « *Pour beaucoup, le PKK représentait la parole la plus importante, la figure tutélaire la plus dynamique, la plus centrale.* » Avec le temps, les mécanismes d'emprise se sont desserrés, poursuit-il, « *mais cela n'enlève rien à la valeur de cette image du père : quand arrive le moment de lui dire adieu, les personnes se remémorent à quel point il a été précieux* ».

« La solution démocratique, seule issue »

En quittant Hilvan, il faut reprendre la route pour s'enfoncer dans cet extrême Sud-Est turc où chaque poste de contrôle de gendarmerie renvoie aux meurtrissures d'un passé jamais apuré. Où les miradors plantés sur les bas-côtés ou à flanc de colline rappellent le quadrillage strict d'un territoire déjà accidenté. Et où le délabrement des habitations reflète la mise à l'écart de la région.

Semdinli est un lieu à part. A la frontière de l'Iran et du nord de l'Irak, cette agglomération kurde brûlée par le soleil a vu les guerres passer des collines aux maquis qui l'entourent, dans un enchaînement à donner le tournis. A la fois bastion du PKK et avant-poste de l'Etat turc en région rebelle kurde, elle fut le théâtre de la première attaque revendiquée par l'organisation contre Ankara. C'est ici, en haut de la rue principale, qu'un commando de vingt et un hommes a pris d'assaut le commissariat de la ville, le 15 août 1984, cinq ans après l'attaque du village de Kirbasi. Cette opération, qui coûta la vie à trois soldats, avait donné

le signal de départ de la lutte armée contre le pouvoir central.

Seferi Yilmaz a participé à l'attaque. Grand gaillard, moustache joviale et parole nourrie, il avait 21 ans à l'époque. Originaire de Semdinli, c'est lui qui avait tracé le plan de la ville pour le commando. « L'important, c'était la propagande, confie-t-il. J'ai fait partie du groupe qui prévenait les gens dans les cafés. La région est très conservatrice et peu lettrée. Tant que les gens ne te voient

pas avec une arme, ils ne te croient pas. On a voulu leur montrer que le PKK existait bien. »

Arrêté six mois plus tard, il est d'abord détenu dans la tristement célèbre prison n° 5 de Diyarbakir, où il reçoit une « centaine de coups par jour », témoigne-t-il, en relativisant : « Comparé à ce que les autres avaient subi avant moi, ça allait. » Au procès, le parquet avait requis la peine de mort. Il fut condamné à de la perpétuité, avant d'être libéré au bout de quinze ans, à la suite

d'une amnistie.

De retour à Semdinli, il avait racheté une petite librairie. En 2005, un individu lance deux grenades dans sa boutique, tuant un client. L'assaillant et ses deux complices sont rattrapés et arrêtés par la foule. Sur les trois hommes, deux s'avèrent être des militaires en civil.

Plus tard, Seferi Yilmaz a été élu maire, puis destitué et emprisonné de nouveau, pour terrorisme. Il passe alors un an derrière les barreaux. Au-

jourd'hui, il est surtout préoccupé par la réouverture de sa librairie. « Après m'être dévoué pendant tant d'années au PKK, je suis tombé dans le vide le jour de l'annonce de la dissolution, dit-il. Mais, à bien regarder l'histoire, l'organisation a évolué, elle s'est adaptée. Aujourd'hui, la solution démocratique est la seule issue. » Pour la première fois dans l'histoire de la République de Turquie, un soulèvement kurde pourrait s'achever de lui-même. « Ce n'est pas rien », dit-il en souriant.

The New York Times Farnaz Fassihi
May 18, 2025

Trump Envoy Says Iran Must Give Up Nuclear Enrichment Capability

Steve Witkoff, President Trump's chief Iran negotiator, offered the clearest outlines of the administration's position in talks over Tehran's nuclear program.

President Trump's chief Iran negotiator said on Sunday that Tehran must give up all enrichment of nuclear fuel in any deal over [the fate of the country's nuclear program](#), a demand that was swiftly rejected by his Iranian counterpart in the talks.

Mr. Trump's envoy, Steve Witkoff, told ABC's "This Week" that enrichment was "one very, very clear red line" for the administration, the most direct statement yet from the White House that it would not permit Iran the capability to produce enriched uranium, even for the nuclear power plants it says it wants to build.

"We cannot have that because enrichment enables weaponization, and we will not allow a bomb to get here," Mr. Witkoff said.

Within a few hours, Iran's foreign minister, Abbas Araghchi, dismissed Mr. Witkoff's

demand, accusing him of trying to negotiate the deal in public and repeating Iran's long-running argument that it will never give up its right to enrichment under the Nuclear Nonproliferation Treaty. Iran is a signatory to the 1970 treaty, though the U.S. and Israel contend it has manipulated its provisions to become a "threshold" nuclear state, enriching fuel to just below the purity needed to produce a nuclear weapon.

"If the U.S. is interested in ensuring that Iran will not have nuclear weapons, a deal is within reach," Mr. Araghchi wrote in a social media post. He added, "Enrichment in Iran, however, will continue with or without a deal."

Members of the administration, including Mr. Trump himself, have for weeks been vague about whether they would agree to a deal in which Iran would be permitted any capability to produce en-

riched uranium — even for ostensibly commercial purposes. In 2018, when Mr. Trump pulled out of the Obama administration's 2015 nuclear deal with Iran, he argued that the previous administration had created what he called a "disaster" by allowing Iran to retain modest enrichment capabilities. Iran subsequently ramped up its operations to produce [fuel that is near weapons grade](#).

Several weeks ago Mr. Witkoff suggested he might be willing to accept a deal in which Iran could enrich uranium up to 3.67 percent, the level set in the 2015 accord, which is suitable for civilian purposes. That contributed to an internal debate inside the White House and his position has hardened since. In the interview, he told ABC News even "1 percent of an enrichment capability" would be too much.

In his post, Mr. Araghchi said mastering enrichment had

been the result of a "great sacrifice of both blood and treasure" for Iran — an apparent reference to the assassinations of top Iranian nuclear scientists by Israel — and said his team was seeing "dissonance" between what U.S. negotiators were saying "in public and in private, and from one week to the other."

Mr. Witkoff, who is also the chief American negotiator on the Russia-Ukraine war and the Israel-Hamas war, said in the interview that he expected to attend another negotiating session sometime this week in Europe. Officials say he is expecting a response to an outline for an agreement that the United States transmitted to Iran in recent days.

Notably, Mr. Witkoff did not insist in the interview that Iran destroy its main enrichment centers at Natanz and Fordow, including one [being built deep under a mountain](#). That leaves open the possibility the United States could agree to

a deal that essentially keeps Iran's main nuclear infrastructure intact, and its nuclear centrifuges spinning — even if they are not actively enriching nuclear fuel.

With comprehensive inspections by the International Atomic Energy Agency, perhaps supplemented by American inspectors, the United States and Israel would have plenty of notice if Iran were to resume enrichment.

But keeping infrastructure intact would only hamper Iran's nuclear capabilities, not cripple them. Some officials inside the Trump administration have called for full dismantlement of Iran's fuel-production facilities, a position that former national security adviser Mike Waltz took publicly before he was eased out of his position several weeks ago and nominated as ambassador to the United Nations.



The Trump administration had for weeks been vague about whether Iran would be permitted any capability to produce uranium. Arash Khamooshi for The New York Times

It is unclear whether Mr. Witkoff and Mr. Trump can sell the president's supporters on an agreement that stops short of dismantlement as a perma-

nent solution to a problem Mr. Trump has insisted he would solve, once and for all.

“There are all kinds of ways

for us to achieve our goals,” Mr. Witkoff insisted.

Le Monde

avec AFP
20 mai 2025

En Turquie, le Parti des travailleurs du Kurdistan veut des garanties du gouvernement pour faciliter la paix

Dans un entretien à l'Agence France-Presse, le mouvement, qui a proclamé sa dissolution le 12 mai, réclame un allègement de « l'isolement » carcéral de son fondateur, Abdullah Öcalan.

Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a réclamé à la Turquie un allègement de « l'isolement » carcéral d'Abdullah Öcalan, présentant son fondateur comme le « négociateur en chef » du groupe en cas de pourparlers de paix, après quatre décennies d'une guérilla sanglante.

Dans un entretien à l'Agence France-Presse (AFP), lundi 19 mai au soir, le mouvement a fustigé le manque de « garanties » apportées par la Turquie pour lancer ce processus. Le groupe — classé organisation « terroriste » par Ankara et ses alliés occidentaux — a dit refuser tout exil de ses membres.

Dans une annonce historique faite le 12 mai, le PKK a proclamé sa dissolution et la fin de quatre décennies d'une guérilla ayant fait plus de 40 000 morts. L'organisation répondait à un appel lancé à la fin de février par son chef historique, Abdullah Öcalan, emprisonné depuis 1999. Si le président

turc, Recep Tayyip Erdoğan, a salué cette dissolution, le ministère de la défense a averti que les opérations contre le PKK se poursuivraient jusqu'à ce que son aire de déploiement soit « nettoyée ».

Processus de désarmement

Avec la dissolution et la fin de la « lutte armée », « nous donnons une réelle chance à la paix », a plaidé Zagros Hiwa, porte-parole de la branche politique du PKK, dans des réponses écrites envoyées à l'AFP. Les pourparlers seront emmenés par le fondateur du PKK, qui purge une peine d'isolement à vie sur l'île-prison d'Imrali, près d'Istanbul.

« Nous attendons de l'Etat turc des amendements des conditions d'isolement sur l'île-prison d'Imrali, et qu'il fournisse au leader [Öcalan] des conditions de travail libres et sûres afin qu'il puisse diriger le processus, a-t-il ajouté. Le leader est notre négociateur en chef. (...) Il est le seul qui puisse diriger l'application concrète des décisions prises par le PKK. »

Pour certains observateurs, le gouvernement turc pourrait faire preuve d'une nouvelle ouverture envers les Kurdes, qui représentent environ 20 % des 85 millions d'habitants du pays.

La Turquie a fait savoir qu'elle surveillerait attentivement le processus de désarmement du PKK, replié sur ses bases arrière dans les régions montagneuses du nord de l'Irak, dans la région autonome du Kurdistan irakien.

Interrogé sur ce désarmement, M. Hiwa a assuré que « les négociations n[avaient] pas encore débuté », malgré des « contacts » et des « dis-



Manifestation en faveur de la libération d'Abdullah Öcalan, le dirigeant du PKK emprisonné depuis 1999, à Kamechliyé, en Syrie, le 12 mai 2025. DELIL SOULEIMAN / AFP

cussions » à la prison d'Imrali. « Ces questions seront abordées lors des négociations [de M. Öcalan] avec les responsables de l'Etat turc », a souligné M. Hiwa, également porte-parole de l'Union des communautés du Kurdistan (KCK), qui chapeaute le PKK.

« Une vraie paix nécessite l'intégration, non l'exil »

Si l'incertitude règne sur le sort réservé aux combattants du mouvement qui espèrent une amnistie, des médias turcs ont récemment rapporté que des cadres pourraient être contraints à l'exil dans des pays tiers, citant la Norvège ou l'Afrique du Sud, tandis que d'autres devraient rester dans le nord de l'Irak. « Si l'Etat turc veut sincèrement et sérieusement

faire la paix, il devrait procéder aux amendements législatifs nécessaires pour que les membres du PKK soient intégrés à une société démocratique, a plaidé M. Hiwa. L'exil contrevient à la paix et à toute solution démocratique (...). Une vraie paix nécessite l'intégration, non l'exil. »

Il a par ailleurs déploré le manque de mesures prises par Ankara pour faciliter la paix. « La Turquie n'a pas cessé ses opérations militaires » dans le nord de l'Irak. « A ce jour, des bombardements et des tirs d'artillerie continuent de viser nos positions. »

Depuis des années, le combat opposant l'armée d'Ankara au PKK empiète sur les territoires des voisins de la Turquie, l'Irak et la Syrie. Ankara a lancé

plusieurs offensives dans le nord-est de la Syrie contre les Forces démocratiques syriennes (FDS), coalition dominée par des combattants kurdes alliés aux Occidentaux et engagés dans la lutte contre les djihadistes, mais considérés par Ankara comme une extension du PKK.

Dans une Syrie morcelée par la guerre, le tout nouveau pouvoir de Damas a lancé un houleux processus de négociations avec les FDS en vue de leur réintégration dans l'appareil étatique. « Nous n'intervenons pas dans les affaires concernant les FDS », a assuré M. Hiwa, tout en soulignant que le processus en cours entre le PKK et la Turquie aurait « des implications positives » pour « résoudre la question kurde » ailleurs dans la région.

The New York Times May 20, 2025

E.U. to Lift Economic Sanctions on Syria

European Union foreign ministers on Tuesday agreed to lift the remaining economic curbs on the war-torn country, amid concerns it could slip back into conflict.

European Union foreign ministers agreed on Tuesday to lift the remaining economic sanctions on Syria, hoping to help the nation recover as it tries to find stable footing after years of war and the toppling of President Bashar al-Assad in late 2024.

“We want to help the Syrian people rebuild a new, inclusive and peaceful Syria,” Kaja Kallas, the European Union’s top diplomat, posted on social media. “The E.U. has always stood by Syrians throughout the last 14 years — and will keep doing so.”

European officials have been working to pare sanctions on Syria since January, hoping to give Syria’s new government some relief while allowing time to assess whether the new Syrian power structure would evolve in a way that is consistent with E.U. values.

The move to remove sanctions comes a week after President Trump announced that America would lift its sanctions on Syria, an economic game changer for the war-torn country and one that has been met with jubilation.

Together, the removal of American and European sanctions could help reinvigorate Syria’s economy, allowing investment in local businesses and bolstering stability as the nation tries to rebuild after nearly 14 years of civil war.

Syria has conducted very little trade with Europe in recent years, largely because of a sweeping sanctions program that the European Union



A bazaar in the Old City of Damascus, Syria, on Monday. Lifting sanctions would be an economic game changer for the war-torn country. Diego Ibarra Sanchez for The New York Times

began to construct shortly after an uprising that started in 2011 against decades of authoritarian rule by the Assad family. Europe’s sanctions have included an oil embargo, export and import restrictions on some technology, and strict financial limitations.

The bloc said it would maintain weapons-related sanctions “based on security grounds, including arms and technology that might be used for internal repression.”

Even as Europe began lifting some sanctions this year, few businesses or regional governments had been willing to invest in the country under the burden of U.S. sanctions — and without knowing if it would raise the ire of Mr. Trump.

But America’s surprise move — and the possibility of a

rapid deterioration on the ground in Syria — seemed to have combined to galvanize the European Union. Syria’s president, Ahmed al-Shara, met with President Emmanuel Macron of France a few weeks ago. At that time, Mr. Macron was still speaking in support of a gradual removal of European sanctions.

There was a reason for that cautious stance: European Union policymakers have remained alert to the possibility that the new Syrian government could go in the wrong direction. But they have also increasingly taken the view that keeping the sanctions could be self-defeating if they cause so much economic pain that they pave the way for instability.

“There are worries about whether the government is going in the right direction,”

Ms. Kallas, the E.U. diplomat, said on Tuesday. “But I think we do not have a choice. We actually either give them the possibility to stabilize the country, or we do not do that.”

Ms. Kallas was asked during a news conference on Tuesday whether the removal of sanctions on Syria had come in response to Mr. Trump’s recent announcement. The diplomat pushed back on that idea.

“We as the European Union are not as good at selling all these decisions we have made,” she said, noting that the bloc had been working on dialing back the restrictions for months.

Europeans are not alone in worrying that the situation could deteriorate in Syria.

Marco Rubio, the U.S. secretary of state, warned senators on Tuesday that Syria could be “weeks” from sliding into a “full-scale civil war of epic proportions.” Mr. Rubio, who suggested that preventing such upheaval was what drove the U.S. decision on sanctions, [recently met](#) with his Syrian counterpart while both were in Turkey. Mr. Trump, who met last week

with Syria’s leader, said afterward that Mr. al-Shara had “a real shot at pulling it together,” but that Syria was “a torn-up country.”

Mr. al-Shara has sought to remake his image since taking power. He once led a branch of Al Qaeda before breaking ties with the jihadist group, and the United States designates the rebel organization

he led during the civil war, Hayat Tahrir al-Sham, as a terrorist organization.

But Syria has [struggled with sectarian violence](#) in recent weeks, and Syrian minorities have remained on edge.

Still, sanctions relief could offer hope in a nation where more than [90 percent](#) of the population lives in poverty,

according to the United Nations.

“We are committed to supporting a peaceful and inclusive, Syrian-led and Syrian-owned transition to help build a better future,” António Costa, the president of the European Council, [wrote on social media](#) Tuesday evening.



May 20, 2025

Iran-based PKK ally says to continue armed struggle

ERBIL, Kurdistan Region - Free Life of Kurdistan (PJAK), an Iran-based armed group widely believed to be an offshoot of the Kurdistan Workers’ Party (PKK), on Monday said it will continue its armed struggle against Tehran despite PKK’s decision to dissolve itself and end its decades-long armed struggle against Ankara.

“We, as PJAK, will neither lay down arms nor dissolve ourselves,” Amir Karimi, PJAK co-chair, told Aryen TV, a Sweden-based channel affiliated with Iran-based Kurdish political parties.

The comments come as last week the PKK announced its dissolution, responding to a call from its jailed leader, Abdullah Ocalan, to end the armed struggle and pursue a political and democratic struggle.

PJAK, which was founded in 2003, said Ocalan’s call did not apply to them.

“The decision to dissolve the PKK is their own decision as a party; PJAK’s decision on this matter is different and does not include us,” Karimi



PJAK flag. Photo: PJAK.net

said. However, he described Ocalan’s call as “significant and positive for resolving the Kurdish issue throughout the Middle East.”

Karimi emphasized that PJAK supports bringing the Kurdish issue into the political arena in all parts of the region. “The weapons we have are for self-defence, not for fighting,” he said, adding that PJAK declared a ceasefire in 2011 and has no plans to attack unless provoked.

“PJAK’s strategic foundation is not classical national armed struggle; it is for legitimate self-defence,” he said.

PJAK operates from bases in the Kurdistan Region’s Mount Qandil, where the PKK is also headquartered. The group has clashed with Iran’s Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) and is banned in Iran, which designates PJAK and similar groups as terrorist organizations.

Several Iranian-Kurdish opposition groups, including PJAK, the Kurdistan Democratic Party of Iran (KDPI), Komala, and the Kurdistan Freedom Party (PAK), have been relocated away from the Iran-Kurdistan Region border as part of a 2023 security agreement between Baghdad and Tehran. Iran has frequently targeted these groups with cross-border strikes, accusing them of inciting unrest inside its borders.

En Syrie, la menace persistante de l'organisation Etat islamique

Attentat à la voiture piégée dans la vallée de l'Euphrate, harcèlement des forces kurdes, accusation de « trahison » à l'encontre d'Ahmed Al-Charaa après sa rencontre avec Trump... Les cellules djihadistes maintiennent le nouveau pouvoir syrien sous pression.

Le soleil venait à peine de se coucher, dimanche 18 mai, lorsqu'une détonation est venue rompre la quiétude des rives de l'Euphrate. Devant le commissariat de la petite ville de Mayadin, située à environ 400 kilomètres à l'est de Damas, dans le gouvernorat de Deir ez-Zor, une voiture piégée a explosé tuant trois policiers de la sécurité générale du ministère de l'intérieur syrien et blessant plusieurs personnes, selon l'agence de presse SANA. Une quatrième personne – un civil – a également été tuée selon la télévision syrienne. Des vidéos partagées sur les réseaux sociaux montrent un véhicule des forces de sécurité syriennes rongé par les flammes et un cratère laissé dans le sol carbonisé sur les lieux de l'explosion.

Pour l'heure, l'attentat n'a pas été revendiqué. Aucune déclaration n'a été faite par le gouvernement syrien qui administre cette région aux confins de son territoire. De nombreux spécialistes voient là la marque de l'organisation Etat islamique (EI), qui a déjà revendiqué deux attaques dans les environs de Mayadin, le 6 mai et le 18 mai, contre des soldats des Forces démocratique syriennes (FDS), à majorité kurde. La ville, nœud stratégique faisant la jonction entre le désert de la Badiya et les plaines de Mésopotamie, non loin de la frontière irakienne, où la présence des forces de sécurité reste limitée, est extrêmement marginalisée,



Un agent de la sécurité générale tient un poste de contrôle près du seul franchissement de l'Euphrate reliant l'est et l'ouest de Deir ez-Zor (Syrie), le 28 avril 2025. ABDULMONAM EASSA POUR « LE MONDE »

comme a pu le constater *Le Monde*, fin avril.

« *L'EI reste actif dans le désert de la Badiya et dans les centres urbains de la région de Deir ez-Zor* », analyse Nanar Hawach, chercheur sur la Syrie auprès de l'International Crisis Group. Surtout, souligne-t-il, l'attentat a eu lieu au lendemain d'une opération des forces de sécurité syriennes contre une cellule de l'organisation à Alep et dans un contexte « *d'escalade entre l'EI et le nouveau gouvernement [syrien] après la rencontre [du président de la transition Ahmed Al-Charaa] avec Donald Trump* », le 14 mai, à Riyad.

« **Des réseaux déplacés vers les villes** »

A peine était-il rentré d'Arabie saoudite que le dirigeant syrien a été la cible d'un violent éditorial d'*Al-Naba*, publication hebdomadaire affiliée à l'EI, paru le 15 mai. Ahmed Al-Charaa, ancien djihadiste et ancien membre de l'organisation Etat islamique en Irak avant de rejoindre la franchise syrienne d'Al-Qaida, en 2013, puis de rompre définitivement avec le djihad international en 2016, y est accusé de « *trahison* ». S'adressant aux « *combattants non syriens* », le texte les invite à rejoindre « *les brigades de l'Etat islamique qui se répandent parmi vous dans les campagnes et les banlieues* » plutôt qu'à servir de « *carte* » à jouer à M. Charaa pour obtenir « *l'approbation internationale* » alors que

de nombreux Etats s'inquiètent de l'avenir de ces djihadistes étrangers.

Deux jours plus tard, les forces de sécurité syriennes ont attaqué une « *cellule terroriste affiliée à l'EI* », près d'Alep, au nord-ouest du pays, selon un communiqué du ministère de l'intérieur, publié le 17 mai. Trois membres ont été « *neutralisés* », quatre arrêtés et « *des armes, des explosifs et des gilets explosifs ont également été saisis en leur possession* », précise la même source.

Cinq ans après la chute de Baghouz, dernier bastion syrien de son « califat » autoproclamé, l'organisation Etat islamique reste active dans le pays. « *La plupart des ré-*

seaux se sont déplacés vers les villes, observe Gregory Waters, chercheur associé au Middle East Institute de Washington. *Le grand risque actuel est que ces petites cellules mènent des attaques, car la sécurité est encore fragile.* » Dès le 11 janvier, un mois après la chute de Bachar Al-Assad, les nouvelles autorités syriennes ont annoncé avoir déjoué une première tentative d'attentat de l'EI contre le sanctuaire chiite de Sayyida Zeinab dans la banlieue de Damas. Les attaques menées par l'organisation djihadiste, durement frappée en décembre par l'armée américaine, de peur d'une résurgence soudaine de l'EI à cause du vide sécuritaire laissé par le régime en déroute, ont chuté à zéro au mois de janvier, selon le décompte du média *Syria Weekly*.

« De petits groupes »

Dans le désert syrien, notamment près des chaînes de montagnes qui entourent Palmyre où des membres de l'organisation seraient retranchés, « *les services de renseignement et l'armée surveillent l'évolution de la situation* », assure Abou Omar, responsable de la 66^e brigade de l'armée syrienne, basée à Deir ez-Zor. « *Nous avons déjà combattu l'Etat islamique et nous savons très bien comment ils opèrent* », assure-t-il, sans donner plus de détails. « *Les nouvelles autorités sont très actives dans la lutte antiterroriste mais elles ne communiquent que peu dessus* », observe une source diplomatique européenne.

Les attaques de l'EI, reparties à la hausse de février à mai, toujours selon *Syria Weekly*, ont principalement ciblé les FDS. Après la mort de cinq de leurs soldats, le 28 avril, au nord de Deir ez-Zor, dans une attaque qu'elles attribuent à l'EI, les FDS ont renforcé le maillage sécuritaire dans cette région, multipliant les opérations antiterroristes.



Abou Khaled, ancien responsable d'une société de transport de pétrole dans la province, se tient devant sa maison, à Deir ez-Zor (Syrie), le 29 avril 2025. ABDULMONAM EASSA POUR « LE MONDE »

« *L'Etat islamique telle qu'on l'a connu, en tant qu'organisation, avec ses cadres et ses combattants, a disparu mais il reste des résidus, des petites cellules, des petits groupes dans la région* », reconnaît un responsable du gouvernorat de Deir ez-Zor, dépendant du pouvoir de Damas.

La situation est particulièrement volatile sur la « *Jazira* », « l'île », en arabe, comme on désigne localement la rive orientale de l'Euphrate, aux vastes plaines constellées de villages particulièrement difficiles à contrôler pour les FDS. Mustapha – qui s'exprime sous un nom d'emprunt pour des raisons de sécurité –, responsable d'une association de la société civile locale, rencontré à Deir ez-Zor, évoque des « *campagnes d'assassinats* » ainsi que des « *demandes de rançon* » de la part des membres de l'organisation. Abou Khaled, qui use aussi d'un nom d'emprunt, évoque, quant à lui, des « *opérations de racket* » et des « *attaques sur des véhicules* ».

« **Un prétexte qui permet aux FDS de continuer à exister** »

Ce dernier, responsable d'une société de transport de pétrole, dont les sols de la région regorgent, assure que plusieurs de ses camions ont été pris pour cible, montrant sur son téléphone l'un d'eux, criblé de balles. Selon ses estimations, l'EI tire plusieurs milliers de dollars par mois de ce système de taxation informelle. « *Les attaques viennent parfois de Daech [acronyme arabe de l'EI] mais aussi parfois d'autres groupes armés. C'est devenu habituel, soufflé-t-il. A la fin, ce sont les civils qui en payent le prix.* »

Tous les jours, les habitants traversent la rivière qui marque la division politico-sécuritaire de la région – entre les FDS sur la rive orientale et les forces des autorités de Damas de l'autre côté – dont l'organisation Etat islamique profite. Un accord a bien été signé, le 10 mars, entre les deux entités dans le but d'intégrer « *toutes les institutions civiles et militaires du nord-est de la Syrie au sein de l'administration de l'Etat syrien* ». Mais « *les FDS n'appliquent pas encore l'accord de manière sérieuse* », regrette le gouverneur de Deir ez-Zor, Ghassan Al-Sayyed

Ahmed, qui n'administre donc que la rive occidentale de la province.

Selon lui, les FDS, qui n'ont pas réussi à éradiquer en huit ans la présence de l'organisation Etat islamique, « *utilisent la présence de Daech comme un prétexte pour continuer d'exister* » grâce au soutien de la coalition internationale. « *Nous sommes les seuls capables de stabiliser et de tenir la région face à l'Etat islamique* », martèle-t-il. Contactées par *Le Monde*, les FDS n'ont pas répondu à nos sollicitations. La mise en place de l'accord est aussi cruciale pour sécuriser les prisons, où sont détenus plus de 9 500 membres présumés de l'EI, ainsi que les camps où vivent plus de 55 000 Syriens et étrangers, proches des membres de l'organisation djihadiste. En 2022, l'EI avait déjà tenté de libérer certains de ses cadres lors d'une attaque de grande envergure contre la [prison de Ghwayran à Hasaké](#) (nord-est). Si l'organisation parvenait à se reconstituer un trésor de guerre, elle pourrait tenter sa chance de nouveau.

L'Union européenne annonce la levée de toutes les sanctions économiques contre la Syrie

« Nous voulons aider le peuple syrien à reconstruire une nouvelle Syrie, inclusive et pacifique », a déclaré Kaja Kallas, la cheffe de la diplomatie européenne, à l'issue d'une réunion des ministres des affaires étrangères des Vingt-Sept. Cette mesure concerne essentiellement le système bancaire syrien.

L'Union européenne a annoncé, mardi 20 mai, la levée de toutes les sanctions économiques contre la Syrie qui avaient été mises en place sous le régime du président Bachar Al-Assad. « Aujourd'hui, nous avons pris la décision de lever nos sanctions économiques contre la Syrie », a fait savoir sur X la cheffe de la diplomatie européenne, Kaja Kallas, à l'issue d'une réunion des ministres des affaires étrangères des Vingt-Sept. « Nous voulons aider le peuple syrien à reconstruire une nouvelle Syrie, inclusive et pacifique », a-t-elle ajouté.

Cette levée des sanctions concerne essentiellement le système bancaire syrien, jusque-là interdit d'accès au marché international des capitaux. Elle prévoit également un dégel des avoirs de la banque centrale syrienne. La décision européenne fait suite à celle de Washington le 13 mai.

« La levée des sanctions exprime la volonté régionale et internationale de soutenir la Syrie », a déclaré le ministre des affaires étrangères syrien, Assad Hassan Al-Chibani, lors d'une conférence de presse à Damas. « Le peuple syrien a aujourd'hui une occasion historique et très importante de reconstruire son pays », a-t-il ajouté.

Donald Trump avait créé la surprise, mardi 13 mai, en annonçant de Riyad qu'il levait les sanctions américaines contre la Syrie, à la veille d'une brève



La cheffe de la diplomatie européenne, Kaja Kallas, au siège de l'Union européenne, à Bruxelles, le 20 mai 2025. JOHN THYS/AFP

[rencontre avec le président syrien, Ahmed Al-Charaa, en Arabie saoudite.](#)

Les Vingt-Sept n'excluent pas toutefois de nouvelles sanctions contre les responsables des violences contre la communauté alaouite en Syrie ces dernières semaines. D'autres mesures visant le régime Al-Assad et interdisant la vente d'armes ou d'équipements susceptibles d'être utilisés pour réprimer les populations civiles vont rester en place.

Le pays au bord d'une nouvelle « guerre civile à grande échelle », selon Marco Rubio
Cette levée de sanctions contre

la Syrie fait suite à une première mesure prise en février, qui consistait à suspendre certaines sanctions imposées à des secteurs économiques-clés de la Syrie. Selon des responsables européens, toutes ces mesures pourraient être réimposées si les nouveaux dirigeants syriens ne tenaient pas leur promesse de respecter les droits des minorités et de progresser sur le chemin de la démocratie.

De son côté, Marco Rubio, le secrétaire d'Etat américain, a averti mardi que la Syrie pourrait être au bord d'une nouvelle « guerre civile à grande échelle ». « Nous estimons que, franchement, l'autorité de tran-

sition, compte tenu des défis auxquels elle est confrontée, est à quelques semaines, voire à quelques mois, d'un effondrement potentiel et d'une guerre civile à grande échelle, c'est-à-dire d'un éclatement du pays », a lancé le chef de la diplomatie américaine lors d'une audition devant la commission des affaires étrangères du Sénat.

Une série d'attaques sanglantes en mars et en avril contre les minorités alaouite et druze a déchiré la Syrie, où les combattants islamistes ont renversé Bachar Al-Assad en décembre 2024 lors d'une offensive éclair.

Syrie : l'ONU alerte sur le risque d'une nouvelle guerre

Geir Pedersen, s'exprimant devant le Conseil de sécurité, souligne que les dangers d'une reprise du conflit et d'une fragmentation du pays restent bien présents malgré la chute du régime de Bachar Al-Assad.

Les propos alarmistes se multiplient au sujet de la Syrie. Plus de cinq mois après la chute du régime de Bachar Al-Assad, « les défis auxquels la Syrie fait face sont immenses, et les dangers réels d'une reprise du conflit et d'une plus grande fragmentation n'ont pas encore été surmontés », a déclaré mercredi 21 mai l'émissaire de l'ONU pour la Syrie, Geir Pedersen.

« Je reste inquiet concernant le risque de nouvelles violences et le fait que de tels développements puissent saper la confiance », a ajouté M. Pedersen par vidéo depuis Damas, lors d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU.

L'émissaire de l'ONU a notamment fait référence aux attaques de mars contre la minorité alaouite, associée au clan de M. Al-Assad. Ainsi qu'au « revers » qu'ont représenté fin avril les violences contre la minorité druze, dans un contexte de « provocations aux tensions communautaires ».

Rubio s'alarme d'une



Des jeunes armés déambulent dans la ville de Jaramana, au sud de Damas, le 1er mai 2025. ABDULMONAM EASSA POUR « LE MONDE »

« **guerre civile à grande échelle** »

Le secrétaire d'Etat américain, Marco Rubio, s'était lui aussi alarmé mardi, avertissant que la Syrie **pourrait être au bord d'une nouvelle « guerre civile à grande échelle »**.

Malgré ces dangers, M. Pedersen a salué l'annonce de la levée des sanctions américaines contre la Syrie et la décision de l'Union euro-

péenne de lever ses sanctions économiques, y voyant une réponse à l'espoir de « succès » des Syriens dans la transition du pays.

M. Al-Assad a été renversé le 8 décembre 2024 à la suite d'une offensive éclair menée par une coalition de groupes rebelles, dominée par des islamistes aujourd'hui au pouvoir à Damas. M. Pedersen a une nouvelle fois condamné les frappes is-

raéliennes « *inacceptables* » sur le territoire syrien.

Il s'est enfin inquiété de « l'escalade » des attaques du groupe Etat islamique ces dernières semaines dans diverses parties du pays, évoquant des « *signes d'opérations plus coordonnées avec l'utilisation d'engins explosifs improvisés et l'utilisation d'armes de moyenne portée* ».



May 21, 2025

President Barzani, coalition commander discuss ISIS threats

ERBIL, Kurdistan Region - Kurdistan Region President Nechirvan Barzani met with Kevin Leahy, commander of the US-led global coalition against the Islamic State (ISIS), on Wednesday to discuss cooperation in the fight against the extremist group.

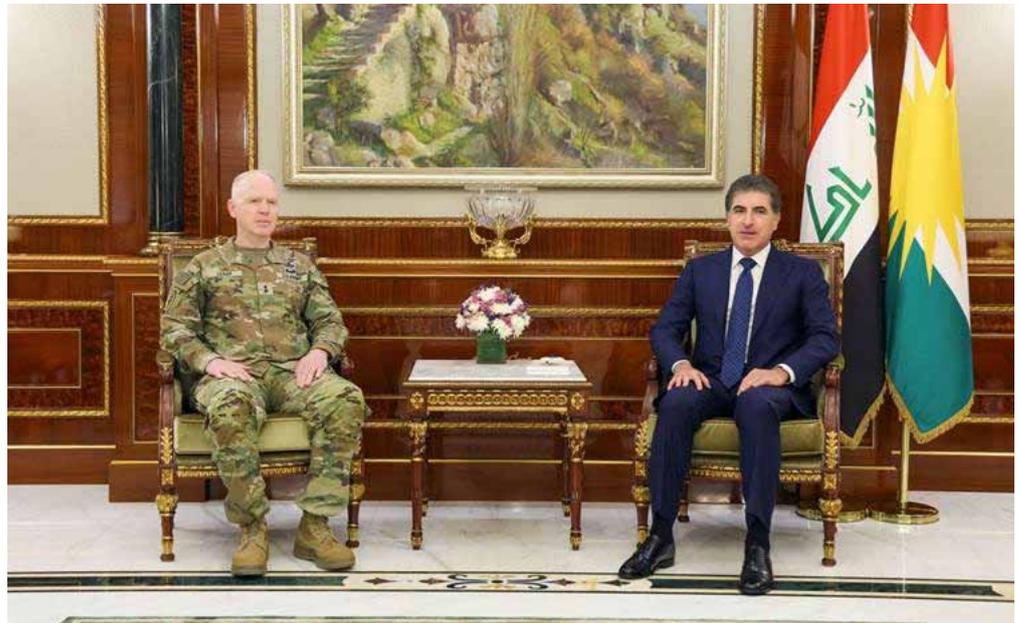
During the meeting, “the latest developments in the security situation in Iraq and Syria, and the threats posed by the terrorist organization ISIS to security and stability, were discussed,” read a statement from the Kurdistan Region Presidency.

“Both sides emphasized the importance of continued joint cooperation between the Kurdistan Region and the global coalition, along with cooperation with the Iraqi Federal Government in confronting terrorism and strengthening the capabilities of security forces,” the statement added.

Peshmerga forces and the Iraqi army launched a joint operation in the Qarachogh mountain area of Makhmour district in Nineveh province on May 12, following signs of ISIS movement detected by thermal cameras, but found no militants during the search.

The Iraqi and Kurdish officials have not reported a significant increase in ISIS activity but the group has seemingly exploited the recent unrest in Syria, following the ouster of Syrian dictator Bashar al-Assad on December 8.

The Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) has been



Kurdistan Region President Nechirvan Barzani (right) meets Kevin Leahy, commander of the US-led global coalition against the Islamic State (ISIS) (left) in Erbil on May 21, 2025. Photo: Kurdistan Region Presidency

warning for months about a resurgence in ISIS activity targeting both their forces and civilians, particularly in oil-rich areas like Deir ez-Zor, which remains partially under their control.

SDF is the de facto army in northeast Syria (Rojava) and it has been the global coalition’s main partner on the ground in the fight against ISIS.

Though ISIS was territorially defeated in Iraq and Syria by 2019, the group has increasingly attempted to regroup and reassert its influence. In response, the SDF has intensified efforts to prevent the group’s militants from regaining a foothold in the region’s volatile security environment. The SDF has also reported several ISIS attacks in Deir ez-Zor, including deadly ones.

President Barzani and the coalition commander also discussed the ongoing reforms in the Peshmerga forces. The process is carried out under the auspices of the global coalition.

In late December, the Peshmerga ministry announced plans to establish two operations command centers comprising 11 military divisions as part of ongoing efforts to reform and unify the Kurdistan Region’s forces.

Peshmerga Minister Shoresheh Ismail said on April 28 that his ministry “has made big achievements regarding the reform process.”

The US has provided the Peshmerga with multiple rounds of military aid over the years.

Despite efforts by Washington and several European countries, the Peshmerga remains a highly partisan force in organization and loyalty, split between the ruling Kurdistan Democratic Party (KDP) and its rival Patriotic Union of Kurdistan (PUK).

Unit 70 forces are affiliated with the PUK and Unit 80 forces are controlled by the KDP. These two units make up the majority of the Peshmerga forces, amounting to over 100,000 troops.

Unification of the Peshmerga forces has been on the agenda of the Kurdistan Regional Government (KRG) for several years, and while some progress has been made and a number of brigades controlled by the PUK and the KDP have been added to the ministry, much work remains.



May 21, 2025

Kurdistan Region governors join cross-border summit in Iran

ERBIL, Kurdistan Region - Governors from the Kurdistan Region's four provinces participated in a key summit in Sanandaj, a predominantly Kurdish city in Iran's western Kurdistan (Rojhelat), aimed at enhancing economic ties and cross-border cooperation. This marks the third such meeting between governors of provinces along the shared border between the Kurdistan Region and Iran.

The Region's delegation included Erbil Governor Omed Xoshnaw, Sulaimani Governor Haval Abubakir, Duhok Governor Ali Tatar, and Halabja Governor Nuxsha Nasih. They met with their counterparts from Iran's Kurdistan, Kermanshah, and West Azerbaijan provinces.

Speaking to Rudaw on the sidelines of the summit, Governor Nasih noted that the parties signed an agreement focusing on cooperation in the areas of culture, health, and trade.

Erbil Governor Xoshnaw reaffirmed the Kurdistan Region's commitment "to having good and strong ties with all countries," including Iran.

In a Facebook post following the summit, Xoshnaw said discussions centered on "promoting, improving, and strengthening trade and industrial activity across all sectors, as well as further developing relations between the Kurdistan Region and the Islamic Republic of Iran."

In a similar vein, Sulaimani Governor Abubakir was quoted by Iran's state-run news agency (IRNA) as high-



Kurdistan Region governors meeting with Iranian President Masoud Pezeshkian in Tehran on May 22, 2025. Photo: Omed Khoshnaw/Facebook

lighting the province's potential, noting that it is "the largest province in the [Kurdistan] Region in terms of surface area" and possesses "notable prospects for expanded ties with Iran."

Abubakir emphasized that Sulaimani currently maintains direct relations with 700 cities worldwide and expressed a desire to establish similarly close ties with cities across Iran.

He underscored the importance of regional cooperation, stating, "If regional governments and neighbors cooperate as friends, we will not need to seek help from other countries."

Addressing the pressing issue of water shortages, Governor Abubakir stressed the severity of the crisis and pointed to Iran's pivotal role in resolving water-related tensions. The Kurdistan Region has

been grappling with acute water shortages for years, particularly during the summer months. The crisis has been significantly worsened by Iran's water management policies on transboundary rivers.

Since 2011, Iran has constructed multiple dams on the Little Zab and Sirwan rivers, both of which originate in the Zagros Mountains of northwestern Iran before flowing into the Kurdistan Region. These rivers are crucial tributaries of the Tigris River. However, extensive damming by Iran has drastically reduced the flow of water into the Kurdistan Region, exacerbating an already critical situation.

Beyond dam construction, Iran has also been diverting water from key transboundary rivers for its own agricultural and domestic use. This unilateral control over shared water resources - coupled with the absence of a comprehensive

water-sharing agreement between Iran and Iraq - has left the Kurdistan Region increasingly vulnerable to water [shortages](#) and heightened water stress.

For his part, Duhok Governor Tatar was quoted by IRNA as emphasizing the strong economic ties between his province and Iran. He noted the widespread presence of Iranian goods in Duhok's markets and emphasized the "many commonalities" the province shares with Iran, which remains one of its primary export destinations.

"The only thing that separates us is the geographical border," Tatar said, calling for deeper cultural exchanges and expanded scientific cooperation between the two sides.

On the Iranian side, Javad Karami, Deputy Coordinator of Economic Affairs for West Azerbaijan Province, an-

nounced plans for an upcoming conference in the provincial capital of Urmia focused on foreign investment opportunities. He stated that the event will include participation from economists and officials from the Kurdistan Region.

Additionally, Arsalan Azhari, Deputy Coordinator of Economic Affairs for Iran's Kurdistan Province, proposed the launch of a joint airline between Rojhelat (Iranian Kurdistan) and the Kurdistan Region's Sulaimani province.

"The flight from Sanandaj to Sulaimani takes just 20 minutes, so we should seize this opportunity to enhance communication between both sides through the establishment of a joint airline," he said, according to IRNA.

Ahead of the Sanandaj Summit on Sunday, the Iranian semi-official Tasnim news

agency cited the governor of Kurdistan province, Arash Lihony, as noting that Iran has not yet fully capitalized on the Iraqi market.

"Until now, we have not been able to make full use of the Iraqi market as needed, but given our cultural ties, we can further develop these relations," he said.

Seyyed Rasoul Mohajer, deputy minister of economy and diplomacy at Iran's foreign ministry, described the Sanandaj Summit as "one of the best summits in the field of provincial communications," noting that it aligns with the current Iranian administration's broader strategy of enhancing regional engagement.

Mohajer also addressed logistical and trade-related challenges at key border crossings, highlighting infrastructure deficiencies and delays at the Bashmakh crossing in Sulai-

mani Province and Parvizkhan in the Garmiyani administration.

Former Iranian Consul General to Erbil Nasrullah Rashnoudi told Rudaw in December that Tehran is working with authorities in the Kurdistan Region to improve trade flows and the movement of people across shared land borders. Notably, 45 percent of Iran's exports to Iraq pass through the Kurdistan Region.

"Despite the many similarities we share with the Kurdistan Region, we are still facing challenges at the border," Rashnoudi said, adding that coordinated efforts are underway with relevant government agencies to address the issues.

Trade ties between Erbil and Tehran are extensive and economically vital, with annual trade between the Kurdistan Region and Iran reaching sig-

nificant figures, often cited around \$6 billion.

The robust exchange is facilitated by several crucial border crossings, including Haji Omran, Bashmakh, and Parviz Khan, through which Iran primarily exports food products, construction materials, manufactured goods, and petrochemicals.

Both sides are actively working to enhance these economic relations through high-level visits, agreements, the potential establishment of joint free zones, and a notable presence of Iranian companies in the Kurdistan Region.

Despite these strong connections, the relationship occasionally faces challenges such as logistical bottlenecks, political and security tensions, and discussions over customs procedures, yet efforts continue to strengthen the economic partnership.

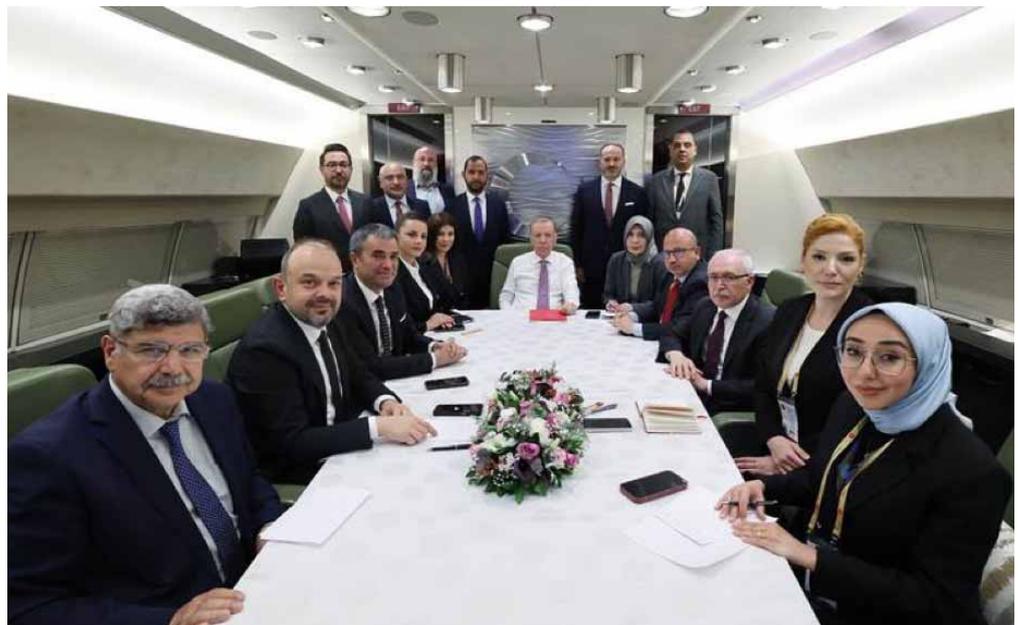


May 22, 2025

Erdogan says Ocalan's call applies to YPG

ERBIL, Kurdistan Region - Turkish President Recep Tayyip Erdogan said on Thursday that jailed Kurdistan Workers' Party (PKK) leader Abdullah Ocalan's call on the group to disarm and end its armed struggle also applies to the People's Protection Units (YPG) in northeast Syria (Rojava).

"The PKK's disarmament and dissolution process also includes its Syrian branch," Erdogan said, as cited by the state-owned Anadolu Agency, with Ankara viewing the YPG as the Syrian front for the PKK. He stressed that the YPG should either respond to Ocalan's call, abide by the March 10 agreement, signed between Syria's interim President



TMay 22, 2025. Photo: AAurkish President Recep Tayyip Erdogan (center) on his plane returning from a summit in Budapest, Hungary, on

Ahmed al-Sharaa and Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) chief Mazloum Abdi, or do both.

Sharaa and Abdi signed a landmark agreement on March 10 to integrate the SDF into the state apparatus. The agreement recognizes the Kurds as an integral part of Syria, includes a countrywide ceasefire, and stipulates the return of displaced Syrians to their hometowns.

"They [the YPG] are currently going through a period of transition and search. We consider the coming days to be very critical. Our relevant institutions are monitoring the process of all armed groups integrating into

the Syrian army through their respective counterparts," Erdogan said.

"We are following the issue concerning the YPG very, very closely," he stressed.

Earlier in May, the PKK announced its intent to disband and end its armed campaign against the Turkish state. The group described the move as a step toward a peaceful resolution to the conflict that has lasted more than 40 years and claimed over 40,000 lives.

The PKK's decision followed a party congress held from May 5 to 7 in the mountains of the Kurdistan Region, where senior

commanders responded to jailed leader Abdullah Ocalan's earlier call - relayed in late February by Turkey's pro-Kurdish Peoples' Equality and Democracy Party (DEM Party) - urging a shift toward political engagement.

Turkey claims that there are PKK members within the ranks of the YPG, the backbone of the US-backed SDF. Ankara has designated both as terrorist groups.

Erdogan also called on neighboring Iraq to prioritize the issue of the notorious SDF-controlled al-Hol camp in northeast Syria's Hasaka province, which houses tens of thousands of

Iraqis and Syrians with links to the Islamic State (ISIS).

"Iraq needs to focus on the camp issue. Especially since the vast majority of women and children in the Al-Hol camp are from Iraq and Syria. They need to take responsibility for their own," Erdogan said.

"As these matters are resolved, the significance of the YPG will diminish, and integration will become easier," he added.

The repatriation of ISIS affiliates has long been a contentious issue in Iraq, given the heinous human rights violations and war crimes the group committed following its 2014 seizure of large swaths of territory in Iraq's north and west.



22 mai 2025

Accents d'Europe - Après l'annonce de la dissolution du PKK, les espoirs et les craintes des Kurdes de Turquie

Les membres de la branche politique du parti demandent désormais des garanties dans le processus de désarmement à venir, dont leur intégration à la société, et l'assouplissement des conditions de détention du fondateur du PKK, Abdullah Öcalan, en prison depuis 2019

À Ankara, les attentes de la communauté kurde

C'est peut-être la fin de 40 ans de guérilla et une avancée sans précédent pour les Kurdes de Turquie : le 12 mai 2025, le Parti des travailleurs du Kurdistan, le PKK, a annoncé sa dissolution et son désarmement. Le fondateur du parti, Abdullah Öcalan, en prison depuis 1999, avait lancé un appel en ce sens fin février 2025. La fin de la lutte armée, si elle se concrétise, laisse espérer une résolution pacifique du conflit entre le PKK et les forces turques qui a fait au fil des ans plus de 40.000 victimes. Au sein de

la minorité kurde, environ 15% de la population de Turquie, les attentes sont à la hauteur de l'enjeu. **Reportage, Anne Andlauer.**

En Allemagne, les résonances politiques du roman graphique de Luz *Deux femmes nues*

La traduction **allemande** de la **BD** du dessinateur français Luz, qui avait échappé à l'attentat contre Charlie Hebdo en 2013, vient de paraître outre-Rhin. L'ouvrage a reçu le prix du meilleur album au festival d'Angoulême l'an dernier. Il retrace l'histoire mouvementée du tableau du même nom peint par l'ex-

pressionniste allemand Otto Müller. La toile avait été qualifiée « d'art dégénéré » par les nazis, interdite et confisquée, puis restituée des décennies plus tard à ses propriétaires. **Delphine Nerbollier** a assisté hier à Berlin à la présentation du livre par son auteur.

La revue de presse sonore de Franceline Beretti

Partenariat franco-britannique, diplomatie italienne, sommet Choose France : le récit politique a parfois des dimensions très variables.

Amsterdam protège l'environnement et ravit les touristes

C'est une petite révolution sur les canaux d'Amsterdam. Depuis le 1er avril 2025, plus question pour les **bateaux à moteur thermique** de naviguer dans le centre-ville de la capitale néerlandaise. Adieu diesel et essence, dans cette zone « zéro émission », seules les embarcations électriques, à hydrogène ou propulsées à la rame peuvent circuler - qu'il s'agisse de bateaux de plaisance ou commerciaux et **touristiques**. L'idée de la mairie d'**Amsterdam** ? Améliorer la qualité des eaux et réduire les nuisances sonores. **Reportage, Jean-Jacques Héry**

Syrie : après les Etats-Unis, les Européens s'engagent à lever l'ensemble des sanctions économiques envers Damas

La décision des Vingt-Sept vise à faciliter la reconstruction du pays, laminé par quatorze années de guerre civile. Inquiets d'une reprise des combats, l'Union européenne maintient toutefois les mesures pesant sur d'anciens responsables du régime d'Al-Assad, ainsi que l'interdiction de la vente d'armes.

Les sanctions économiques occidentales contre Damas devraient disparaître dans les semaines qui viennent. Mardi 20 mai, Kaja Kallas, la cheffe de la diplomatie européenne, a annoncé un accord politique des Vingt-Sept pour une levée totale des sanctions économiques infligées à la Syrie depuis le déclenchement de la guerre civile, en 2011. Un soulagement pour le président de transition, Ahmed Al-Charaa, à Damas, qui tente de relancer l'économie d'un pays en lambeaux, après la chute du régime de Bachar Al-Assad.

Dès février, les Européens avaient annoncé leur volonté de lever progressivement les mesures restrictives, en commençant par celles concernant les secteurs énergétiques et le transport. En avril, le Royaume-Uni avait également décidé d'assouplir les siennes. Mais l'annonce surprise, le 13 mai, par Donald Trump d'une levée totale des sanctions américaines envers la Syrie a forcé Bruxelles à accélérer le tempo. L'Union européenne (UE) entend supprimer les mesures contre les institutions financières syriennes, notamment la banque centrale et les banques commerciales.

« L'UE s'est toujours tenue



La Banque centrale de Syrie, à Damas, le 2 avril 2025. LAURENCE GEAI/MYOP POUR « LE MONDE »

aux côtés des Syriens au cours des quatorze dernières années ; nous allons continuer de le faire », a insisté Kaja Kallas, saluant la décision américaine, qui devrait être décisive. Ce sont ces sanctions américaines, dites « secondaires », qui étaient les plus pénalisantes, empêchant nombre de gouvernements et d'entreprises internationales d'envoyer légalement des fonds en Syrie ou d'opérer dans le pays.

« **Décision conditionnée** »
« Le moment est venu pour les Syriennes et les Syriens d'avoir la possibilité de réu-

nifier et de reconstruire une Syrie nouvelle, inclusive, pluraliste et pacifique, exempte de toute ingérence étrangère préjudiciable », ont déclaré les Vingt-Sept, dans un communiqué commun.

« L'Union européenne veut prendre le risque d'un nouveau départ avec la Syrie. Nous voulons donner une véritable chance aux nouveaux dirigeants », a, pour sa part, insisté, mardi, Johann Wadephul, le nouveau ministre des affaires étrangères allemand. Cependant, « on ne doit pas être aveugle, prévient Xavier Bettel, son homologue luxem-

bourgeois. On a de l'espoir, mais ce sont quand même d'anciens terroristes au pouvoir à Damas. On doit conserver des moyens de pression, en se laissant la possibilité de revenir en arrière. »

« Cette décision est réversible et conditionnée à des progrès, a confirmé M^{me} Kallas, qui n'a pas précisé la date exacte de la levée des sanctions. Il ne peut y avoir de paix sans reprise économique, et nous avons tous besoin d'une Syrie stable. » Tout en se réjouissant de cette décision « historique »,

qu'Emmanuel Macron avait appelée de ses vœux en recevant M. Al-Charaa début mai, le Quai d'Orsay a également prévenu, mardi, que cette décision « ne constitue pas un chèque en blanc ». « La France continuera de demander aux autorités syriennes de transition de solides garanties en matière de transparence et de bonne utilisation des fonds internationaux, et veillera à ce que les enjeux prioritaires pour elle soient pris en compte, en particulier, la lutte contre le terrorisme. »

En coulisse, les diplomates français et allemands ont œuvré pour obtenir cette décision, tandis que la Grèce et Chypre, inquiètes de l'in-

fluence grandissante de la Turquie en Syrie, ont longtemps renâclé avant de soutenir la levée des sanctions. A Damas, le ministre des affaires étrangères syrien, Assad Hassan Al-Chibani, a salué l'annonce, qui « exprime la volonté régionale et internationale de soutenir la Syrie ». Selon lui, « le peuple syrien a aujourd'hui une occasion très importante et historique de reconstruire son pays ».

Défis immenses

Reste que Damas n'en a pas encore fini avec les sanctions. L'UE a décidé de maintenir l'ensemble de celles visant d'anciens responsables du régime d'Al-Assad, conformément

à l'appel qu'elle a lancé pour que les auteurs de crimes aient à en répondre. Vont demeurer également les mesures fondées sur des motifs de sécurité, comme l'interdiction de la vente à la Syrie d'armes et de technologies susceptibles d'être utilisées à des fins de répression interne.

De même, sur proposition de Paris, les Vingt-Sept vont mettre en place un dispositif de sanctions contre des auteurs de violations des droits humains, et contre celles et ceux qui attisent l'instabilité en Syrie ; la situation sécuritaire dans le pays restant extrêmement précaire. « Les défis auxquels la Syrie fait face sont immenses, et les

risques d'une reprise du conflit et d'une plus grande fragmentation n'ont pas encore été surmontés », a assuré, mercredi, Geir Pedersen, l'émissaire de l'ONU pour la Syrie.

Ce discours teinté d'inquiétude fait écho à celui prononcé, mardi, par Marco Rubio, le secrétaire d'Etat américain, lors de son audition par la commission des affaires étrangères du Sénat. « L'autorité de transition, compte tenu des défis auxquels elle est confrontée, est à quelques semaines, voire à quelques mois, d'un effondrement potentiel et d'une guerre civile à grande échelle, c'est-à-dire d'un éclatement du



May 22, 2025

President Barzani, Davutoglu discuss Turkey peace process

ERBIL, Kurdistan Region - Kurdistan Region President Nechirvan Barzani on Thursday received Ahmet Davutoglu, former Turkish prime minister and leader of the Future (Gelecek) Party, to discuss the latest efforts toward a peace process in Turkey and bilateral relations.

"Both sides described the peace process in Turkey as a historic step and opportunity that should not be missed, and emphasized that everyone should cooperate to ensure the success of the process and the achievement of peace," said a statement from the Kurdistan Region Presidency.

During the meeting, President Barzani reiterated Erbil's "full support" toward the process, stressing "the importance of

peace and its positive implications for Turkey and the entire region."

Davutoglu praised Ankara's relations with Baghdad and Erbil, calling for stronger cooperation between all parties.

Earlier in May, the Kurdistan Workers' Party (PKK) announced its intent to disband and end its armed campaign against the Turkish state. The group described the move as a step toward a peaceful resolution to the conflict that has lasted more than 40 years and claimed over 40,000 lives.

The PKK's decision followed a party congress held from May 5 to 7 in the mountains of the Kurdistan Region, where senior commanders responded to jailed leader Ab-

dullah Ocalan's earlier call - relayed in late February by Turkey's pro-Kurdish Peoples' Equality and Democracy Party (DEM Party) - urging a shift toward political engagement.

The PKK leader's February message then sparked hope for ending the four-decade-old conflict between Ankara and the PKK.

On Sunday, Ocalan called for renewed Kurdish-Turkish relations and described Kurds and Turks as "brothers" who "cannot be without the other."

President Barzani welcomed the PKK's decision to disband and end its armed struggle as a "decisive step that opens a new chapter in the region" and paves the way for political dialogue toward regional stability.

The Turkish army has established dozens of bases and outposts in northern Kurdistan Region on the pretext of fighting the PKK.

On Saturday, Turkish President Recep Tayyip Erdogan said that the dissolution of the PKK "will also serve Iraq and Syria's peace, development, and stability," adding that Ankara is engaged with neighboring countries on how the process will be carried out.

Founded in 1978, the PKK initially sought an independent Kurdish state but later shifted its focus toward achieving broader political and cultural rights for Kurds in Turkey.

The group has been labeled as a terrorist organization by Turkey and its allies.



May 22, 2025

KRG officials thank US public support for Kurdish gas development

ERBIL, Kurdistan Region - Kurdish officials on Thursday welcomed the United States publicly supporting the development of the Kurdistan Region's gas sector after major energy agreements were signed between Washington and Erbil worth a combined \$110 billion.

Two major energy agreements were signed between Washington and Erbil valued at a combined \$110 billion over their lifespans during Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani's visit to the US.

Aziz Ahmad, deputy chief of staff to Prime Minister Barzani, and Kurdistan Regional Government (KRG) Cabinet Secretary Amanj Raheem met with US State Department officials on the sidelines of Barzani's visit to urge Washington's support for the KRG's reforms.

"On oil and gas, we welcomed US public support for the recent energy deals, which will help lift all of Iraq, including the Kurdistan Region," Ahmad said on X, lauding the agreements as "good news for all of the country."

The two deals, signed between the KRG and US-based companies HKN Energy and WesternZagros, grant the American firms the rights to develop two oil and gas fields - the Miran Gas Field and the Topkhana-Kurdamir block - in the Kurdistan Region.

But Baghdad's oil ministry slammed the deals as a "blatant violation of Iraqi law," saying in a Tuesday statement that any investment in Iraq's



KRG officials thank US public support for Kurdish gas development

oil resources must go through the federal government.

It also declared the contracts null, prompting a response from the KRG's natural resources ministry in defense of the deals.

Robin Mills, CEO of Dubai-based Qamar Energy, described the gas fields as "two of the most important gas resources in the Kurdistan Region."

"The US has been pushing hard to improve the situation of gas and electricity in the Kurdistan Region, and these US companies have obviously been trying to advance their interests and encourage the US government to support them," Mills told Rudaw on Thursday.

According to Mills, the Kurdistan Region will have "more than enough gas" after the new fields are developed, combined with the major Khor Mor field in Sulaimani, oper-

ated by UAE-based Dana Gas, to meet domestic supply and export, both to Iraq and neighboring countries such as Turkey.

"There are severe problems with gas and electricity supplies throughout the country, this will ease that. Potentially, Turkey could be interested in the imports, so it is positive for Turkey to have another supplier close by," he said.

On Wednesday, the US State Department hailed the deals as ones that "will strengthen gas production in Iraq and benefit both of our peoples."

Secretary of State Marco Rubio later in the day described the Kurdistan Region's autonomy as the "linchpin" of Washington's approach toward Iraq, stressing that part of Washington's commitment to the Kurds is "allowing them the economic lifeline that allows them to prosper and succeed."

Barzani is set to attend an

energy conference in Washington with US Energy Secretary Chris Wright, hosted by Al-Monitor Global Institute, according to a KRG statement.

In the conference, Barzani and Wright "will discuss the future of energy in the Kurdistan Region and Iraq, as well as relations between the Kurdistan Region and the US, in two separate panels," the statement said.

Washington and Erbil enjoy strong ties. The US has been one of the primary backers of the Kurdistan Region since it secured autonomy in the 1990s and has played an instrumental role in the development of the Kurdish Peshmerga forces, especially as the head of a global coalition against the Islamic State (ISIS) in the country. It is also the primary backer of Peshmerga reforms.

The US is also set to open the largest consulate general in the world in Erbil soon.

En Turquie, les limites de l'équilibrisme en diplomatie

Si l'engagement de Recep Tayyip Erdogan en faveur d'un monde multipolaire est compréhensible, alors que les grandes puissances deviennent de moins en moins fiables, sa diplomatie transactionnelle n'a fait avancer aucun des intérêts nationaux les plus urgents du pays.

La semaine avait pourtant bien commencé pour Recep Tayyip Erdogan. Le 12 mai, après quarante et une années de guerre et plusieurs cycles de négociations lancés par son gouvernement, le [Parti des travailleurs du Kurdistan \(PKK\)](#), classé organisation terroriste en Turquie, a annoncé sa dissolution depuis sa base arrière, dans les monts Qandil, au nord de l'Irak. Le Pakistan, de son côté, a remercié Ankara pour ses efforts de médiation dans sa crise avec l'Inde. Et, le lendemain soir, les présidents américain, Donald Trump, et syrien, Ahmed Al-Charaa, ainsi que le prince héritier saoudien, Mohammed Ben Salman, tous trois réunis à Riyad, ont ressenti le besoin d'appeler leur ami commun à Ankara.

L'occupant de la Maison Blanche venait de lever les sanctions américaines contre la Syrie. Une décision attendue par le nouvel homme fort de Damas ainsi que par le pouvoir turc, en raison de sa proximité avec son voisin, de ses appétits économiques, mais aussi de son souhait de résorber l'épineuse question migratoire. Il se dit même qu'en plus des hommes d'affaires américains, M. Erdogan lui-même aurait persuadé M. Trump d'agir en ce sens. La presse turque progouvernementale a immédiatement diffusé la photo sur laquelle les trois dirigeants, assis autour d'une « pieuvre » téléphonique, échangeaient avec le palais d'Ankara. De quoi



Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, lors du sixième sommet de la Communauté politique européenne, à Tirana, en Albanie, le 16 mai 2025. LEON NEAL / AFP

conforter la stature du président, le « *dünya lideri* », le leader mondial, comme le surnomment ses partisans.

Soutenir Kiev sans fâcher Moscou

Le sommet d'Istanbul entre Russes et Ukrainiens, vendredi 16 mai, devait parachever de façon flamboyante le grand retour, entamé il y a quelques années, du chef de l'Etat turc sur la scène inter-

nationale. Mais son « *cher ami* » Vladimir Poutine ne l'a pas entendu de cette oreille. La conférence, qui avait suscité l'espoir d'un tournant dans la guerre en Ukraine, n'a pas abouti. Malgré les bons offices de la Turquie, il est même difficile de parler de l'amorce d'une véritable négociation.

Le quotidien à grand tirage et principal porte-voix du pouvoir islamo-conservateur, *Sabah*, a eu beau titrer « Bonne nou-

velle après les pourparlers de paix : le monde a suivi la Turquie », le chef de l'Etat n'a pas réussi à faire se rencontrer les présidents russe et ukrainien. C'est Donald Trump, absent lui aussi, qui a appelé les protagonistes à son retour à Washington, sans mentionner la Turquie.

On touche peut-être là aux limites de l'exercice : engagé dans un difficile jeu d'équilibre diplomatique – soutenir Kiev sans fâcher Moscou –, le chef de l'Etat turc a certes réussi l'exploit de ne s'aliéner, au fil des années, aucune des parties en conflit. Il n'en a pas moins exposé certaines de ses faiblesses. Entre la Russie, son principal fournisseur d'énergie, l'Ukraine, son meilleur partenaire pour l'industrie de défense, et la coalition anti-Poutine de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), Recep Tayyip Erdogan a tout misé sur une diplomatie transactionnelle, avec ses risques, ses désenchantements et ses petits calculs politiques.

« *N'abandonner ni Kiev ni Moscou* » et « *ne pas céder sur les intérêts de la Turquie* », avait-il résumé dès le premier jour de la guerre, le 24 février 2022. Or, [comme le souligne Mustafa Kutlay, dans la revue Foreign Affairs](#), l'ambition transactionnelle de la diplomatie d'Ankara est compliquée par le fait que la Turquie n'est pas un pays non aligné comme les autres.

Bien que ses dirigeants cour-

tisent des institutions comme les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud, rejoints par cinq autres membres) ou l'Organisation de coopération de Shanghai, la Turquie demeure membre de l'OTAN, de l'union douanière de l'Union européenne (UE), du Conseil de l'Europe et candidate à l'adhésion à l'UE. Ces engagements suscitent des attentes envers la Turquie, et toute autre orientation a des conséquences. Après avoir signé l'achat de missiles S-400 à la Russie en 2017, Ankara a été exclu du programme d'avions de combat F-35 de l'Alliance atlantique. Et, après des années de relations erratiques et tendues avec ses voisins, elle n'a pas été invitée à participer

au Forum du gaz de la Méditerranée orientale.

Accords sommaires

L'engagement de la Turquie et d'autres puissances moyennes en faveur d'un monde multipolaire est compréhensible, alors que les grandes puissances deviennent de moins en moins fiables. Mais une recherche excessive d'autonomie est aussi porteuse de risques. Plutôt que de collaborer à des objectifs communs, les deux parties se contentent souvent d'accords sommaires. L'exemple du pacte migratoire signé en 2016 avec Bruxelles est frappant : en échange de l'engagement turc de retenir les Syriens sur son sol, l'UE four-

nit des fonds pour compenser les coûts, et tolère tacitement la régression des normes démocratiques en Turquie.

D'ailleurs, cette diplomatie transactionnelle n'a fait avancer aucun des intérêts nationaux les plus urgents du pays. Les discussions avec Bruxelles sur les projets de modernisation de l'union douanière durent depuis dix ans sans la moindre avancée. D'un point de vue énergétique, Ankara n'a pas réglé sa dépendance à l'égard de blocs rivaux. Et les investissements étrangers peinent à retrouver des niveaux suffisants, en partie à cause des troubles politiques internes.

Recep Tayyip Erdogan est un

dirigeant qui pratique au plus haut degré le pragmatisme. C'est un homme qui observe attentivement ce qu'il se passe dans la région et dans son pays avec un degré d'autoritarisme toujours plus prononcé. En mars, il n'a vu d'autre solution que de faire arrêter son principal opposant, le maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, qui reste incarcéré, pour l'éliminer. C'était sa réponse aux mauvais sondages qui indiquent le basculement de larges pans de la société contre sa politique. Le président turc peut se consoler en se disant qu'il a encore des amis ailleurs. A la Maison Blanche, au Kremlin et à Kiev. En Europe, peu de voix se sont élevées contre ses agissements. Pour combien de

Le Monde

Jacques Mandelbaum

22 mai 2025

Cannes 2025 : « Woman and Child », la violente charge de Saeed Roustaei contre l'ordre patriarcal en Iran

Le quatrième long-métrage du cinéaste iranien, en compétition, est un plaidoyer pour une femme victime de l'oppression masculine.

Deux jours après avoir découvert le nouveau film de l'Iranien Jafar Panahi, *Un simple accident*, une œuvre morale, à la fois de refus et de combat, qui sanctionnait la liberté chèrement reconquise de se mouvoir hors de ses frontières, voici venir, avec *Woman and Child*, le quatrième long-métrage de son jeune et talentueux compatriote, Saeed Roustaei. A 35 ans, celui-ci incarne un type de cinéma qui cogne et aime à pousser les curseurs, qui va à l'estomac avant de gagner le cœur.

C'est sous ce jour, et sous celui du film de genre, qu'on le découvre en France en 2021 avec le formidable *La Loi de*

Téhéran, polar impétueux et documenté, empreint d'une grande crudité, et chronique insoupçonnée de la délinquance et du circuit de la drogue dans la capitale iranienne. S'ensuivit, en compétition à Cannes en 2022, *Leila et ses frères*, qui opérait, à la cruauté près, un brusque changement de braquet, cette fois dans le cadre intimiste d'une fratrie qui se déchire sous l'égide d'un vieux père qui aura manqué à tous ses devoirs.

C'est dans cette même veine que poursuit Saeed Roustaei avec *Woman and Child*. Mahnaz (Parinaz Izadyar), une belle quadragénaire, infirmière de profession, élève

seule ses deux enfants et s'apprête à céder aux injonctions de son petit ami, un ambulancier, qui la presse de l'épouser. Alors même qu'elle se rend, en compagnie de sa mère et de sa sœur, dans la famille de Hamid (Payman Maadi) pour formaliser les épousailles, un accident survient, dans le sillage duquel le film va entièrement basculer du côté de la tragédie et de la fatalité.

Bloc de haine

Ce même jour, en effet, Aliyar (Sinan Mohebi), son fils aîné, un adolescent révolté et impulsif, coutumier de passages à l'acte, meurt après s'être défenestré, alors que Mahnaz

l'avait confié aux soins de son beau-père, un vieil homme qui lui avait semble-t-il révélé le secret du remariage de sa mère. On verra que la vérité est sensiblement différente.

Il pourrait ici être tentant de considérer que *Woman and Child* s'apparente à une morale réactionnaire qui condamne au pire cette mère coupable d'avoir voulu refaire sa vie. C'est d'ailleurs ainsi qu'il faut l'entendre, du point de vue des institutions patriarcales qui vont elles-mêmes se charger de transformer cette vie en enfer. Peu de temps avant le drame, le surveillant de l'école d'Aliyar avait en effet exclu l'adolescent turbulent pendant une

semaine, raison pour laquelle sa mère avait dû le confier à son grand-père. Et peu de temps après, Hamid fait savoir à Mahnaz qu'il lui préfère sa jeune sœur, Mehri, qu'il épouse de fait sans tarder. Ivre de douleur, Mahnaz dénonce alors ses combines avec les patients qu'il convoie, Hamid répliquant en la traînant devant les tribunaux pour lui ôter la garde de sa fille cadette.

Le mouvement dramaturgique de ce long-métrage relativement peu truffaldien ressemble pourtant à l'association de deux des œuvres du réalisateur français. Ouvert sur les incartades, le sens de la débrouille et la vitalité d'Aliyar, le film évoque tout d'abord un probable *Quatre Cents Coups* iranien. L'irruption du drame dans la vie de sa mère, soudain transformée en bloc de haine, pâlie et durcie dans les habits noirs de son deuil jusqu'au seuil du livide, suggère, et commence d'ailleurs à rendre tangible, un film de vengeance dans l'esprit de *La mariée était en noir* (1968).

Un théâtre de la cruauté

In fine, *Woman and Child* ne sera ni l'un ni l'autre, mais, à la Roustaeae si l'on peut dire, un théâtre de la cruauté poussé à fond les manettes, une charge violente contre l'ordre patriarcal, un plaidoyer à la hache pour une femme sur laquelle tous les malheurs du monde ont pris toutes les



SÉLECTION OFFICIELLE - EN COMPÉTITION

formes et tous les visages, vulgaires et omnipotents, de l'oppression masculine.

De sorte que l'on pourra éventuellement poser une réserve sur l'indifférence suprême du film à l'égard d'une mesure nuancée des sentiments. Mais plus difficilement se ranger aux termes d'une pétition signée par une association de réalisateurs iraniens en exil (réunis sous la bannière de l'Iranian Independent Filmmakers Association) qui a visé Roustaeae avant Cannes, l'accusant peu ou prou de collusion avec le pouvoir. Pour soutenir son point de vue, ce texte se prévaut de deux motifs principaux : la soumission du film au comité de censure iranien et la représentation des femmes voilées, en conformité avec les

injonctions de ce dernier. Arguant de la révolution sociale inaugurée par le **mouvement Femme, vie, liberté** depuis 2022 et du fait que de nombreuses femmes ne se soumettent plus à l'obligation du port du foulard, les signataires appellent, ce faisant, à une rupture totale des artistes avec le pouvoir iranien.

Cette querelle entre rupture radicale et culture du compromis est évidemment complexe. Il est vrai qu'en ne montrant que des femmes voilées dans son film, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, Roustaeae infléchit doublement la réalité. Il n'en est pas moins vrai qu'il est un véritable réalisateur critique – notamment condamné à six mois de prison pour *Leila et ses frères*, œuvre par ailleurs

interdite d'exploitation en Iran – et ne saurait être sérieusement compté comme un cinéaste de propagande. Il a d'ailleurs reçu le soutien public de deux des plus grands cinéastes iraniens actuels – Jafar Panahi et Mohammad Rasoulof –, qui ont quant à eux choisi la voie de la clandestinité, voire de l'exil pour le second, mais gardent en mémoire que l'acceptation de la contrainte est aussi l'une des voies, et non la moins efficace, d'expression de la liberté.

Film iranien de Saeed Roustaeae. Avec Parinaz Izadyar, Payman Maadi, Sinan Mohebi (2 h 11). Sortie en salle prochainement.

May 22, 2025

We have a responsibility to help in Syria's recovery

Mr. President,

I would like to thank Mr. Pedersen and Mr. Fletcher for their briefings on the situation in Syria. It has been more than five months since the dictatorship imposed by the Assad family collapsed. The transition path taken since then has been arduous, and France would like to stand alongside the Syrian people so that the immense hopes that have been raised since December 2024 are not disappointed. That was the meaning of the visit to Paris on May 7 by the president of the Syrian transitional authorities, Mr. Ahmed al-Charaa.

Mr. President, I have three messages.

1/ Firstly, we have a responsibility to help in Syria's recovery and to facilitate its reintegration into the international community.

Without prospects for economic recovery, there will be no lasting peace in Syria, nor will Syrian refugees be able to return safely, sustainably, and voluntarily. It is with this in mind that the Council of the European Union announced yesterday, on May 20, the political decision to lift economic sanctions in order to support Syria's economic recovery. This European decision reaffirms the European Union's consistent commitment since 2011 to stand alongside Syrians who have fought for their freedom and dignity. We interpret President Trump's announcements in Riyadh on May 13 as part of the same movement of support to Syria and its economy.

In parallel, humanitarian actors must be able to carry out their work without any hindrance and

be supported, including financially, by the entire international community. The needs in this area are immense. France supports the OCHA in this regard. It also supports the efforts of the UNHCR to facilitate the return of refugees who wish and are able to return home. With regard to the reintegration efforts of Syria within the international community, we welcome the willingness shown by the Syrian transitional authorities to reestablish contact with the rest of the world. Syria's neighbors have a particular responsibility to help it respect its commitments, including that of not posing a threat to its neighbors.

To this end, we call on Israel not to take any unilateral action that could exacerbate community tensions in Syria or complicate the political transition. France reiterates its call for Israel to end its military activities on Syrian territory and withdraw from the separation zone established by the 1974 disengagement agreement. Syria and Israel must take each other's security concerns into account.

France also intends to continue its facilitation efforts and contribute to the resolution of border disputes between Syria and Lebanon.

Mr. President,

2/ Secondly, the Syrian authorities must do everything possible to restore civil peace and put an end to interfaith violence.

The attacks against the Druze population to the south of Damascus in late April have revived the specter of interfaith violence, one month after the

massacres against the Alawite community. It is up to the Syrian authorities to do everything possible to restore harmony among all components of Syrian society.

The implementation of the principle of accountability must serve as a roadmap for the transitional authorities. In this regard, the findings of the commission of inquiry on the violence in the coastal region are awaited with great expectations. Their credibility and impartiality will be a guarantee of the transitional government's commitment to ensuring that Syria respects all of its components. In the long term, genuine transitional justice must be established, with the support of the United Nations. We encourage the Syrian authorities to build further upon the momentum of cooperation begun with the United Nations.

Finally, we expect the commitments taken with regards the Syrian Kurds will be implemented. The PKK's call to lay down their arms and the announcement of their disbandment are an opportunity to be seized upon in order to preserve Syria's unity and territorial integrity.

3/ Thirdly, the Syrian authorities must make progress on the building of inclusive political institutions if they are to build the Syria of tomorrow.

The formation of a transitional government and the publication of a transitional constitutional declaration are encouraging signs. However, efforts to ensure inclusivity must be translated into concrete action, particularly in the upcoming composition of the Legislative Council. The national dialogue must continue and be more broad-based.

France reiterates its preparedness to support the Syrian authorities to ensure the success of the political transition, in accordance with the major principles set out in Security Council Resolution 2254. It has expressed its willingness to support the strengthening of the Syrian state's administrative capacities, as reiterated to President Al-Sharaa in Paris on May 7. We commend the United Nations' efforts in this regard, particularly those of Geir Pedersen. The Syrian authorities must continue and structure their cooperation with the Special Envoy of the Secretary-General, basing itself on the strategic review currently being conducted by the Secretariat. Finally, a stable Syria requires the eradication of the terrorist threat. This threat remains high. It is a priority for France and for the Security Council. It is essential that the authorities in Damascus continue the fight against this threat and address without delay the issue of foreign terrorist fighters present on Syrian territory. The international community also expects the dismantling of the chemical weapons program and calls for Damascus to continue its cooperation with the OPCW.

Mr. President,

The ongoing political transition is an opportunity to give Syria a better future and make it a hub of regional stability. The international community must provide its full support. To do so, it needs the Syrian authorities to do their part. That means meeting expectations in terms of inclusivity, the fight against terrorism, and the protection of the population. Thank you.

The New York Times May 24, 2025

U.S. Lifts Some Sanctions on Syria, Fulfilling a Trump Pledge

President Trump had promised to lift sanctions during his trip to the Middle East, where he met with President Ahmed al-Shara of Syria.

The Trump administration on Friday lifted several major sanctions on Syria, a first step toward making good on President Trump's promise earlier this month to help the country's new leader establish a stable government after the fall of the brutal dictatorship of Bashar al-Assad last year.

The Treasury Department lifted regulations banning U.S. citizens and companies from making most financial transactions with Syrian citizens and entities, including Syria's central bank, officials said. At the same time, the State Department announced it was suspending for six months other tough sanctions imposed on Syria under the 2019 Caesar Syria Civilian Protection Act.

Secretary of State Marco Rubio said in a statement that lifting the sanctions would "advance Syria's recovery and reconstruction efforts" and "facilitate the provision of electricity, energy, water, and sanitation, and enable a more effective humanitarian response" in the country.

The Assad government



President Trump announced he would lift U.S. sanctions on Syria during his visit to Saudi Arabia earlier this month. Doug Mills/The New York Times

cracked down on an uprising in 2011, setting off a civil war that caused the deaths of hundreds of thousands of people and forced a mass exodus of Syrians.

In December, the Assad regime was finally overthrown by a rebel alliance after more than 10 years of fighting, and Ahmed al-Shara, a rebel leader, became president. [Mr. al-Shara once led a branch of Al Qaeda but later broke with the jihadist group](#), and in recent interviews he has

expressed support for democracy, presenting a more pragmatic, nationalist approach to governing. During his trip to Saudi Arabia this month, Mr. Trump agreed to meet with Mr. al-Shara, becoming the [first U.S. leader in a generation](#) to shake hands with a Syrian head of state.

Mr. Trump said he had reached the decision to lift the sanctions on Syria after speaking with Turkey's president, Recep Tayyip Erdogan, who backed the

anti-Assad insurgency, and Saudi Arabia's crown prince, Mohammed bin Salman.

"There is a new government that will, hopefully, succeed in stabilizing the country and keeping peace," Mr. Trump said in Saudi Arabia on May 13. "That's what we want to see in Syria."

James C. McKinley Jr. is a Times editor in New York who covers breaking news.

Otages français en Iran : Téhéran dénonce « une forme d'instrumentalisation » après la plainte française devant la Cour internationale de justice

Cécile Kohler et Jacques Paris sont emprisonnés en Iran depuis plus de trois ans, accusés d'« espionnage » par le régime iranien. L'Iran a dit qu'il « se défendra », qualifiant la plainte d'« inutile ».

Pour l'Iran, le dépôt d'une plainte par la France devant la Cour internationale de justice (CIJ) pour la détention de deux ressortissants français est « une forme d'instrumentalisation d'une institution juridique et judiciaire », a déclaré, lundi 26 mai, Esmail Baghaï, porte-parole de la diplomatie iranienne. L'Iran « se défendra », a-t-il ajouté, qualifiant cette démarche d'« inutile ».

Au moment du dépôt de la plainte, le 16 mai, Diégo Colas, directeur des affaires juridiques du ministère des affaires étrangères, avait déclaré que la France entendait « répondre par le droit » à « la diplomatie des otages » iranienne. « Nous estimons que, dans le cadre de sa politique d'otages, l'Iran a commis des manquements graves et répétés à la convention de Vienne sur les relations consulaires », a déclaré Diégo Colas.

Cécile Kohler, enseignante,



Portraits de Cécile Kohler et de Jacques Paris installés sur les grilles du Palais-Bourbon, à Paris, en mai 2025. ABDUL SABOOR/REUTERS

et son compagnon, Jacques Paris, que les autorités françaises qualifient d'« otages d'Etat », **ont été arrêtés en mai 2022 pour « espionnage » et sont emprisonnés depuis à la prison d'Evin de Téhéran.** Le 7 mai, marquant la troisième année de leur détention, le ministre des affaires étrangères, Jean-

Noël Barrot, avait rappelé que, du point de vue de la France, « ils ont été arrêtés sans fondement ».

Cécile Kohler et Jacques Paris sont officiellement les deux derniers Français détenus en Iran. Entre 2023 et 2025, au moins cinq Français ont été libérés, après des mois ou des années de détention. **Olivier**

Grondeau, qui était détenu depuis octobre 2022, a été libéré en mars. Une vingtaine d'Occidentaux sont détenus en Iran, le pays étant accusé par les chancelleries européennes et des organisations non gouvernementales de pratiquer une « diplomatie des otages »

La Syrie contrainte à des concessions pour obtenir la levée des sanctions américaines

Damas s'est notamment engagé à aider les Etats-Unis à « localiser » les Américains disparus dans le pays et à lutter contre l'Etat islamique.

Douze ans après s'être vu qualifié de « terroriste » par les Etats-Unis puis avoir vu sa tête mise à prix, le président de transition syrien, Ahmed Al-Charaa, espère attirer des milliards de dollars d'investissements dans son pays avec l'aide de Washington. La rencontre, samedi 24 mai à Istanbul, entre le leader syrien et l'envoyé spécial de l'administration Trump pour la Syrie, Thomas Barrack, a acté un début de lune de miel inédite entre les deux pays, concrétisé par de premières mesures. [Donald Trump avait lui-même annoncé une levée des sanctions américaines contre la Syrie, le 13 mai, avant une entrevue le lendemain, avec son homologue syrien en Arabie saoudite.](#)



Un panneau d'affichage affichant des portraits du prince héritier saoudien, Mohammed Ben Salmane, et du président américain, Donald Trump, à Damas, le 14 mai 2025. LOUAI BESHARA / AFP

En amont des discussions d'Istanbul, le secrétaire d'Etat américain, Marco Rubio, a confirmé, le 23 mai, une suspension de six mois des sanctions dites « Cesar », imposées en 2020 par Washington contre Damas. Le texte, baptisé en l'honneur d'un photographe de la police militaire syrienne, désigné sous le nom de code « César » et qui avait fait défection, en 2013, en emportant avec lui un lot de 55 000 clichés documentant la barbarie de l'ancien régime, vise toute personne ou entité, de quelque nationalité qu'elle soit, qui « apporte un soutien significatif au gouvernement syrien, financier, matériel ou technologique, ou qui conduit des transactions significatives avec celui-ci ».

Ces sanctions dites « secondaires » bloquaient de fait les

transactions d'entreprises ou de pays tiers avec Damas. A Washington, le département du Trésor a délivré une licence autorisant les entreprises et les citoyens américains à effectuer des transactions avec des entités syriennes, et accordé une dérogation permettant aux institutions financières américaines de correspondre avec la banque commerciale de Syrie.

Relancer l'économie d'un pays en lambeaux

Ces mesures restent toutefois temporaires, et une levée complète des sanctions ne peut se faire sans le feu vert du Congrès à Washington. Mais, couplées avec l'annonce de la levée des sanctions européennes contre Damas, le 20 mai, elles ne peuvent que

soulager la nouvelle administration syrienne, qui tente de relancer l'économie d'un pays en lambeaux, ravagé par quarante années de guerre.

Sur X, Tom Barrack s'est également félicité de la décision de Damas d'aider les Etats-Unis à « localiser » les Américains disparus en Syrie entre 2012 et 2017, pendant la guerre civile. « Un grand pas en avant. Les familles d'Austin Tice, Majd Kamalmaz et Kayla Mueller doivent pouvoir tourner la page », écrit l'envoyé spécial de l'administration Trump, faisant référence aux trois Américains enlevés par l'organisation Etat islamique, voire par le régime de Bachar Al-Assad, dans le cas du journaliste Austin Tice, dont le sort reste inconnu.

« J'ai également félicité le président Al-Charaa d'avoir pris des mesures significatives pour mettre en œuvre les mesures demandées par le président Trump sur les combattants terroristes étrangers, la lutte contre l'Etat islamique, les relations avec Israël et les camps et centres de détention », a ajouté M. Barrack après son entrevue avec Ahmed Al-Charaa.

Parmi les demandes de l'administration américaine, la mise hors d'état de nuire des combattants étrangers ayant participé au combat puis à la victoire de l'ancienne rébellion met le président de transition syrien dans l'obligation de sévir contre ses anciens alliés. La promotion de six d'entre eux au grade d'officier supérieur dans la nouvelle armée

aurait été « *suspendue* » en guise de preuve de bonne foi, selon des sources syriennes. Un certain nombre de combattants semblent également avoir été intégrés à des divisions de la nouvelle armée syrienne.

Les anciens dirigeants de Hayat Tahrir Al-Cham (HTC), le groupe qui a pris le pouvoir à Damas, le 8 décembre 2024, se targuent également de n'avoir jamais permis d'attaques contre des pays occidentaux depuis le territoire

qu'ils contrôlaient pendant la guerre, et affirment qu'ils ne permettront plus aucune action contre des intérêts étrangers depuis la Syrie. Mais l'attaque, le 20 mai, de la base aérienne russe de Hmeimim par un groupe armé dissident

composé d'au moins un Égyptien montre que le contrôle exercé par Damas sur ces combattants n'est pas sans failles.

The New York Times

Halil Karaveli
May 26, 2025

Erdogan Might Have Finally Gone Too Far

It has been more than two months since the police in Turkey **detained** Ekrem Imamoglu, the popular mayor of Istanbul and President Recep Tayyip Erdogan's likely opponent in Turkey's next presidential election. The international reaction has been largely muted. Turkey is rightly recognized as a geopolitically important — even indispensable — NATO ally, a dominant military power in post-Assad Syria and the natural host to delegations to negotiate peace in Ukraine. If Mr. Erdogan, who has long had authoritarian tendencies, is now setting Turkey on the path to full-fledged autocracy, the international community does not seem poised to prevent him.

Nevertheless, he might still fail. In Turkey the largest protests in a decade and, crucially, the lack of support by important political allies suggest that Mr. Erdogan's determination to remain in power might have finally pushed him to go too far.

Mr. Erdogan has dominated Turkish politics since the early 2000s. For a long time he continued to enjoy popular support, even as he **jailed opponents**. He continued to consolidate power and, while elections were not fair, the opposition could still win. Last year his Justice and Development Party, or A.K.P., had

a **poor showing** in municipal elections when disaffected conservative voters, tired of persistently high unemployment and inflation, shifted **toward** the Republican People's Party, known as the C.H.P. Those elections also returned Mr. Imamoglu as the mayor of Istanbul for a second term.

Mr. Imamoglu's arrest in March signaled something new: that in elections in Turkey, popular opposition politicians may simply not be allowed to run. Mr. Erdogan appeared to be borrowing from the playbook of President Vladimir Putin of Russia. But importantly, since Turkey — unlike Russia — does not possess the natural resources that could help fund autocratic rule, Mr. Erdogan is constrained by the need for foreign investment, state support and a majority of the public's support or at least acquiescence to his actions.

It was immediately clear that the arrest rattled markets — the lira, Turkey's currency, fell to a **record low** — and was deeply unpopular with the population. One poll suggested that 65 percent of people disapproved, and **many thousands** of people crowded into the streets. A few days after Mr. Imamoglu's arrest, his party conducted a symbolic primary, in which party members and sympathizers

anointed the mayor as their candidate for president.

It's possible that this public anger could give way to apathy before the next elections are scheduled to be held, in 2028. Mr. Erdogan may be banking on it. But some of the president's political allies in the state are signaling that they, too, object.

The far-right Nationalist Movement Party, or M.H.P., was critical to Mr. Erdogan's reelection as president in 2018 and 2023 and forms part of the A.K.P.'s current parliamentary majority. But a few weeks after Mr. Imamoglu's arrest, Devlet Bahçeli, the leader of the M.H.P., urged a quick resolution. "If he is innocent, he should be released," Mr. Bahçeli was reported to have said.

M.H.P. loyalists hold many positions in the state bureaucracy and the judiciary, and the party and Mr. Bahçeli have been central to the peace process with the Kurdistan Workers' Party, an insurgent group known by its Kurdish initials, P.K.K. The disarming and disbanding of the P.K.K., which **the group announced** this month, is essential for Turkey's **national security** and improved relations with its neighbors, but the arrest of Mr. Imamoglu could still imperil this process

by undermining the premise that the Kurds will be able to pursue a political solution.

Despite Turkey's ubiquity on the world stage, it is still geopolitically vulnerable. Russia has historically competed with Turkey for **dominance** in the Black Sea, the Mediterranean and the Caucasus. But above all, Turkey fears a Kurdish alliance **with Israel**; Foreign Minister Gideon Saar of Israel has **described** the Kurdish people as victims of Turkish and Iranian oppression and as Israel's "natural ally."

Turkey has a history of turning toward democracy in the face of perceived threats to its national security. In 1950 an authoritarian president, **Ismet Inonu**, recognized that Turkey, threatened by the Soviet Union, needed to be fully accepted by the West for its own protection. Turkey held multiparty elections, which Mr. Inonu lost, and he duly resigned. Decades later, at the turn of this century, a push for **membership** in the European Union prompted successive Turkish governments to carry out liberal reforms required for its entry.

It's time for Turkey to turn toward democracy again. Others have recognized this. It's time for Mr. Erdogan to listen.

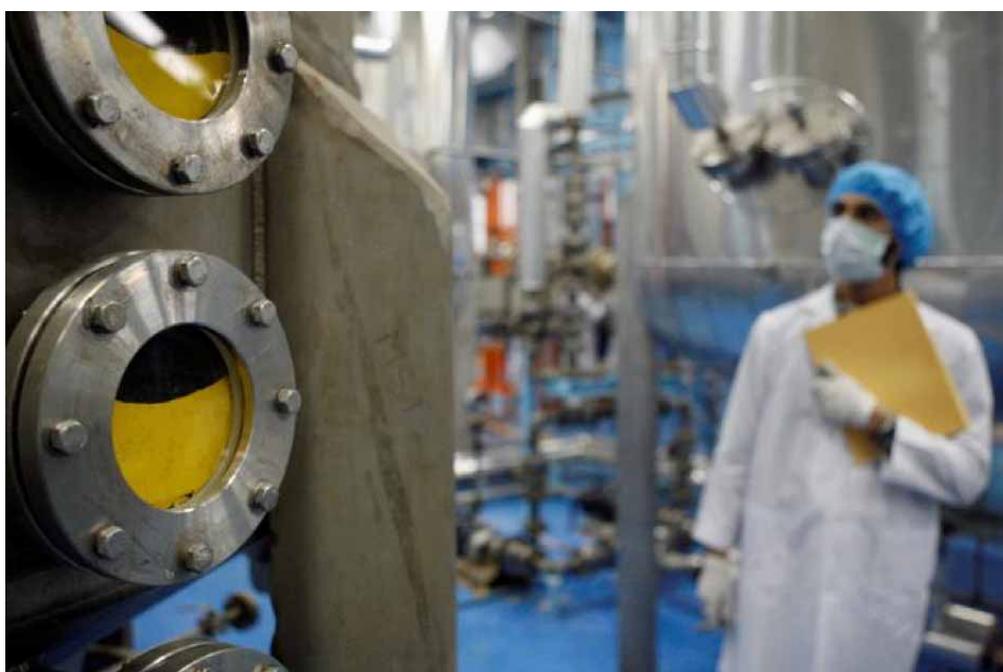
Nucléaire : l'Iran répète qu'il n'acceptera pas une suspension de son enrichissement d'uranium

La question ultrasensible du « zéro enrichissement » d'uranium, qui pèse sur les pourparlers sur le programme nucléaire iranien avec les Etats-Unis, reste une ligne rouge pour le régime iranien

Trois jours après un cinquième cycle de pourparlers sur le programme nucléaire iranien avec les Etats-Unis, le régime de Téhéran a répété, lundi 26 mai, qu'il n'accepterait pas de suspendre son enrichissement d'uranium.

Interrogé lors d'un point presse sur cette éventuelle concession pendant trois ans, dans le cadre de négociations avec la partie américaine, Esmail Baghaï, porte-parole de la diplomatie iranienne, a répondu que « *cette information est le fruit de l'imagination et est totalement fausse* ». « *Si les négociations visent à restreindre les droits de l'Iran, elles n'aboutiront à rien* », a-t-il prévenu.

Le cinquième cycle de pourparlers, sous médiation du sultanat d'Oman, s'est terminé sans avancée notable. Le président américain, Donald Trump, avait, en revanche, fait état « *de réels progrès, des progrès sérieux* », sans donner de détails. Aucune date n'a encore été fixée pour un sixième cycle de négociations, selon Téhéran.



Dans une usine de conversion d'uranium à Isfahan (Iran), en février 2007. CAREN FIROUZ/REUTERS

Des positions fermes, d'un camp comme dans l'autre

Les deux parties affichent une position ferme sur la question de l'enrichissement de l'uranium par l'Iran. Les Américains, qui redoutent que les Iraniens obtiennent l'arme atomique, ont exigé par le passé qu'il mette fin à toutes ses activités d'enrichissement d'uranium, une condition que les responsables iraniens qualifient de « *ligne rouge* ». L'Iran maintient que son programme est exclusivement

destiné à des fins civiles, et veut la fin des sanctions qui écrasent son économie depuis des décennies.

Ces lignes ont été maintenues depuis la reprise des négociations, en avril. L'émissaire américain pour le Moyen-Orient, Steve Witkoff, a dit que les Etats-Unis « *ne pouvaient autoriser ne serait-ce qu'un pour cent de capacité d'enrichissement* » à l'Iran. Le Guide suprême Ali Khamenei avait qualifié les exigences américaines d'« *absurdités* ».

Selon l'Agence internatio-

nale de l'énergie atomique (AIEA), l'Iran enrichit actuellement l'uranium à 60 %, bien au-delà de la limite de 3,67 % autorisée par l'accord nucléaire conclu en 2015, dont les Etats-Unis se sont retirés en 2018 et que Téhéran ne considère plus comme valable. Les experts estiment qu'à partir de 20 % l'uranium enrichi peut avoir des applications militaires potentielles. Pour fabriquer une bombe, l'enrichissement doit être poussé jusqu'à 90 %.

« On nous condamne à respirer notre propre mort » : en Irak, les torchères empoisonnées du pétrole de Bassora

Cette région pétrolière du sud du pays est frappée par une multiplication des cas de cancer. De nombreux documents et experts mettent en cause la fumée rejetée par les sites d'extraction. Mais le gouvernement, qui tire 90 % de ses revenus de la vente d'hydrocarbures, persiste à nier toute crise sanitaire.

Au cimetière de Zoubayr, une ville de la région de Bassora, en Irak, une dizaine d'hommes se relaient pour lisser la terre fraîche d'une tombe. Après avoir chassé les derniers grains de sable accrochés à la dalle funéraire de son père, Ayser Al-Yaqoub, 32 ans, se relève péniblement. D'un geste lent, il retire sa casquette pour éponger les gouttes de sueur qui perlent sur son front. Des cheveux se dispersent au creux de sa paume, qu'il referme aussitôt. Espère-t-il retenir ce que la chimiothérapie lui arrache chaque jour ? Ayser lutte depuis deux ans contre le cancer. Un lymphome. Ce diagnostic, il s'y était préparé depuis longtemps. « Ici, le cancer, c'est comme un rhume, tout le monde finit par l'avoir », confie-t-il, fataliste. Son neveu de 7 ans souffre de la même maladie et, maintenant qu'il est papa d'une petite fille, Ayser redoute qu'elle soit à son tour atteinte. « J'ai vu tellement de proches enterrer ceux qui auraient dû leur survivre. Les enfants doivent partir après leurs parents. C'est la règle », assène-t-il, les yeux rivés sur les tombes. Voilà dix-sept ans que ce père de famille transporte les ouvriers de la Basra Oil Company (BOC), la société

nationale chargée de l'exploitation des champs de pétrole du sud du pays. Au volant de son car, il sillonne les routes de Rumaila, troisième site de production au monde. Ayser connaît par cœur ces étendues désertiques hérissées de torchères, qui crachent leurs flammes jour et nuit. Il sait combien ce paysage de sable gris-jaune et de fumées noirâtres peut sembler immuable. Mais il sait aussi que les passagers du car, eux, disparaissent un à un.

Les statistiques confirment cette hécatombe. Ainsi, en 2022, [la BBC dévoilait un rapport confidentiel](#) du ministère de la santé attribuant à la pollution atmosphérique une augmentation de 20 % des cancers entre 2015 et 2018 dans la province. Un document de la direction de la santé de Bassora, également dévoilé par le média britannique, a, quant à lui, révélé que le nombre de cas est en réalité trois fois plus élevé que ce que disent les chiffres officiels.

Ainsi, pour la seule année 2020, le ministère de la santé avait fait état de 2 339 nouveaux malades du cancer dans le gouvernorat de Bassora, alors que le bilan était en réalité, selon ce document, de 8 587 nouveaux patients. Les dernières statistiques en date font tout autant débat. D'après les autorités, la maladie aurait été diagnostiquée chez 3 305 habitants de Bassora en 2023, mais la population locale considère ce chiffre comme mensonger, et destiné à dissimuler l'ampleur réelle de cette crise sanitaire.

Près de 15 % de la population de la commune touchée

En Irak, le pétrole n'est pas seulement le moteur de la croissance, il constitue l'ossature même de l'économie. Quatre-vingt-dix pour-cent des revenus de l'Etat découlent des exportations d'or noir et de ses dérivés. Autant dire que la province de Bassora, qui assure à elle seule près de 70 % de la production de brut journalière, est un eldorado pour les majors : British Petroleum est à Rumaila, l'italienne ENI à Zoubayr, l'américaine ExxonMobil à West Qurna et la russe Lukoil à West Qurna-2. En une quinzaine d'années, la cadence a explosé : de 2 millions de barils par jour à la fin des années 2000, le pays est passé à 4 millions aujourd'hui.

Lire aussi (2018) | Article réservé à nos abonnés [En Irak, le grand retour de l'or noir](#)
Pour maintenir ce rythme, les compagnies recourent massivement au torchage, une pratique consistant à brûler l'excédent de gaz naturel associé à l'extraction du pétrole, faute d'infrastructures adaptées pour le capter et l'exploiter. En 2023, l'Irak a brûlé ainsi près de 18 milliards de mètres cubes de gaz, le troisième bilan le plus élevé au monde. Or, cette combustion libère des polluants toxiques dont le benzène, un agent cancérigène. Le Centre international de recherche sur le cancer a établi un lien clair entre une exposition prolongée à cette substance et le développement de la maladie. « Aucun niveau d'exposition

sûr ne peut être recommandé », précise l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Pour les 3 millions d'habitants de Bassora, on respire comme on joue à la roulette russe. Les torchères crachent leur feu à quelques centaines de mètres des premières habitations. La nuit, leur lumière orangée danse sur les façades des foyers comme une veilleuse funeste. Ici, le benzène est partout. Il se glisse dans les chambres à coucher, s'invite à table, imprègne les vêtements, se dilue dans les conversations du soir et se mêle aux éclats de rire des enfants. La loi irakienne dispose pourtant que les raffineries ne doivent pas se trouver à moins de 10 kilomètres des zones d'habitation et que les entreprises responsables de dommages environnementaux sont tenues d'indemniser les victimes. Or, dans le sud de l'Irak, le droit s'évapore aussi vite que le pétrole s'extrait. Bachir Al-Jabri marche d'un pas lent dans les ruelles poussiéreuses de Nahr Ben Omar, commune dont il est le maire depuis 2008. Son regard scrute les façades des bâtisses de cette ville de 2 000 habitants, sur les rives du Chatt Al-Arab, le delta commun du Tigre et de l'Euphrate. Sous la lumière blafarde de l'après-midi, ternie par les épaisses nappes de fumées des torchères, cet homme d'une soixantaine d'années désigne une maison aux murs écaillés. « Rajad, 48 ans, cancer de la thyroïde diagnostiqué en 2024. Il est père de trois filles et vit à 500 mètres des flammes de-

puis 1984. » Quelques minutes passent, et Bachir Al-Jabri pointe un autre bâtiment. « *Fadela, 67 ans, tumeur dans le bras gauche. Elle vit à 800 mètres des flammes depuis les années 1980.* »

Le maire continue sa marche jusqu'à ce qu'il s'arrête à une centaine de mètres des torchères de la BOC. « *Ici, un jeune homme a été emporté par une tumeur. Il avait 16 ans. Sa famille habite toujours là* », raconte-t-il, sans prêter attention à l'odeur âcre du pétrole brûlé. Les victimes, Bachir Al-Jabri les connaît toutes. Parfois même un peu trop bien, comme sa sœur, morte d'un cancer il y a peu.

Les heures passent et le décompte morbide se poursuit. Le maire s'astreint à cette tâche avec une méticulosité d'archiviste, consignait depuis plus de dix ans les noms, les âges et les pathologies. Selon lui, le nombre de cas de cancer était limité à une quarantaine d'individus – malades ou déjà morts – en 2012. Douze ans plus tard, le bilan montait à 300 personnes, soit environ 15 % de la population de la commune.

De retour dans sa maison, l'écu s'installe dans un fatras de paperasse jaunie. Devant lui, des piles de dossiers médicaux, des listes de prénoms, un tas d'ordonnances froissées, des lettres restées sans réponse. Il les étale comme on déploie les pièces d'un puzzle. « *Quand on se plaint, les compagnies pétrolières nous accusent de ne pas partir. Mais où irions-nous ? Elles se sont imposées sur nos terres, et, maintenant, elles nous condamnent à respirer notre propre mort.* » En 2014, Bachir Al-Jabri avait remporté une première victoire symbolique, poussant la BOC à octroyer des compensations financières à des familles de malades. Un succès amer, tant les 300 dollars (environ 260 euros) alloués à 11 patients chacun paraissaient insignifiants face à l'ampleur des pertes humaines. Depuis,



A Nahr Ben Omar (Irak), en février 2025, depuis le jardin d'Abou Akram, dont le neveu est mort d'un cancer à l'âge de 16 ans, on aperçoit les brûleurs de l'industrie pétrolière Basra Oil Company. PAULINE GAUER

la situation n'a cessé d'empirer.

Son regard s'attarde un instant sur un carnet noirci de notes. En six mois, il a inscrit 85 nouveaux noms. Une progression foudroyante. Pourtant, aux yeux des industriels et du ministère du pétrole, cette liste ne vaut rien. « *Selon eux, il n'y a aucune preuve que ces maladies soient liées à la pollution. Pourtant, lorsque nous allons voir des oncologues, la première question qu'ils nous posent n'est pas "depuis quand êtes-vous malade ?", mais "où habitez-vous ?"* », argumente-t-il en refermant son carnet. Il redoute que son recensement des victimes ne se termine jamais. Pour l'heure, il essaie avant tout d'arracher des aides financières aux compagnies ainsi qu'aux autorités, dans l'espoir de permettre aux malades d'accéder aux soins.

En 2022, le ministère de la construction, du logement, des municipalités et des travaux publics avait annoncé en grande pompe une initiative nationale visant à accorder des soutiens financiers et des parcelles de terre aux familles touchées par le cancer. Dans

le Sud, l'annonce avait fait naître un espoir parmi les malades et leurs proches. Deux ans plus tard, les promesses sont restées lettre morte. « *Si j'avais assez d'argent, je déménagerais, mais j'ai dû m'endetter pour payer les traitements de ma fille Fatima, se désole Hassan Falah, 60 ans, un habitant de Zoubayr, en contemplant la colonne de fumée qui s'élève dans un ciel devenu maudit. Nos terres et notre maison ne valent plus rien à cause des champs pétroliers installés à 2 kilomètres de chez nous. Alors, on attend les subventions. Fatima est morte, mes autres enfants sont pris au piège.* »

« *La situation à Bassora est incomparable avec celle des autres provinces* », reconnaît un haut fonctionnaire de la branche locale du Fonds irakien pour l'habitat, qui a requis l'anonymat. Depuis le lancement du programme, son service a reçu 7 800 demandes de patients et plus de 25 000 dossiers soumis par des familles ayant perdu un proche des suites d'un cancer. D'après ce même fonctionnaire, ces éléments statistiques sont en deçà de la réa-

lité. « *Entre ceux qui sont soignés à l'étranger ou dans d'autres provinces, ceux qui ont déjà demandé des aides et ceux n'ayant pas confiance dans l'Etat, il en manque beaucoup. Mais le total des demandes que nous avons déjà reçues pointe une incohérence avec les chiffres diffusés par le ministère de la santé. Leurs données sont sous-estimées.* »

A l'entendre, il y a encore plus grave : le silence des autorités médicales. « *Le ministère de la santé et les médecins de Bassora continuent de nier l'évidence. La plupart refusent de mentionner la pollution pétrolière dans les dossiers médicaux comme cause des cancers* », dénonce-t-il. « *Les données parlent d'elles-mêmes, insiste un autre employé. Les malades viennent surtout du centre-ville et du nord de Bassora, là où les torchères brûlent.* »

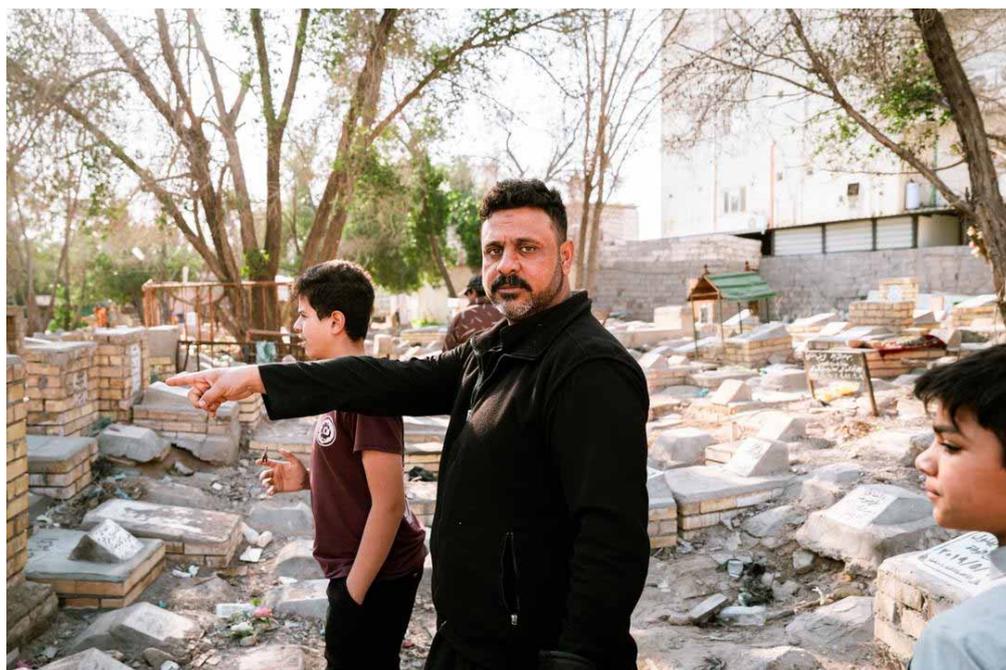
Changement de discours des autorités

En 2022, des représentants du gouvernement irakien ont reconnu l'existence d'un lien entre l'activité des industries pétrolières et les cancers.

L'ancien ministre de l'environnement Jassem Al-Falahi, alors encore en poste, avait déclaré à la BBC que la pollution due à la production de pétrole était la principale raison de l'augmentation des taux de cancer à Bassora. De même, en septembre 2022, Luay Al-Khatteeb, ancien ministre de l'électricité irakien, avait concédé à *Unearthed*, l'unité de journalisme d'investigation de Greenpeace, que les opérations pétrolières non réglementées et les « gaz empoisonnés brûlés dans l'air » étaient à l'origine de la recrudescence des taux de cancer.

Trois ans plus tard, les autorités sanitaires sont revenues à leur position de déni initiale, réfutant tout impact de l'activité pétrolière sur la santé publique. « L'augmentation des cas de cancer est un phénomène national, lié à la croissance démographique et à l'amélioration des capacités de diagnostic », assure le porte-parole du ministère de la santé, Saïf Al-Badr, chiffres à l'appui. Selon les statistiques gouvernementales, Bassora se situerait en sixième position parmi les villes présentant le plus grand nombre de cas de cancer. Rien d'alarmant, donc. « Il y a peut-être des problèmes à l'échelle locale, mais il n'y a pas de différence statistique significative parmi les différents gouvernorats du pays », martèle-t-il en soulignant les investissements réalisés à Bassora par son ministère, dans le domaine oncologique.

Pour contrer à son tour les accusations, la docteure Sura Yassin, une fonctionnaire du Comité irakien de lutte contre le cancer, invoque une étude menée par le ministère du pétrole : « D'après cette enquête, aucune corrélation entre les activités des compagnies pétrolières et les cas de cancer n'a été établie. » En dépit de demandes répétées, *Le Monde* n'a pas obtenu l'accès à l'étude en question. Si l'exécutif irakien s'obstine



Dans le cimetière pour enfants Mohamed-Jawad, à Bassora (Irak), Haider et ses fils ont creusé un trou pour accueillir le corps d'un enfant mort le 3 février 2025 à la suite d'un cancer du cerveau. Hospitalisé en Turquie dans le but d'obtenir un meilleur traitement, l'enfant sera rapatrié pour être inhumé près de sa famille, dans le sud de l'Irak. PAULINE GAUER

à nier toute crise sanitaire à Bassora, Mehdi Al-Tamimi, directeur du bureau de la Haute Commission indépendante pour les droits de l'homme, une organisation nationale, dresse un constat bien différent. « Les chiffres du ministère de la santé sont tout simplement faux !, s'insurge-t-il. Les données sont falsifiées. J'ai eu accès à un rapport émis par la direction de la santé de Bassora. En 2022, plus de 9 500 nouveaux cas de cancer ont été recensés dans la région. Un chercheur, le docteur Shukri Al-Hassen, a mené une étude révélant que la majorité des urines d'enfants vivant à moins de 10 kilomètres des torchères contenaient du naphthalène [une substance considérée comme possiblement cancérigène]. »

Le défenseur des droits de l'homme a vainement tenté d'alerter les organisations internationales, comme le Programme des Nations unies pour le développement. Il s'est alors tourné vers les tribunaux, cherchant à soutenir un homme atteint d'un cancer dans sa bataille judiciaire

contre la compagnie qui l'employait. Mais, une nouvelle fois, il s'est heurté à un mur, les médecins refusant d'établir un lien entre sa maladie et la pollution de l'air.

« Absence de preuves. » Cette formule, M^e Atheer Al-Misawi, président de la Commission des droits de l'homme du Syndicat des avocats irakiens, ne la connaît que trop bien. Ces trois mots ont scellé le sort de plus de 200 batailles judiciaires qu'il avait engagées contre diverses compagnies en 2019. « Quand les gens décident de porter plainte, l'entreprise mise en accusation leur offre du travail ou des sommes d'argent. Alors, beaucoup abandonnent », se désole l'avocat. S'ils persévèrent, les plaignants se heurtent à l'impossibilité d'établir de manière irréfutable la corrélation entre leur maladie et la pollution.

C'est ainsi que, le 10 mars 2021, selon un jugement du tribunal de Bassora consulté par *Le Monde*, un dénommé Hassan Latif Daoud a perdu son procès contre Lukoil. Il imputait son insuffi-

sance rénale chronique aux gaz émis par les torchères de la compagnie. Après expertise médicale, il a été conclu que la pollution due aux carburants pétroliers n'était pas la cause directe de sa maladie. En revanche, cinq experts environnementaux ont indiqué que les torchères de Lukoil sur le site du champ West Qurna-2 avaient infecté sa maison « à un rythme dépassant les limites spécifiées ».

A 2 kilomètres des flammes de Lukoil, à Ezzedine Salim, un sous-district d'Al-Huwair, Haider Moeen Al-Haini serre tendrement son fils contre lui, une main posée sur son minuscule dos. L'enfant, pré-nommé Karar, dort. « Il est trop silencieux pour un bébé de 13 mois », s'inquiète son père, en approchant son visage de celui du nourrisson. Le diagnostic est tombé à l'âge de 5 mois : cancer du poumon. « Hors de question de le faire soigner à l'hôpital pour enfants de Bassora, glisse le père. La réputation est douteuse et il y a trop de monde. »

Chaque mois, la famille fait donc le voyage à Kerbala, 500 kilomètres plus au nord. Un douloureux rituel : les salles blanches de l'hôpital Al-Sayeda Khadija, les seringues dans le bras trop frêle du bébé. Mais la tumeur résiste. Les revenus du foyer ne permettent pas d'envisager un exil. Pas de traitement à l'étranger, pas d'ailleurs où fuir ce sol malade qui a déjà volé plusieurs membres de la famille.

L'autre sujet tabou : les fausses couches

Dans le salon, les regards se croisent, pesants, autour du petit Karar. Certains hommes murmurent, d'autres hésitent encore. Puis les langues se délient sur un sujet que l'on tait d'ordinaire : les fausses couches. Jafar, un cousin de Haider, parle à voix basse, étranglé par l'amertume. Voilà deux ans qu'il essaie d'avoir un enfant. Quatre grossesses interrompues. À côté de lui, un membre de la famille hoche la tête et évoque pudiquement les « saignements » de son épouse. Dans cette ville où les berceaux restent vides, une vérité s'impose. « *Au début, je pensais que c'était ma femme qui ne pouvait pas porter d'enfant. Puis j'ai douté de moi. Peut-être que j'étais incapable de lui en donner un...* » L'homme marque une pause, baisse les yeux et reprend : « *En parlant autour de moi, j'ai compris que je n'étais pas seul.* »

En juin 2024, la revue *EnvironmentAsia* a publié les résultats d'une étude conduite par deux chercheurs de l'université de Bassora, Hussein Khreebsh et Nayyef Azeez. Le duo a mesuré l'impact environnemental des torchères de Rumaila sur une période de huit mois. Leurs conclusions sont sans appel : le taux de présence dans l'air de tous les polluants mesurés est supérieur aux limites fixées par l'OMS et les réglementations nationales, à l'exception d'une seule substance. Des concentrations inquiétantes

de particules PM10, dont l'exposition a été associée à des taux de mortalité élevés, ont notamment été pointées.

Plus inquiétant encore : la dispersion des particules fines. « *Les polluants provenant des zones de torchage sont transportés vers le centre-ville de Bassora [à 50 kilomètres de Rumaila], où se trouvent des communautés résidentielles* », rapporte l'étude. Ces résultats s'appuient sur « *Air Pollution in the Southern Part of Iraq and Its Health Risks* », une autre publication académique parue en avril 2024 dans *Aerosol Optical Depth and Precipitation* (Springer Nature). « *Les polluants atmosphériques peuvent être à l'origine de nombreuses maladies, telles que le cancer, les maladies respiratoires et cardiovasculaires* », préviennent les auteurs.

Lorsque Ayser Al-Yaqoub, le chauffeur de la BOC, a été diagnostiqué d'un lymphome, il a suivi la recommandation de ses collègues en déposant une demande d'aide financière dans le groupe WhatsApp des employés de la société. « *Toutes les deux semaines, de nouveaux employés atteints d'un cancer rejoignent ce groupe*, explique-t-il en affichant sa fiche de paie sur l'écran de son téléphone. *Pour toucher l'argent, il suffit de renseigner les informations sur le cancer et notre statut dans l'entreprise.* » Parmi les lignes de chiffres, une mention se détache : « *500 000 – maladie cancéreuse* ». Une allocation d'environ 350 euros, versée tous les deux mois par la compagnie depuis l'annonce de sa maladie. « *Pourquoi la BOC nous donne-t-elle cet argent si elle n'a rien à se reprocher ?* », demande-t-il.

Le pétrole finance les services de soins

En Irak, l'argent du pétrole ruisselle dans tous les secteurs. Dans le Sud, le système de santé lui-même en bénéficie. Ainsi, le docteur Abbas

Abdulzahra Alhasani, directeur de l'hôpital pour enfants de Bassora, attribue les « *progrès majeurs* » réalisés par son établissement dans le traitement des cancers pédiatriques au soutien des compagnies pétrolières. ENI, acteur-clé du secteur, affiche son engagement jusque sur la plaque dorée apposée à l'entrée du service d'oncologie : « *Basra Oil Company – Zubair Field Operation Authority. Company : ENI IRAQ B.V.* » Grâce aux investissements de la major italienne, la capacité d'accueil de l'hôpital est passée de 100 à 238 lits, et de nouveaux programmes, tels que la médecine nucléaire, ont vu le jour. « *Le pétrole doit profiter à la santé des habitants de Bassora* », souligne le directeur.

Même discours à l'hôpital Al-Sadr, l'un des plus grands du sud de l'Irak. Son directeur, Rafid Adil Abood, ne s'en cache pas : le service d'oncologie dépend, en partie, des donations du ministère du pétrole et des compagnies du secteur. La loi les oblige à financer des projets sociaux, et « *c'est le cancer qui en a le plus besoin* », explique-t-il. Si le docteur Rafid Adil Abood admet sans détour que les infections respiratoires et dermatologiques sont plus fréquentes à Bassora à cause des industries pétrolières, il reste inflexible concernant les cancers. Certes, il y a une augmentation du benzène dans l'air et l'eau ; certes, cette substance peut provoquer des leucémies. Mais, d'après lui, cela ne prouve rien. « *Peut-être que le taux de benzène n'atteint pas une dose toxique pour l'être humain ?* », s'interroge-t-il. D'après l'OMS, pourtant, il n'existe aucun seuil tolérable. « *Pourquoi nos chiffres sont-ils comparables à ceux d'autres provinces tout aussi peuplées et où il n'y a pas d'activité pétrolière ?* », poursuit le directeur. « *Tout le monde ne réagit pas de la même manière à la pollution,*

conclut-il. *Après Hiroshima et Nagasaki, est-ce que tous les Japonais ont développé un cancer ? Non.* »

Au cimetière pour enfants Mohamed-Jawad, à Bassora, on n'enterre plus les corps, on les empile les uns sur les autres. La terre de la ville n'a plus de place pour ses morts. De petites sépultures ont poussé à perte de vue, dans un désordre oppressant. Certaines tombes sont ornées d'une photo sous un film plastique, aux couleurs déjà passées. Les portraits figés sur le marbre blanc racontent ce que les vivants n'osent plus dire : des regards d'enfants, certains rieurs, d'autres fatigués ; ici, un nourrisson avec un masque à oxygène ; là, une fillette dont le bracelet d'hôpital est encore visible sur son poignet. Autour des sépultures, quelques ballons dégonflés, derniers témoins d'un anniversaire qui n'aura plus lieu.

Haider, un homme de 32 ans, est né dans ce cimetière où la terre ne cesse de s'ouvrir et de se refermer. Sa mère y travaillait, elle lavait les corps. Enfant, il l'aidait. Puis, il a commencé à creuser. Ce matin encore, il a préparé une fosse. « *Un garçon de 7 ans, mort il y a deux jours d'un cancer du cerveau. Il se faisait soigner en Turquie. Sa famille attend le corps.* » Haider ne s'étonne plus de voir des gamins emportés par les maladies. Depuis plus de dix ans, c'est devenu une triste routine. « *Des bambins, j'en ai enterré des milliers, souffle sa mère, assise devant les rangées de petites dalles funéraires. Avant, on voyait des maladies, bien sûr. Mais pas autant. Maintenant, on lave des corps déformés, des ventres gonflés, des peaux marquées par les opérations.* » Dans le ciel, des particules de fumée noire continuent de danser, indifférentes.

L'Irak porte plainte contre le Kurdistan pour ses contrats gaziers américains

Le gouvernement central irakien conteste en justice deux accords conclus par la région autonome avec des entreprises américaines, relançant le bras de fer sur l'exploitation des hydrocarbures dans un Moyen-Orient en pleine recomposition.

Le torchon brûle entre Bagdad et Erbil. Le gouvernement fédéral irakien a saisi mardi un tribunal commercial pour faire annuler deux contrats d'hydrocarbures que le Kurdistan autonome a signés avec des firmes américaines, sans son autorisation. Cette offensive judiciaire fait suite à l'annonce, le 19 mai, de la signature de ces accords lors de la visite à Washington du premier ministre kurde **Masrour Barzani**. Une démarche qui avait fait bondir le ministère du Pétrole à Bagdad, lequel avait immédiatement dénoncé des contrats «*nuls et non avenues*».

Querelle récurrente

Les sommes en jeu donnent le vertige. Le premier accord, avec WesternZagros, porte sur l'exploitation du bloc de Topkhana qui, avec le bloc voisin de Kurdamir, recèle 5000 milliards de pieds cubes de gaz naturel et 9000 millions de barils de pétrole brut. Les revenus sont estimés à 70 milliards de dollars sur la durée de vie du projet. Le second contrat, conclu avec HKN Energy,

concerne le champ gazier de Miran et ses 8000 milliards de pieds cubes de gaz naturel, valorisés à 40 milliards de dollars à long terme. «*Le ministère du Pétrole a porté plainte devant un tribunal commercial de Bagdad*», confirme un responsable de la région autonome à l'AFP, précisant que cette action vise «*l'annulation des contrats*».

Ce nouveau round illustre les tensions chroniques entre le pouvoir central et les autorités kurdes sur la manne énergétique. Bagdad revendique, Constitution à l'appui, l'exclusivité sur l'exploitation des hydrocarbures dans tout le pays. Pendant des années, le Kurdistan avait développé ses propres circuits d'exportation via le port turc de Ceyhan, contournant l'autorité fédérale. Ces flux parallèles ont été coupés il y a plus de deux ans, à la suite d'un arbitrage international favorable à Bagdad. Depuis, la région autonome doit passer par l'entreprise pétrolière d'État.

Nouveau rapport de force

Pour Adel Bakawan, direc-

teur de l'Institut européen d'études sur le Moyen-Orient et chercheur à l'IFRI, ce conflit s'inscrit dans une dynamique plus large. «*Ce qui a changé la nature de la relation entre Bagdad et Erbil aujourd'hui, c'est justement la désorganisation des rapports à l'échelle géopolitique*», analyse le spécialiste, qui vient de publier le livre «*La décomposition du Moyen-Orient*» (Tallandier). L'expert pointe la «*décomposition du Moyen-Orient depuis le 7 octobre*», ainsi que l'affaiblissement de l'«*axe de la résistance*» pro-iranien qui protégeait traditionnellement le gouvernement irakien. Cette nouvelle donne profite au Kurdistan. «*Erbil se sent renforcé grâce à ses alliés à la Maison Blanche*», souligne-t-il. De fait, le soutien américain ne fait, selon lui, aucun mystère. La porte-parole du ministère des Affaires étrangères américain a, par ailleurs, clairement indiqué que «*l'accord signé avec les deux entreprises américaines correspond parfaitement à la constitution irakienne*» et que Washington le soutient. Une position qui témoigne d'un basculement géopolitique.

Un tribunal plutôt que la cour fédérale

Le choix de Bagdad de saisir un tribunal commercial plutôt que la cour fédérale est révélateur de cette fragilisation. «*Bagdad a porté plainte non pas à la cour fédérale, parce que la décision fédérale est sans issue, mais auprès d'un tribunal. Pourquoi ? Bagdad a très peur de la nouvelle administration américaine*» décrypte Adel Bakawan. Cette bataille judiciaire s'annonce comme un nouveau test de force dans un pays où les rivalités entre le centre et la périphérie empoisonnent depuis des décennies l'exploitation des gigantesques réserves d'hydrocarbures. Mais dans un Moyen-Orient en pleine recomposition, les équilibres traditionnels vacillent. Les Kurdes maintiennent la légalité de leur démarche. Ils assurent que ces accords ne présentent aucun «*vice juridique*» et rappellent que les deux entreprises américaines figurent déjà parmi les «*principaux producteurs de pétrole du Kurdistan*». L'Irak reste le deuxième producteur de pétrole de l'OPEP.

En Turquie, Recep Tayyip Erdogan prend un décret anticésarienne

Afin d'enrayer un indice de fécondité au plus bas, le chef de l'Etat multiplie les initiatives. Sans grand effet. La pratique des césariennes, à contre-courant des objectifs démographiques de l'Etat, poursuit son essor.

Il y a quelques semaines, devant les membres de la Fondation Femmes et démocratie (Kadem), créée par sa fille Sümeyye, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, expliquait pourquoi il était important d'avoir des enfants. « C'est une question de survie » pour le pays, a-t-il affirmé, précisant que, au cours des années à venir, « si la nation ne parvient pas à se ressaisir, il en sera fini de sa capacité à survivre sur ces terres ». Et d'ajouter, sous les applaudissements : « La menace est pour notre pays plus grande que la guerre. La famille en tant qu'institution est menacée, nous devons agir. »



Marche pour la journée internationale des droits des femmes près de la place Taksim à Istanbul (Turquie), le 8 mars 2025. YASIN AKGUL/AFP

Le chef de l'Etat a depuis longtemps pris l'habitude d'intervenir pour exhorter les femmes à « faire au moins trois enfants », encourageant dans certains discours à en avoir quatre, voire cinq, afin de relancer la natalité turque. Père de quatre enfants, Recep Tayyip Erdogan exprime ainsi son souci, dit-il, d'assurer l'avenir démographique et économique d'une Turquie jeune, face, notamment, à une Europe vieillissante. En dépit de son insistance sur le sujet, la réalité des chiffres est cruelle.

En 2000, deux ans avant l'arrivée au pouvoir de sa formation islamo-conservatrice, le Parti de la justice et du développement (AKP), l'indice de fécondité – le nombre moyen de naissances par femme – tutoyait les 2,5. Depuis, selon les dernières statistiques offi-

cielles, établies en 2023, celui-ci est tombé à 1,5, un plus bas historique. A titre de comparaison, il s'établit à 1,62 en 2024 en France. Très insuffisant aux yeux du président turc. En janvier, il décide de faire de 2025 « l'année de la famille ». Le 19 mars, le jour de son discours au Kadem, en pleine crise politique autour de l'arrestation de l'opposant et maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, il signe un décret sur la pratique des césariennes. D'après ce texte, il est désormais interdit d'accoucher par césarienne dans les cliniques privées du pays sans justification médicale.

Un taux de césariennes vertigineux
Pourquoi s'attaquer aux cé-

sariennes ? A regarder les chiffres de ces dernières années, la Turquie fait partie, avec le Mexique, des deux premiers pays au monde où le nombre de césariennes a littéralement explosé. En 2023, 62,2 % des accouchements sont réalisés ainsi, bien plus que la moyenne des pays de l'OCDE, où le taux est d'environ 30 %. Pour rappel, l'Organisation mondiale de la santé recommande un taux maximal de 15 %. Dans les hôpitaux privés turcs, il peut atteindre le chiffre vertigineux de 78 %.

Une hausse préjudiciable en matière de santé publique mais aussi, selon le gouvernement islamo-conservateur, pour la démographie du pays : les médecins décon-

seillant une grossesse après deux et surtout trois césariennes, la pratique freinerait les objectifs de politique pronataliste du président. En Turquie, la règle de « une césarienne une fois, une césarienne à chaque fois » règne dans le milieu médical et les femmes qui y ont eu recours trois fois d'affilée subissent souvent une ligature des trompes lors de la dernière opération. La durée de cicatrisation et la récupération complète du corps, longues de plusieurs mois, expliqueraient aussi la baisse du nombre des naissances.

« La peur des femmes de l'accouchement naturel »

Dans un entretien accordé au quotidien d'opposition *Bir-*

Gün, Gülnihal Bülbül, membre de l'Union des médecins de Turquie (TTB), spécialiste en obstétrique et gynécologie, a donné quatre raisons pour expliquer cette hausse exponentielle des césariennes. « *La première et la plus importante est la privatisation de la santé, autrement dit sa commercialisation et le transfert des accouchements vers des hôpitaux privés* », affirme-t-elle, pointant les réformes libérales du système de santé mises en place dès les premières années par le pouvoir AKP. « *Lorsque la santé devient un bien monnayable, la satisfaction du client passe au premier plan*

et, lorsqu'une patiente dit "je veux une césarienne", le médecin ne peut pas s'y opposer. »

Le deuxième facteur réside dans la suppression progressive au sein du corps médical « *du rôle des sages-femmes, indispensables pour les accouchements par voie basse* ». La troisième raison est ce qu'elle appelle « *la peur des femmes et des familles de l'accouchement naturel* ». Des études révèlent un manque d'éducation sexuelle dans le système scolaire turc et une absence fréquente de pratique gynécologique. Longtemps, l'accouchement par césarienne a

été auréolé d'un discours de modernité. Une étude des sociologues Dilek Cindoglu et Feyda Sayan-Cengiz, publiée en 2010 dans *Health Care For Women International*, explique que ce discours, allié à un patriarcat traditionnel, joue un rôle important dans la soumission des femmes à la médicalisation.

Enfin, pour Gülnihal Bülbül, la judiciarisation des pratiques médicales a contribué à la hausse des accouchements programmés. La multiplication des procédures à l'encontre des médecins a inquiété la profession. « *Vous pouvez interdire tout ce que*

vous voulez, tant que vous ne vous attaquez pas aux véritables causes du problème, rien ne se passera », conclut-elle.

Déjà en 2012, critiqué de toutes parts pour ses excès d'autoritarisme, Recep Tayyip Erdogan (alors premier ministre) avait ouvert un front contre les organisations féministes en prenant violemment position contre l'avortement, le comparant à « *un meurtre* », et la pratique des césariennes. Une loi avait même été votée pour limiter sa pratique. Mais sans effet, comme les chiffres l'ont démontré.



27 mai 2025

Syrie : accord entre Damas et les autorités Kurdes pour évacuer le camp d'al-Hol

Le gouvernement national syrien et les autorités kurdes dans le nord-est du pays ont accepté d'évacuer les citoyens syriens d'un camp situé dans le désert qui abrite des personnes ayant des liens présumés avec le groupe État islamique (EI).

Le camp d'Al-Hol abrite environ 37 000 personnes, dont beaucoup sont les épouses et les enfants des combattants du groupe.

Sheikhmous Ahmed, un responsable de l'autorité dirigée par les Kurdes dans le nord-est de la Syrie, a annoncé lundi qu'un accord avait été conclu pour le retour des familles syriennes du camp du désert, à la suite de discussions entre les dirigeants lo-

caux, les représentants de Damas et une délégation de la coalition internationale dirigée par les États-Unis qui lutte contre l'EI.

Les représentants n'ont pas abordé la question de savoir si Damas prendrait le contrôle du camp à l'avenir, a précisé Sheikhmous Ahmed.**

Un mécanisme précédent avait permis aux Syriens d'al-Hol de retourner dans leurs communautés dans les zones du pays contrôlées par les Kurdes, avec des centres établis pour les réintégrer.

Toutefois, ce n'était pas le cas pour le reste de la Syrie, où une guerre civile a fait rage pendant 13 ans jusqu'à ce que Bachar el-Assad soit chassé en décembre après

une offensive éclair des groupes rebelles.

Les États-Unis exhortent depuis longtemps les pays à autoriser le retour de leurs ressortissants d'al-Hol et du petit camp de Roj, qui ont été décrits comme des terrains propices à l'extrémisme.

Bien que l'Irak ait rapatrié un grand nombre de ses ressortissants ces dernières années, de nombreux autres pays restent réticents à le faire.

L'accord sur les ressortissants syriens s'inscrit dans le cadre d'une tentative de coopération plus étroite entre les autorités kurdes du nord-est et le gouvernement de Damas.

En mars, le président intérimaire de la Syrie, **Ahmed al-Charaa**, et **Mazloum Abdi**, le commandant des Forces démocratiques syriennes (FDS), soutenues par les États-Unis et dirigées par les Kurdes, ont convenu que les FDS seraient fusionnées avec la nouvelle armée nationale.

Tous les postes-frontières avec l'Irak et la Turquie passeront sous le contrôle de Damas, de même que les aéroports et les champs pétroliers du nord-est.

Les États-Unis ont fait pression pour que le gouvernement central prenne le contrôle des prisons du nord-est de la Syrie, où environ **9 000 anciens combattants présumés** du groupe État islamique sont détenus

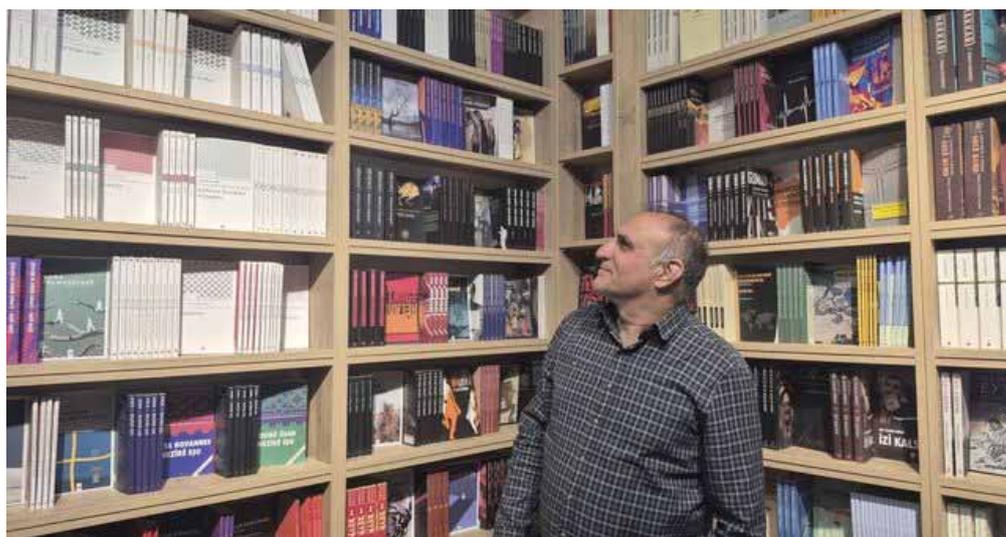
Un combat pour la langue kurde

Aujourd'hui, direction la Turquie, et plus précisément Diyarbakir, une ville du sud-est du pays souvent considérée comme la capitale des Kurdes en Turquie, pour découvrir un lieu qui fait la part belle à la littérature kurde et sa langue.

Dans la ville de Diyarbakir, on trouve un lieu qui s'appelle Wejege Amed. En kurde, « Wejege » signifie littérature, tandis que « Amed » est le nom kurde de la ville de Diyarbakir. Ce centre comprend une petite maison d'édition, Lîs, ainsi qu'un café, des salles de rencontres destinées aux écrivains et à leurs lecteurs, et deux chambres qui peuvent accueillir des écrivains en résidence.

Wejege Amed : un « lieu d'expérimentation » littéraire

L'idée de Lal Lales, l'un des fondateurs du projet il y a vingt ans, est d'offrir une visibilité aux auteurs kurdes en les publiant et en assurant la traduction de leurs ouvrages dans d'autres langues. Il souhaite également ouvrir la population kurde à la littérature internationale en traduisant principalement des œuvres étrangères en kurmandji, la langue kurde majoritairement parlée dans la région. Le catalogue de la maison d'édition compte environ 600 titres, dont 500 d'auteurs kurdes et une centaine d'auteurs étrangers. Deux thématiques y sont particulièrement privilégiées : la littérature féminine et l'écologie. On peut ainsi y lire Marguerite Duras en kurde, mais aussi des auteurs tels que Michel Foucault, Herta Müller, Alice Smith ou encore Gabriel Garcia Marquez. « C'est un lieu d'expérimentation », explique Lal Lales. Selon lui, Diyarbakir



Lal Lales dans sa maison d'édition, Lîs, à Diyarbakir. - MP Véro

est une ville multiculturelle, un carrefour des religions et des langues, qui avant d'être kurde, a été habitée par des chrétiens, des Arméniens, des Yézidis et des Alévis, entre autres. Aujourd'hui, Lal Lales entend faire vivre cette diversité culturelle. Tous les deux ans, il organise un festival à Diyarbakir pour favoriser ces rencontres. Cette initiative est née d'un constat : Diyarbakir peine à se faire entendre. Les écrivains kurdes restent largement méconnus au-delà du fleuve Euphrate, y compris dans d'autres villes de Turquie. Pour Lal Lales, ouvrir cette maison d'édition, permet à la fois de faire connaître la littérature kurde au monde et d'ouvrir la culture kurde à l'international, afin qu'elle puisse entrer en résonance avec d'autres traditions littéraires.

Pour que vive le kurde : en-

jeux et défis d'une langue opprimée

La République turque a interdit toute publication en langue kurde dès sa fondation, le 3 mars 1924. Cette interdiction s'inscrivait dans la politique d'un État-nation, de la République une et indivisible, qui a écrasé les minorités. Depuis, parler kurde et faire vivre cette langue constitue un combat permanent. Elle n'est pas enseignée officiellement, ce qui fait partie des revendications de longue date des Kurdes. Par exemple, chaque année, les universités turques ouvrent 10 000 postes pour enseigner la littérature turque, mais un seul est réservé au département de kurdologie. « Cette langue est décriée », affirme Lal. Il s'interroge : comment peut-on la faire vivre et comment écrire et créer dans une langue opprimée ? Comment faire de la philosophie à partir d'une langue per-

sécutee ? Comment parler des femmes et de l'écologie ? Son engagement vise dès lors à donner un statut à la langue kurde. Pour cela, un engagement politique et des lois sont nécessaires afin que la langue kurde ait le droit d'exister, mais ce n'est pas suffisant insiste Lal Lales, il faut aussi que la population s'approprie cette langue pour la rendre vivante. Tant qu'elle ne pourra pas être utilisée dans la vie quotidienne- pour gagner sa vie, dans les échanges commerciaux, à l'hôpital ou dans les administrations-, tant qu'elle ne bénéficiera pas de cette reconnaissance, sa littérature restera condamnée. Lal Lales mène donc un travail patient visant à faire exister la langue kurde à l'écrit, et à l'enrichir, notamment par la traduction d'idées et de concepts venus de la littérature mondiale. Un travail modeste, mais essentiel.

The New York Times

Ilham Ahmed
May 28, 2025

Syrian Freedom Is Dangerously Incomplete

Syrans across the country celebrated the fall of the Assad regime in December as a moment of joy and freedom. Next, President Trump made the welcome decision to suspend economic sanctions against our country, a move that will help alleviate years of suffering. But for Syria's many diverse peoples — including mine, the Kurds in the northeast — this remains a time of risk and anxiety.

As a new Syria takes shape, we must ask: What kind of state will it be? Democratic or autocratic? Rights-respecting or repressive? I believe the answer lies in my region, where we have created what we consider to be a model of [multiethnic direct democracy](#).

Syria's new interim Constitution doesn't reflect this diversity. It doesn't fully [protect the rights](#) of Syria's minorities or women, and it declares that Islamic law is the [source for all national law](#) in a highly centralized state. This is a dangerous development. Syria's history of autocracy, repression and rule by one ethnic group, to the exclusion of others, is a history of failure. We need a new constitutional process to produce a document that guarantees power sharing, safeguards political freedoms, decentralizes governance and allows for full democratic participation, regardless of religion, ethnicity or gender.

This very democratic model was born in the early days of the Syrian revolution, when my region, which we formally call the Democratic Autonomous Administration of North and East Syria, [achieved autonomy](#), in 2012. Also known by its Kurdish name, Rojava, the area makes up [nearly one-third](#) of Syria and is home to almost [two](#)



A destroyed statue of Hafez al-Assad. William Keo for The New York Times

[million Kurds](#). But like the rest of Syria, it is also [home](#) to Arabs, Alawites, Armenians, Druse, Chechens and other ethnic groups. It includes [many religions](#), with Shia and Sunni Muslims, Yazidis and a diverse range of Assyrian, Syriac, Chaldean and other ancient Christian traditions, as well as secularists.

Under our administration, ethnic groups are legally protected, and [women are given a leading](#)

[role](#) in policymaking and society. In a part of the world with a history of autocracy and repression, we believe our system could serve as a model not only for Syria but also for the entire Middle East. Different communities have a say in our government through a power-sharing arrangement in which every administrative position — from local mayoralties to the executive council of the entire region — is [jointly held by a man and a woman of](#)

[different ethnicities](#). Citizens meet in assemblies to govern their neighborhoods, villages and towns and send delegates to regional councils. Local committees help shape policy on health, education, defense, sports, women's rights and more.

Our regional Constitution, which we call a [social contract](#), guarantees equal rights for all. The system is not [perfect](#). Despite our efforts at redistributing land

once held by the Assad regime, there is still too much economic inequality. We suffer from antiquated infrastructure, serious environmental problems and a dearth of economic investment — all exacerbated by more than 12 years of war. We must work harder to [get more people involved](#) at the local level and to [carry out our commitment to ecological awareness](#). But democracy is something that takes practice.

Our commitment to democracy and women's rights gave us the strength to fight the Islamic State, which we have defeated, with American military support, thanks to [14,000](#) of our young men and women who gave their lives in battle.

What can other countries in the region learn from our system? Arabic was once the only official language in Syria; we teach students in [three official languages](#): Arabic, Kurdish and Syriac. We have an [independent, free, robust media](#) that is

protected in our social contract. We employ a restorative justice system that includes the [Mala Jin](#) (women's houses), where families can work out domestic problems with the advice and help of female elders. We encourage the full expression of ethnic culture, religion and dress. We don't demand that women wear their clothes in a certain way. Women [hold half](#) of legislative seats and government jobs and take leadership positions in all institutions — [military](#), political, economic and social.

Our experience provides valuable lessons for Syria's political future. Centralized control, instituted by the French authorities who once dominated Syria, has been a disaster, as it has for so many similarly diverse countries in the Middle East. The postcolonial legacy has failed the Middle East time and time again. It makes much more sense to allow regions to govern themselves according to their

own needs and traditions within a unified nation.

We signed an [agreement with Damascus](#) in March stating our intention to integrate our institutions and armed forces into the new administration, and the interim president, Ahmed al-Shara, in turn, agreed to the right to representation of all Syrians in the new government, a cease-fire on all Syrian territory and a promise that all displaced Syrians would be able to return to their towns and villages. These commitments are welcome and will contribute to stability in the country.

But the interim Constitution, which Mr. al-Shara signed in March, with elections scheduled to be held in five years, [threatens](#) to undermine these good intentions. Largely created by those involved in Mr. al-Shara's former rebel group Hayat Tahrir al-Sham, it allows for the curtailing of civil rights, including religious rights,

if they are deemed to infringe on public order. There are inadequate checks and balances on the executive, who is given supreme power to appoint judges and one-third of the legislature.

I am deeply concerned by these policies. Fault lines in the country since Assad's fall are already beginning to show. The [terrible violence](#) on Syria's coast in March, in which more than 1,600 civilians were killed, mostly Alawites, and more [recent aggression](#) against the Druse community south of Damascus underline the need for a new democratic constitutional process.

The new Syria must, from the outset, include everyone. The Trump administration and U.S. Congress have a historic opportunity to help us build such a government in Syria. It would not only help Syrians but also provide a blueprint for the entire Middle East.



30 Mai 2025

Syrie: à Alep, la difficile réintégration des Kurdes

En Syrie, près d'un mois après l'accord qui prévoit de replacer les quartiers kurdes d'Achrafieh et de Cheikh Maqsoud, à Alep, sous l'autorité de Damas, la transition patine. La transformation de ces deux quartiers, où vivent 500 000 habitants en majorité kurdes, fait office de laboratoire au plan qui prévoit l'intégration du nord-est au sein du nouvel État syrien. Sur place, les autorités de Damas n'inspirent pas confiance et les autorités locales sont de plus en plus revêches.

Les uniformes de la sécurité générale des nouvelles auto-

rités de Damas font désormais corps avec les camouflages des agents kurdes. Sur les sept check-points qui entourent les deux quartiers kurdes d'Alep, les contrôles se font dorénavant de manière conjointe. Mohamad Khalil coordonne les forces de sécurité kurdes : « *Jusqu'à présent, tout se passe bien, nous faisons notre devoir tous ensemble. Grâce à cela, nos quartiers sont beaucoup plus sûrs qu'avant. On se sent en sécurité, l'atmosphère y est meilleure.* »

Longtemps sous contrôle des factions armées kurdes, le nouveau gouvernement de

Damas a repris, en avril, l'autorité sur ces deux quartiers. Les institutions autonomes sont conservées, ainsi que certaines particularités. Mais des points des négociations sont aujourd'hui bloqués, comme l'échange de prisonniers, explique Nouri Cheikho, co-président du conseil local : « *Le nouveau gouvernement est censé nous rendre l'ensemble de nos détenus. Or, la plupart se trouvent aujourd'hui dans les prisons turques. Le pouvoir ne peut rien faire, il est trop faible et ne peut pas désobéir aux ordres d'Ankara.* »

Parmi les habitants, on re-

trouve de nombreux déplacés d'Afrin, tombée aux mains des forces pro-turques en 2018. Et le retour des déplacés, négocié par les Forces démocratiques syriennes, reste toutefois compliqué. Mariam n'a jamais pu retourner chez elle. « *Près de chez moi, il y a encore la présence de mercenaires pro-turcs. Ils imposent des taxes à tous les déplacés qui souhaitent récupérer leur maison* », dit-elle.

Depuis avril, les tirs de snipers kurdes, autrefois postés aux alentours pour défendre le quartier, ont cessé. Ces derniers ont tué près de 65 civils entre novembre et janvier.

The New York Times May 30, 2025

For This Director, Iranian Films Can Be About More Than Despair

Amirali Navaee's new film, "Sunshine Express," screening next at South by Southwest London, is a project more focused on hope than politics.

For the Iranian writer and director Amirali Navaee, portraying his country is not about depicting sadness and tragedy, which he feels has come to define the onscreen portrayal of his home in recent years.

Iranian filmmakers have been as much in the news as their films have been over the past decade. The writer and director Mohammad Rasoulof fled Iran last year after being sentenced to eight years in prison while finishing "The Seed of the Sacred Fig," which tells the story of a family torn apart by protests that were violently crushed by the Iranian government in 2022-23. His harrowing journey has been well-documented, and the film premiered at the Cannes Film Festival last year, with Rasoulof in attendance, where it received a special award from the competition jury. It was later nominated for best international feature at the Academy Awards.

The Iranian director Asghar Farhadi, whose films "A Separation" (2012) and "The Salesman" (2017) both won Oscars for best international feature, refused to attend the Academy Awards the second time he won in protest over President Trump's executive order that blocked entry of citizens from Iran and several other predominantly Muslim countries to the United States.

And "Un Simple Accident," from the Iranian writer-director Jafar Panahi, was awarded the Palme d'Or at Cannes last month. Panahi has been imprisoned several times in Iran because of his work but has continued to make



Amirali Navaee, the writer and director of "Sunshine Express," said his film explores political and economic pressures in Iran but is "also about people taking care of each other." Farhad Hemmati

movies in defiance of the Iranian government.

For his first feature-length film, Navaee (pronounced nah-vah-YEE), who is also a choreographer and visual artist, said he wanted to express something more complex and less overtly political than other Iranian films. The project, "Sunshine Express," debuted in February at the International Film Festival Rotterdam and is making its British premiere at South by Southwest London on Wednesday. Shot in a warehouse in Tehran on a small budget (Navaee, 42, said many of his friends helped finance the movie), it tells the story of people in a role-playing game on a train headed to a place called Hermia in the hopes of winning a cash prize.

They agree to remain in character, but some contestants become suspicious during the

journey, which sets in motion several plot twists, all laden with Kafkaesque surrealism and allegory. Navaee talked recently by video from Paris, where he is on a six-month fellowship at the Cité internationale des arts, about his film and Iranian cinema and its place on the global film stage. The conversation has been edited and condensed.

Tell me about "Sunshine Express."

I read the essay "The Power of the Powerless" by Vaclav Havel, which is about how a totalitarian state gives different roles to different people and then tricks them into keeping these roles. "Sunshine Express" is about how to rule people. When you're completely stuck to your role, then totalitarianism can rule you. But the movie is also about people taking care of each other.

In Iran, the economic pressure is really high for people, and people live with a lot of fear. The reaction to this fear is that we try to take care of each other. And this is why I love my country: because people, at the end of the day, do just that.

How do you see Iranian cinema at this juncture?

When we talk about Iranian cinema, everybody thinks of social realism. Everybody thinks of hand-held cameras in the street, somebody screams and something bad is happening. In the 1950s, this movement started very slowly, but then by the end of the '60s, it was one of the biggest new waves around the world, like, by Amir Naderi or Sohrab Shahid-Saless, who were the biggest names in Iranian cinema and inspired a lot of people. But then Abbas Kiarostami changed

it, in a way, because he makes films not about social realism but about people trying to find life in harsh situations, which is very beautiful and poetic.

You were born in 1982 during the Iran-Iraq war. How does that affect your work?

The first time I saw a bomb in the sky falling, I thought it was fake and very beautiful because it was night, and I was 5 or 6 years old. It was like a fantastic image to me. But then when it hit the ground, the fakeness was over, and I could hear people screaming and everything.

This is how war really affected me, though I think wartime was

one of the best times of my life, because, and this is not easy to say, but people were amazing back then. They took care of each other so much. When we went to the basements to take shelter, everybody would sing and drink and be with their neighbors. When the sirens were blaring, my father used to say, "You're going to meet up with that girl who is your neighbor pretty soon."

Do you see your screening at South by Southwest as a catalyst for attracting a bigger audience?

Yes, I know that South by Southwest in Texas has premiered a lot of important films. It also tends to be a somewhat

younger audience, and I think in London it will be an audience that is not only just cinephiles but also people who work in start-ups and this type of thing, which is very interesting for me.

Tell me about the name of the town, Hermia, where the train is bound in "Sunshine Express." Is that named after the character in "A Midsummer Night's Dream"?

Yes, I love Shakespeare. He opened the doors of drama to me. I started reading him in English. My uncle was a translator, and I started learning the English alphabet before the Farsi alphabet. My idea for Hermia is about a city where women can choose easily for

themselves without being told what they must choose, which is very, very sad when you see it happening in Iran. Women are under so much ideological pressure there, which hurts me.

Does that love of literature, along with that hurt, inform your movies?

The cinema that comes out of my country these days is only about sadness. But we don't just live like that. When we do social realism, we must show both sides. You can make unhappy movies, but you need a counterpoint for it. If you show light, you have to show darkness. And without darkness, you will not understand what light is.

The New York Times

**David E. Sanger, Farnaz Fassihi,
Maggie Haberman
May 31, 2025**

U.S. Sends Iran Proposal on Nuclear Deal, Amid Reports of Uranium Enrichment Ramp-Up

The preliminary U.S. proposal came as a confidential U.N. report described an Iranian initiative that had multiplied Tehran's stockpile of near-bomb-grade uranium.

The United States presented its first formal proposal to Tehran for elements of a nuclear deal on Saturday, just hours after U.N. inspectors reported a major surge over the past three months in the size of Tehran's stockpile of near-bomb-grade uranium.

The document was described by officials familiar with the diplomatic exchanges as a series of bullet points but not a full draft of an agreement. It calls for Iran to cease all enrichment of uranium and proposes the creation of a re-

gional consortium to produce nuclear power that would involve Iran; Saudi Arabia and other Arab states; and the United States.

The offer marked the first time since negotiations began in early April that the lead American negotiator, Steve Witkoff, had put forth a proposal on paper.

The delivery of the document was made public in a tweet by Abbas Araghchi, Iran's foreign minister, who said it had been delivered by his counterpart from Oman, which has been mediating the talks. The

White House later confirmed the action.

"President Trump has made it clear that Iran can never obtain a nuclear bomb," Karoline Leavitt, the White House press secretary, said in a statement. "Special Envoy Witkoff has sent a detailed and acceptable proposal to the Iranian regime, and it's in their best interest to accept it. Out of respect for the ongoing deal, the administration will not comment on details of the proposal to the media." Many experts are skeptical that Iran's aging supreme

leader, Ayatollah Ali Khomeini, will approve a deal that would essentially shut down the advanced nuclear production facilities that the Iranians have spent billions to construct, and that have been the targets of sabotage by the United States and Israel.

Mr. Araghchi said Iran would "respond to the U.S. proposal in line with the principles, national interests and rights of the people of Iran." In recent weeks, Iranian officials have publicly rejected U.S. demands to terminate all nuclear enrichment, declaring

they would never give up their right to produce civilian-grade nuclear fuel. That capability gives Iran the status of a threshold nuclear state, one that could rapidly build a weapon if it decided to.

The revelation of Iran's production surge of uranium enriched to 60 percent, just below bomb-grade, was a vivid illustration of its effort to gain leverage in the negotiation. The increase gives Tehran the capability to produce the fuel for roughly 10 weapons, up from around five or six when President Trump was inaugurated in January.

A pair of reports by the International Atomic Energy Agency, obtained by The New York Times, portray an Iranian regime that has decided to surge ahead with its production, presumably to gain leverage in the negotiations with Mr. Witkoff, who is the administration's envoy for the Middle East.

The director general of the I.A.E.A., Rafael M. Grossi, said the report on Iran's production surge indicated that "we need to get to a diplomatic resolution, under a very robust I.A.E.A. inspection system." In recent years, Iran has disabled many of the agency's cameras and sensors at key sites, but has allowed inspectors to come into the country and measure its growing stockpiles of enriched uranium.

In the agency's quarterly assessment of Iran's nuclear production and stockpiles, Mr. Grossi wrote that "the significantly increased production and accumulation of highly enriched uranium by Iran, the only nonnuclear-weapon state to produce such nuclear material, is of serious concern."

That report concluded that Iran's stockpile of uranium enriched to 60 percent purity — near the 90 percent needed



According to the report from the International Atomic Energy Agency, Iran now has the capability to produce bomb-grade fuel for roughly 10 weapons. Credit... Arash Khamooshi for The New York Times

to produce weapons — was now around 900 pounds, up from 605 pounds in February. While Iran could quickly boost that fuel to bomb-grade, it would take months, and maybe up to a year, to produce a workable weapon. U.S. intelligence officials concluded earlier this year that a secret team of Iranian scientists was working on a faster, cruder approach to building weapons, if need be.

The surge in Iranian production comes at a time when Israel's prime minister, Benjamin Netanyahu, has urged Mr. Trump to join Israel in a military strike against Iran's nuclear facilities. Mr. Netanyahu has argued that Iran's primary fuel-production facilities in the cities of Natanz and Fordow are more vulnerable than at any time in years, after Israeli forces struck Iranian air defenses last October. The Times reported in April that Israel had planned to strike Iranian nuclear sites as soon as May, but was waved off by Mr. Trump.

Mr. Trump confirmed that story earlier this week, saying he had told Israel it would be "inappropriate" for it to bomb

the facilities when he thought he was close to a deal. But he also contended that any diplomatic agreement reached by Mr. Witkoff would enable the United States to dismantle Iran's nuclear production facilities — something the Iranians have said they would never permit.

"I want it very strong where we can go in with inspectors, we can take whatever we want, we can blow up whatever we want, but nobody's getting killed," Mr. Trump told reporters. "We can blow up a lab, but nobody's going to be in the lab."

As the two I.A.E.A. reports began to circulate on Saturday morning, Mr. Netanyahu issued a statement saying that they painted a "grave" picture and that nations around the world must "act now to stop Iran." But he issued no military threats. Israel is not a signatory to the Nuclear Nonproliferation Treaty and is widely believed to possess a nuclear arsenal of its own, of around 100 weapons.

The second report issued by the agency described a con-

tinued effort by Iran to stone-wall the agency's inspectors as they have sought access, for more than nine years, to military sites where the agency believed the country conducted nuclear experiments more than two decades ago.

Experts suspect those experiments were part of a covert program, in the early 2000s, to develop a nuclear weapon. U.S. intelligence concluded, during the Bush administration, that the program was suspended in 2003. Israel maintains that elements of the program continued, driven by Iran's top nuclear scientist, Mohsen Fakhrizadeh. Israel assassinated Mr. Fakhrizadeh as he drove to his weekend house in late 2020, in an artificial intelligence-assisted, robotic attack.

Iran has steadfastly denied that the sites were part of a nuclear program. It declared on Saturday that the report included "baseless allegations that cannot be validated."

The report describes, in dry technical language, how Iranian officials provided intelligence reports and news

stories that they said proved that nuclear material had been planted at the sites. The inspectors dismissed the Iranian explanation, citing a "lack of technically credible answers."

It is unclear whether Mr. Witkoff, as part of any final

agreement, will insist that Iran come clean about past activity.

David E. Sanger reported from Washington, and Maggie Haberman and Farnaz Fassihi from New York. Jonathan Swan contributed reporting from Washington.

David E. Sanger covers the Trump administration and a range of national security issues. He has been a Times journalist for more than four decades and has written four books on foreign policy and national security challenges.

Maggie Haberman is a White

House correspondent for The Times, reporting on President Trump.

A version of this article appears in print on June 1, 2025, Section A, Page 8 of the New York edition with the headline: U.S. Proposes Nuclear Deal Amid a Surge in Tehran's Uranium Stockpile.

Le Monde

31 mai 2025

Nucléaire : l'Iran a accéléré son rythme de production d'uranium enrichi à 60 %, suscitant « une forte inquiétude » de l'AIEA

L'Agence internationale de l'énergie atomique a aussi déploré la coopération « moins que satisfaisante » de Téhéran, alors que les pays occidentaux soupçonnent le pays de vouloir se doter de l'arme nucléaire, ce que l'Iran dément.

L'Iran a accéléré le rythme de production de ses réserves d'uranium enrichi à 60 %, seuil proche des 90 % nécessaires pour fabriquer une arme nucléaire, selon un rapport confidentiel de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) consulté par l'Agence France-Presse (AFP), samedi 31 mai. Le total s'élevait à 408,6 kilos à la date du 17 mai, soit une augmentation de 133,8 kilos sur les trois mois passés, en comparaison de la hausse de 92 kilos sur la période précédente.

« Cette hausse considérable de la production et l'accumulation d'uranium hautement enrichi par l'Iran, le seul Etat non-détenteur d'armes nucléaires à produire une telle matière nucléaire, suscitent une forte inquiétude », a écrit l'agence dans son rapport.

L'AIEA a déploré la coopération « moins que satisfaisante » de l'Iran, selon un second rapport approfondi, préparé par l'instance onu-



Le président iranien, Massoud Pezeshkian (au centre), et le directeur général de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique, Mohammad Eslami (à droite), lors de la Journée nationale de la technologie nucléaire, à Téhéran, le 9 avril 2025. AFP

sienne à la demande des Occidentaux lors de leur résolution critique de novembre et consulté samedi par l'AFP. « L'Iran a, à plusieurs reprises, soit pas répondu, soit pas fourni de réponses techni-

quement crédibles aux questions de l'agence et a nettoyé » des lieux, « ce qui a entravé les activités de vérification de l'agence » dans trois sites non déclarés, à savoir Lavizan-Shian, Varamin

et Turqzabad, écrit l'instance onusienne dans ce second rapport.

Ce rapport « a été rédigé à des fins politiques » et « ne présente pas une évaluation

complète et précise des facteurs ayant un impact sur la situation actuelle », a dénoncé le ministère des affaires étrangères iranien dans un communiqué, accusant l'AIEA de « s'appuyer sur des sources d'information peu fiables et trompeuses fournies par le régime israélien ».

Le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghchi, a par ailleurs annoncé samedi avoir reçu des « éléments » d'une proposition américaine en vue d'un éventuel accord sur le nucléaire, à l'issue de cinq cycles de négociations menés sous la médiation d'Oman. L'Iran y « répondra de manière appropriée », a-t-il précisé sur X.

L'Iran « déterminé à achever son programme d'armement nucléaire », accuse Israël

Selon un communiqué du bureau de Benjamin Nétanyahou, Israël a accusé samedi l'Iran d'être « totalement déterminé à achever son programme d'armement nucléaire, malgré les innombrables avertissements de la communauté internationale ». « Un tel niveau d'enrichissement n'existe que dans les pays qui cherchent activement à se doter d'armes nucléaires et n'a aucune justification civile », ajoute le communiqué israélien. « La communauté internationale doit agir maintenant pour arrêter l'Iran »,

souligne le bureau du premier ministre.

Le seuil d'uranium enrichi à 60 % est proche des 90 % nécessaires pour fabriquer une arme nucléaire. Le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghchi, avait déclaré plus tôt samedi que l'arme atomique était « inacceptable ».

Les pays occidentaux, Etats-Unis en tête, et Israël, ennemi de l'Iran et considéré par des experts comme la seule puissance nucléaire au Moyen-Orient, soupçonnent Téhéran de vouloir se doter de l'arme nucléaire. L'Iran se défend d'avoir de telles ambitions mi-

litaires mais souligne son droit au nucléaire civil notamment pour l'énergie, en vertu des dispositions du traité de non-prolifération dont le pays est signataire.

Ennemis depuis quatre décennies, Téhéran et Washington ont tenu le 23 mai à Rome un cinquième cycle de pourparlers sous la médiation du sultanat d'Oman. Le négociateur iranien, Abbas Araghchi, et son interlocuteur américain, Steve Witkoff, se sont quittés sans avancée notable mais se disent prêts à de nouvelles discussions. Aucune date n'a pour le moment été fixée.

Le Monde

Nicolas Bourcier
31 mai 2025

En Turquie, les grandes manœuvres d'Erdogan contre l'opposition se poursuivent

Les arrestations se multiplient parmi les opposants au président turc, après celle de son principal rival, le maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, et des projets de réformes sont en discussion au Parlement pour restreindre le champ d'action des élus locaux.

L'onde de choc des municipales de 2024 s'étend chaque jour un peu plus en Turquie. Plus d'un an après le revers spectaculaire de la coalition gouvernementale islamo-nationaliste du président Recep Tayyip Erdogan, le pouvoir opère une reprise en main systématique et impitoyable du pays.

Depuis des semaines, les arrestations se multiplient parmi les élus de l'opposition. Les procès s'accumulent par dizaines et les charges s'allongent. Dernière vague d'interpellations en date : samedi 31 mai, 28 personnes ont été arrêtées au petit matin par les policiers dans le cadre de l'enquête pour corruption

à la municipalité d'Istanbul, dont le maire, Ekrem Imamoglu, est derrière les barreaux depuis plus de deux mois.

Candidat à la présidentielle du Parti républicain du peuple (CHP), première formation politique du pays depuis ces municipales, et principal rival du président turc, l'édile a été arrêté le 19 mars pour « corruption et terrorisme ».

Manifestations de masse

C'est cette incarcération et la douzaine de procédures judiciaires portées contre M. Imamoglu qui ont donné lieu aux plus grandes manifestations de masse du pays depuis plus de dix ans, défiant la répression policière et investis-

sant semaine après semaine de nouveaux espaces de contestation. Lui nie tout acte répréhensible, fustige la vacuité des charges qui pèseraient contre lui et condamne le fait que celles-ci soient principalement fondées sur des allégations de « témoins anonymes ». Une pratique utilisée dans de nombreuses affaires politiques ces dernières années, allant du médecin arrêté en 2017 et condamné en 2022 à la perpétuité, Osman Kavala, au dirigeant prokurde Selahattin Demirtas, incarcéré depuis 2016 et condamné à quarante-deux ans d'emprisonnement.

Parmi les personnes placées en détention samedi matin fi-

gurent les maires de plusieurs arrondissements d'Istanbul. Ces arrestations s'ajoutent à celles des 20 et 23 mai, au cours desquelles la cheffe de cabinet d'Ekrem Imamoglu, Kadriye Kasapoglu, ainsi que des dirigeants d'entreprises liées à la municipalité avaient été incarcérés, portant à 90 le nombre de personnes liées à la municipalité et au CHP arrêtées et poursuivies depuis mars. Toutes sont en attente d'une mise en examen. L'acte d'accusation du maire n'a toujours pas été transmis à ses avocats. En revanche, le parquet d'Istanbul vient d'interdire l'utilisation d'images et de vidéos d'Ekrem Imamoglu dans les transports publics de la mégapole.

Devenu, par la force des choses, le porte-voix de la contestation, le président du CHP, Özgür Özel, a maintes fois condamné ces arrestations. Après avoir rendu visite au maire dans la prison de Silivri, à la périphérie d'Istanbul, il a déclaré : « *Ce niveau d'injustice a suscité un tollé dans l'opinion publique, et il continuera de le faire.* » « *De plus en plus de gens croient en nous. Les sondages le montrent également* », a ajouté le leader du CHP, faisant référence à plusieurs enquêtes d'opinion réalisées ces derniers mois, qui montrent une hausse constante de sa formation. D'après l'Institut Konda, près de 73 % des personnes interrogées ont estimé, dans les semaines qui ont suivi l'arrestation d'Ekrem Imamoglu, que les protestations étaient « *légitimes* ». En 2024, un mois après les municipales, le taux d'approbation du président était tombé à moins de 40 %, marquant une baisse significative par rapport aux années précédentes.

Le pouvoir mise sur l'usure du temps

Face à cette vague de mécontentement populaire, le pouvoir a montré quelques rares signes d'inquiétude, réfutant toute ingérence dans le judiciaire, mais il a misé sur l'usure du temps et le lent serrage de vis, comme il l'avait fait après le mouvement de protestation de Gezi en 2013. Le président affirme régulièrement que, « *chaque jour, de nouveaux cas de corruption de l'organisation criminelle* » à Istanbul sont révélés, allant jusqu'à évoquer des ramifications internationales. Des propos repris en boucle par les médias pro-gouvernementaux.

Parallèlement aux arrestations, des projets de réforme sont en discussion au Parlement pour restreindre précisément les droits et



Manifestation contre la détention du maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, avec une pancarte « Liberté pour Imamoglu ». A Istanbul, le 7 mai 2025. YASIN AKGUL/AFP

prérogatives des élus locaux. Une modification de la Constitution est encouragée par le chef de l'Etat, qui a mis en place, mardi 27 mai, une équipe d'experts juridiques pour y travailler. En plus d'une modification des pouvoirs, celle-ci pourrait, selon les critiques, permettre au président de rester au pouvoir au-delà de 2028, date de la fin de son mandat actuel. Quatre jours auparavant, lui-même avait assuré, lors d'une rencontre publique à Ankara, ne pas avoir l'intention de se présenter « *à nouveau à une élection* », sans franchement convaincre. Par trois fois déjà, au cours de ses vingt-deux ans à la tête du pays, il a laissé entendre qu'il ne souhaitait pas être réélu, avant de se raviser.

C'est dans ce contexte qu'un texte sur « *la réorganisation des lois et des réglementations des communes* » a été adopté en commission à l'Assemblée nationale turque, le 23 mai. Le projet de loi suit à la lettre l'énoncé du président, qui avait assuré que « *les municipalités [avaient]nt besoin d'un nouveau statut* » et que « *le partage du pouvoir [avait] être revu* ». Ce

texte, qui doit encore passer au vote dans l'hémicycle – où la coalition gouvernementale dispose d'une confortable majorité –, entend limiter l'autorité des municipalités et centraliser davantage la gouvernance par Ankara. En cas d'adoption, les maires et leurs conseillers municipaux n'auront plus le droit d'organiser leurs budgets seuls. Celui-ci devra être approuvé par le gouverneur, autrement dit : par Ankara.

Mesures restrictives pour les mairies

Les mairies n'auront plus de prérogatives ni de compétence sur les projets de transformation urbaine ni sur les plans de construction. Tout comme pour les questions sociales, les maires devront obtenir l'approbation des ministères concernés. Idem pour les appels d'offres, les achats d'équipements et d'infrastructures. Seules prérogatives maintenues d'après le projet de loi : le ramassage des poubelles, la gestion des stationnements et le nettoyage des rues.

Jamais, en dehors des premières années de la Répu-

blique et des coups d'Etats militaires, autant de mesures restrictives n'ont été envisagées à l'égard des mairies. Depuis l'arrivée au pouvoir, en 2002, de la formation de Recep Tayyip Erdogan, le Parti de la justice et du développement, l'AKP, les municipalités ont certes bénéficié de ressources financières accrues, mais elles ont vu leur tutelle politique renforcée. L'opposition, qui voit dans le nouveau texte un renforcement de la mainmise politique, l'a baptisé : « *La réorganisation Imamoglu.* »

Le 26 mai devait se tenir une audience au tribunal d'Ankara au sujet de malversations supposées au sein du CHP. Fin mars, le parquet général d'Ankara avait ouvert une enquête sur le 38^e congrès du parti de novembre 2023. Celui-ci aurait couvert « *des achats de votes contre de l'argent* ». La formation fondée par Mustafa Kemal, premier président turc, au pouvoir de 1923 à 1938, risque la mise en place d'un administrateur de l'Etat, en lieu et place de son président actuel, Özgür Özel, et de ses équipes. L'audience a été reportée au 30 juin.

Les dépêches de l'afp de May 2025

2 mai 2025

Syrie: qui sont les nouvelles forces de sécurité et peuvent-elles tenir le pays?

Damas, 2 mai 2025 (AFP)

— Les affrontements meurtriers en Syrie impliquant les minorités alaouites puis druzes interrogent sur la capacité des nouvelles autorités de Damas à contrôler le pays morcelé par 14 ans de guerre civile. Sur quelles forces de sécurité s'appuient-elles et quelles zones leur échappent?

- Qui sont les nouvelles forces de sécurité? -

Après la chute de l'ex-président Bachar al-Assad le 8 décembre, les nouvelles autorités islamistes dirigées par Ahmad al-Chareh ont annoncé la dissolution de l'armée et de ses services de sécurité.

Elles ont ensuite annoncé dissoudre toutes les factions armées, y compris le groupe Hayat Tahrir al-Cham (HTS) que dirigeait M. Chareh à Idleb (nord-ouest) et qui a mené l'offensive ayant renversé Assad.

Le nouveau pouvoir a intégré des membres de ces factions au ministère de la Défense et lancé une campagne de recrutement pour les nouvelles forces de l'ordre. Ont ainsi été rattachées des factions originaires de Deraa (sud), d'autres proches d'Ankara dans le nord du pays, hostiles aux Kurdes, ainsi que des groupes islamistes.

Mais Hayat Tahrir al-Cham (organisation qui reste clas-

sée comme "terroriste" par les Occidentaux) et les factions islamistes alliées continuent d'être les plus puissantes notamment dans leur bastion d'Idleb et au coeur du pouvoir à Damas.

Selon Lars Hauch, expert sur la Syrie, le ministère de la Défense "ne fonctionne pas comme une institution officielle centralisée".

Il ressemble "davantage à une salle d'opérations dirigée par HTS" et l'intégration de factions n'a été que "de façade, la majorité d'entre elles restant loyales à leurs chefs d'origine".

Ainsi, dit-il, la Direction de la sécurité générale, malgré sa dénomination en apparence institutionnelle "est composée du noyau dur des unités combattantes de HTS".

- Quel bilan? -

M. Chareh a maintes fois assuré de sa volonté de garantir les droits de tous les Syriens, la communauté internationale insistant sur ce point pour lever les sanctions imposées du temps d'Assad.

Mais c'est "l'absence de réelle fusion entre les différentes factions armées" qui lui permet de continuer à se présenter comme "la seule figure capable de contenir les extrémistes", estime M. Hauch.

Les massacres des 7 et 8 mars qui ont fait plus de 1.700 morts, majoritairement des Alaouites, dans la région côtière ont été une première alerte et entamé la confiance dans la capacité du régime gérer le pays et à discipliner les éléments incontrôlés.

Des combattants ont eux-mêmes filmé des exécutions de civils.

Lors des récents affrontements avec des combattants druzes, qui ont fait plus de 100 morts, les forces pro-gouvernementales ont publié des vidéos - non vérifiées par l'AFP - dans lesquelles on les entend insulter des détenus druzes.

Les autorités se sont défendues en accusant des fidèles d'Assad d'avoir attisé les violences en mars et en rejetant la faute sur des "groupes hors-la-loi", après les nouvelles violences dans des quartiers druzes.

"Les sévices les plus graves sont le fait d'un petit nombre d'extrémistes mais qui jouissent d'un pouvoir considérable", analyse M. Hauch.

Pour l'expert militaire Riad Kahwaji, "il va falloir que les combattants des factions changent et adoptent le comportement digne de soldats d'une armée nationale".

Les autorités doivent également recruter "de nouveaux éléments issus de toutes les composantes de

la société syrienne pour rétablir la confiance", ajoute-t-il à l'AFP.

- Quelles zones échappent encore à leur contrôle? -

Le nouveau gouvernement peine à s'imposer sur l'ensemble du territoire, en raison de la présence de groupes armés aux allégeances diverses. L'autorité d'Ahmad al-Chareh "reste relativement limitée" en dehors de Damas et d'Idleb, estime ainsi M. Hauch.

Dans le nord-est, les combattants kurdes constituent un défi pour les nouvelles autorités, malgré la signature d'un accord visant à intégrer les institutions de l'administration autonome kurde dans l'Etat syrien.

Les Kurdes revendiquent un système décentralisé et tiennent à préserver leur puissant bras armé.

Dans le sud, à Soueïda, bastion des druzes syriens, les autorités religieuses et les factions locales rejettent toute forme de séparatisme et ont appelé jeudi l'Etat à renforcer sa présence, mais exclusivement via des agents issus de la province.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

3 mai 2025

L'ONU appelle Israël à cesser ses attaques en Syrie

Damas, 3 mai 2025 (AFP) — L'ONU a appelé samedi Israël à cesser "immédiatement" ses attaques en Syrie voisine, après une intensification de ses frappes consécutives à des affrontements confessionnels.

L'une des frappes a visé vendredi un secteur voisin du palais présidentiel à Damas. Israël a parlé d'un "message clair envoyé au régime syrien" après les attaques contre la minorité druze pour laquelle les dirigeants israéliens ont pris fait et cause.

Une "dangereuse escalade", a réagi la présidence syrienne, après que le pouvoir du président Ahmad al-Chareh a réaffirmé son engagement à protéger toutes les communautés y compris les druzes, une minorité issue d'une branche de l'islam chiite.

Les violences illustrent l'instabilité persistante en Syrie, près de cinq mois après le renversement le 8 décembre du président Bachar al-Assad par une coalition de rebelles islamistes radicaux dirigée par Ahmad al-Chareh, devenu président intérimaire.

La chute de M. Assad est intervenue après environ 14 ans de guerre civile en Syrie durant laquelle Israël a mené des centaines de frappes contre des objectifs du pouvoir syrien et de ses alliés, l'Iran et le Hezbollah libanais. Et aujourd'hui, Israël considère avec la plus

grande méfiance les nouvelles autorités de Damas, issues de la mouvance jihadiste.

"Je condamne fermement les violations continues et croissantes de la souveraineté de la Syrie par Israël, y compris les multiples frappes à Damas et dans d'autres villes", a indiqué dans un communiqué l'émissaire spécial de l'ONU pour la Syrie, Geir Pedersen.

Il a demandé "que ces attaques cessent immédiatement et qu'Israël cesse de mettre en danger les civils syriens et respecte le droit international".

- "Prétexte" -

Les frappes se sont encore intensifiées après des violences confessionnelles en début de semaine près de Damas entre groupes armés liés au pouvoir et combattants druzes, qui ont fait plus de 100 morts selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Samedi avant l'aube, plus de 20 frappes ont visé des sites militaires en Syrie, "les plus violentes" cette année d'après l'ONG.

L'agence officielle syrienne Sana a fait état d'un civil tué dans l'une des frappes qui ont visé, selon l'armée israélienne, des infrastructures militaires.

Les combats à Jaramana et Sahnaya, près de Damas,

où vivent des druzes et des chrétiens, et à Soueïda (sud) ont été déclenchés lundi soir par une attaque de groupes armés affiliés au pouvoir après la diffusion d'un message audio attribué à un druze et jugé blasphématoire à l'égard du prophète Mahomet.

Un calme précaire a été rétabli mercredi après des accords entre représentants des druzes et du pouvoir. Des troupes gouvernementales ont été déployées à Sahnaya et la sécurité a été renforcée autour de Jaramana.

Les autorités syriennes ont mis en cause des éléments échappant à leur contrôle dans les combats.

Pour Andreas Krieg, spécialiste de la sécurité au Moyen-Orient à King's College London, "Israël cherche à utiliser la communauté druze, comme il l'a fait avec les Kurdes ou d'autres minorités (...) afin d'affaiblir ou de déstabiliser ses voisins arabes."

"Israël utilise manifestement maintenant (la défense de la communauté druze, ndlr) comme une sorte de prétexte pour justifier son occupation militaire (...) de certaines parties de la Syrie", estime-t-il.

- Déploiement israélien -

Samedi, Israël a rappelé que son armée était déployée dans le sud syrien sans dire où exactement. Il

a affirmé que ses forces étaient "prêtes à empêcher l'entrée de forces hostiles dans les villages druzes".

"Leur présence serait limitée à la province de Qouneïtra (sur le plateau du Golan), où ils ont établi des positions après la chute d'Assad", a dit à l'AFP un responsable local druze à Soueïda.

Israël, techniquement en état de guerre avec la Syrie, occupe depuis la guerre israélo-arabe de 1967 une partie du Golan syrien (sud-ouest). Dans la foulée de la chute de M. Assad, Israël a annoncé le déploiement de son armée dans la zone tampon démilitarisée du Golan, à la lisière de la partie occupée de ce plateau.

Après l'installation à Damas d'un pouvoir dirigé par des islamistes, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu avait "exigé la démilitarisation totale du sud de la Syrie" afin de "contrer toute menace" contre son pays.

Samedi, ses ennemis jurés, l'Iran et le Hezbollah, ont condamné les frappes israéliennes en Syrie, Téhéran accusant Israël de chercher à "détruire les capacités de défense" syriennes.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

3 mai 2025

Turquie: décès d'une figure du parti prokurde et du dialogue avec le PKK

Istanbul, 3 mai 2025 (AFP) — Le député turc Sirri Süreyya Önder, membre du parti prokurde DEM figurant parmi les artisans du dialogue entre Ankara et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), est décédé samedi, a annoncé l'hôpital où il avait été admis mi-avril.

“M. Sirri Süreyya Önder est décédé (...) des suites d'une défaillance multiviscérale au 18e jour de son suivi”, a indiqué l'hôpital Florence Nightingale d'Istanbul dans un communiqué.

M. Önder, âgé de 62 ans, avait été hospitalisé à la suite

d'une rupture de l'aorte, provoquant une vive émotion dans la classe politique turque.

L'élu, dont les funérailles sont prévues dimanche à Istanbul selon son parti, avait joué un rôle clé dans le dialogue entamé à l'automne entre le pouvoir et le PKK, comme il l'avait déjà fait entre 2013 et 2015.

“Nous protégerons comme il se doit la mémoire de Sirri Süreyya Önder et sa lutte pour la paix”, a écrit le DEM sur X, le président turc Recep Tayyip Erdogan exprimant sa “tristesse”.

“Je crois sincèrement que nous atteindrons l'objectif d'une Turquie sans terrorisme pour lequel le regretté Önder avait également travaillé si dur ces derniers temps”, a déclaré le chef de l'Etat turc en référence au dialogue avec le PKK.

M. Önder et plusieurs responsables du DEM avaient rencontré à diverses reprises depuis l'hiver le chef historique du PKK, Abdullah Öcalan, qui a appelé fin février le groupe armé à déposer les armes après quatre décennies d'une guérilla qui a fait plus de 40.000 morts.

Le PKK, dont le commandement est replié dans les montagnes du nord de l'Irak, a accueilli favorablement début mars l'appel de son chef historique, détenu depuis 26 ans.

Mais le groupe armé, considéré comme terroriste par Ankara et ses alliés occidentaux, n'a pas encore prononcé sa dissolution, qui doit intervenir lors d'un congrès.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

6 mai 2025

Iran: un nuage de poussière contraint plusieurs millions d'Iraniens à rester chez eux

Téhéran, 6 mai 2025 (AFP) — Un épais nuage de poussière enveloppant mardi une large partie ouest de l'Iran a contraint les autorités à fermer localement des écoles et à appeler environ 13 millions d'habitants à rester chez eux, selon la télévision d'Etat.

Les provinces du Lorestan, d'Illam, de Kermanshah, du Kurdistan (ouest), de Zanjan (nord-ouest), de Bouchehr (sud) et du Khouzestan (sud-ouest) sont concernées par ces mesures, selon la télévision d'Etat.

La population est invitée à ne pas sortir et à porter un

masque pour tout déplacement impérieux, a indiqué la télévision nationale, soulignant que localement la visibilité ne dépasse pas un kilomètre.

A Bouchehr, ville située à près de 1.100 kilomètres au sud de Téhéran, la qualité de l'air est considérée mardi comme “mauvaise pour les groupes sensibles”, avec un indice AQI de 108, qui dépasse de plus de quatre fois la concentration de micro-particules polluantes PM2,5 dans l'air, jugée acceptable par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Les services météorolo-

giques ont attribué ces conditions au “déplacement d'une grande masse de poussière en provenance d'Irak vers l'ouest de l'Iran”.

Ce phénomène, de plus en plus fréquent en Iran, est aggravé par la sécheresse.

Lundi, plus de 240 personnes ont été hospitalisées pour des problèmes respiratoires dans la province du Khouzestan, selon l'agence de presse officielle Irna.

En juillet 2022, les autorités avaient fermé des écoles et des administrations à Téhéran et dans sa

périphérie en raison de la pollution provoquée par une tempête de sable.

Des intempéries dans le pays ont par ailleurs fait des victimes ces derniers jours.

Neuf personnes ont perdu la vie et 77 autres ont été blessées lors d'intempéries au cours de la semaine écoulée, a indiqué mardi l'agence Tasnim, citant les services d'urgence du pays.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

6 mai 2025

Mort de 27 migrants dans la Manche: le “lien de causalité” entre passeurs et militaires examiné en cassation

Paris, 6 mai 2025 (AFP) — Le 24 novembre 2021, 27 migrants ont péri dans la Manche. La Cour de cassation a examiné mardi les faits imputés aux passeurs présumés, jusqu’ici considérés par la justice comme “indissociables” de ceux qui étaient reprochés aux militaires, accusés de ne pas avoir porté secours.

Le canot avait coulé au petit matin, emportant la vie de 27 passagers, majoritairement des Kurdes irakiens, âgés de 7 à 46 ans.

Depuis, onze passeurs présumés ont été mis en examen, et un mandat d’arrêt a été émis par la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) de Paris pour retrouver l’une des têtes du réseau, qui se trouve probablement en Irak, d’après

une source judiciaire.

Sept militaires français ont aussi été mis en examen, entre mai et juin 2023, pour non-assistance à personne en danger.

Cinq étaient des personnels du centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage (CROSS) Gris-Nez, deux se trouvaient à bord du patrouilleur Le Flamant.

Leur défense tente de scinder les investigations entre un volet “militaires” et un “passeurs”, demandant l’annulation de nombreux actes d’enquête.

En substance, elle estime que seul un juge des affaires militaires peut enquêter - comme c’est habituellement le cas dans les affaires visant des militaires en exercice, sauf en cas de “connexité”.

À ses yeux, les “actions” des passeurs présumés et des militaires “ne sont pas commises en même temps, ou à la suite d’une concertation” et ne peuvent donc être considérées “connexes”.

La cour d’appel de Paris a rejeté leurs requêtes en octobre: elle estime que les infractions reprochées aux militaires et aux passeurs présumés, même si elles sont “de nature différente”, sont “rattachées par un lien de causalité”.

“L’omission de porter secours”, reprochée aux militaires, “n’aurait pas lieu d’être sans l’infraction initiale d’aide à l’entrée et au séjour irrégulier en bande organisée”, imputée aux passeurs, a-t-elle détaillé dans sa décision dont l’AFP

a eu connaissance.

Au moins cinq militaires ont formé un pourvoi, examiné mardi.

Et d’après des sources proches du dossier, l’avocat général a eu la même lecture qu’eux sur l’absence de connexité. Il a ainsi estimé que le lien entre les infractions imputées aux militaires et aux passeurs n’était “pas établi”, n’ayant pas “la même cause” ni “le même mobile”. Ce magistrat a considéré qu’il s’agissait là d’une “simple succession chronologique”, qui ne suffisait pas à lier les infractions sur un plan pénal.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

07 mai 2025

Turquie: le Parlement de l’UE exige la libération d’un journaliste suédois

Strasbourg, 7 mai 2025 (AFP) — Le Parlement européen a exigé mercredi la libération “immédiate et sans conditions” du journaliste suédois Joakim Medin, arrêté fin mars en Turquie puis condamné par un tribunal d’Ankara pour “insulte” au président turc Recep Tayyip Erdogan.

Les eurodéputés “condamnent fermement” cette arrestation, et “réaffirment que la liberté de la presse est un droit fondamental et une valeur essentielle de l’Union européenne”, ajoute le texte

adopté lors d’un vote en session plénière à Strasbourg.

Il s’agissait d’un amendement associé à un “rapport” sur les relations UE-Turquie, sans valeur législative. Cet ajout était défendu par trois eurodéputés du groupe de La Gauche (The Left), deux suédois et un chypriote.

Reporter pour le journal suédois Dagens ETC, Joakim Medin, 40 ans, a été interpellé le 27 mars à son arrivée à Istanbul, où il venait couvrir les manifestations déclenchées par l’arrestation le 19 mars

du maire d’Istanbul Ekrem Imamoglu, principal rival du président Erdogan.

La semaine dernière il a été condamné à onze mois de prison avec sursis par un tribunal d’Ankara, pour “insulte au président”. Il a comparu par visioconférence depuis sa cellule dans une prison de la région d’Istanbul.

Malgré la condamnation à une peine avec sursis, Joakim Medin doit rester en prison dans l’attente d’un autre procès pour “appartenance à une organisation terroriste”.

Le journaliste nie l’accusation de la justice turque selon laquelle il aurait participé en janvier 2023 à Stockholm à une manifestation du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit en Turquie).

Dans le rapport voté mercredi par une nette majorité (367 voix pour, 74 contre et 188 abstentions) les eurodéputés constatent que “le recul démocratique continue en Turquie”, dont le processus d’adhésion à l’UE “doit rester gelé”.

“Plus les autorités turques

s'orientent vers un modèle autoritaire- comme cela a été observé récemment avec l'arrestation d'Ekrem Imamoglu - plus elles s'éloignent de

l'adhésion à l'UE", a commenté l' élu espagnol Nacho Sánchez Amor (Socialistes et Démocrates), rapporteur du texte.

La Turquie a été reconnue comme candidate à l'entrée dans l'UE en 1999 mais les négociations d'adhésion sont gelées depuis 2018.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

08 mai 2025

Journaliste suédois détenu: la ministre des Affaires étrangères suédoise rencontre son homologue turc

Stockholm, 8 mai 2025 (AFP) — La ministre suédoise des Affaires étrangères, Maria Malmer Stenergard a rencontré jeudi son homologue turc Hakan Fidan pour lui demander la libération du journaliste suédois Joakim Medin, arrêté fin mars en Turquie et condamné pour "insulte" au président turc Recep Tayyip Erdogan, a indiqué la diplomatie suédoise.

Cette rencontre a eu lieu en marge d'une rencontre informelle des ministres des Affaires étrangères de l'UE à Varsovie mer-

credi et jeudi, à laquelle était également convié le ministre turc, a précisé le ministère des Affaires étrangères à l'AFP.

"J'ai rencontré le ministre turc des Affaires étrangères, nous avons parlé de Joakim Medin et j'ai clairement indiqué que je voulais qu'il rentre chez lui dès que possible", a-t-elle déclaré au quotidien suédois Expressen.

Reporter pour le journal suédois Dagens ETC, Joakim Medin, 40 ans, a été interpellé le 27 mars à son arrivée à Istanbul, où il venait

couvrir les manifestations déclenchées par l'arrestation le 19 mars du maire d'Istanbul Ekrem Imamoglu, principal rival du président Erdogan.

La semaine dernière il a été condamné à 11 mois de prison avec sursis par un tribunal d'Ankara, pour "insulte au président". Il a comparu par visioconférence depuis sa cellule dans une prison de la région d'Istanbul.

Malgré la condamnation à une peine avec sursis, Joakim Medin doit rester en prison dans l'at-

tente d'un autre procès pour "appartenance à une organisation terroriste".

Le journaliste nie l'accusation de la justice turque selon laquelle il aurait participé en janvier 2023 à Stockholm à une manifestation du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit en Turquie).

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

08 mai 2025

Pour les migrants refoulés d'Europe, le retour amer en Irak

Ranya (Irak), 8 mai 2025 (AFP) — Après avoir tenté, pendant près d'une décennie, d'obtenir des papiers en Allemagne, Mohamed Jalal a été expulsé. Dans son Kurdistan d'Irak natal, c'est un retour à la case départ, dans le dénuement le plus total.

Comme lui, des milliers d'Irakiens et d'autres venus du sud de la Méditerranée sont refoulés d'une Europe qui durcit ses politiques migratoires, en pleine montée de l'extrême droite.

Pour encourager les retours, des pays européens engagent des partenariats avec l'Irak,

au moment où ce pays renoue avec un semblant de normalité après des conflits à répétition. Ils investissent dans des programmes de réinsertion et de formation professionnelle.

Rentré à Ranya, une ville du nord de l'Irak, Mohamed Jalal s'est réinstallé avec son père âgé dans un appartement exigü. Dans la principale pièce à vivre, ils dorment sur de fins matelas de mousse posés à même le béton.

"Si je pouvais retourner en Europe je le ferais. Si ma demande était acceptée, je serais en règle et je travaillerais dans un restaurant kurde,

sans toucher d'allocations publiques", plaide-t-il.

"Ici, je n'ai pas d'emploi", lâche M. Jalal, 39 ans.

En 2015, il rejoint la Turquie, où une embarcation de fortune le transporte d'Izmir vers une île grecque. Ensuite Athènes, la Macédoine du Nord, la Serbie, la Croatie et enfin l'Allemagne.

Logé dans un centre pour demandeurs d'asile, il recevait de l'Etat 300 euros par mois.

Parfois, se souvient-il, "j'allais à Nuremberg et Munich pour travailler au noir", générale-

ment "deux ou trois mois" en hiver, quand les inspections du travail diminuaient.

- "Pas besoin de protection" -

Après deux rejets de sa demande d'asile, il est renvoyé en Irak en janvier 2024.

Il tente d'ouvrir une boulangerie, sans succès. Durant deux mois il travaille sur un stand de falalé pour sept dollars par jours.

Aujourd'hui il vit grâce aux 150 dollars mensuels envoyés par des proches en Grande-Bretagne.

Au dernier trimestre 2024, près de 125.000 citoyens non-européens ont reçu l'ordre de quitter un pays de l'Union européenne, 16,3% de plus que durant la même période en 2023.

“Par principe, l'Allemagne rapatrie ceux qui doivent quitter le pays”, a confirmé à l'AFP l'ambassade à Bagdad.

“Il n'y a pas de perspectives de résidence pour les gens qui, dans l'espoir d'une vie meilleure, entrent de manière irrégulière en Allemagne mais n'ont pas besoin de protection”, selon l'ambassade.

En une décennie, rappelle-t-elle, Berlin “a accordé protection et refuge à des millions de personnes fuyant la guerre et les violences dans leur pays natal.”

Ces dernières années, le Kurdistan d'Irak a été endeuillé par des naufrages en mer, à cause des périlleuses traversées en Méditerranée ou dans la Manche.

La région autonome se présente comme un havre de sécurité mais connaît des difficultés économiques qui alimentent le désenchantement des jeunes. En 2021 le chômage des 15-24 ans atteignait 37,2%, selon des statistiques officielles.

- “Enrayer la migration illégale” -

Après quatre décennies de conflits et les exactions du groupe Etat islamique (EI), qui ont provoqué des vagues de migrations, l'Irak, riche en pétrole, a retrouvé une relative stabilité. Même si persistent corruption endémique et politiques publiques défailtantes.

A Bagdad et à Erbil, l'agence de développement allemande GIZ gère des centres proposant aux exilés de retour formations professionnelles et accompagnement à la création d'entreprise.

Le programme est financé par les autorités allemandes, suisses et par l'Union européenne. Entre juin 2023 et mai 2024, ces centres ont “conseillé et soutenu” quelque 350 personnes, rentrées notamment d'Allemagne, de l'UE ou de la région, précise GIZ à l'AFP.

Des pays européens ont des accords bilatéraux “de retour et de réadmission” avec l'Irak et l'UE finalise avec Bagdad un partenariat similaire, indique à l'AFP son ambassadeur, Thomas Seiler.

“La migration illégale doit être enrayerée”, justifie-t-il. “La capacité (...) des villes et villages à recevoir et intégrer des migrants a depuis longtemps

été atteinte, au moins dans certaines parties de l'UE”.

En 2023, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a parrainé les “retours volontaires” de 1.577 Irakiens souhaitant rentrer depuis une vingtaine de pays, dont l'Allemagne et la Turquie.

- Revoir l'Europe “en touriste” -

Avec des financements danois et finlandais, la fondation kurde Rwanga a lancé en 2023 un programme de réinsertion.

A ce jour, plus de 120 personnes ont suivi des formations pour élaborer un business plan et créer leur micro-entreprise. Quinze ont reçu une bourse de 4.000 à 5.000 euros.

Souvent, c'est pour se lancer dans “la construction ou la menuiserie, la réparation de portables et d'appareils électroniques, la restauration ou la vente au détail. Pour les femmes les salons de beauté”, poursuit Kamiran Shivan, responsable des programmes chez Rwanga.

Certaines personnes se sont parfois endettées pour émigrer, rappelle-t-il. Rentrées bredouilles, “elles n'ont pas de revenus pour rembourser”.

Mohamed Ismaïl a bénéficié d'un financement qu'il a investi pour s'associer dans l'atelier de mécanique où il était autrefois employé.

En 2016, il est parti pour l'Allemagne, pour “améliorer” sa situation et “obtenir une nationalité européenne”.

“Le temps passait, cinq ans et huit mois, je ne faisais aucun progrès”. Hébergé dans un centre, il recevait une aide mensuelle d'un peu plus de 300 euros.

“Le plus difficile a été l'attente”, se souvient-il, dans le vacarme des employés réparant une voiture.

Après trois refus, sa ville d'Erbil étant considérée comme sûre, il consent à rentrer en Irak en avril 2021 et reçoit 500 euros de l'Allemagne et d'une agence de l'ONU.

Aujourd'hui, son atelier lui rapporte 550 dollars par mois pour faire vivre sa femme et son enfant de trois ans.

“Je ne pense plus à émigrer”, reconnaît-t-il. “Si je retourne en Europe ce sera en touriste”.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

9 mai 2025

Derrière le soutien d'Israël aux druzes, l'objectif d'affaiblir durablement la Syrie

Jérusalem, 9 mai 2025 (AFP) — L'attachement affiché par Israël à défendre les druzes syriens s'accorde, de l'aveu même de certains de ses dirigeants, avec un but stratégique de long terme: l'affaiblissement de la Syrie.

A la suite de heurts intercommunautaires sanglants dans

ce pays, Israël, qui occupe une partie de son territoire depuis 1967, a invoqué la protection de la minorité druze pour justifier plusieurs frappes, dont une le 3 mai à proximité du palais présidentiel à Damas.

Pour le Premier ministre Benjamin Netanyahu, il s'agissait

d'adresser un “message clair”: Israël ne permettra aucun “déploiement de forces [armées syriennes] au sud de Damas” ni aucune “menace” contre les druzes.

Dès mars, l'Etat hébreu avait menacé d'intervenir si le nouveau pouvoir qui a fait tomber Bachar al-Assad “s'en [prenait

aux druzes”.

Toutefois, selon Andreas Krieg, maître de conférences au King's College de Londres, Israël n'est pas mu par “un souci altruiste”: il “se sert [des druzes] comme d'un prétexte pour justifier son occupation militaire” en Syrie.

Dans une déclaration révélatrice des intentions d'Israël, le ministre des Finances Bezalel Smotrich a affirmé que son gouvernement ne mettrait pas fin à la guerre déclenchée le 7 octobre 2023 par le mouvement islamiste palestinien Hamas à Gaza avant que "la Syrie [soit] démantelée".

"Pour contenir la situation", le président syrien par intérim, Ahmad al-Chareh, a confirmé mercredi "des discussions indirectes" avec Israël. Interrogée par l'AFP, la diplomatie israélienne n'a pas commenté.

- "Autonomie druze" -

Enfermé depuis le 7-October dans une guerre qui a largement débordé des frontières d'Israël, M. Netanyahu répète que son pays se bat pour sa survie et qu'il est déterminé à "changer le Moyen-Orient".

En 2015, alors membre de l'Institut d'études pour la sécurité nationale (INSS), son ministre des Affaires étrangères, Gideon Saar, avait défendu un morcellement de la Syrie en diverses entités ethno-religieuses, prévoyant une "autonomie druze dans le sud".

Le projet rappelle le découpage de la Syrie imposé dans l'Entre-deux-guerres par la France, alors puissance mandataire. Paris avait dû y renoncer sous la pression des nationalistes syriens, y compris druzes.

Grand voisin d'Israël au nord-est, la Syrie a participé à trois guerres israélo-arabes, en 1948-1949, 1967 et 1973.

La dernière a consacré la mainmise d'Israël sur la partie du Golan syrien conquise en 1967 (et annexée depuis 1981).

Dans la foulée de la chute de M. Assad, Israël a pris le contrôle de la zone démilitarisée sous contrôle de l'ONU au Golan et mené des centaines de frappes sur des cibles militaires en Syrie.

Objectif affiché: empêcher que les armes du pouvoir déchu ne tombent entre les mains des nouvelles autorités, issues de la mouvance islamiste, et dans lesquelles le gouvernement israélien voit un ennemi.

Les druzes, adeptes d'une religion syncrétique issue de l'islam chiite, sont présents

surtout en Syrie, au Liban et en Israël.

Israël recense quelque 152.000 druzes, selon les dernières données disponibles. Ce chiffre inclut les 24.000 druzes habitant dans la partie annexée du Golan, dont moins de 5% ont la nationalité israélienne.

- Contre la Turquie -

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), des affrontements avec les forces de sécurité du nouveau pouvoir fin avril ont fait 126 morts dans des zones majoritairement druzes et chrétiennes proches de Damas et dans le bastion druze de Soueïda (sud-ouest).

Après ces heurts, cheikh Hikmat al-Hajri, sommité religieuse druze syrienne, a réclamé l'envoi d'une force de protection internationale, et souscrit à une déclaration communautaire affirmant que les druzes constituent "une partie inaliénable" de la Syrie.

En Israël, des druzes ont participé à plusieurs manifestations réclamant que le gouverne-

ment défende leurs coreligionnaires en Syrie.

Loyaux à Israël, les druzes sont surreprésentés dans l'armée et la police, par rapport à leur importance dans la population.

"Israël se sent redevable vis-à-vis des druzes et de leur engagement exceptionnel dans l'armée", note Efraïm Inbar, chercheur à l'INSS.

Selon lui, les défendre s'inscrit aussi dans la géopolitique recomposée de l'après-Assad où Israël "tente de protéger les minorités druze et kurde de la majorité sunnite et d'éviter que la Turquie n'étende son influence à la Syrie".

A rebours d'Israël, Ankara, aux prises avec son propre problème kurde, soutient les nouvelles autorités de Damas et ne veut surtout pas voir se consolider les positions kurdes dans le nord-est de la Syrie, le long de sa frontière.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

9 mai 2025

Minorité yazidie: la Cour de cassation demande le réexamen des poursuites pour génocide

Paris, 9 mai 2025 (AFP) — La Cour de cassation a demandé mercredi à la cour d'appel de Paris de réexaminer les poursuites qu'elle avait annulées pour génocide visant une revenante française de Syrie, suspectée d'avoir dans ce pays au printemps 2015 réduit en esclavage une adolescente yézidie, selon un arrêt consulté vendredi par l'AFP.

Un juge d'instruction du pôle crimes contre l'humanité du tribunal de Paris avait fait en

septembre de Sonia Mejri, 35 ans, ex-épouse d'Abelnasser Benyoucef, un émir du groupe État islamique (EI), la première revenante française de Syrie à comparaître en France pour génocide sur les Yazidis, minorité ethnoreligieuse kurdophone.

Mais la cour d'appel de Paris avait infirmé cette décision en janvier, ne retenant que les poursuites pour des infractions terroristes ainsi que pour complicité de crimes contre l'humanité.

La Chambre criminelle de la plus haute juridiction judiciaire française a cassé cet arrêt mercredi au terme d'un débat sur l'interprétation de la loi.

Elle a estimé que l'on pouvait être poursuivi pour génocide si l'on s'en était pris à un seul membre d'un groupe faisant l'objet d'un plan concerté tendant à sa destruction totale ou partielle", et non nécessairement plusieurs comme le soutenait la cour d'appel de Paris.

Cette dernière devra donc réexaminer ces poursuites pour génocide, sachant que celles pour les infractions terroristes ainsi que pour complicité de crimes contre l'humanité sont actées.

"Je suis déçu par l'arrêt de la Cour de cassation, mais convaincu que ma cliente sera relaxée devant les juges du siège", a réagi Me Nabil Boudi, qui la défend.

"La cour n'a pas tranché sur les faits mais sur des ques-

tions de droit, qui ne remettent en cause en aucun cas l'innocence de ma cliente", a-t-il ajouté.

Les violences sexuelles ont été utilisées par les jihadistes de l'EI comme des armes pour briser la résistance des Yazidis et instaurer un climat

de peur généralisé. En atteste notamment l'instauration de marchés aux esclaves sexuelles.

Sonia Mejri, elle, a contesté toute infraction liée à la Yazidie: son ex-mari en était le "propriétaire", avait-elle déclaré au cours de l'enquête,

et elle n'avait "aucun droit" sur la jeune fille.

Elle avait elle-même formé un pourvoi contre l'arrêt d'appel.

Un procès par défaut a été ordonné contre Abdelnasser Benyoucef comme auteur de génocide et de crimes contre

l'humanité, et pour des infractions terroristes. Visé par un mandat d'arrêt, il est présumé mort depuis 2016.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

9 mai 2025

Turquie: le PKK s'est réuni "avec succès" en vue de sa dissolution

Istanbul, 9 mai 2025 (AFP) — Le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) a réuni son congrès "avec succès" en vue de prononcer sa dissolution et de mettre un terme à des décennies de combats fratricides qui ont fait près de 40.000 morts en Turquie.

Selon les informations rapportées vendredi par l'agence prokurde ANF, proche du parti armé, les travaux se sont tenus du 5 au 7 mai dans "les zones de défense Media", terme utilisé par le mouvement pour désigner les montagnes de Qandil, dans le nord de l'Irak, où se trouvent le commandement militaire du PKK et ses combattants.

"Le 12e congrès du PKK s'est réuni avec succès à l'appel du leader Abdullah Öcalan et l'a salué avec nostalgie et respect", rapporte l'agence, citant un communiqué de la présidence du congrès.

Celle-ci précise que "des décisions d'une importance historique" ont été prises "concernant les activités du PKK, sur la base de l'appel" de M. Öcalan.

Le 27 février, le leader historique du PKK Abdullah Öcalan, "Apo" (oncle, en kurde) pour ses partisans, avait ap-

pelé son mouvement à déposer les armes et à se dissoudre.

Cet appel du leader de 76 ans, incarcéré depuis 26 ans sur l'île prison d'Imrali, au large d'Istanbul, faisait suite à une médiation initiée à l'automne par un allié du gouvernement de Recep Tayyip Erdogan, le nationaliste Devlet Bahçeli, via le parti prokurde DEM.

Le PKK avait répondu favorablement le 1er mars, annonçant un cessez-le-feu immédiat avec les forces turques.

Le DEM a salué vendredi un "tournant historique". "Une nouvelle page s'ouvre sur la voie d'une paix honorable et d'une solution démocratique", a estimé le parti dans un communiqué, ajoutant que "toutes les institutions politiques démocratiques", en particulier l'Assemblée nationale turque, devraient "prendre leurs responsabilités pour une véritable démocratisation" du pays.

Un responsable du parti, troisième force au parlement turc, a indiqué à l'AFP que les travaux du congrès ont été retardés par le décès le 3 mai de l'un de ses membres, Sirri Süreyya Önder, qui était très impliqué dans cette média-

tion et proche de M. Öcalan.

- "opportunité historique" -

Le Congrès du PKK lui a rendu hommage "avec respect et gratitude", et appelé "tout le monde à travailler ensemble pour atteindre les objectifs de paix et de société démocratique" défendus par M. Önder, rappelle l'ANF.

Après avoir salué une "opportunité historique" de paix, le président Erdogan avait juré de poursuivre les opérations armées contre le PKK "si (ses) promesses n'étaient pas tenues".

Mi-mars, le PKK s'était dit dans l'impossibilité de se réunir en raison des bombardements turcs persistants sur ses positions.

"Chaque jour, des avions de reconnaissance (turcs, NDLR) volent, chaque jour, ils bombardent, chaque jour, ils attaquent", avait insisté sur une chaîne de télévision kurde, Sterk TV, Cemil Bayik, l'un des dirigeants du mouvement.

Le sort de M. Öcalan à ce stade n'est pas connu, mais un responsable du parti au pouvoir AKP a laissé entendre que son régime de détention serait "assoupli", sans cependant évoquer sa remise

en liberté, selon le quotidien turc progouvernemental Türkiye.

"Certaines mesures administratives seront prises. Un officier sera chargé de l'assister à Imrali. Les conditions de détention seront assouplies. (...) Les rencontres avec le DEM et la famille seront également plus fréquentes", selon ce responsable qui affirme que "Öcalan lui-même a déclaré ne pas vouloir quitter Imrali".

Selon ce responsable, le fondateur et leader du PKK, toujours respecté de ses partisans, craint pour sa vie s'il quitte sa prison. "Il sait qu'il aura un problème de sécurité lorsqu'il sortira".

L'Irak avait exigé en mars un retrait total de son territoire de l'armée turque et des combattants du PKK en cas d'accord de paix.

De leur côté, les combattants kurdes au sein des Forces démocratiques syriennes (FDS), dans le nord-est de la Syrie, s'étaient dits "pas concernés" par l'appel du PKK à désarmer.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

12 mai 2025

Öcalan, l'icône kurde, de la guerre à la paix

Istanbul, 12 mai 2025 (AFP) — “L'oncle qui incarne la cause”: 26 ans après sa capture par les services secrets turcs, Abdullah Öcalan, chef historique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui a annoncé lundi sa dissolution, reste depuis sa cellule l'icône de la cause kurde en Turquie.

Arrêté le 15 février 1999 au Kenya au terme d'une traque acharnée et emprisonné depuis à l'isolement sur l'île-prison d'Imrali, au large d'Istanbul, le vieux leader de 76 ans a officiellement tourné la page de la lutte armée en lançant fin février un appel à la dissolution du parti.

C'est la troisième fois, après deux vaines tentatives au début des années 2000, puis en 2013, que le chef historique appelait à cesser le feu.

“Tous les groupes doivent déposer les armes et le PKK doit se dissoudre”, ordonnait-il dans un long message lu par des députés prokurdes qui lui avait rendu visite, affirmant “assumer” cette décision historique.

Dès l'automne et l'ouverture du dialogue initié par Ankara, il s'était fait fort de pouvoir ramener la question kurde “du terrain de la violence au terrain de la politique”, assurant être “prêt à prendre les mesures nécessaires”.

Malgré l'enfermement et le silence, celui que ses fi-

dèles appellent “Apo” ou “Serok” (“oncle” et “chef”, en kurde) continue d'incarner la cause kurde en Turquie, où le conflit entre le PKK et l'Etat a fait plus de 40.000 morts depuis 1984.

Son aura perdure également en Europe où des réfugiés kurdes brandissent régulièrement des drapeaux et pancartes affichant son visage rond. Même si avec le temps, l'épaisse moustache noire barrant son visage a viré au gris.

- Perpétuité -

Né le 4 avril 1949 dans une famille paysanne, dans le village d'Ömerli à la frontière syrienne, Abdullah Öcalan s'engage à l'extrême gauche pendant ses études en sciences politiques à Ankara, ce qui lui vaut un premier séjour en prison en 1972.

En 1978, il fonde le PKK, d'obédience marxiste-léniniste. Deux ans plus tard, c'est l'exil, en Syrie puis au Liban dans la plaine de la Bekaa alors sous contrôle syrien, où il installe son quartier général.

“Apo” opte en août 1984 pour la lutte armée afin au départ d'arracher la création d'un Etat kurde.

Aux attaques du PKK répond la répression féroce d'Ankara. Le sud-est du pays est progressivement plongé dans un état de quasi guerre civile, avec un groupe qualifié de “terroriste” par la Turquie, les

Etats-Unis et l'Union européenne.

Contraint en 1998 de quitter la Syrie sous la pression turque, il erre dans toute l'Europe avant d'être capturé par les services secrets turcs à la porte de l'ambassade de Grèce à Nairobi, au Kenya.

Ramené en Turquie, il est condamné à mort, une peine commuée en emprisonnement à perpétuité lors de la suppression de la peine capitale en 2002.

- “Acteur de référence” -

Ankara pensait en l'arrêtant avoir décapité le PKK. Mais même à l'isolement, “Apo” a continué de diriger son mouvement en délivrant ses instructions à ses visiteurs, même si le commandement militaire, réfugié en Irak, lui a échappé.

C'est ainsi lui qui, par deux fois, au début des années 2000, puis en 2013, ordonne un cessez-le-feu unilatéral.

Lui, encore, qui commande au mouvement de renoncer à l'idée d'un Etat kurde indépendant et de militer pour une autonomie politique au sein de la Turquie, dont les Kurdes représentent selon les estimations un cinquième des 85 millions d'habitants.

En 2015, après deux ans d'apaisement et de négociation avec Ankara sur les droits culturels et la représentation politique des Kurdes, le conflit reprend

dans le sud-est à majorité kurde de Turquie, dévastant notamment la vieille ville de Diyarbakir.

Abdullah Öcalan déplorera l'année suivante que “tant de gens (soient) morts”, surtout des jeunes peu aguerris, dans “une guerre où aucun camp ne peut l'emporter”, selon des propos rapportés par son frère Mehmet.

Depuis, “la société kurde s'est diversifiée et le mouvement kurde politique et légal s'est imposé comme un acteur”, souligne Hamit Bozarslan, directeur d'études à l'EHESS, à Paris.

“Öcalan reste l'acteur de référence”, estime le chercheur: “Pour une grande partie des Kurdes, (...) c'est l'oncle qui incarne non seulement la cause, mais qui incarne la nation kurde dans sa totalité”.

Ses conditions de détention devraient être assouplies, mais il est peu probable qu'il recouvre une entière liberté: selon un responsable du parti AKP au pouvoir en Turquie, “Öcalan lui-même a déclaré ne pas vouloir quitter Imrali. Il sait qu'il aura un problème de sécurité lorsqu'il sortira”, ajoutait-il.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

12 mai 2025

Turquie: le PKK annonce sa dissolution et la fin de la lutte armée

Istanbul, 12 mai 2025 (AFP) — Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a annoncé lundi sa dissolution et la fin de la lutte armée après plus de quatre décennies de guérilla contre l'État turc, qui a fait plus de 40.000 morts.

Dans un communiqué cité par l'agence prokurde ANF, le PKK considère qu'il a accompli sa "mission historique" et que grâce à la lutte armée "la question kurde est parvenue à un point où elle peut désormais être résolue par une politique démocratique".

Il confirme que le 12e Congrès du parti, qui a eu lieu la semaine passée dans les montagnes du nord de l'Irak, "a décidé de dissoudre la structure organisationnelle du PKK et de mettre fin à la voie de la lutte armée", répondant ainsi à l'appel de son chef historique et fondateur, Abdullah Öcalan, lancé le 27 février.

Le parti au pouvoir AKP a salué lundi "une étape importante vers l'objectif d'une Turquie débarrassée du terrorisme".

"Cette décision doit être mise en pratique et réalisée dans toutes ses dimensions", a insisté Ömer Çelik, porte-parole du parti: "la fermeture de toutes les branches et extensions du PKK et de ses structures illégales constituera un tournant".

Les modalités pratiques de cette décision restent toutefois à définir.

- "Responsabilité face à l'Histoire" -

"Apo" (oncle, en kurde), comme l'appellent ses partisans, est détenu à l'isolement depuis 26 ans. A 76 ans il est peu probable qu'il quitte l'île-prison d'Imrali, au large d'Istanbul, mais il devrait voir ses conditions assouplies, selon un responsable du parti au pouvoir AKP cité par le quotidien progouvernemental Türkiye.

"Les conditions de détention seront assouplies (...) Les rencontres avec le DEM et la famille seront également plus fréquentes", selon ce responsable qui affirme que "Öcalan lui-même a déclaré ne pas vouloir quitter Imrali".

"Il sait qu'il aura un problème de sécurité lorsqu'il sortira", ajoutait-il.

Le PKK souligne lundi que sa dissolution "fournit une base solide pour une paix durable et une solution démocratique" et en appelle au Parlement turc.

"À ce stade, il est important que la Grande Assemblée (...) joue son rôle avec responsabilité face à l'Histoire", indique-t-il.

L'autodissolution du PKK est l'aboutissement d'un

processus initié à l'automne par le principal allié du président Recep Tayyip Erdogan, le nationaliste Devlet Bahçeli qui a tendu la main à M. Öcalan et lancé une médiation via le parti prokurde DEM.

Le PKK avait répondu favorablement le 1er mars à l'appel de son chef historique, annonçant un cessez-le-feu immédiat avec les forces turques. Mais il avait ensuite fait valoir les difficultés de réunir son congrès alors que l'aviation turque continuait de bombarder ses positions.

- "Opportunité historique" -

Après avoir salué une "opportunité historique" de paix, avec "nos frères kurdes" à la suite à l'appel de M. Öcalan, le président Erdogan avait juré de poursuivre les opérations armées contre le PKK "si (ses) promesses n'étaient pas tenues".

Resté en retrait pendant toute la durée du processus, le chef de l'Etat a laissé son allié Devlet Bahçeli en première ligne.

Mais pour Gönül Tol, directrice du programme Turquie au Middle East Institute, jointe par l'AFP, "le principal moteur (de ce processus) a toujours été la consolidation du pouvoir d'Erdogan".

Selon elle, le chef de l'Etat pourra ainsi se présentera aux élections de 2028 ren-

forcé face à une opposition divisée.

La chercheuse rappelle que la population kurde ne s'est pas jointe aux manifestations de l'opposition en mars pour dénoncer l'arrestation du maire d'Istanbul Ekrem Imamoglu, pas plus qu'au rassemblement du parti samedi à Van (est), ville à forte population kurde.

M. Imamoglu, incarcéré depuis le 23 mars est le candidat officiel du CHP, premier parti d'opposition, pour l'élection présidentielle de 2028.

Pour elle, "le manque de participation kurde à ce rassemblement montre que la stratégie d'Erdogan, qui consiste à diviser pour mieux régner, fonctionne".

Elle affirme que le chef de l'Etat "a toujours cherché à creuser un fossé entre le parti prokurde et le reste de l'opposition. Et c'est exactement ce qui est en train de se produire".

Selon certaines estimations, la population kurde représente 20% des 85 millions d'habitants de la Turquie.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

13 mai 2025

Dissolution du PKK: le parti prokurde réclame des “mesures de confiance” au gouvernement turc

Ankara, 13 mai 2025 (AFP) — Le Parti prokurde DEM a réclaté mardi la mise en œuvre de “mesures de confiance” au gouvernement turc avant la fête musulmane de l’Aïd al-Adha début juin, suite à la dissolution du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

“Nous attendons du pouvoir qu’il assume ses devoirs et ses responsabilités”, a indiqué le coprésident du DEM Tuncer Bakirhan, en réclamant “la mise en place de mesures de confiance, concrètes et humanitaires, sans attendre la fin de l’Aïd”.

“L’Aïd al-Adha serait alors

doublement une fête”, a-t-il ajouté devant son groupe parlementaire.

La libération des prisonniers politiques malades et l’amélioration des conditions de détention du fondateur et chef historique du PKK, Abdullah Öcalan, emprisonné à l’isolement depuis 1999, devraient faire partie des premières mesures, a souligné M. Bakirhan devant les journalistes.

“Nous savons tous très bien ce que la société attend réellement. Les revendications qui reviennent les plus souvent (...) concernent les prisonniers malades et les centaines de milliers de

détenus”, a-t-il affirmé.

“Certaines choses peuvent être accomplies avant les mesures légales. Par exemple, les conditions de M. Öcalan. Je pense que le pouvoir peut prendre certaines dispositions pour que la société, qui a des doutes et des inquiétudes, puisse croire pleinement en ce processus”, a-t-il ajouté.

Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a annoncé lundi sa dissolution et la fin de plus de quatre décennies d’une lutte armée contre l’État turc qui a fait plus de 40.000 morts.

Les responsables du DEM et le groupe armé ont af-

firmé à de nombreuses reprises que le gouvernement devrait répondre par des mesures légales pour garantir le succès du processus de paix après la dissolution du PKK.

Le PKK a affirmé lundi que sa dissolution “fournit une base solide pour une paix durable et une solution démocratique” et en a appelé au Parlement turc: “à ce stade, il est important que la Grande Assemblée (...) joue son rôle face à l’Histoire”, a-t-il insisté.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

13 mai 2025

L’Iran salue la dissolution du PKK comme une “étape importante”

Téhéran, 13 mai 2025 (AFP) — Le ministère iranien des Affaires étrangères a salué mardi la dissolution du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), une “étape importante vers le rejet de la violence et le renforcement de la sécurité”.

“Nous espérons que l’aboutissement de ce processus contribuera à promouvoir la stabilité et la paix en Turquie et dans la région”, a estimé le porte-parole du ministère, Esmail Baqaei, dans un communiqué.

Le PKK a annoncé lundi sa dissolution et la fin de plus de quatre décennies d’une lutte armée contre l’Etat turc, qui a fait plus de 40.000 morts.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a salué une “décision importante pour le maintien de la paix et de la fraternité” en Turquie.

Branche dissidente du PKK fondée en 2004, le Parti pour une vie libre au Kurdistan (PJAK) a été activement impliqué dans des opéra-

tions contre les forces armées iraniennes au cours des deux dernières décennies.

Il a mené des combats contre les forces iraniennes dans des zones kurdes montagneuses, le long de la frontière irano-irakienne.

Ce groupe armé, qualifié d’organisation terroriste par l’Iran, la Turquie et les Etats-Unis, revendiquait l’autodétermination des Kurdes en Iran.

A l’été 2011, des affrontements entre le PJAK et les Gardiens de la révolution, l’armée idéologique de l’Iran, avaient entraîné la mort de dizaines de membres des Gardiens et de plus de 100 combattants, selon les médias iraniens.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

14 mai 2025

Les Syriens fêtent la fin des sanctions américaines et rêvent de prospérité

Alep (Syrie), 14 mai 2025 (AFP) — La spectaculaire décision du président américain Donald Trump de lever les sanctions contre la Syrie a été accueillie durant la nuit par des tirs de feux d'artifice et des applaudissements nourris de la population à travers le pays dévasté.

A Alep, deuxième ville de Syrie, des dizaines d'hommes, de femmes et d'enfants ont envahi la place Saadallah Al-Jabiri, en entonnant des chants joyeux et en brandissant le nouveau drapeau du pays.

“Ces sanctions étaient imposées à Assad, mais aujourd'hui, maintenant que la Syrie a été libérée, cela aura un impact positif sur l'industrie, cela stimulera l'économie et encouragera les gens à revenir”, s'est réjoui Zain al-Jabali, 54 ans, propriétaire d'une fabrique de savon.

Dans le brouhaha des automobilistes klaxonnant pour célébrer la nouvelle, Ghaith Anbi, un ingénieur de 26 ans, évoque sa “deuxième plus grande joie depuis la chute d'Assad”.

“La levée des sanctions contre le peuple syrien aura un impact très positif sur la reconstruction et la remise en état des infrastructures, notamment à Alep, ville importante pour l'économie”, a-t-il déclaré

à l'AFP, en rêvant d'une “grande prospérité économique” pour le peuple syrien.

Le président américain Donald Trump a annoncé mardi à Ryad qu'il allait “ordonner l'arrêt des sanctions contre la Syrie”, qui pèsent lourdement sur l'économie du pays, exsangue après 14 années de guerre civile.

Il a affirmé que ce geste fort allait lui “donner une chance de grandeur”, en allusion à son fameux slogan “Rendre sa grandeur à l'Amérique”.

Cette décision était réclamée plus particulièrement par l'Arabie saoudite et la Turquie.

La Syrie fait l'objet de sanctions internationales depuis 1979, mais elles ont été renforcées après la répression par le pouvoir de Bachar al-Assad de manifestations prodémocratie en 2011.

L'Union européenne, le Royaume-Uni et le Canada avaient déjà assoupli leurs sanctions, intensifiées pendant la guerre civile syrienne.

- “Début d'une nouvelle ère” -

Donald Trump a également rencontré assez longuement mercredi à Ryad le président syrien isla-

miste Ahmad al-Chareh, qui a salué un “tournant décisif”.

Le président américain a appelé le nouveau chef de l'Etat syrien, arrivé au pouvoir en décembre à la tête d'une coalition de forces islamistes qui ont renversé Bachar al-Assad, à rejoindre les accords d'Abraham, par lesquels plusieurs pays arabes ont reconnu Israël en 2020, d'après un compte-rendu publié par la Maison Blanche.

Il lui a également demandé d'expulser les membres de groupes armés palestiniens et de prendre “la responsabilité” des prisons détenant des membres du groupe Etat islamique en Syrie, actuellement prises en charge par les forces kurdes, auxquelles s'opposent la Turquie voisine, selon la même source.

Le ministère syrien des Affaires étrangères a qualifié la décision de M. Trump de “tournant décisif”, qui contribuera à apporter la stabilité, à attirer les investissements et à réintégrer le pays dans l'économie mondiale.

Le ministre des Finances, Mohammed Barnieh, a pour sa part estimé que la levée des sanctions “aidera la Syrie à construire ses institutions, à fournir des services essentiels à

la population et créera de grandes opportunités pour attirer les investissements et restaurer la confiance dans l'avenir de la Syrie”.

Les sanctions américaines “n'ont fait que nuire au peuple syrien, pas au régime”, a résumé à Alep Taqi al-Din Najjar, 63 ans.

A Damas, la capitale, des dizaines d'autres personnes se sont rassemblées sur l'emblématique place des Omeyyades.

“Ma joie est immense. Cette décision aura certainement un impact positif sur l'ensemble du pays. La construction va reprendre, les personnes déplacées vont revenir et les prix vont baisser”, a jugé Hiba Qassar, 33 ans, professeur d'anglais.

Ahmed Asma, 34 ans, espère que “maintenant que les sanctions sont levées, nous pourrons vivre comme avant, voire mieux”.

“Nous espérons que ce sera le début d'une nouvelle ère pour la Syrie”, a-t-il encore confié à l'AFP, alors qu'il traversait la place en voiture.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

14 mai 2025

Trump demande au président syrien de normaliser les liens avec Israël après la levée des sanctions sur Damas

Ryad (Arabie saoudite), 14 mai 2025 (AFP) — Donald Trump a rencontré mercredi à Ryad le président syrien islamiste Ahmad al-Chareh, à qui il a demandé de normaliser la relation avec Israël, après avoir annoncé une spectaculaire levée des sanctions contre Damas.

L'entrevue, la première entre présidents des deux pays en 25 ans et annoncée au départ comme brève et informelle par Washington, a duré près d'une trentaine de minutes, en présence du prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane et du président turc Recep Tayyip Erdogan, qui s'est joint virtuellement à la conversation.

Le président américain a appelé le nouveau chef de l'Etat syrien, arrivé au pouvoir en décembre à la tête d'une coalition de forces islamistes qui ont renversé Bachar al-Assad, à rejoindre les accords d'Abraham, par lesquels plusieurs pays arabes ont reconnu Israël en 2020, d'après un compte-rendu publié par la Maison Blanche.

Il lui a également demandé d'expulser les membres de groupes armés palestiniens, et de prendre "la responsabilité" des prisons détenant des membres du groupe Etat islamique en Syrie, actuellement prises en charge par les forces kurdes auxquelles s'oppose la Turquie voisine, selon la même source.

La diplomatie syrienne a fait état de son côté d'une "réunion historique", affirmant qu'elle avait abordé la levée des sanctions contre la Syrie, an-

noncée la veille par le président américain, et la lutte contre le terrorisme et "les acteurs non étatiques et groupes armés", sans mentionner les relations avec Israël.

Donald Trump avait créé la surprise mardi en annonçant qu'il allait "ordonner l'arrêt des sanctions" qui pèsent lourdement sur l'économie de la Syrie, afin de lui donner "une chance de grandeur", en allusion à son fameux slogan "Rendre sa grandeur à l'Amérique".

Cette décision était réclamée plus particulièrement par l'Arabie saoudite et la Turquie.

La Syrie fait l'objet de sanctions internationales depuis 1979, mais elles ont été renforcées après la répression par le pouvoir de Bachar al-Assad de manifestations pro-démocratie en 2011.

- "Bonne chance" -

"Les sanctions étaient vraiment paralysantes", a déclaré mercredi le président américain lors d'une rencontre, également à Ryad, avec les dirigeants et représentants des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), c'est-à-dire l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, Bahreïn, le Qatar, le Koweït et Oman.

"Nous étions convaincus que cela leur donnerait une chance. Ce ne sera pas facile de toute façon, alors cela leur donne une bonne et forte chance, et j'ai eu l'honneur de le faire", a-t-il répété.

Le ministère syrien des Af-

aires étrangères s'était réjoui mardi de ce "tournant décisif", après que l'Union européenne, le Royaume-Uni et le Canada ont déjà assoupli leurs propres régimes de sanctions.

M. Chareh avait aussi été reçu avec les honneurs à l'Elysée par le président français Emmanuel Macron qui l'avait exhorté le 7 mai à protéger "tous les Syriens sans exception" face aux violences et exactions entre diverses communautés syriennes.

La levée des sanctions signifie que "Washington a accepté les garanties de l'Arabie saoudite pour légitimer la nouvelle administration syrienne", a affirmé Rabha Seif Allam, du Centre d'études politiques et stratégiques d'al-Ahram au Caire.

Elle permettra à Damas de "recevoir les financements nécessaires pour relancer l'économie, imposer l'autorité de l'Etat central et lancer des projets de construction avec le soutien clair du Golfe", a-t-elle ajouté.

La nouvelle a été accueillie par des célébrations en Syrie, où des dizaines d'hommes, de femmes et d'enfants se sont rassemblés mardi soir sur la place des Omeyyades à Damas.

La rencontre Trump-Chareh a eu lieu malgré les réticences d'Israël, allié indéfectible des Etats-Unis.

Après l'Arabie saoudite, le président des Etats-Unis se rend mercredi au Qatar voisin, puis jeudi dans les Emirats arabes unis.

Il avait livré mardi une louange appuyée des gouvernements de la région, en critiquant les stratégies diplomatiques occidentales "interventionnistes".

- Iran et Gaza -

Donald Trump vient d'abord dans la région pour signer de gros accords économiques.

En Arabie saoudite, la Maison Blanche a clamé avoir glané pour 600 milliards de dollars d'investissements.

Ryad a déployé tous ses fastes pour Donald Trump, et Doha, où il se rendra plus tard mercredi, devrait faire de même.

Mais les échanges de l'ancien promoteur immobilier avec les dirigeants qataris auront pour arrière-plan un scandale politique qui couve à Washington.

L'opposition démocrate aux Etats-Unis reproche au milliardaire d'avoir accepté "le plus gros pot-de-vin étranger de l'histoire récente".

En cause: un Boeing 747-8 offert à Donald Trump par la famille royale qatarie pour remplacer au moins provisoirement son avion officiel, et pour l'utiliser après son mandat

Le président a répliqué que l'avion était un "cadeau temporaire".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

17 mai 2025

Syrie: opération des forces de sécurité contre l'EI, quatre morts

Damas, 17 mai 2025 (AFP)

— Un membre des forces de sécurité et trois jihadistes ont été tués samedi lors d'une opération menée contre une cellule du groupe Etat islamique (EI) à Alep, la deuxième ville de Syrie, ont indiqué les autorités.

Quatre membres de la cellule ont été arrêtés, a indiqué un communiqué du ministère de l'Intérieur sur Telegram, avant d'ajouter plus tard que trois

autres avaient été tués dans l'opération.

“Dans le cadre des efforts continus de lutte contre le terrorisme, la Direction de la sécurité d'Alep (nord), en coordination avec les renseignements généraux, a mené un assaut contre une cache où était retranchée une cellule de Daech (un acronyme en arabe de l'EI)”, a-t-il indiqué.

“Lors des affrontements, un membre des forces de sécurité a été tué”, a précisé le ministère, ajoutant que des engins explosifs, un gilet d'explosifs et plusieurs uniformes des forces de sécurité ont été retrouvés sur le site.

Depuis la chute du président Bachar al-Assad le 8 décembre, les attaques de l'EI ont diminué dans les zones contrôlées par les nouvelles autorités islamistes.

Si l'EI a été défait en Syrie en 2019 par les forces kurdes avec le soutien d'une coalition internationale, il maintient des cellules qui continuent notamment d'attaquer les forces kurdes dans le nord-est de la Syrie.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

17 mai 2025

« Vive la liberté! », célèbre le journaliste ex-détenu en Turquie à son retour en Suède

Stockholm, 17 mai 2025 (AFP)

— Détenu sept semaines en Turquie et condamné pour “insulte” au président turc Recep Tayyip Erdogan, le journaliste suédois Joakim Medin a célébré samedi sa liberté, quelques heures après son retour en Suède.

“À peu près à partir du premier jour, j'ai pensé à ce que j'allais dire maintenant : Vive la liberté, la liberté de la presse, la liberté d'expression et la liberté de mouvement”, a-t-il dit lors d'une conférence de presse à Stockholm, où il est apparu soulagé.

“C'est tellement bon de pouvoir parler comme je veux, écrire et me déplacer comme je veux”, a-t-il

ajouté, après une incarcération, à l'isolement, à la prison de Silivri dans la banlieue d'Istanbul.

Sa femme Sofie Axelsson, qui attend leur premier enfant, a raconté avoir reçu jeudi un SMS lui annonçant sa libération.

“C'est un soulagement indescriptible, que ce cauchemar soit terminé et que Joakim puisse être à mes côtés quand notre fille naîtra”, a-t-elle dit.

La nature exacte des négociations entre Suède et Turquie ne sont pas connues.

Un peu plus tôt dans la journée, la cheffe de la diplomatie suédoise Maria Malmer Sternergard avait

souligné qu'il n'y avait eu aucun échange.

“Il n'y a eu aucun troc, aucune exigence (de la Turquie) n'a été formulée”, a-t-elle insisté.

Joakim Medin a estimé que la grossesse avancée de sa femme avait contribué à sa libération, ainsi que le contexte politique en Turquie avec la dissolution du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Le reporter du journal suédois Dagens ETC, 40 ans, avait été interpellé le 27 mars à son arrivée à Istanbul, où il venait couvrir les manifestations déclenchées par l'arrestation le 19 mars du maire d'Istanbul Ekrem Imamoglu, principal rival du président Erdogan.

Fin avril, il a été condamné à 11 mois de prison avec sursis par un tribunal d'Ankara, pour “insulte au président”.

Malgré la condamnation à une peine avec sursis, il restait en prison dans l'attente d'un autre procès pour “appartenance à une organisation terroriste” qui doit s'ouvrir le 25 septembre.

Le journaliste nie l'accusation de la justice turque selon laquelle il aurait participé en janvier 2023 à une manifestation du PKK.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

18 mai 2025

Turquie : 30.000 plants de marijuana détruits sur un site classé par l'Unesco

Istanbul, 18 mai 2025 (AFP) — La brigade des stupéfiants turque a détruit 30.000 plants de marijuana cultivés secrètement dans un vaste jardin en terrasses au bord du Tigre classé au patrimoine mondial par l'Unesco, ont rapporté des médias dimanche.

Au cours d'une opération commune au lever du soleil ayant impliqué des plongeurs et des bateaux appuyés par des hélicoptères et des drones, les agents de la lutte antidrogue et la police locale ont fait une descente dans les jardins Hevsel à Diyarbakir, dans le sud-est de la Tur-

quie en majorité peuplé de Kurdes, ont raconté l'agence de presse IHA et le journal Cumhuriyet, sans préciser la date du raid.

À l'intérieur des jardins, qui s'étendent sur quelque 700 hectares entre la forteresse de Diyarbakir et le Tigre, ils ont trouvé des milliers de plants de marijuana répartis sur 31 sites.

Les plants auraient pu permettre de produire environ 5,3 tonnes de cannabis, d'une valeur approximative de deux milliards de liras turques (51 millions de dol-

lars), selon les rapports cités par les médias.

Le ministère de l'Intérieur n'a pas fait de commentaires dans l'immédiat.

Les cultivateurs ont profité du fait que les véhicules ne peuvent pas entrer dans les jardins d'Hevsel, en raison de la nature du terrain, pour y installer des tentes et y dissimuler et protéger les plants, qu'ils irriguaient avec de l'eau puisé dans le fleuve, d'après les rapports.

Aucune indication n'a été donnée dans l'immédiat sur

d'éventuelles arrestations.

En 2015, les jardins en terrasses, qui sont toujours utilisés pour les cultures agricoles, ont été inscrits au patrimoine mondial par l'Unesco, au même titre que la forteresse de Diyarbakir, en reconnaissance de leur importance historique et culturelle.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

20 mai 2025

Le PKK veut que la Turquie allège "l'isolement" carcéral de Abdullah Öcalan

Souleimaniyeh (Irak), 20 mai 2025 (AFP) — Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a réclamé à la Turquie un allègement de "l'isolement" carcéral d'Abdullah Öcalan, présentant son fondateur comme le "négociateur en chef" du groupe en cas de pourparlers de paix, après quatre décennies d'une guérilla sanglante.

Dans un entretien exclusif à l'AFP lundi soir, le mouvement a fustigé le manque à ce jour de "garanties" apportées par la Turquie pour lancer ce processus. Et le groupe - classé organisation "terroriste" par Ankara et ses alliés occidentaux - a dit refuser tout exil de ses membres.

Dans une annonce historique le 12 mai, le PKK a proclamé sa dissolution et la fin de

quatre décennies d'une guérilla ayant fait plus de 40.000 morts.

L'organisation répondait à un appel lancé fin février par son chef historique, Abdullah Öcalan, emprisonné depuis 1999.

Si le président turc Recep Tayyip Erdogan a salué cette dissolution, son ministère de la Défense a averti que les opérations contre le PKK se poursuivraient jusqu'à ce que son aire de déploiement soit "nettoyée".

Avec la dissolution et la fin de la "lutte armée", "nous donnons une réelle chance à la paix", a plaidé Zagros Hiwa, porte-parole de la branche politique du PKK, dans des réponses écrites envoyées à l'AFP.

Les pourparlers seront emmenés par le fondateur du PKK, qui purge une peine d'isolement à vie sur l'île-prison d'Imrali, près d'Istanbul.

"Nous attendons de l'Etat turc des amendements des conditions d'isolement sur l'île-prison d'Imrali, et qu'il fournisse au leader (Öcalan) des conditions de travail libres et sûres afin qu'il puisse diriger le processus", a-t-il ajouté.

"Le leader est notre négociateur en chef", a-t-il précisé. "Il est le seul qui peut diriger l'application concrète des décisions prises par le PKK."

- "L'intégration, et non l'exil" -

Pour des observateurs, le gouvernement turc pourrait faire preuve d'une nouvelle

ouverture envers les Kurdes, qui représentent environ 20% des 85 millions d'habitants du pays.

La Turquie a indiqué qu'elle surveillerait attentivement le processus de désarmement du PKK, replié sur ses bases arrières dans les régions montagneuses du nord de l'Irak, dans la région autonome du Kurdistan irakien.

Interrogé sur ce désarmement, M. Hiwa, a assuré que "les négociations n'ont pas encore débutées" -malgré des "contacts" et des "discussions" à la prison d'Imrali.

"Ces questions seront abordées lors des négociations (de M. Öcalan) avec les responsables de l'Etat turc", a souligné M. Hiwa, porte-parole de l'Union des

communautés du Kurdistan (KCK), qui chapeaute le PKK.

Si l'incertitude règne sur le sort réservé aux combattants du mouvement qui espèrent une amnistie, des médias turcs ont récemment indiqué que des cadres pourraient être contraints à l'exil dans des pays tiers, citant la Norvège ou l'Afrique du Sud, tandis que d'autres devraient rester dans le nord de l'Irak.

"Si l'Etat turc veut sincèrement et sérieusement faire la paix, il devrait procéder aux amendements législatifs nécessaires pour que les membres du PKK soient intégrés à une société démocratique", a plaidé M. Hiwa.

cratique", a plaidé M. Hiwa.

"L'exil contrevient à la paix et à toute solution démocratique", a-t-il ajouté. "Une vraie paix nécessite l'intégration, non l'exil".

Il a par ailleurs déploré le manque de garanties et de mesures offertes par Ankara pour faciliter la paix. "La Turquie n'a pas cessé ses opérations militaires" dans le nord de l'Irak. "A ce jour des bombardements et tirs d'artillerie continuent de viser nos positions."

- "Implications positives" -

Depuis des années, le

combat opposant l'armée d'Ankara au PKK empiète sur les territoires des voisins de la Turquie, l'Irak mais aussi la Syrie.

Ankara a lancé plusieurs offensives dans le nord-est de la Syrie contre les Forces démocratiques syriennes (FDS), coalition dominée par des combattants kurdes alliés aux occidentaux et engagés dans la lutte contre les jihadistes. Mais considérés par Ankara comme une extension du PKK.

Dans une Syrie morcelée par la guerre, le tout nouveau pouvoir de Damas a initié un houleux processus

de négociations avec les FDS en vue de leur réintégration dans l'appareil étatique.

"Nous n'intervenons pas dans les affaires concernant les FDS", a diplomatiquement assuré M. Hiwa.

Tout en soulignant que le processus en cours entre le PKK et la Turquie aurait "des implications positives" pour "résoudre la question kurde" ailleurs dans la région.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

24 mai 2025

Première visite du gouvernement syrien au camp d'Al-Hol depuis l'accord avec les Kurdes

Qamichli (Syrie), 24 mai 2025 (AFP) — Une délégation du gouvernement syrien s'est rendue samedi dans le camp d'Al-Hol, dans le nord-est du pays sous administration kurde, marquant la première visite officielle des nouvelles autorités dans ce camp abritant des familles de jihadistes présumés du groupe Etat islamique (EI).

Depuis la défaite de l'EI en Syrie il y a plus de cinq ans, les forces kurdes contrôlent plusieurs camps et prisons dans la région, où sont retenues des dizaines de milliers de personnes soupçonnées de liens avec l'organisation jihadiste.

Selon Cheikhmous Ahmed, responsable de l'administration kurde, une réunion tripartite a rassemblé samedi à Al-Hol des représentants du gouvernement, de la coalition internationale menée par les

Etats-Unis et de l'administration kurde.

Plus grand camp du nord-est de la Syrie, Al-Hol accueille environ 37.000 personnes de diverses nationalités, dont 14.500 Irakiens, dans des conditions précaires.

Les discussions ont porté sur la mise en place d'un mécanisme pour permettre leur départ progressif, a précisé M. Ahmed.

Cette visite intervient plus de deux mois après la signature d'un accord entre le président syrien par intérim, Ahmad al-Chareh, et Mazloum Abdi, chef des Forces démocratiques syriennes (FDS), à majorité kurde.

L'accord prévoit l'intégration des institutions civiles et militaires kurdes dans l'appareil d'Etat, et le retour des Syriens déplacés dans leurs villes et

villages d'origine. Aucun progrès concret n'a toutefois été constaté à ce stade concernant sa mise en oeuvre.

Les nouvelles autorités islamistes ont renversé le président Bachar al-Assad en décembre et pris le pouvoir.

A Damas, le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Noureddine al-Baba, a confirmé la visite et affirmé qu'Al-Hol faisait partie intégrante de l'accord conclu entre MM. Chareh et Abdi.

En février, l'administration kurde avait annoncé, en coordination avec l'ONU, son intention de vider d'ici fin 2025 les camps du nord-est des déplacés syriens et irakiens, y compris les proches présumés de jihadistes.

Al-Hol comprend également une section hautement sécurisée réservée aux familles

de combattants étrangers de l'EI.

Selon M. Ahmed, leur sort dépend des pays d'origine et de la coalition internationale, qui avait soutenu les forces kurdes dans leur combat contre l'organisation.

Les autorités kurdes appellent depuis plusieurs années les pays à rapatrier leurs ressortissants, mais la plupart n'ont autorisé que des retours limités, évoquant des considérations sécuritaires.

L'avenir des prisons dans la région demeure incertain. En février, Mazloum Abdi a affirmé que les nouvelles autorités souhaitaient les placer sous contrôle de Damas.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

26 mai 2025

Syrie: les Kurdes exigent un système décentralisé, affirme un de leurs responsables à l'AFP

Damas, 26 mai 2025 (AFP) — Les Kurdes syriens, qui vont reprendre “bientôt” leurs négociations avec le pouvoir central à Damas, exigeront un système de gouvernance décentralisé dans la nouvelle Syrie, a indiqué lundi à l'AFP un haut responsable kurde.

Les autorités islamistes ont signé un accord le 10 mars avec les Kurdes pour intégrer à l'État syrien les institutions de l'administration kurde, qui contrôle de vastes territoires du nord et nord-est du pays.

Une délégation représentant les partis kurdes doit se rendre “bientôt” à Damas pour des réunions avec les nouvelles autorités, consacrées à l'application de cet accord, selon le responsable qui a requis l'anonymat.

La délégation kurde insistera

pour “une Syrie décentralisée, pluraliste et démocratique”, a expliqué le responsable. “Cette position sera l'un des principaux sujets de discussion et n'est pas négociable”.

“La mosaïque de la société syrienne ne peut pas être gérée par un système politique qui monopolise tous les pouvoirs et ne reconnaît pas la spécificité des régions et des composantes”, a-t-il encore dit.

Les Kurdes avaient rejeté la déclaration constitutionnelle adoptée par Damas le 13 mars, qui accorde les pleins pouvoirs au président intérimaire Ahmad al-Chareh, et estimé que le nouveau gouvernement ne reflétait pas la diversité syrienne.

Le 12 mai, le ministre syrien

des Affaires étrangères Asaad al-Chaibani avait averti que “l'unité du territoire syrien (était) non négociable”.

Il avait ajouté que toute “tergiversation” dans l'exécution de l'accord avec les Kurdes risquait de “prolonger le chaos” dans le pays, après 14 ans de guerre civile.

L'accord du 10 mars prévoit l'intégration des institutions civiles et militaires des zones kurdes au sein de l'administration de l'Etat syrien, y compris les postes-frontières, l'aéroport ainsi que les champs pétroliers et gaziers.

L'administration autonome kurde, dont les puissantes Forces Démocratiques Syriennes (FDS) sont le bras armé, contrôle de vastes territoires comprenant les principaux champs pétroliers et

gaziers du pays.

Soutenues par Washington, les FDS ont joué un rôle clé dans la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique défait en 2019.

Dans un communiqué à l'issue d'une rencontre entre le président intérimaire syrien et l'envoyé spécial américain pour la Syrie, Thomas Barrack, les deux parties ont souligné “la nécessité de mettre en œuvre un accord global avec les FDS qui garantisse le retour de la souveraineté du gouvernement syrien sur l'ensemble du territoire”.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

27 mai 2025

Washington soutient les contrats gaziers conclus avec le Kurdistan autonome, après une plainte de l'Irak

Washington, 27 mai 2025 (AFP) — Les Etats-Unis ont affirmé mardi soutenir les contrats d'hydrocarbures conclus par des entreprises américaines avec la région autonome irakienne du Kurdistan sans l'aval des autorités fédérales de Bagdad, qui ont porté plainte.

“Il est évident que nous avons hâte de continuer

ce genre d'accords. Nous nous attendons à ce qu'ils se développent, et nous espérons qu'ils seront facilités”, a déclaré à des journalistes la porte-parole du département d'Etat, Tammy Bruce.

A l'occasion d'une visite à Washington du Premier ministre de la région autonome Masrour Barzani, le Kurdistan a annoncé la si-

gnature le 19 mai de deux accords avec des entreprises américaines s'élevant à “plusieurs dizaines de milliards de dollars”.

Le ministère du Pétrole à Bagdad avait immédiatement fustigé des accords “nuls et non-avenus”, rappelant que toute exploitation des hydrocarbures relevait des compétences du gouvernement fédéral.

Sous anonymat, un responsable gouvernemental irakien a confirmé à l'AFP qu'une plainte avait été déposée “devant le tribunal du commerce d'al-Karkh” à Bagdad contre le Kurdistan. Il a précisé que cette plainte réclamait “l'annulation des contrats”.

“Nous encourageons Bagdad et Erbil à travailler ensemble pour développer la

production nationale de gaz dès que possible. Ce type de partenariat économique profitera à la fois aux Américains et aux Irakiens et aidera l'Irak à progresser

l'indépendance énergétique", a déclaré Tammy Bruce, soulignant que le secrétaire d'Etat Marco Rubio avait "salué" la signature de ces accords. "Nous pensons également

que les intérêts américains et irakiens sont mieux servis par une région du Kurdistan irakien forte et résiliente au sein d'un Irak fédéral souverain et prospère", a-t-elle ajouté.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

27 mai 2025

Bagdad poursuit le Kurdistan pour des contrats gaziers avec des sociétés américaines

Bagdad, 27 mai 2025 (AFP) — Le gouvernement fédéral d'Irak a porté plainte contre le Kurdistan autonome pour avoir signé, sans son aval, des contrats d'hydrocarbures avec deux entreprises américaines, ont indiqué mardi deux responsables, illustrant les tensions opposant Bagdad aux Kurdes sur l'exploitation des ressources énergétiques.

A l'occasion d'une visite à Washington du Premier ministre de la région autonome Masrour Barzani, le Kurdistan a annoncé la signature le 19 mai de deux accords avec des entreprises américaines s'élevant à "plusieurs dizaines de milliards de dollars."

Le ministère du Pétrole à Bagdad avait immédiatement fustigé des accords "nuls et non-avenus", rappelant que toute exploitation des hydrocarbures relevait des compétences

du gouvernement fédéral.

Sous anonymat, un responsable gouvernemental irakien a confirmé à l'AFP qu'une plainte avait été déposée "devant le tribunal du commerce d'al-Karkh" à Bagdad.

"Le ministère du Pétrole a porté plainte devant un tribunal commercial de Bagdad contre les accords signés par le ministère des Ressources naturelles du Kurdistan et des entreprises américaines", a confirmé mardi à l'AFP un responsable de la région autonome dans le nord de l'Irak.

Il a précisé que cette plainte réclamait "l'annulation des contrats".

L'accord avec WesternZagros concerne l'exploitation du bloc de Topkhana, qui renferme avec le bloc voisin de Kurdamir jusqu'à 5.000 milliards de pieds cubes standard de gaz na-

turel et 900 millions de barils de pétrole brut.

Soit des revenus estimés à 70 milliards de dollars "sur la durée de vie du projet", selon un communiqué.

Le partenariat avec HKN Energy concerne lui le champ gazier de Miran, qui pourrait renfermer 8.000 milliards de pieds cubes standard de gaz naturel —d'une "valeur sur le long-terme" de 40 milliards de dollars.

Depuis de longues années, Bagdad et le Kurdistan entretiennent des rapports en dents de scie, souvent empoisonnés par la gestion des ressources pétrolières. Bagdad refuse au Kurdistan toute autonomie sur ce dossier.

Pendant longtemps, le Kurdistan d'Irak a mené des exportations pétrolières sans l'aval de Bagdad: elles transitaient par

le port turc de Ceyhan.

Ces exportations sont interrompues depuis plus de deux ans en raison d'un arbitrage international en faveur de Bagdad. Le Kurdistan a été contraint d'accepter que les ventes de son pétrole passent par l'Entreprise pétrolière d'Etat.

Le Kurdistan avait défendu les deux accords avec des firmes américaines en assurant qu'ils n'étaient entachés par aucun "vice juridique".

La région autonome avait indiqué que les deux entreprises américaines "n'étaient pas de nouveaux investisseurs" mais faisaient déjà partie "des principaux producteurs de pétrole du Kurdistan."

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

27 mai 2025

Crimes contre l'humanité en Syrie et en Irak: la justice française précise ses soupçons contre Lafarge

Paris, 27 mai 2025 (AFP) — La justice française a récemment précisé ses soupçons à l'encontre du cimentier Lafarge, poursuivi à Paris pour complicité de crimes contre l'humanité en Syrie et en Irak, a appris mardi l'AFP de sources proches du dossier.

La mise en examen du groupe, désormais filiale du Suisse Holcim, avait été validée par la Cour de cassation en janvier 2024 - une qualification rarissime pour une entreprise.

Mais les charges à son égard n'avaient pas été détaillées.

En mars 2025, le parquet national antiterroriste (Pnat), qui comprend aussi un pôle Crimes contre l'humanité, a précisé ses soupçons dans un réquisitoire supplétif: populations victimes, lieux et périodes.

Lafarge est accusée par le Pnat de s'être rendue complice des crimes commis par l'EI en Irak et en Syrie à l'encontre de la minorité des

Yazidis, victimes d'atteinte volontaire à la vie, d'esclavage, d'emprisonnement, de torture, de violences sexuelles, de persécution, entre le 3 août et le 19 septembre 2014.

A ce stade, deux victimes yazidies ont été identifiées.

Le Pnat cite aussi la communauté des Sheitat, en Syrie, depuis août jusqu'au 19 septembre 2014.

Lafarge s'est aussi rendu complice, selon le ministère public, de crimes contre l'humanité contre des recrues de l'armée irakienne, en formation au camp militaire Speicher, entre les 12 juin et 19 septembre 2014, toujours d'après la source judiciaire.

Plus précisément, la justice française estime qu'ils ont été victimes d'atteinte volontaire à la vie, de transfert forcé, d'emprisonnement, de torture, de persécution, et ciblés pour leur confession chiite.

Des prisonniers chiites, yazidis et kurdes à la prison de Ba-

doush, ont été victimes d'atteintes volontaires à la vie, du 10 juin au 19 septembre 2014, selon le Pnat cité par la source judiciaire.

Des soldats détenus dans l'été 2014 dans la prison de Tabqa sont aussi considérés comme victimes d'atteintes volontaires à la vie, d'après le Pnat.

Sollicité par l'AFP, l'avocat de Lafarge n'a pas répondu.

L'affaire a été séparée en deux: d'un côté les soupçons de complicité de crimes contre l'humanité, de l'autre le financement de terrorisme.

Dans ce dernier volet, Lafarge et huit personnes, dont d'anciens responsables, seront jugés dès novembre par le tribunal correctionnel de Paris pour financement du terrorisme, mais aussi pour certains pour non-respect de sanctions financières internationales.

Cette disjonction avait suscité l'appréhension de parties ci-

viles, craignant "un abandon progressif des poursuites" pour crimes contre l'humanité, a souligné auprès de l'AFP Me Rachel Lindon, avocate de deux Yazidies et de l'ONG Yazda.

Mais "ce réquisitoire supplétif démontre la volonté du parquet d'approfondir les investigations s'agissant de ces faits".

Le groupe est soupçonné d'avoir transféré des fonds au profit de la filiale syrienne de Lafarge, en exploitant une cimenterie "en zone de guerre et en conscience que cette exploitation supposait notamment la remise de fonds ou l'achat de matières premières via des intermédiaires ainsi que des paiements de sécurité ou taxe au profit de l'EI permettant le financement de ses activités criminelles" et de crimes contre l'humanité, d'après une source judiciaire.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

29 mai 2025

Syrie : l'EI revendique sa première attaque contre les nouvelles forces gouvernementales

Beyrouth (Liban), 29 mai 2025 (AFP) — Le groupe État islamique (EI) a revendiqué jeudi sa première attaque contre les forces des nouvelles autorités syriennes depuis la chute du président Bachar al-Assad, ont déclaré une ONG et SITE Intelligence Group.

Selon SITE, organisme spé-

cialisé dans la surveillance des sites internet islamistes, il s'agit de la première attaque revendiquée par l'EI contre le nouveau gouvernement syrien.

Dans un communiqué relevé par SITE, le groupe Etat islamique affirme avoir déclenché un "dispositif explosif" contre

un véhicule des forces armées syriennes dans la province de Sweida (sud).

L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) a affirmé qu'un homme avait été tué et trois membres de la 70e division de l'armée syrienne blessés lorsque leur patrouille a été touchée par

une mine terrestre déclenchée à distance mercredi.

L'homme tué accompagnait les forces du gouvernement syrien dans cette zone désertique, selon cette ONG.

Le groupe jihadiste, qui était parvenu à contrôler une vaste zone en Syrie et en Irak, a

été défait en Syrie en 2019 par les forces kurdes avec le soutien d'une coalition internationale.

Il maintient toutefois des cellules qui continuent notamment d'attaquer les forces dirigées par les Kurdes dans le nord-est de la Syrie.

Lundi, les autorités syriennes ont annoncé avoir démantelé une cellule de l'EI, lourdement armée, qui se préparait à mener des attaques dans une région proche de Damas.

Une dizaine de jours plus tôt, les forces de sécurité avaient dit avoir arrêté à Alep,

deuxième ville du pays, plusieurs membres d'une cellule de l'EI. Un membre des forces de sécurité et trois jihadistes avaient été tués dans l'opération.

Le président américain Donald Trump, qui a rencontré le président intérimaire syrien Ah-

mad al-Chareh le 14 mai en Arabie saoudite, l'a appelé à "aider les Etats-Unis à empêcher une résurgence de l'EI".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

31 mai 2025

Une délégation kurde à Damas pour s'entretenir avec les nouvelles autorités (source kurde)

Damas, 31 mai 2025 (AFP) — Une délégation de Kurdes syriens se rend samedi à Damas pour discuter avec le pouvoir central de la mise en œuvre d'un accord signé il y a environ trois mois, a indiqué une source kurde à l'AFP.

Les autorités islamistes ont signé un accord le 10 mars avec les Kurdes pour intégrer à l'État syrien les institutions de l'administration autonome kurde, qui contrôle de vastes territoires du nord et nord-est du pays, y compris des champs pétroliers gaziers.

Mais sa mise en œuvre piétine du fait de divergences persistantes entre les deux parties, les Kurdes ayant rejeté la déclaration constitutionnelle adoptée par Damas le 13 mars, qui accorde les pleins pouvoirs au prési-

dent intérimaire Ahmad al-Chareh, et estimé que le nouveau gouvernement ne reflétait pas la diversité syrienne.

Le mois dernier, les forces kurdes ont réclamé un système de gouvernance décentralisé, une demande rejetée par Damas.

"Une délégation de l'administration autonome est en route pour Damas afin d'examiner les clauses de l'accord signé entre les deux parties", a indiqué à l'AFP une source kurde faisant partie de la délégation, sous couvert d'anonymat.

L'accord précise que la composante kurde est une "communauté authentique au sein de l'État syrien" qui "garantit son droit à la citoyenneté et à tous ses droits constitutionnels",

tout en affirmant le "rejet des appels à la division et des discours de haine".

Le 12 mai, le ministre syrien des Affaires étrangères Assaad al-Chaibani avait déclaré que toute "tergiversation" dans l'exécution de l'accord avec les Kurdes risquait de "prolonger le chaos" dans le pays, après 14 ans de guerre civile.

Dans une interview diffusée par la chaîne de télévision Chams, basée à Erbil, Mazloum Abdi, le chef des Forces démocratiques syriennes (FDS), bras armé de l'administration kurde, a déclaré être engagé "à respecter ce sur quoi nous nous sommes mis d'accord avec Damas".

Cependant, il a insisté sur l'importance d'"une Syrie

décentralisée où toutes les composantes vivent avec tous leurs droits et où personne n'est exclu", considérant que "ceux qui détiennent le pouvoir actuellement veulent une Syrie centralisée et ne sont pas prêts à ce que toutes les composantes syriennes vivent ensemble".

La préservation de l'unité de la Syrie et le rétablissement de la sécurité restent un défi majeur pour les nouvelles autorités, surtout après les massacres qui ont principalement visé la communauté alaouite et suscité de vives inquiétudes chez les autres minorités du pays.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

